

سكنا من الامل

Arts et spectacles : FIAC 90

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14228 - 5 F

JEUDI 25 OCTOBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les tentatives de M. Saddam Hussein pour diviser les Occidentaux

Après l'annonce de la libération des otages français Paris réaffirme sa fermeté à l'égard de l'Irak

Une « faveur »
embarrassante

RAREMENT « cadeau » aura été si embarrassant, égard si importun. En annonçant mardi 23 octobre, après une « discussion » à l'épilogue acquiescente, la libération des quelques trois cents otages français retenus en Irak et au Koweït, le Parlement-croupion de Bagdad a justifié sa décision par un « hommage au peuple de France » dont celui-ci se serait volontiers passé.

La manœuvre irakienne, aussi limpide que grossière, vise toujours le même objectif : enfoncer un coin dans la communauté des nations liguées contre le maître de Bagdad. Au nom de l'amitié passée, qui continue d'ailleurs d'alimenter un réel courant de sympathie populaire pour notre pays, M. Saddam Hussein s'emploie à « distinguer » la France des autres occidentaux, à jeter un doute sur la solidarité qui l'unit aux États-Unis, et, au bout du compte, à la neutraliser.

Décision de pure forme : le Parlement irakien a approuvé, mardi 23 octobre, en fin de journée, la proposition que lui avait faite M. Saddam Hussein de libérer tous les ressortissants français retenus en Irak et au Koweït. En dépit de ce geste, le gouvernement français maintient une attitude de fermeté, considérant qu'il ne s'agit que de la « réparation » d'un « acte inadmissible », et assurant qu'il ne saurait être question d'une « quelconque négociation ».

Mercredi 24 octobre en fin de matinée, on ignorait encore selon quelles modalités s'effectueraient le retour des otages français, dont le nombre est évalué à plus de trois cents. A en croire l'ambassadeur d'Irak à Paris, qui s'exprimait mercredi sur TF1 à l'issue d'un entretien avec des responsables du Quai d'Orsay, l'Irak n'exige pas qu'un officiel français de haut rang se rende à Bagdad pour aller chercher les otages libérés. « Ce n'est pas une condition », a dit l'ambassadeur, précisant qu'un appareil d'Iraq Airways devrait aller chercher les Français au Koweït, puis les emmener à Bagdad, d'où l'ensemble des

otages français pourrait quitter l'Irak.

Au cours du conseil des ministres réuni le 24 octobre à l'Élysée, M. Roland Dumas, a affirmé qu'« aucune négociation n'a précédé la décision prise unilatéralement par le président Saddam Hussein ».

A Moscou, l'agence de presse non officielle INTERFAX a annoncé que l'émisnaire de Mikhaïl Gorbatchev dans le Golfe, M. Primakov, avait quitté Moscou mercredi pour une nouvelle mission qui devait le conduire en Arabie saoudite, en Égypte et en Syrie mais aussi en Irak.

Lire la suite page 3



Six soldats britanniques tués en Irlande du Nord

Six soldats britanniques ont trouvé la mort lors de deux attentats à la bombe, revendiqués par l'IRA, commis dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 octobre.

Lire nos informations page 42 - section D

L'enquête sur l'affaire Doucé

Les gendarmes ont retrouvé en forêt de Rambouillet un corps qui pourrait être celui de l'animateur du Centre du Christ libérateur.

Lire nos informations page 42 - section D

La Cinq pour Hachette

Pour permettre la survie de la chaîne le Conseil supérieur de l'audiovisuel a donné son feu vert à la reprise de la Cinq par Hachette.

Lire page 17 - section B

l'article d'ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY

ÉDUCATION

Les bahuts du chahut
Elèves sans repères
et profs en crise

Un lycée de rêve
Le projet de réforme
iconoclaste du SGEN-CFDT

pages 15 et 16 - section B

M. Tapie et Adidas

L'homme d'affaires vend tous ses actifs pour financer le rachat de la société allemande

page 33 - section D

L'avenir des retraites

Un entretien avec le président de la Fédération des assurances, M. Denis Kessler

page 33 - section D

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

La Pologne entre passion et raison

Le face-à-face électoral des deux frères ennemis de Solidarité

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Le 25 novembre, en élisant pour la première fois un président de la République au suffrage universel, les Polonais devront choisir « entre l'Etat de droit et la loi du shérif ».

La formule est d'Adam Michnik, brillant théoricien de feu Solidarité, aujourd'hui directeur d'un journal, *Gazeta Wyborcza*, qui fait ouvertement campagne contre Lech Walesa, candidat, dans le rôle du shérif. « Adam a seulement oublié, relève une universitaire de Var-

sovie, que chez les Polonais le shérif est un personnage très populaire. » Le fossé entre les intellectuels, généralement favorables à Tadeusz Mazowiecki, premier ministre, et les ouvriers, plus attirés par le président de Solidarité, n'est qu'un aspect de cette étrange campagne, vécue comme une fatalité sur fond de désillusion.

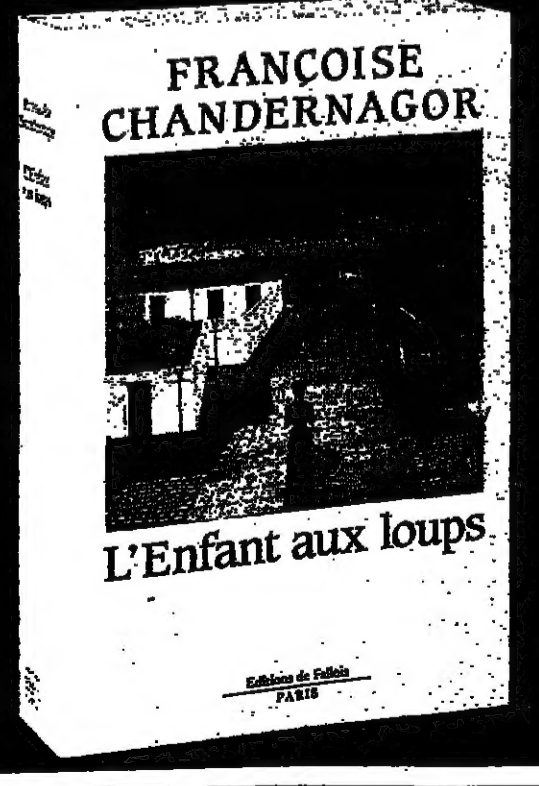
Le duel plonge les orphelins de Solidarité dans un douloureux dilemme. « Je suis triste, et je suis pessimiste, soupire le Dr Zofia Kuratowska, vice-présidente du Sénat, qui soutient le premier ministre. Je ne peux pas

m'imaginer Walesa président, mais je sais que, Walesa vaincu, ce ne sera pas bon non plus. »

Sur le fond tout le monde est d'accord : la Pologne veut une économie de marché et des institutions démocratiques. M. Mazowiecki ne fait pas autre chose depuis qu'il est au gouvernement. M. Walesa en convient, mais lui reproche de le faire trop lentement. Le maître mot de Lech Walesa, c'est l'« accélération ». Les partisans de M. Mazowiecki, redoutent qu'une « accélération » n'aboutisse à une « déstabilisation ».

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 7

CHANDERNAGOR



L'Enfant aux loups

Collection de Poésie

MAIS, jusqu'à présent, cette tactique n'est guère payante. Le chef de la diplomatie irakienne a beau cajoler la France, en la mettant délibérément sur le même plan que l'Union soviétique, l'amalgame est pour le moins abusif. Paris renforce cette semaine son dispositif militaire en Arabie saoudite, et ses treize mille hommes représentent toujours, en effectif, le deuxième contingent occidental après celui des États-Unis. Bref, la « logique de guerre » constatée au début de la crise par M. Mitterrand n'est pas encore dépassée.

Le recul irakien n'a pas plus ému l'Amérique. Dans un discours, il est vrai largement « électoraliste », le président a accusé mardi M. Saddam Hussein de « crime contre l'humanité » en le comparant de nouveau à Hitler. Une chose est sûre : face à un leader irakien toujours aussi isolé et dont le pays commence à souffrir des effets de l'embargo, il est nécessaire de rester ferme pour l'obliger à poursuivre sa reculée.

M 0147 - 1025 0 - 5,00 F

De justice lasse...

Après le succès de la journée d'action et de grève des professions judiciaires l'intersyndicale appelle à durcir le mouvement

(par Agathe Logeart)

Comme on aime la justice, en France ! Comme on la veut digne, sereine, équilibrée ! Comme on aimerait que les justiciables aient confiance en elle, et comme on aimerait avoir affaire à des magistrats, des fonctionnaires, des avocats et des surveillants de prison épanouis, gagnant bien leur vie et fiers de leur métier... L'unanimité, alors, que le monde judiciaire faisait pour une fois taire les petits intérêts de chacun pour découvrir au coude-à-coude le plaisir de la rue, était, le 23 octobre, bien touchante.

C'est M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du garde des sceaux, qui se déclare « sur le fond » d'accord avec les manifestants pour déplorer la misère de la justice. C'est le ministre lui-même qui juge « légitime » leur inquiétude. C'est le groupe RPR de l'Assemblée nationale qui, en proposant un « budget alternatif

pour accroître la protection des libertés », exprime sa « solidarité » à la justice en détresse. C'est même Julien Dray, député PS, il est vrai de l'Essonne, et fort sensible aux états d'âme des surveillants de prison de Fleury-Mérogis, qui s'inquiète tendrement de leur sort, en conseillant, sans rire, qu'on leur enseigne des méthodes « antistress ».

La main sur le cœur, à gauche comme à droite, à l'Assemblée nationale comme dans les palais de justice, on a joué à qui se ferait le meilleur héraut de l'indépendance des magistrats, passant allègrement sous silence les petites lâchetés d'hier ou d'aujourd'hui, les inconvénients quotidiens, les procédés peu glorieux mais sûrement plus répandus qu'on ne veut bien admettre. Même l'Observatoire des libertés, association de parlementaires, de magistrats et d'avocats présidée par le juge antiterroriste Gilles Boulouque, dont on avait, de toute évidence à tort, bro-

cardé l'attitude dans l'affaire Gordji, a exprimé « son désespoir face à une institution judiciaire en train de sombrer ».

C'est promis, demain, on s'y met. On change tout. Et, même si cela prend du temps, vous allez voir, ce sera formidable, puisque, assurément, tout le monde est d'accord : pour demander plus de moyens (les obtenir est une autre affaire, à moins qu'il ne s'agisse de construire des prisons), redonner confiance aux justiciables, rendre une meilleure justice avec des hommes et des femmes de l'art plus heureux.

Lire la suite page 14 - section B

PARIS ♦ ÎLE-DE-FRANCE

Espace piétonnier entre Opéra et port de plaisance
L'automne en fêtes
Lascars à Saint-Germain
Balade sur la Petite Ceinture

page 35 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Espagne, 175 PTA; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 Krc; Pays-Bas, 2,60 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 Krs; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Agriculture

Les paysans ne capituleront pas

par Raymond Lacombe

« Il ne faut pas mettre le couteau sous la gorge des agriculteurs », a récemment déclaré le président de la République. N'est-ce pas pourtant ce qui est fait, avec les dernières propositions de la Commission de Bruxelles, qui envisage froidement de diminuer de 30 % les soutiens à l'agriculture et de saper les fondements de la politique agricole commune ?

Car au lieu de résister aux prétentions américaines, dont les ambitions commerciales passent par une mise au pas de l'agriculture européenne, la Commission a préféré se placer d'emblée sur le terrain de l'adversaire. C'est donc une partie difficile qui s'engage en ce moment dans le cadre des négociations du GATT.

Dans cette négociation, les Américains ont un objectif simple : éliminer des concurrents gênants, ce qui leur laissera le champ libre pour conquérir de nouveaux débouchés et résorber, par voie de conséquence, une partie de leur impressionnant déficit commercial.

Pour servir cet objectif, ils ont une arme : le libéralisme économique, dogme universel qui a remplacé les idéologies défilantes et dont ils exigent des autres une observation d'autant plus soignée qu'ils sont moins regardants pour eux-mêmes. En son nom, ils demandent aux Européens de supprimer leurs prélèvements et leurs restitutions, qui assurent la stabilité des prix intérieurs européens, en les présentant comme des barrières déloyales, qui perturbent les lois du libre-échange.

Quant aux aides qu'ils versent à leur agriculture, deux fois plus importantes que les nôtres, on n'en parle pas, ou très peu : d'ailleurs, elle ne peuvent pas perturber le commerce, puisqu'elles sont américaines !

En face, il y a l'Europe. Divisée, hésitante, prête à tous les renoncements. Avec sa nuée de technocrates inspirés, fermement décidés à capituler sans combattre ; avec ses élites de pont américaines ; avec ses repentis du dirigisme, acharnés à paraître plus libéraux que les libéraux. Une Europe où il se trouve de beaux esprits qui pensent que les paysans sont bien encombrants, qu'ils sont trop nombreux, trop nombreux, qu'ils coûtent trop cher, et qu'avec leur volonté d'un autre âge de vouloir organiser les marchés, ils apportent une note vraiment déplacée dans la vaste fresque libérale qui déroule ses fastes de Lisbonne à Varsovie.

La clé de voûte du monde rural

Après tout, le blé du Minnesota vaut bien celui de la Beauce ! Et si les Américains pouvaient aider à les éliminer une bonne fois pour toutes, ces producteurs de commerce en rond, la voie serait ouverte pour des lendemains industriels qui chantent, avec des campagnes enfin apaisées, où l'on maintiendrait, bien sûr, quelques îlots d'agriculture, façon Disneyland, afin que les citadins puissent venir goûter aux joies de la nature et au charme de la nostalgie.

Non, les paysans ne se laisseront pas faire. Ils se battent pour leur

survie. Car si l'esprit de capitulation devait l'emporter demain, ce serait la ruine pour des centaines de milliers d'entre eux, et nous irions, dans des régions entières, vers une terre sans paysans. Un drame pour l'agriculture, et pour le pays une faute grave, dont les conséquences retentiraient sur la société tout entière.

L'agriculture est un atout majeur pour l'économie française, et plus spécialement pour l'équilibre de ses comptes extérieurs. Elle assure aujourd'hui l'indépendance alimentaire du pays, et elle sera capable demain, pour peu qu'on lui en donne les moyens, de contribuer à son indépendance énergétique. L'agriculture, c'est aussi la clé de voûte du monde rural. Par leur activité économique, les agriculteurs irriguent tout le milieu qui les entoure en favorisant la création ou le maintien d'unités de transformation, de commerces, d'ateliers artisanaux... Que l'agriculture s'effondre, et c'est tout le milieu rural qui se désolera. Et que l'on ne vienne pas nous raconter des balivernes sur un corps d'agriculteurs que l'on maintiendrait à coup de subventions pour entretenir le paysage, en leur demandant de produire le moins possible, pour ne pas gêner les agromanagers d'Amérique et d'ailleurs. Quand bien même quelques exploitants en fin de carrière voudraient remplir momentanément ce rôle, quel jeune accepterait de leur succéder un jour, pour remplir une fonction socialement peu valorisante et économiquement sous-rémunérée ? Et combien de temps la collectivité accepterait-elle de supporter le coût d'un tel système ?

Une colonie américaine

Les paysans ne réclament pas la lune ! Ils veulent vivre décemment de leur travail, ils veulent pouvoir moderniser leurs entreprises. Et pour cela, il leur faut des prix rémunérateurs, fixés dans le cadre d'organisations de marché dignes de ce nom.

Les paysans ne sont pas irresponsables ! Ils savent qu'ils ne peuvent pas produire durablement sans contraintes. Ils savent que le marché n'a plus la capacité d'absorber la totalité de leur production. Aussi sont-ils prêts, au niveau européen comme au niveau mondial, à maîtriser leur production.

De la même façon que la politique des structures des années 60 a permis de répartir le foncier, c'est-à-dire le droit d'exploiter en évitant que la terre ne soit accaparée par quelques-uns, la politique agricole des années 90 devra répartir le droit de produire à travers une politique de maîtrise des productions fondée sur un triple principe : solidarité entre les producteurs, respect des équilibres régionaux, refus d'un productivisme sans limites.

C'est à ce prix que l'offre pourra être ajustée de telle sorte que les cours mondiaux s'établissent à des niveaux plus conformes aux coûts de production. Alors seulement pourra s'enclencher une spirale vertueuse de réduction des soutiens, qui allègera d'autant les budgets agricoles, tout en procurant aux agriculteurs du monde entier le revenu auquel ils peuvent prétendre.

S'il s'agit, dans le cadre du GATT, de parvenir à un rééquilibrage du marché mondial des produits alimentaires, nous ne pouvons être que d'accord. Tous les agriculteurs ont intérêt à une meilleure

gestion des stocks mondiaux, à commencer par ceux du tiers-monde.

Mais, si les États-Unis veulent mettre au pas l'agriculture européenne, et nous imposer un modèle de société qui ne correspond ni à notre culture, ni à notre histoire, ni à nos choix politiques, il faut leur dire clairement que l'Europe ne se laissera pas traiter comme une colonie américaine.

Quel homme d'Etat, dans notre vieille Europe, aura le courage et l'autorité nécessaires pour leur tenir ce langage ?

► Raymond Lacombe est président de la FNSEA.

TRAIT LIBRE



Irak

Au pays de Sumer

par Jean-Pierre Faye

L'UNE des étymologies de l'Irak le rattache à Uruk, ville de Sumer.

« Bienvenue au pays de Sumer... ». Ce sont les paroles qui ont ouvert, en mars 1989, le symposium organisé à Bagdad par une personnalité de l'UNESCO, et qui explorait l'interrelation méditerranéenne entre la *medersa* arabe et l'université européenne, dans ces lieux splendides de la Mésopotamie, au bord du Tigre.

Uruk est, avec Ur, le lieu d'origine de l'écriture, voilà six millénaires. Ce qui veut dire, en clair, le lieu source de la pensée. Sans l'écriture de Sumer, et le coup de génie qui a su transcrire en pictogrammes sumériens, voilà quatre mille ans, la langue orale d'Akkad - inventant ainsi l'écriture phonétique - l'histoire du monde n'aurait pas encore commencé. A Sippur, entre Bagdad et Babylone, nous avons exploré en mars 1989 la première bibliothèque aux tablettes bilingues. C'est un point inoubliable de l'univers.

Un autre moment-clé, ultérieur, est lié également au pays de l'entre-deux-rivières. La pensée grecque fondamentale a été traduite et mise en débat dans la langue arabe à Koufa et à Bagdad, à l'initiative du calife abbasside et singulièrement du calife Al Mamoun - cinquième successeur de ce calife Al Mansour, qui donne aujourd'hui son nom au tristement célèbre hôtel Melia-Mansour de Bagdad (lieu de la concentration et de la distribution des otages en vue des sites militaires et des usines chimiques). Le neuvième siècle abbasside, autour d'Alkindi, émet un message de pensée et de science qui va rayonner vers l'Orient, autour d'Alfarabi et d'Ibn Sina (Avicenne). Et vers l'Occident autour d'Ibn Tufayl et d'Ibn Rochd (Averroès). A Cordoue et à Marrakech, le débat de la pensée atteint une hauteur dont l'onde de choc suscite, à Paris, à Padoue, à Oxford, à Cracovie, un élan pensif et scientifique sans précédent.

Il faut le redire à tout ce qui ressemble aux langages et aux fables du prétendu Front national : les Arabes sont chez

eux en Europe, et notamment en France. Car le fait civilisationnel de l'Europe occidentale est directement lié par un fil de feu à l'Andalousie arabe et au Maroc almohade, à leur éclat, à leur sagesse. S'il existe une « nation » française dans la science et une civilisation européenne, celle de la Renaissance, de la révolution scientifique et de ce qui fut nommé à bon droit les Lumières, nous le devons pour une très grande part à Cordoue, cité arabe en Europe. La philosophie allemande du sujet, l'une des sources cachées de la révolution einsteinienne, poursuit, par Descartes interposé, le travail des grands penseurs almohades. Le sujet pensant de Kant est le fils spirituel du sujet mouvant d'Averroès, défini en 1190, à la veille de la disgrâce politique du philosophe.

Si nous sommes tous les enfants de Sumer, nous nous trouvons plus directement reliés par les splendeurs investies dans la pensée abbasside et almohade, de la Mésopotamie à l'Atlas.

Or investir, c'est d'abord échanger. Il semble facile d'alloquer la main pour prendre. Mais on ne prend pas un tissu d'échanges. Quand l'armée gendekhande de Houlaou croit, en

1258, conquérir et annexer Bagdad, elle se contente de la détruire. Investir, c'est aussi déchiffrer attentivement les narrations et les relations enchevêtrées de l'échange.

En mars 1989, voulant visiter la ziggurat d'Ur, au sud de l'Euphrate, lieu chiffré de l'histoire, je me suis heurté à une infranchissable zone militaire. La bibliothèque suméro-akkadienne de Sippur, ce nœud du monde, était recouverte d'une simple toile ondulée... Les chercheurs irakiens, anglais et français qui travaillaient alors côte à côte au déchiffrement des messages sur argile, dans le voisinage, sont maintenant sans doute séparés. Et ces derniers, peut-être, sont au nombre des « invités-otages » ? Eux qui auraient solidement à la mémoire d'Uruk - donc à son avenir - où sont-ils aujourd'hui ?

A la guerre « divine et laïque » que veulent appeler les journaux d'août 1990, nous voulons opposer cet intellect actif d'Averroès qui réunit entre eux tous les hommes ; et cet intellect matériel qui pour lui porte les empreintes de l'expérience dans la pensée.

► Jean-Pierre Faye est philosophe, directeur de recherche au CNRS.

BIBLIOGRAPHIE

Corps à corps avec l'ordinateur

« LA TRIBU INFORMATIQUE » de Philippe Braton Ed. Métailié, 192 p., 95 F.

chez les enfants, qu'on a pu parler d'autisme informatique ».

LONGTEMPS signe de contradiction entre les littéraires et les scientifiques, l'ordinateur est maintenant adopté par la société capable de se familiariser avec l'évolution technique. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne suscite pas d'autres confrontations. C'est à les analyser que Philippe Braton s'emploie dans son nouveau livre, *La Tribu informatique*. Son propos s'adresse au grand public et il faut saluer la manière dont l'auteur a su dépeindre le « vieil homme » du spécialiste. Clair, court, son ouvrage va à l'essentiel.

Au lieu de partir de la machine, il regarde d'abord ceux qui la manipulent, constituant pour la plupart une vraie « tribu », avec ses rites, ses codes, ses exclusions, ses passions. On communique avec l'ordinateur, qui n'est pas seulement un outil de plus. Dialogue avec la machine, certes, mais encore plus avec les programmes qu'elle utilise. L'informaticien passe alors à l'autre côté du miroir. Combien d'utilisateurs ont en outre l'impression d'un échange avec une personne de connaissance. « Les machines séparent les hommes pour les rapprocher autrement ». Quand la passion est là, l'informaticien peut devenir une sorte de drogué, un hacker, un membre du noyau dur de la tribu. L'investissement affectif est parfois si fort

Sans en arriver à ces excès, il est certain que l'informatique transforme ceux qui s'y adonnent. Philippe Braton consacre un chapitre aux rêves des « grands ancêtres » : Norbert Wiener, Alain Turing, von Neumann, pour mieux faire comprendre le « mythe fondateur » de la tribu informatique : la croyance en l'existence d'une structure artificielle avec laquelle il est possible de communiquer intelligemment. On est loin, on le voit, du simple supercalculateur. Mais même dans le gros bataillon de ceux qui insistent sur l'aspect créateur de la machine, deux clans s'opposent : ceux qui, comme Herbert Simon, croient à « l'intelligence artificielle » et ceux qui pensent, comme Weizenbaum, que la raison de l'homme est bien autre chose que le calcul, ne serait-ce que parce qu'elle porte des jugements.

Pour finir, une originale notation de Philippe Braton : la bombe et l'ordinateur ne sont-ils pas deux versants du même phénomène ? La bombe représente la version diabolique du savoir humain, c'est l'instrument le plus puissant pour semer le désordre dans la matière et dans la vie. L'ordinateur, lui, est l'outil le plus puissant qu'on ait imaginé pour générer de l'ordre, de l'organisation. Ceux qui croient à une sorte de régulation spontanée de la planète trouveront là matière à méditation.

PIERRE DROUIN

Banlieues

Une poignée de main

par Henri Montant

A petite délinquance à tous les étages, la vie citadine. Escarpée et vide-goussets n'ont pas attendu le ZUP pour chaparder le minimum vital dans la poche des bourgeois qui s'aventurent trop près des « fortifs » parisiens. Et les argousins de jadis cognaient aussi fort que ceux d'aujourd'hui. Non ! Ce qui a changé, c'est la nature elle-même de la ville. Les immeubles haussmanniens où cohabitent les classes sociales ont fait place à une monoculture sociologique. Riches et pauvres ne se rencontrent plus que dans les bouchons, derrière les vitres de leurs prisons de tôle. Les « villages » de Paris ont été rasés par la tôle, qui vide les bistrotiers des rues à 20 heures, et la spéculation, qui chasse les petites gens vers la banlieue. On a même exporté les étudiants - gais fauteurs de vie nocturne - vers les campus désertiques.

D'ailleurs, la droite se garde bien de reprocher à la gauche l'existence des barres et des tours où pousse le chiendent des ghettos : c'est elle, sous de Gaulle et surtout Pompidou, qui a créé cet urbanisme concentrationnaire. Et l'Etat

actuel, avec ses procédures « quartiers dégradés » et sa Délégation interministérielle à la ville (DIV), fait ce qu'il peut pour verdir la grisaille du quotidien. Il donne de l'argent.

Mais l'argent ne suffit plus. A quoi bon repeindre les cages d'ascenseur si la cabine reste bloquée au sous-sol ? Ce dont souffrent les exclus, c'est de se sentir méprisés. La lutte des classes ne date pas d'hier. Encore, dans la lutte, observe-t-on un contact, un intérêt, fait-il négatif. Aujourd'hui, on va plus loin : on ignore, on méprise. Le fric est l'étalon suprême. L'individu rejeté par l'école, donc privé de travail, ne rencontre que des regards froids - et un mur d'escalade ne remplace pas une vraie poignée de main. On lui ôte toute utilité sociale. Il se venge en brisant la marchandise. La révolte est un inter-banlieues ludique : vous voyez bien que j'existe puisque je suis « passé à la télé » !

Finalement, l'Etat ne peut pas verser par décret la seule allocation dont ce quidam humilié a vraiment besoin : la dignité humaine.

► Henri Montant est journaliste.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Guebrou
94851 Ivry Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806 F

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70. Société filiale
du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEM.	AUTRES PAYS non membres
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : soit 48 et soit 120
jours à l'avance, sous peine de
tél. à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

صكنا من الامم

LA CRISE DU GOLFE

Justifiant la libération des otages français

M. Tarek Aziz affirme que « la France déploie des efforts déclarés et non déclarés dans la recherche d'un règlement pacifique »

Le Conseil national (Parlement) irakien a approuvé, mardi 23 octobre en fin d'après-midi, la proposition que lui avait faite M. Saddam Hussein de libérer tous les ressortissants français retenus en Irak et au Koweït. La résolution votée ne donne aucune indication sur les modalités de rapatriement des Français, mais souligne « le désir de l'Irak de sauvegarder ses relations avec la France ».

« Tous les ressortissants français sont désormais libres de partir de leur pays », a déclaré le président du Conseil national, M. Saadi Mehdi Saleh, à l'issue d'une séance de deux heures qui s'est tenue en présence de la presse, avec certaines apparences d'un « débat » : ainsi, plusieurs députés avaient posé des « questions » dont il ressortait qu'ils jugeaient « prématurée » la libération des Français, et le Parlement avait repoussé une résolution présentée par deux députés, suggérant que celle-ci soit reportée jusqu'à ce que Paris ait précisé sa position sur la crise du Golfe.

Le texte finalement voté a, mais levée, à l'unanimité des deux cent quarante députés présents, souligné que cette décision a été prise « en hommage au peuple de France hostile aux démarches du président américain George Bush et en hom-

mage à l'initiative du président François Mitterrand pour un règlement des problèmes de la région par des moyens pacifiques ». Il proclame, leurs, « le choix de la direction et du peuple irakiens en faveur de la paix et leur désir d'éloigner le spectre de la guerre de la région ».

La séance s'était tenue en présence du ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui s'était livré à un long plaidoyer en faveur de la France. « La France déploie des efforts déclarés et non-déclarés dans la recherche d'un règlement pacifique » sur les problèmes du Proche-Orient, dont celui du Golfe, a-t-il affirmé, sans préciser la nature de ces efforts « non-déclarés ». « Je n'exagère pas lorsque je qualifie de positive l'attitude actuelle de la France et j'affirme qu'il existe des indices dans ce sens », a-t-il ajouté. « Nous ne pouvons pas dire que la France soutient désormais toutes nos positions, mais nous redevons une action positive ». Certes, a-t-il encore affirmé, « les forces françaises sont présentes dans la péninsule arabique, mais nous avons entendu que ces forces ne seront pas utilisées dans une action militaire contre l'Irak ».

Un « phénomène nouveau »

Toujours selon le ministre irakien, « la France préfère un règlement pacifique des problèmes du Proche-Orient. Elle adopte une

position avancée à l'égard de la cause palestinienne, qui est la cause fondamentale et dont le règlement est la clé de toutes les questions en suspens. La position du peuple français connaît une évolution réelle, et elle reflète une orientation vers le renforcement d'une solution pacifique », a ajouté M. Tarek Aziz dans une allusion apparente à la manifestation pacifiste de Paris le week-end dernier.

Après avoir rendu hommage au président Mitterrand pour le « développement des relations entre la France et l'Irak depuis 1981 » et son « soutien à l'effort défensif de l'Irak » durant sa guerre contre l'Iran, le chef de la diplomatie irakienne a évoqué le discours prononcé le 24 septembre par M. Mitterrand à l'ONU, affirmant qu'il s'agissait d'un « phénomène nouveau dans la position occidentale ». Les autorités irakiennes, a-t-il dit, ont relevé dans ce discours « des bonnes intentions », ce qui est « de nature à permettre la poursuite de l'entente par le dialogue ».

Certes, a-t-il ajouté, « nous estimons qu'il (ce discours) n'est pas suffisant pour réaliser un règlement global de tous les problèmes de la région, et nous espérons toujours un développement de l'attitude française », mais « il y a une distinction objective entre l'attitude de la France et des États-Unis que nous devons prendre en considération. Les États-Unis sont un État impérialiste, le régime britannique et le gouvernement de M. Thatcher ont gardé leurs anciens réflexes colonialistes et impérialistes, alors que l'on ne peut prêter de tels qualificatifs au gouvernement français », a conclu le ministre irakien.

On note encore une déclaration faite un peu plus tôt par M. Tarek Aziz à l'agence irakienne INA, dans lequel le chef de la diplomatie de Bagdad se dit prêt à « coopérer

positivement avec les efforts déployés par l'URSS et la France », ajoutant notamment : « La réunion des présidents soviétique Mikhaïl Gorbatchev et français François Mitterrand à Paris (les 28 et 29 octobre) doit être l'occasion de démontrer le grand intérêt que portent ces deux États aux problèmes de la région dans leur ampleur. »

Paris : « Le problème du Koweït demeure »

A Paris, tandis que l'ambassadeur irakien en France déclarait sur la Cinq que Bagdad « espérait » que des « responsables du gouvernement français » se rendront en Irak pour récupérer les otages, M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée, indiquait mardi soir qu'il n'avait « aucun commentaire » à faire sur la décision du Parlement irakien.

Mais le ministère des affaires étrangères avait pris les devants dès le début de l'après-midi en déclarant dans un communiqué : « La libération des otages, si elle se produisait, serait une bonne nouvelle pour ceux qui retrouveraient la liberté, pour les familles dont l'anxiété prendrait fin et pour les pays qui sont solidaires de leurs compatriotes. »

Après avoir indiqué que la France mettrait en place les dispositions nécessaires au rapatriement des otages, le communiqué de l'Elysée, le Quai d'Orsay ajoutait, sans distinguer entre les otages français et les autres : « Reste le problème moral et politique. La prise d'otages est odieuse. Leur libération n'est qu'une réparation de cet acte inadmissible. La France ne peut se prêter à une quelconque négociation à ce sujet. »

Enfin, concluait le communiqué, « le problème né de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Irak

demeure en toute hypothèse. La crise du Golfe ne pourra trouver sa solution pacifique hors de la mise en œuvre par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité qui impliquent notamment le retrait total et sans condition du Koweït ».

Tous les Bulgares prochainement libérés

La Bulgarie, dont six cent quatre-vingt-dix ressortissants se trouvent en Irak ou au Koweït, pourrait faire l'objet de la même mesure que la France. Selon le vice-président bulgare Atanas Semerdjiev, actuellement en visite à Bagdad, et dont les propos sont rapportés par l'agence irakienne INA, M. Saddam Hussein « prendra des mesures à cet effet (...) et proposera au Conseil national de lever l'interdiction de voyage qui frappe les ressortissants bulgares ». Cette initiative intervient après que M. Semerdjiev ait souligné, dans une déclaration rapportée par l'INA, « la nécessité de trouver une solution rapide à la crise du Golfe par des moyens pacifiques ». Toutefois, Sofia avait annoncé récemment être disposée à envoyer une unité militaire dans le Golfe dans le cadre de la force multinationale contre l'Irak.

Par ailleurs, quatorze otages américains, dont six adolescents et huit adultes employés de l'ambassade des États-Unis à Bagdad, sont arrivés mardi en fin d'après-midi à Amman, venant de la capitale irakienne où ils avaient été libérés le

24 octobre, contre les menaces de sanctions contre des soldats ayant manifesté contre la guerre. — La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a protesté, mercredi 24 octobre, contre les menaces de sanctions agitées par le gouvernement à l'encontre de deux jeunes soldats qui ont participé en uniforme, samedi 20 octobre, à une manifestation contre la guerre dans le Golfe. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, avait déclaré en effet, lundi 22 octobre, à « l'Heure de vérité », qu'il allait prendre des sanctions contre ces deux soldats. « La LCR est totalement solidaire du grand nombre de soldats qui refusent cette guerre et tout particulièrement de ceux qui annoncent qu'ils ne la feront pas », a indiqué la Ligue dans un communiqué. Les troupes françaises ne sont pas dans le Golfe pour défendre les intérêts du peuple français, mais pour sauvegarder les intérêts des compagnies pétrolières et des régimes corrompus. »

Le Conseil national irakien : un Parlement croupin

Le Conseil national irakien, qui compte 250 membres, est en fait un organisme consultatif dénué de tout pouvoir réel. Constitué pour la première fois en 1981, au début de la guerre du Golfe, à la suite d'élections strictement surveillées, il comprend une majorité de députés baasistes, mais également quelques indépendants et représentants kurdes agrés par le parti Baas. Les candidatures sont filtrées par une commission du Baas, présidée par M. Ezzat Ibrahim, l'un des membres dirigeants du Conseil du commandement de la révolution qui, dirigé par M. Saddam Hussein, détient en Irak tous les pouvoirs.

Théoriquement, le Conseil national irakien peut discuter le budget, les lois, et interpellier les ministres, mais toutes les résolutions doivent être ratifiées par le président Saddam Hussein qui dispose d'un droit de veto sur les décisions du Parlement ; mais celles-ci sont de toute façon inspirées par le président. C'est ainsi que le conseil a convoqué en 1989 le ministre de la santé, M. Sadek Alouiche, qui a finalement été contraint de démissionner ; il avait auparavant perdu la confiance de M. Saddam Hussein qui voulait tout simplement se débarrasser de lui.

J. G.

Douze semaines de tension entre Paris et Bagdad

L'annonce mardi 23 octobre par le Parlement irakien de la libération de tous les ressortissants français retenus en Irak et au Koweït marque une nouvelle étape dans les relations entre Paris et Bagdad depuis l'invasion du Koweït, le 2 août. En voici la chronologie :

AOUT

— Le 2 : la France « dénonce l'agression » irakienne au Koweït et « condamne l'agresseur ».

— Le 3 : gel des avoirs irakiens et koweïtiens en France.

— Le 5 : suspension immédiate des importations françaises de pétrole en provenance de l'Irak et du Koweït.

— Le 9 : M. Mitterrand annonce le renforcement des moyens navals et aériens français dans le Golfe. Une frégate, le *Montcalm*, quitte dès le lendemain la base de Toulon, pour rejoindre la frégate *Dupleix*, en route vers le Golfe, et les deux avions sur place. 480 Français au Koweït et en Irak sont des « prisonniers », dit le chef de l'Etat. Depuis le 2 août, 10 Français ont pu regagner la France.

— Le 13 : début de l'opération « Salamandre » : appareillage du porte-avions *Clemenceau* de Toulon, escorté du croiseur *Colbert* et du pétrolier-ravitailleur *Var*. L'escadron embarque 2 650 hommes, dont 800 militaires de l'armée de terre, et 42 hélicoptères de la force d'action rapide (FAR).

— Le 17 : le Quai d'Orsay fait état de 560 ressortissants français, chiffre qui inclut le personnel des deux missions diplomatiques et des personnes de passage à l'aéroport de Koweït lors de l'invasion.

— Le 20 : six Français sont transférés de Koweït vers une destination inconnue. Au total, le 13 septembre, une soixantaine de Français seront répartis sur des sites stratégiques en Irak.

Le pétrolier-ravitailleur *Durance* quitte Brest vers l'Océan Indien.

— Le 21 : M. Mitterrand déclare que l'on est « entré dans une logique de guerre ». La France, comme ses partenaires de la CEE, décide de ne pas fermer son ambassade au Koweït, comme le réclamaient les irakiens. Un bébé français est ramené clandestinement en France dans le sac du journaliste de TF1 Patrick Poivre d'Arvor.

— Le 22 : le président du Parlement irakien annonce qu'un certain nombre de Français sont autorisés à quitter son pays. La France, en liaison avec ses partenaires européens, saisit le Conseil de sécurité de l'ONU sur la question des ambassades au Koweït et annonce l'envoi en Arabie saoudite d'une unité de 6 hélicoptères de combat (qui se rend à Yanbu le 9 septembre).

— Le 25 : 23 Français appartenant au personnel diplomatique de l'ambassade de France à Koweït arrivent en France.

— Le 26 : départ pour les Emirats de l'escadron de reconnaissance terrestre du 1^{er} RHP de Tarbes.

— Le 28 : le *Clemenceau* quitte Djibouti pour le Golfe.

— Le 29 : Bagdad annonce que les femmes et les enfants étrangers sont libres de quitter l'Irak. 26 Irakiens sont soumis à une « surveillance spéciale » dans plusieurs villes de France.

SEPTEMBRE

— Le 2 : 27 femmes et enfants français quittent l'Irak (au 14 septembre, environ 230 Français avaient pu être rapatriés ; il en reste une centaine au Koweït et quelque 300 en Irak).

— Le 5 : le ministre français de la défense, M. Chevènement se rend en Égypte, au Qatar et aux Emirats.

— Le 6 : arrivée à Orly de 106 Français à bord d'un avion d'Air France.

— Le 14 : des soldats irakiens saoucent et pillent la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït et enlèvent l'attaché militaire, le colonel Edouard Crespin (qui sera libéré quelques heures plus tard) ainsi que trois ressortissants français non diplomatiques dont on est sans nouvelles. Une soixantaine de Français sont répartis sur des sites stratégiques en Irak. Bagdad qui présentea ultérieurement ses excuses affirme qu'il s'agissait d'un « malentendu ».

— Le 15 : M. Mitterrand annonce une série de mesures pour répondre aux actes de l'armée irakienne, parmi lesquelles l'envoi d'un renfort de 4 000 militaires français en Arabie saoudite, l'expulsion de diplomates ainsi que de ressortissants irakiens et la saisine du Conseil de sécurité.

— Le 21 : L'Irak expulse les attachés militaires des douze États membres de la CEE ainsi que d'autres diplomates, dont 11 Français et plusieurs Égyptiens.

OCTOBRE

— Le 1^{er} : libération de neuf otages français, qui arrivent trois jours plus tard à Paris.

— Les 2 et 3 : voyage de M. Mitterrand dans les Emirats arabes unis et en Arabie saoudite.

— Le 3 : M. Gilles Munier, président des amitiés franco-irakiennes rentre en France avec neuf otages.

— Le 22 : après la proposition du président irakien au Parlement de discuter de la libération de tous les Français, Paris réitère sa demande de libération de tous les otages étrangers et réaffirme que sa position n'a pas changé sur l'occupation du Koweït.

— Le 23 : le Parlement irakien décide la libération des 327 otages français retenus en Irak et au Koweït.

Réunion impromptue des parlementaires à Matignon

M. Michel Rocard a reçu, mardi 23 octobre, à Matignon, les représentants des groupes parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale, en fin d'après-midi, pour les informer de la situation des otages français en Irak et au Koweït.

Le premier ministre, qui reçoit régulièrement les parlementaires depuis le mois de septembre pour les informer de la situation dans le Golfe, a décidé d'organiser cette réunion mardi matin devant la tournure prise par les événements, alors qu'aucune rencontre n'était prévue cette semaine. La réunion a débuté à 17 heures, soit avant la décision du Parlement irakien d'autoriser le départ de tous les ressortissants

français. Ce principe du départ des otages français a été cependant présenté comme acquis par M. Philippe Petit, conseiller diplomatique du premier ministre. A la demande de nombreux parlementaires, M. Rocard a indiqué qu'en tout état de cause « il n'y a pas et il n'y aura pas » de négociations avec Bagdad sur la question des otages, ce dont M. Alain Juppé a pris acte avec satisfaction.

L'ensemble des participants à cette réunion sont convenus que la décision unilatérale de l'Irak de libérer les ressortissants était le fruit de la politique de fermeté adoptée par la France.

Paris réaffirme sa fermeté à l'égard de l'Irak

Suite de la première page

De source française, on affirmait que l'Irak n'avait pas cherché à utiliser « la menace d'un voyage de Le Pen à Bagdad » pour obtenir l'envoi d'un membre du gouvernement dans la capitale irakienne. « C'est le chef du Front national, ajouta-t-on, qui s'est livré à une gesticulation personnelle pour tenter de profiter de l'excitation mais les Irakiens ne sont pas entrés dans son jeu ». De fait, l'ambassadeur d'Irak en France a déclaré mercredi matin à Europe 1 : « M. Le Pen n'a pas reçu de visa pour se rendre en Irak et il ne se rendra pas en Irak ».

Tout cela n'empêchait cependant pas les autorités françaises d'adopter la plus grande prudence. Les négociations sur les modalités du retour des otages (en fait, de la majorité seulement, car plusieurs d'entre eux, hommes d'affaires ou représentants de grosses entreprises) pourraient encore durer un jour ou deux, disait-on et on n'excluait pas quelque rebondissement, la France continuant à exiger la libération des otages de toutes nationalités et la promesse d'un retrait irakien du Koweït.

L'ALBUM 90
Le Monde
PLANTU est paru
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Revue française
DROIT
constitutionnel
Directeurs: Louis Favoreu et Didier Maus
Franck MODERNE
Autonomies régionales en Espagne
Maryvonne BONNARD
Le Parlement sous le Directoire
Thierry RENOUX
Immunité parlementaire
Joël RIDEAU
Constitution et droit international
Chroniques
n°2
1990
REVUE TRIMESTRIELLE
DEJA PARU N°1
Georges Vedel. Continuité constitutionnelle.
Hans Kelsen. Le contrôle de constitutionnalité des lois.
Michel Troper. Justice constitutionnelle et démocratie.
Bastien François. Le juge, le droit et la politique.
Louis Favoreu. Le droit constitutionnel.
Abonnement 1991: France 420 F - Etranger 500 F
LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA CRISE DU GOLFE

La polémique suscitée par le Front national sur les otages et

M. Le Pen et l'« aventure inconsidérée » de la France

M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, mardi 23 octobre à l'AFP, qu'il avait joué « un grand rôle » dans la décision annoncée par Bagdad de libérer tous les otages français. Il a ajouté qu'il serait « normal et juste » qu'il conduise la délégation que le Front national compte envoyer en Irak. L'ambassadeur d'Irak à Paris a déclaré, mercredi, que M. Le Pen n'a pas de visa et qu'il ne se rendra pas à Bagdad.

Dès l'annonce des premières initiatives françaises dans la crise du Golfe, le Front national s'est démarqué, et il a combattu le consensus qui se dessinait sur les décisions de M. François Mitterrand. Le 10 août au soir, sur TF 1, M. Jean-Marie Le Pen, dénonçant l'« engagement militaire français dans une aventure inconsidérée », déclarant que « la France et l'Europe auraient eu intérêt à se tenir en retrait dans cette affaire et auraient pu jouer un rôle de médiation ». Il n'est pas encore question de ceux qui vont devenir des otages dans cette crise, selon le président du parti d'extrême droite, ne concerne que des pays arabes et qui ne touche pas les « intérêts vitaux » de la France. M. Le Pen confirme cette analyse dans le *Figaro* du 13 août : « *Pratiquement, déclarer-t-il, nous n'avons rien à faire dans ce bouc* ».

À sa manière, plus concuque, le Front national résume la position franchement pro-irakienne de divers groupuscules d'extrême droite. Cette attitude compréhensible à l'égard de Bagdad, M. Bruno Mégret, délégué général du Front, la formalise en indiquant, le 14 août, que « les propositions de Saddam Hussein méritent d'être prises en considération par la diplomatie occidentale ». Il n'est toujours pas question d'otages.

Dans les rangs du léninisme, la voie choisie par le chef du FN ne fait pas l'unanimité. « Pour une fois, je ne suis pas d'accord avec lui », tempère le père Laguerie, curé de Saint-Nicolas-du-Charbonnet à Paris, lors de la procession du 15 août pour la fête de l'Assomption. Dans le quotidien *Présent*, daté 16-17 août, M. Jules Monnerot, membre du bureau politique du Front et président de son « conseil scientifique », assure que « seules les démonstrations de force, ou, si elles ne suffisent pas, des épreuves de force leveront la menace irakienne ».

Sur FR 3, le 15 août, M. Le Pen s'est montré « inquiet et indigné d'entendre un certain nombre de partenaires de l'opération [contre

l'Irak] envisager le blocus, qui peut aller jusqu'à l'affaiblissement d'une population civile », et il révèle qu'il se « prépare à demander audience à l'ambassadeur d'Irak pour lui suggérer – de proposer que nos compatriotes retenus puissent sortir d'Irak et du Koweït et regagner leur pays, à condition qu'ils le souhaitent ». Après avoir réitéré sa dénonciation de l'« aventure politique et militaire redoutable », le dirigeant d'extrême droite déclare, dans le *Quotidien de Paris*, du 17 août, que « les intérêts de la France, ce sont ses ressortissants », en soulignant que « notre pays n'est pas attaqué » par l'Irak.

« Une mauvaise négociation... »

Cinq jours plus tard, le 22 août, M. Le Pen présente un plan de paix par un « règlement négocié » en dix points qui entérinent surtout l'annexion du Koweït par l'Irak. Ce plan pose comme double préalable la « liberté de circulation immédiate et inconditionnelle des ressortissants des pays non belligérants » et celle des « produits alimentaires dans le Golfe », mais le président du FN a quelques difficultés à manier le terme « otage » pour qualifier les ressortissants étrangers, notamment français, retenus à Bagdad. « Il ne me gêne pas d'utiliser le terme, dit-il alors, si cette qualité est établie. » Cette formation ne fait-elle pas office d'aveu ? « Quand il y a un belligérant », ajoute M. Le Pen, les pays belligérants sont fondés à interner les civils qui résident sur leur territoire. » Faisant part d'un « désaccord avec la position du mouvement dans l'affaire du Golfe », M. Monnerot annonce, le 25 août, sa démission du parti d'extrême droite. M. Mégret fustige la « faiblesse » de l'engagement politique de l'intéressé.

L'université d'été du Front national s'ouvre, le 27 août, à Tours, dans un climat d'incompréhension qui, disent les sondages, oppose de façon nette le président du Front à son électeur.

Tartarin

par Jean-Yves Lhomet

M. Le Pen s'arroge tous les mérites : il a contraint, dit-il, M. Mitterrand à nuancer la position de la France dans la crise du Golfe, ouvrant ainsi la voie à la libération des otages français. Le président du Front national piaffonnait, mardi, à la télévision et il envisageait, dans le même mouvement, d'aller continuer cette parade sur le terrain, à Bagdad, où son discours de connivence avec le régime irakien lui avait valu, disait-il, d'être invité.

À trop en faire dans la tartarade, M. Le Pen va finir par échouer de sa ridicule. L'Irak, selon son ambassadeur à Paris, ne veut pas de lui. Du moins pas pour l'instant. Quant aux otages, ils apprécieront sans doute la sollicitude dont fait preuve à leur égard un homme qui, il y a peu, affirmait que la plupart d'entre eux restaient sur place par plaisir ou par obligation professionnelle. Ceux qui, hier, n'étaient pas des otages aux yeux de M. Le Pen le sont subite-

ment devenus lorsque le président du Front national a pensé qu'il pouvait tirer profit de leur retour en France.

Il y a longtemps que M. Le Pen s'efforçait de préparer une opération Bagdad à grand spectacle, calquée sur celle de M. Kurt Waldheim, dont il avait approuvé la soumission à M. Saddam Hussein, condamnée par l'ensemble de la communauté internationale mais fort appréciée des Autrichiens. Le voilà, aujourd'hui, réduit au rôle d'une marionnette du régime irakien, après avoir tenté de se faire passer pour un interlocuteur valable, sinon privilégié.

Après avoir parié, pendant deux mois et demi, sur la lâcheté des Français et le pourrissement de la crise du Golfe – pari qu'il avait une chance de gagner – M. Le Pen a tout misé sur la crédulité de ses concitoyens. Mais la ficelle, cette fois, est si énorme qu'il risque, enfin, de se prendre les pieds dedans.

Dans la presse parisienne

« Un cadeau empoisonné »

« Bagdad entrouvre la porte », titre *Libération* du mercredi 24 octobre après l'annonce par Bagdad de la prochaine libération des otages français. « Que veut, que cherche Saddam Hussein à travers ce « cadeau » à la France, qui, au-delà de la satisfaction indiscutable des principaux intéressés (...), n'en apparaît pas moins, politiquement parlant, comme un cadeau empoisonné ? », s'interroge Marc Kravetz. « Saddam Hussein peut espérer que, en prenant une mesure favorable à la France au moment où, par ailleurs, l'Irak semble disposé à laisser sortir les conseillers soviétiques du pays, il retardera l'adoption d'une résolution aggravante au conseil de sécurité dont la France et l'URSS comptent pour deux des cinq membres permanents. »

Le *Quotidien de Paris* estime de la même façon dans son titre de une qu'il s'agit d'un « cadeau empoisonné ». « Le geste de Bagdad à l'égard des Français et d'eux seuls, à l'exception du président autrichien, place Paris dans une situation embar-

assante. Politiquement, il n'est jamais bon de faire cavalier seul en de telles circonstances », écrit Philippe Maréchal. Mais, ajoute l'éditorialiste, « il n'est pas certain que cette manœuvre produise les effets escomptés (...). La France ne peut désormais qu'adopter une position : se durcir plus encore à l'égard de l'Irak, accentuer sa solidarité avec ses alliés, taire la différence qu'elle a trop longtemps cultivée, en finir avec ses ambiguïtés. Si elle agit autrement, le doute s'installerait sur son rôle dans cette crise ».

Jean Boissonnat, dans la *Tribune* du 24 octobre, estime que « s'il faut bannir le droit des gens pour mériter ensuite leurs félicitations lorsque on se conforme aux règles humanitaires les plus élémentaires, ce serait trop facile ». La ficelle est un peu grosse, juge également Jacques Jaccot-Franchillon dans le *Figaro*. « De toute évidence, le but poursuivi par Saddam Hussein est de tenter de briser la coalition qui s'est mobilisée contre lui, explique-t-il. Pour desserrer l'étau dont il redoute l'asphyxie, il lui faut réussir

M. Mégret transmet aux cadres une note interne explicative sur la position du FN qui ressemble à une trousse de premiers soins pédagogiques. En ce qui concerne les otages, le délégué général se contente de dire que « si la France avait appliqué la politique que nous préconisons, il n'y aurait pas d'otages ». Dans la même veine, M. Le Pen clôture cette « université » le 31 août, en saluant la « Realpolitik » de M. Kurt Waldheim, le président autrichien venu récupérer ses compatriotes à Bagdad sous les lazzis de l'opinion internationale, et en justifiant cette démarche par une formule : « Une mauvaise négociation vaut encore mieux qu'une bonne guerre. » A la question, toujours renouvelée, de savoir s'il y a bien des otages français en Irak, M. Le Pen rétorque qu'il s'agit d'une « extension très brève donnée ». Et le chef de file du Front affirme qu'il « faudrait montrer que les gens ne peuvent pas rentrer », car, d'après lui, « certaines entreprises ont donné l'ordre à leur personnel de rester sur place ».

« Il n'y a pas de chantage »

Invité de RTL, le 5 septembre, M. Le Pen estime, à propos des otages, que « le plus grand danger qu'il y a, c'est celui des bombardements américains ». Et le chef de file du Front affirme qu'il « faudrait montrer que les gens ne peuvent pas rentrer », car, d'après lui, « certaines entreprises ont donné l'ordre à leur personnel de rester sur place ».

Fidèle à cette négation en demi-teinte de l'existence d'otages – terme qui convient mieux, selon lui, aux organisations qui pratiquent le terrorisme –, M. Le Pen déclare, dans un entretien au *Monde* du 8 septembre, qu'il n'y a pas chantage de la part de l'Irak sur la vie de ses ressortissants. « Que les grandes puissances démocratiques à prétention humanitaire se donnent comme objectif d'affamer la population irakienne en espérant que cela provoquera la chute de Saddam Hussein, ajoute-t-il, c'est monstrueux ! Ce chantage sur la faim des pauvres est odieux ! »

Parallèlement, le 7 septembre, le président du Front envoie une seconde lettre à l'ambassadeur d'Irak à Paris – elle est rendue publique le 10 septembre – dans laquelle il s'étonne, pour la première fois, que le rapatriement des ressortissants français « soit interdit encore aux hommes ». M. Le Pen se classe, dans cette missive, parmi « tous ceux qui n'ont pas pris systématiquement parti contre l'Irak ». Pour la forme, il se fait passer pour un homme positif pour « explorer toutes les voies pouvant conduire à une détente de la situation internationale et à la solution rapide du problème de nos ressortissants retenus en Irak ».

Dès lors, M. Le Pen, avec une partie seulement de son entourage, ne va avoir de cesse de tenter de monter un « coup médiatique » dont l'aboutissement pourrait être l'envoi « dans les prochaines heures » d'une délégation du Front national à Bagdad. Après son virement de bord sur la question des otages – accompagné par l'affirmation selon laquelle le président de la République se serait rapproché de ses propres thèses – le dirigeant d'extrême droite boucle sa démonstration à la fête annuelle du FN, le 23 septembre à Bagatelle, en indiquant : « S'il y a, aujourd'hui, des otages en Irak, ce n'est pas la

faute de Le Pen, c'est la faute du gouvernement français », qui, selon lui, « a manqué de clairvoyance et de vigilance ».

La présence de ces « hôtes » de M. Saddam Hussein était-elle, dans l'esprit de M. Le Pen, une sorte de garantie pour conjurer la guerre ? On aurait pu le croire à la lecture d'un entretien qu'il avait accordé à l'hebdomadaire *Kol-al-Arab*, favorable à la position irakienne, dans

lequel on lui prêtait, en septembre, une phrase peu ambiguë : « Le fait qu'ils restent à Bagdad est dans l'intérêt de l'humanité tout entière. » M. Le Pen l'a démentie, sans vraiment convaincre. *Kol-al-Arab* n'a pas donné suite aux demandes d'écoute de la bande d'enregistrement des réponses... en français.

OLIVIER BIFFAUD

M. Le Pensec conteste le rôle joué par le dirigeant d'extrême droite

À propos des déclarations de M. Le Pen sur la libération des otages, M. Le Pensec a estimé à la sortie du conseil des ministres du 24 octobre qu'il s'agissait là, de la part du président du Front national, d'une « récupération sordide et indigne ». Il a ajouté : « M. Le Pen veut-il rééditer l'entrevue de Montoire dans cette tradition de l'extrême droite française : on joue les fiers-à-bras devant les Français et on se couche dès qu'un chef d'Etat étranger hausse le ton ? » (1) Enfin, en son nom personnel, le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'il n'y aurait pas de représentation gouvernementale envoyée en Irak pour récupérer les otages.

Invité à dialoguer avec M. Le Pen sur la Cinq, mercredi, au cours du journal télévisé de 13 heures, l'ambassadeur d'Irak à Paris a confirmé que la décision de libérer les otages français était « unilatérale », et qu'elle n'avait donné lieu à aucune négociation. Il a précisé que les otages libérés devraient arriver en France jeudi, à bord d'un avion irakien, et il a souligné que le projet de voyage de M. Le Pen à Bagdad devait être dissocié de cette libération sans pour autant assurer que le président du Front national recevrait, dans l'immédiat, une réponse positive à sa demande de visa, déposée mardi.

Quelques minutes après l'annonce officielle de la libération des otages, mardi 23 octobre vers 19 heures, le Front national avait fait savoir qu'une délégation de ce parti allait se rendre « dans les prochaines heures » à Bagdad « à l'invitation des autorités irakiennes ». Interrogé par l'AFP, M. Jean-Marie Le Pen avait estimé qu'il serait « normal et juste » qu'il conduise cette délégation car il avait joué « un grand rôle » dans ce dénouement heureux, ajoutant : « Je n'ai pas l'outrecuidance de penser que mon action est exclusive. » Toutefois, le dirigeant d'extrême droite avait affirmé que cette libération a été rendue possible « grâce à l'action [qu'il a] menée sur le plan politique et qui a conduit le président de la République à plus de circonspection dans ses engagements ».

« Si le gouvernement irakien libère tous les otages, à ce moment-là je me rendrais moi-même à Bagdad », avait indiqué M. Le Pen au journal de 20 heures de TF 1. Cependant, mercredi matin sur Europe 1, l'ambassadeur d'Irak en France avait déclaré que « M. Le Pen n'a pas reçu de visa et qu'il ne se rendra pas en Irak ».

(1) Le 24 octobre 1940, Philippe Pétain rencontrait Adolf Hitler à Montoire (Loir-et-Cher) pour accepter le principe d'une collaboration avec l'Allemagne nazie.

Appelez le
01/47 42 78 57.
Et Vienne vous
fera une scène.



Votre journal «Vienne – Scènes d'hiver 1990/91» vous est livré gratuitement à votre domicile. Avec sa musique et son théâtre, ses fêtes et ses expositions – et le tout nouveau musical produit par Peter Weck.

Vienne, cet hiver, ne laissera personne froid. Qu'on se le dise...

Votre numéro des «Scènes d'hiver» vous attend aux bureaux de l'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien de Tourisme de Paris.

Vienne
Wien Wien Wien Wien

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Revue d'études
Palestiniennes

10^e ANNÉE
AUSOMMAIRE DU N° 37

LA CRISE DU GOLFE
ABOU IYAD
La position palestinienne
GEORGES CORM
La dimension arabe
PAUL-MARIE DE LA GORCE
Les enjeux stratégiques régionaux
MATTITYAHU PELED
Perspectives pour Israël
PIERRE TERZIAN
Le facteur pétrolier
ALAIN JOXE
Les enjeux stratégiques internationaux

Dossier
Textes réunis par
ISRAËL SHAHAK
La tuerie de Rishon-le-Zion
A. JIRBAWI et R. ABD AL-HADI
Les plans israéliens d'aménagement du territoire
YESHAIAHOU LEIBOWITZ
Le chemin de l'humanité vers la bestialité
BADR AL HAJJ
Khalil Raad, photographe à Jérusalem
RIAS BAYDAS
«Le livre de la guerre»

Le N° 68 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 220 F
Etudiants (sur justificatif), 180 F
Réglement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : Les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

صكرا من الامن

LA CRISE DU GOLFE

les réactions des milieux politiques français à leur libération

Unanimité contre le président du Front national

Après avoir été reçus par le premier ministre, M. Michel Rocard, les représentants des groupes parlementaires se sont félicités, mardi soir 23 octobre sur TF1, de l'annonce de la libération des otages français détenus en Irak. M. Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a indiqué que cette libération «devrait avoir lieu dans les heures qui viennent» et il a souligné qu'elle n'avait «pas fait l'objet d'un marchandage». «Ce n'est que réparation d'un acte inadmissible», a-t-il dit.

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS et député UDC de la Marne, a confié que sa «satisfaction ne sera totale que lorsque tous les otages de tous les pays seront libérés». «Le premier ministre, a ajouté M. Stasi, nous a donné l'assurance que cette décision du gouvernement irakien n'avait été précédée d'aucun marchandage et que par conséquent il n'y aura pas de modification de la ligne politique française». M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a exprimé l'espoir que ce dénouement ne fasse l'objet d'«aucune contrepartie» de la part du gouvernement. «La ligne de la France n'a pas changé et ne changera pas, a-t-il assuré. La fermeté a payé».

M. Jean-Claude Lefort, député communiste du Val-de-Marne, a déclaré : «C'est un signe qui nous

encourage à poursuivre notre travail, notre logique de paix. Il n'est pas du tout insupportable d'imaginer un retrait partiel des troupes françaises et surtout d'engager de manière plus efficace et radicale des négociations». Ses interlocuteurs ont fait remarquer, comme M. Stasi, que «ce n'est pas au moment où la politique de pression sur l'Irak produit ses effets qu'il faut la relâcher».

Pour le PS, M. Pierre Guidon, secrétaire national aux relations internationales, a indiqué, dans un communiqué, que son parti «se félicite» de la décision irakienne mais qu'il «exige la libération de tous les otages». Pour sa part, le président du Parti radical, M. Yves Galland, a estimé qu'il fallait «se réjouir» de cette prochaine libération. «Mais, a-t-il ajouté, il doit être clair qu'aucun compromis avec l'Irak de Saddam Hussein n'est acceptable». Plus tôt dans la journée, M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, avait jugé «positive» l'évocation d'une libération par Bagdad, affirmant, sur Europe 1, que le président irakien était «obligé de bouger».

Cette satisfaction des milieux politiques a été quelque peu altérée par l'intervention de M. Jean-Marie Le Pen et l'annonce de l'envoi d'une délégation du Front national

à Bagdad (Lire par ailleurs). M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré : «L'indécence de M. Le Pen n'a décidément pas de limites! (...) Le royaume qui s'arroge le mérite du retour de nos concitoyens. (...) La récupération à laquelle tente de se livrer M. Le Pen est à la fois ridicule et indigne». De son côté, M. Stasi a dénoncé cette «récupération politicienne scandaleuse» de M. Le Pen, tandis que M. Poperen a affirmé que «les Français traitent avec mépris l'opération politicienne» du chef de l'extrême droite.

Interrogé par le Monde, M. Jacques Miquel, avocat du comité de soutien aux otages retenus en Irak et au Koweït, a condamné, mercredi matin 24 octobre, «les manœuvres» de M. Le Pen. «Ce n'est pas en ayant pratiqué une politique de complaisance que l'on peut se réjouir d'une libération dans laquelle on n'a joué aucun rôle, nous a-t-il déclaré. Qu'il profite de cette libération, du silence volontaire des autorités françaises pour se mettre dans le circuit, c'est lamentable. Et s'il tente, comme il le dit, de revenir avec des ressortissants français, nous le condamnons».

Les derniers développements diplomatiques

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ibn Abdoulaziz, a déclaré, mardi 23 octobre, que l'on avait mal interprété les propos qu'il avait tenus dimanche et qui avaient été perçus comme un inflexionnement de la position saoudienne. Il avait paru laisser entendre que des concessions territoriales koweïtiennes à l'égard de l'Irak pourraient être envisagées. Il a réaffirmé mardi que les troupes irakiennes devaient se retirer totalement et sans condition du Koweït. L'ambassadeur saoudien à Washington a fait la même mise au point au département d'Etat, comme l'ambassadeur saoudien à Londres, qui s'est entretenu avec M. Thatcher.

En Arabie saoudite, des officiers américains servant dans la défense anti-aérienne ont affirmé mardi que les 150 missiles Hawk saisis par l'Irak au Koweït ne constituaient pas une menace pour

les pilotes américains. «Il faudrait aux irakiens au moins deux ans avant d'apprendre à les utiliser», a déclaré le lieutenant-colonel John Ryan, qui commande un bataillon équipé de Hawk dans l'est de l'Arabie. Par ailleurs, quatre pays du Golfe, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le gouvernement koweïtien en exil ont annulé la dette de 7,7 milliards de dollars qu'avait envers eux l'Egypte. Le président Mubarak, en visite dans les Emirats, s'est dit persuadé que le Congrès américain allait également décider d'annuler la dette militaire égyptienne, qui se monte à 7,1 milliards de dollars.

Enfin, le gouvernement soudanais a estimé, dans un rapport sur la situation économique du pays présenté aux institutions internationales, que la crise du Golfe lui avait coûté, depuis le 2 août, plus de 1,7 milliard de dollars.

Les Etats-Unis se raidissent dans leur refus de toute concession à M. Saddam Hussein

A situation mouvante et compliquée, réponse simple et rigide : les Etats-Unis ont répondu aux signaux déconcertants venus d'Arabie saoudite et de Bagdad en se raidissant dans leur refus d'envisager toute concession à l'Irak. «Je suis sûr que je n'ai jamais à voir ce dictateur envahisseur sortir du Koweït, sans concession d'aucune sorte», s'est écrié, mardi 23 octobre, le président Bush, après avoir à nouveau comparé M. Saddam Hussein à Hitler et au comportement des irakiens au Koweït à celui des SS allemands en Pologne.

WASHINGTON
de notre correspondant

Le ton particulièrement véhément utilisé par le président est dû en partie aux circonstances. M. Bush, en tournée électorale dans le nord-est des Etats-Unis, s'exprimait devant des partisans républicains qui avaient besoin d'être rassurés quant à la fermeté et à la résolution du président : de fortes paroles sur le Golfe ne pouvaient être que les bienvenues pour compenser un peu la démonstration de faiblesse offerte par la Maison Blanche à propos des impôts et du budget. Le prestige présidentiel a tant baissé que certains des candidats républicains que M. Bush vient soutenir dans leur fief s'arrangent pour ne pas être là, prétextant des obligations... à Washington.

Mais il s'agissait aussi pour le chef de l'exécutif américain de réaffirmer que la position des Etats-Unis n'avait en rien été ébranlée par la libération de plusieurs groupes d'otages, y compris américains, et surtout - car c'est cela qui a fait le plus de bruit à Washington - par les déclarations du ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ibn Abdoulaziz.

En un sens, les propos du prince Sultan, selon lesquels l'Irak pour-

rait espérer régler ses différends avec le Koweït après avoir retiré ses troupes du pays, ne diffèrent pas essentiellement de la position américaine : le secrétaire d'Etat James Baker lui-même, lors de son témoignage devant la commission des affaires étrangères du Sénat, le 17 octobre dernier, avait indiqué qu'une fois restaurée la souveraineté du Koweït sur son territoire, ce pays serait libre de négocier comme il l'entend avec l'Irak.

Mais le message implicite contenu dans les déclarations du prince Sultan allait clairement beaucoup plus loin, et les déclarations plutôt apaisantes du roi Fahd lui-même à l'égard de Saddam Hussein avaient de quoi laisser perplexes une administration américaine qui a engagé plus de deux cent mille hommes sur le terrain, en théorie pour la défense du royaume saoudien.

L'ambassadeur d'Arabie à Washington, le prince Bandar, - qui se trouve être le fils du prince Sultan, - a donc été convoqué à un long entretien avec M. Baker, dont il est sorti en déclarant, comme on pouvait s'y attendre, que la position de son pays n'avait changé en rien, et que les propos de son père avaient été rapportés hors de leur contexte et mal compris. «L'Arabie saoudite n'a pas suggéré que des concessions devaient être consenties par qui que ce soit», a expliqué l'ambassadeur, ajoutant tout de même : «Nous n'avons pas le droit de le faire. C'est une décision qui est du ressort des Koweïtiens.»

«La probabilité d'une guerre s'est éloignée»

Des Koweïtiens, qui ne semblent d'ailleurs pas exclure cette éventualité, si l'on juge par les déclarations faites un peu plus tard, au cours d'une émission de la chaîne ABC, par l'ambassadeur du Koweït à Washington, et selon lequel son pays serait disposé à négocier après un retrait total des troupes irakiennes.

Même «remis dans leur contexte», les signaux apparemment adressés à l'Irak par les plus

hauts responsables saoudiens ne peuvent que susciter une certaine perplexité à Washington, où une impression jusqu'ici plutôt diffuse, une vague inquiétude, se précise désormais : dans l'affaire du Golfe, les Etats-Unis se trouvent non seulement en pointe, mais de plus en plus isolés dans leur position rigide, alors qu'un nombre croissant de leurs partenaires cherchent à trouver une issue par des chemins de traverse, que ce soient les Français, les Soviétiques ou maintenant les Saoudiens eux-mêmes.

La encore, le prince Bandar s'est voulu rassurant, mais toujours avec un soupçon d'ambiguïté : «La coalition [réunie pour faire échec à l'agression irakienne] est beaucoup plus solide qu'on ne le dit. Peut-être pas assez solide aux yeux de certains, mais nous nous en satisfaisons».

Qu'il soit réel ou simplement perçu comme tel, le léger vacillement saoudien confirme que les Etats-Unis se trouvent engagés sur un terrain mouvant et ne peut qu'encourager tous ceux qui, ici, appellent à la prudence (sans parler des manifestants qui menotent désormais systématiquement à profit les apparitions publiques de M. Bush pour proclamer leur refus que du sang américain soit versé «pour du pétrole»).

A l'inverse, ceux qui poussent à une guerre censée éliminer définitivement la menace irakienne auraient quelques raisons de craindre que le moment politiquement le plus favorable ne soit déjà passé. C'est en tout cas la leçon qu'un ancien ambassadeur américain à Ryad, James Atkins, tire des événements de ces derniers jours. Pour lui, «la probabilité d'une guerre s'est clairement éloignée».

Ce qui n'empêche nullement le Pentagone de s'interroger sur la nécessité de renforcer encore les effectifs américains déployés en Arabie saoudite. Une décision devrait être prise après le retour du général Colin Powell, chef d'état-major général, actuellement en tournée d'inspection sur place.

JAN KRAUZE

Trente-trois ressortissants britanniques ont regagné Londres

M. Heath attribue aux «propositions constructives» de M. Mitterrand la différence de traitement entre la France et la Grande-Bretagne

Epuisé par trois jours de négociations suivies de cinq heures de vol, et sans doute déçu par le succès limité de sa mission, M. Edward Heath a tenu, à l'aube, mercredi 24 octobre, une conférence de presse à l'aéroport de Gatwick. L'ancien-premier ministre conservateur a réussi à ramener avec lui trente-trois ressortissants britanniques âgés ou malades. Il est loin du compte, puisqu'il avait soumis environ deux cents noms à ses interlocuteurs irakiens et qu'il espérait obtenir au moins une cinquantaine de libérations.

LONDRES

de notre correspondant

M. Heath a été surpris par l'apreté de ses ultimes conversations à Bagdad. Après trois heures d'entretien, dimanche, avec M. Saddam Hussein, il espérait certainement mieux. Les responsables irakiens lui ont cependant promis de laisser partir dans un délai de un mois, lorsque leur contrat de travail sera terminé, une trentaine de Britanniques, peintres et ouvriers du bâtiment, qui mettaient la dernière main au palais présidentiel de Bagdad. Il faut ajouter cinq malades, qui ne se sont manifestés qu'au dernier moment, ainsi que deux personnes qui ont manqué le départ de l'avion. Les uns et les autres ont l'autorisation officielle de s'en aller et devraient le faire dans les prochains jours.

Ce résultat, si honorable soit-il, souffre de la comparaison avec le traitement accordé à la France, qui ne disposait pourtant pas sur place d'un ancien premier ministre pour défendre ses intérêts. M. Heath a, en effet, quitté Bagdad quelques heures après le vote, par le Parlement irakien, de la libération de tous les otages français.

«Pourquoi eux et pas nous?», a demandé un journaliste britannique à M. Heath. «Parce que M. Mitterrand a fait des propositions constructives», a répondu

l'ancien premier ministre, faisant allusion au discours prononcé le 24 septembre devant les Nations unies par le président français dans lequel ce dernier évoquait un possible règlement négocié des divers conflits du Proche-Orient.

«Je n'ai fait aucun cadeau aux Irakiens»

M. Thatcher n'a donc pas une attitude aussi «constructive» que M. Mitterrand? M. Heath ne s'est pas laissé entraîner dans cette polémique. Il a tout simplement refusé de répondre. Il a cependant enfoncé le clou à propos des reproches publics qui lui ont été faits dans son propre pays, en particulier au sein du parti conservateur. «Je n'ai fait aucun cadeau de propagande aux Irakiens», a-t-il bougonné. Il continue de penser que la diplomatie n'a pas dit son dernier mot dans la crise du Golfe. Il estime, contrairement à M. Thatcher, qu'il faut «négocier» avec M. Saddam Hussein. Il a ainsi affirmé, dans l'avion qui le ramenait à Londres, que le dirigeant irakien souhaitait réellement une solution pacifique de la crise. Aux Occidentaux de lui trouver une porte de sortie...

La réunion des familles a donné lieu, à Gatwick, à quelques scènes d'émotion. Mais tout s'est fait selon les meilleures traditions britanniques de réserve et de self-control. Un Ecossais septuagénaire qui était allé avec sa femme rendre visite à leur belle-fille à Bagdad, a sobriement commenté sa délivrance. Son épouse a été un peu plus loquace. C'était la première fois de sa vie que M. Mary Wright quittait son pays. Elle avait voulu rester à Bagdad avec son mari retenu en otage. La télévision a montré ce vieux couple tranquille faisant ses bagages, après des semaines d'attente, sans trop y croire. C'est la première et la dernière fois que M. Wright utilise un passeport. «Si elle franchit l'eau encore une fois», ce sera, dit-elle, pour aller dans l'Ile de Skye, au large de l'Ecosse, mais pas plus loin.

DOMINIQUE D'OMBRES

Plusieurs milliers d'Occidentaux restent bloqués en Irak et au Koweït

Si l'Irak concrétise son intention de libérer l'ensemble des Français actuellement retenus en Irak, il restera, selon les sources, entre 3 000 et 5 000 otages occidentaux en Irak et au Koweït occupé, dont quelque 450 places comme «boucliers humains» sur des sites stratégiques, et environ 80 au Koweït.

Quelques 33 Britanniques vont également être incesamment libérés, a annoncé l'ancien premier ministre Edward Heath.

Par ailleurs, depuis le départ du dernier vol affrété par les Occidentaux le 11 octobre de Bagdad pour Amman, qui ramenait 321 étrangers en majorité des Américains et des Britanniques, l'Irak a laissé sortir un peu moins d'une quarantaine de personnes, au gré des visites de personnalités éminentes ou «amies» du régime.

C'est le cas des 4 Britanniques ramenés par l'ex-chanteur Cat Stevens (Youssef Islam depuis sa conversion), le 14 octobre, puis des 15 Espagnols ramenés par le député de la gauche unie, M. Cristina Almeida le 16 octobre. 8 Allemands ont été ramenés par deux députés du SPD entre le 20 et le 22 octobre, et 14 Américains mardi par le médecin américain d'origine irakienne Salem Mansour, président des «mités américano-irakiennes».

Il resterait actuellement quelque 1 500 Britanniques, le groupe le plus nombreux en raison de leur présence importante à Koweït avant l'invasion. L'un d'entre eux est mort d'une crise cardiaque le 19 octobre sur un site stratégique, selon le Foreign Office.

On compte également 316 Américains, dont 106 sur des sites stratégiques, 320 Italiens dont certains font la grève de la faim, 327 Japonais (dont 141 sur les sites), 305 Allemands (dont plus de 70 sur les sites), 80 Suisses, 23 Grecs, ainsi qu'un groupe de 14 Finlandais dont on avait annoncé le départ imminent.

Un seul Grec, détenteur d'un passeport américain, est devenu un «bouclier humain», régulièrement transféré d'un site à l'autre. Le chiffre de 3 000 «otages» des Irakiens est cependant inférieur au nombre total d'occidentaux, compte tenu d'informations fragmentaires et surtout du fait qu'un nombre non précisé d'entre eux se cacheraient encore, notamment à Koweït.

Par ailleurs, environ 4 300 «spécialistes» soviétiques demeurent en Irak, a indiqué mardi un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. L'évacuation des Soviétiques d'Irak s'effectue à bord des vols de l'Aeroflot au rythme de deux vols par semaine. Cinq vols ont eu lieu depuis le début d'octobre, permettant l'évacuation de 914 Soviétiques au total. - (AFP)

Un dispositif militaire français diversifié

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, la France a déployé un dispositif militaire interarmées assez diversifié, qui ne se limite pas à la seule Arabie saoudite mais qui englobe aussi le Qatar et Abu Dhabi, sans compter la base arrière de Djibouti, en océan Indien.

En Arabie saoudite, le dispositif «Daguet», implanté à Yanbu, Ryad, Hafar-al-Batin et Yufuf, rassemble à ce jour 5 200 hommes de la brigade aéroterrestre et 750 hommes de l'armée de l'air (autour d'une trentaine d'avions). Cette estimation concerne les seuls effectifs actuellement présents en Arabie saoudite. Doit s'ajouter, dans une semaine, un renfort de 500 hommes attachés à la brigade aéroterrestre.

Au Qatar, la France a déployé, à la requête de cet émirat, 300 hommes du 1^{er} régiment de hussards parachutistes, avec, à ses côtés, une section de missiles antiaériens Mistral. A la demande de la Fédération des émirats arabes unis, les Français ont envoyé à Abu Dhabi huit avions Mirage-F1.

Enfin, la marine nationale maintient onze navires de guerre, qui participent à l'embargo décrété par l'ONU et qui peuvent escorter le trafic marchand sous pavillon national.

Outre la base de Yanbu, en mer Rouge, qui sert de port de transit à la force française, la logistique est également assurée depuis Djibouti, où la France maintient - en vertu d'un accord de défense et de coopération militaire conclu avec le gouvernement local - environ 4 000 hommes, dont 900 sont au service, notamment, d'une dizaine d'avions de combat Mirage-F1.

Cinq cents hommes en renfort

Quelque cinq cents professionnels, avec vingt-cinq hélicoptères anti-chars et vingt-quatre chars légers à roues AMX 10 RC, devraient rallier dans la semaine le port de Yanbu, à partir de Toulon. Ils rejoindront ensuite le dispositif français «Daguet» dans le nord-est de l'Arabie saoudite. C'est le renfort décidé par le ministre de la défense pour l'autoprotection de la brigade aéroterrestre.

Les AMX 10 RC proviennent du 1^{er} régiment étranger de cavalerie (basé à Orange, dans le Vaucluse) et du 1^{er} régiment de spahis (à Valence, dans la Drôme), dont des escadrons sont déjà sur place. Les hélicoptères proviennent, eux, du 5^e régiment d'hélicoptères de combat (en garnison à Pau), qui avait déjà été débarqué du Clemenceau sur le sol saoudien, et du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (basé à Phalsbourg).

Au total, ce renfort représente quelque cinq cents hommes, ce qui porte à cinq mille sept cents hommes les effectifs de la brigade commandée par le général Mouscardès.

Un milliard de francs d'armements français pour l'Arabie saoudite. - L'Arabie saoudite vient de passer commande à la France de six hélicoptères Super-Puma et d'une vingtaine de vedettes rapides (armées d'un canon de 20 mm). Ce contrat, qui porte sur environ 1 milliard de francs, est un complément à un accord de même nature déjà passé entre les deux pays il y a deux ans.

Pologne

Son histoire se joue sous nos yeux, sa mémoire est inépuisable.

Dirigé par Emmanuel Wallon 232 pages, 89 F. En librairie.

autrement

LA CRISE DU GOLFE

Des députés français sur le terrain de l'opération « Daguet »

« Les hommes savent que tout peut arriver »

déclare le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale

Le président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (député PS d'Ile-et-Vilaine), a effectué du 19 au 23 octobre une mission en Arabie saoudite et au Qatar. Accompagné d'une délégation de députés de la commission - MM. Loïc Bouvard (UDC), Pierre Mauger (RPR), Pierre-André Wiltzer (UDF), Guy-Michel Chauveau (PS) et Bertrand Gallet (PS) - M. Boucheron a visité les forces françaises (terre et air) et a eu des entretiens avec les autorités locales, le gouvernement en exil du Koweït et le commandement américain dans le Golfe. Le général Roquejeoffre, à la tête des forces interarmées de l'opération « Daguet », a accueilli la délégation qui a pu visiter le PC français.

DAHRAN (Arabie saoudite)
de notre envoyé spécial

C'est dans l'avion qui le ramenait à Villacoublay que M. Jean-Michel Boucheron a appris, dans la nuit de mardi, la libération des otages français du Golfe par Bagdad. « Saddam Hussein nous a habitués à des contournements tactiques ayant pour seul et unique objectif de diviser les alliés », estime le président de la commission de la défense tout en affirmant « se réjouir » de cette libération. Mais « il ne faut pas oublier tous ceux qui restent encore retenus en otage au Koweït ou en Irak ». Ne craint-il pas que la France soit soupçonnée d'avoir passé un « compromis » avec l'Irak ? « Le but de Saddam Hussein est justement d'inciter cette idée. Mais aucun gouvernement avec lequel nous sommes associés ne lui prêterait une once de crédibilité ».

Quelques heures auparavant, la délégation française avait été accueillie sur la base de Dahrhan (côte est de l'Arabie saoudite) où se trouve le gros des forces aériennes américaines. Sur la piste, le matériel présent fait songer à une sorte de super-Salon du Bouquet : des hélicoptères antichars Apache côtoient des chasseurs-bombardiers anglais Tornado et des F-15. Un avion gros porteur Galaxy, dont l'avant et l'arrière sont relevés, a déchargé son matériel. Il ressemble maintenant à un immense hangar sur roues. Des soldats américains, la nuit tombée, font leur jogging. La visite du PC opérationnel de défense aérienne, servi par les Saoudiens et les Américains, a permis à la délégation de voir la façon dont sont traitées les informations fournies par les avions AWACS et les moyens d'écoute électronique. Les écrans de contrôle permettent de suivre et d'identifier tous les avions en vol.

M. Jean-Michel Boucheron a également visité les éléments de l'armée de l'air française qui se trouvent basés au Qatar (à Doha) et en Arabie saoudite (700 hommes sur la base d'El Ahsa, près de Yufuf, au sud de Dahrhan). Les parlementaires se sont entretenus avec les pilotes, les mécaniciens et le personnel d'assistance qui servent les Mirage-2000 de défense aérienne, les Mirage-F1 CR de reconnaissance, et les chasseurs-bombardiers Jaguar. Les pilotes ont expliqué que l'environnement

était particulièrement propice à un entraînement en ambiance opérationnelle.

C'est également le cas pour les forces aéro-terrestres du dispositif « Daguet », dont la pointe avancée se trouvait au nord d'Hafar-al-Batin (région nord-ouest de l'Arabie saoudite) quand la délégation s'est rendue sur place, samedi 20 octobre, après un vol en Puma. La 6^e DLS, commandée par le général Mouscardes, était déployée sur une zone d'une centaine de kilomètres carrés, autour du camp d'Arenas, dans le désert saoudien, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière koweïtienne. Ce dispositif devait dans les jours qui viennent glisser un peu plus vers le sud pour se rapprocher de la Cité militaire du roi Khaled où se trouvent basés les hélicoptères de combat équipés de missiles antichars Hot (le Monde du 23 octobre).

« Un calme particulier »

M. Boucheron, qui précédait sur cette zone le chef d'état-major des armées, le général Schmitt, a passé une nuit sur place après avoir visité des éléments du 2^e régiment étranger d'infanterie et le 1^{er} régi-

ment de spahis équipé de véhicules de l'avant blindés Hot et de chars AMX-10 RC. « J'ai trouvé chez eux un calme particulier, explique-t-il. Ils savent qu'aujourd'hui tout peut arriver en Arabie saoudite, que toutes les hypothèses sont ouvertes. Ils n'ont pas l'esprit de gens en manœuvre ou en pré-positionnement ».

La délégation française a également eu plusieurs entretiens politiques en Arabie saoudite comme au Qatar. Elle a pu constater, comme le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, lors de sa dernière visite dans le Golfe (le Monde du 17 octobre), que les déclarations de M. François Mitterrand à l'ONU (le 24 septembre) au sujet de « l'expression démocratique des choix du peuple koweïti » avaient suscité un trouble certain. A mots couverts, le premier ministre koweïtien et prince héritier, Cheikh Saad, ainsi que les autorités du Qatar, notamment le ministre des affaires du Palais, Issa Ghanem Al Kowari, ont fait comprendre que la démocratie ne se déclinait pas dans cette région du monde comme en Europe, surtout quand la République est incarnée par le régime de M. Saddam Hussein.

PIERRE SERVANT



PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le parti de M. Joumblatt a appelé à une grève générale pour les obsèques de la famille Chamoun

C'est mercredi 24 octobre que devaient être inhumées dans la montagne du Chouf à Deir-el-Kamar, berceau de la famille Chamoun, sous contrôle du Parti socialiste progressiste (PSP) druze de M. Walid Joumblatt, les corps du responsable maronite Dany Chamoun et des membres de sa famille, assassinés dimanche.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Après la grève de protestation observée lundi dans le seul « pays chrétien », le PSP a appelé à une grève générale dans tout le Liban, demandant aux « partis nationaux » de participer à cette journée essentiellement organisée par M. Joumblatt. Dénonçant violemment cet assassinat, le chef druze avait, dimanche, mis en cause la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea, et le service de renseignement lié à l'ambassadeur du Liban à Paris, M. Johnny Abdo.

Selon le ministre libanais de la défense, M. Albert Mansour, l'enquête ouverte après cet assassinat sera « difficile ». La plupart des enquêtes ouvertes au Liban après l'assassinat de personnalités politiques n'ont d'ailleurs jamais abouti, la dernière en date concernant René Moawad, neuvième président de la République, assassiné dix-sept jours après son élection, semblant subir le même sort.

La sécurité dans le Metn, ancien fief du général déchu Michel Aoun, contrôlé aujourd'hui par les armées libanaise et syrienne, continue de préoccuper les responsables libanais alors que la population est loin d'être rassurée. Si les formidables exactions - vols, pillages, viols notamment - commises par l'armée syrienne dans les premières quarante-huit heures de son entrée ont très nettement diminué d'am-

pleur, selon les habitants, la terreur qu'elles ont fait naître n'est pas éteinte, et ce n'est que petit à petit que la population ose de nouveau sortir dans la journée et reprendre son travail.

Nouveaux entretiens syro-libanais

L'armée libanaise, qui a multiplié les barrières dans la région où les miliciens armés ont quasiment disparu, tente bien d'effectuer des contrôles plus stricts, mais la situation reste éminemment mouvante. Ce problème a sans aucun doute été un des points débattus lors du nouvel entretien de cinq heures qu'a eu le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, arrivé inopinément à Beyrouth, avec le président Elias Hraoui et MM. Salim Hoss et Hussein Hussein, respectivement premier ministre et président du Parlement. M. Khaddam, qui a traversé le « pays chrétien » pour prendre la route de Damas nouvellement ouverte depuis l'éviction du général Aoun, n'était pas venu dans la capitale depuis environ douze ans. Il était accompagné du chef d'état-major de l'armée syrienne, le général Hikmat Chehab, et du chef des services de renseignement militaire syriens au Liban, le général Ghazi Kanaan.

L'armée syrienne a opéré un net repli depuis son entrée le 13 octobre, et de nombreux chars continuaient de retourner vers Damas mardi 23 octobre. Les barrières syriennes ont aussi beaucoup diminué sur les routes et nombre de soldats, qui étaient venus pour l'opération de Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, ont, aujourd'hui, réintégré leurs postes. En revanche, dans leurs positions fixes dans le « pays chrétien », les soldats syriens se construisent des protections et remplissent, à leur tour, des sacs de sable. De nombreuses maisons ont été « réquisitionnées » par les officiers syriens.

Les entretiens de M. Khaddam, à l'issue desquels devraient être annoncées une série de mesures de sécurité, politiques et administratives, notamment des nominations à des postes-clés, comme celui de directeur de la sûreté, étaient le prolongement d'une visite effectuée samedi 20 octobre et dimanche 21 octobre à Damas par le président Elias Hraoui et lundi 22 octobre par M. Salim Hoss. Ces nombreuses visites s'inscrivent dans la définition de la poursuite du processus de Taïf, qui devrait être dorénavant la formation du Grand Beyrouth, c'est-à-dire une zone de 15 kilomètres de rayon avec Beyrouth pour centre, contrôlée uniquement par les armées libanaise et syrienne, et la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale.

Acceptation du Grand Beyrouth

M. Khaddam s'est félicité mardi soir à Beyrouth des « bons résultats » de ses entretiens, indiquant notamment à propos du problème que risque de poser la dissolution des milices : « Nous croyons que tout le monde fera preuve de coopération pour rendre tous les pouvoirs à la légalité libanaise. » Une heure après le départ de M. Khaddam, mais à la suite d'un entretien avec le conseiller du président Hraoui et le ministre Mohsen Daloul, très proche de Damas, le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises annonçait son acceptation du Grand Beyrouth avant la formation du gouvernement.

« Nous préférons que soit d'abord formé un gouvernement élargi au sein duquel seraient représentées toutes les parties et qui veillerait à la mise en place du Grand Beyrouth », déclarait M. Geagea, mais si l'Etat veut commencer par la réunification de la capitale, nous n'y voyons aucun inconvénient et serons les premiers à nous plier à sa décision ».

Les Forces libanaises vont donc évacuer militairement Achrafieh, le cœur du Beyrouth chrétien et leur quartier général de la Quaran-taine.

FRANÇOISE CHIPAUX

■ Messe à la mémoire des victimes des exactions commises au Liban. - Une messe sera dite jeudi 25 octobre à 19 h en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm à Paris, à la mémoire des victimes des exactions commises au Liban ces derniers jours.

ISRAËL : devant la vague de violences

Le gouvernement rétablit la « ligne verte » délimitant les territoires occupés

Le Conseil de sécurité des Nations unies a accordé, mardi 23 octobre, un délai de vingt-quatre heures aux États-Unis pour tenter de convaincre Israël d'accepter une mission d'enquête sur les incidents sanglants qui ont eu lieu à Jérusalem le 8 octobre et qui sont à l'origine de l'actuelle vague de violences en Israël et dans les territoires occupés. Une nouvelle réunion du Conseil a été prévue pour mercredi soir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme au plus fort de l'intifada, les autorités ont décidé d'isoler les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza pour tenter d'enrayer la série d'agressions entre Israéliens et Palestiniens.

La mesure a été annoncée dans la soirée de mardi et équivaut à rétablir - au moins provisoirement - la « ligne verte » en véritable frontière. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza encoré en Israël devaient immédiatement regagner les territoires ; dans l'autre sens, et pour la troisième journée consécutive, les résidents des territoires n'ont le droit ni de se rendre à Jérusalem ni même dans le reste d'Israël. Le bouclage est complet, pour une durée indéterminée. Des unités de gardes-frontières ont été retirées de Cisjordanie pour patrouiller le long de la « ligne verte », la frontière d'avant juin 1967 ; à l'intérieur des territoires, les véhicules de l'armée ne doivent plus circuler qu'en convoi.

Habituellement, quelque cent mille Palestiniens des territoires, au minimum, s'en vont chaque jour travailler en Israël. L'effacement de la « ligne verte » - qui ne figure plus sur aucune carte officielle d'Israël ni dans les manuels des écoles - était un des titres de gloire du Likoud, la droite nationale, qui y voyait la preuve du rattachement irrévocable des territoires occupés à l'ensemble israélien. Un premier coup y avait été porté en août 1989, avec l'instauration d'un permis spécial pour les habitants du territoire de Gaza désireux de se rendre en Israël. Jusqu'à présent, les autorités ont toujours réchigné à en faire autant pour les Palestiniens de Cisjordanie : la mesure officialiserait avec trop d'éclat le rétablissement de la ligne.

Les dernières décisions annoncées par le ministère de la défense vont pourtant bien dans ce sens. Elles ont pour objet d'essayer de mettre un terme aux attaques commises contre des Israéliens par des

Palestiniens qui veulent « venger » la tuerie sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, le 8 octobre. La journée de mardi a été marquée par de nouvelles violences. Dans le nord d'Israël, au bord d'une route, deux jeunes femmes, en uniforme, ont été agressées par un Palestinien de Cisjordanie. L'une d'elles a été grièvement blessée à coups de couteau dans la poitrine avant que l'agresseur soit arrêté. Dans le sud, à Ashkelon, c'est un résident de Gaza, employé dans un atelier de métallurgie, qui a été attaqué avec un marteau deux de ses collègues de travail israéliens.

Représailles contre les Palestiniens

Amorcée dimanche avec le meurtre de trois Israéliens à Jérusalem, la vague d'attentats est encouragée par les communiqués du mouvement islamiste Hamas qui appelle à « venger » les vingt et un Palestiniens tués par les forces de l'ordre le 8 octobre. Mardi encore, un des tracts qualifiant de « héros » le jeune homme du village d'Abbadia (près de Bethléem) qui a poignardé dimanche les trois passants du quartier de Baka à Jérusalem. La police et l'armée estiment que cette vague d'agressions pourrait se prolonger un mois encore - le temps d'aller au bout de la période du deuil musulman de quarante jours après l'affaire du mont du Temple.

Les autorités redoutent que chaque attentat ne soit suivi de représailles, cycle qui paraît d'ores et déjà bien enclenché. Alors que la police notait une très forte augmentation des achats d'armes individuelles ces jours derniers, une voiture portant une plaque d'immatriculation de la bande de Gaza, a essuyé une fusillade mardi soir, dans le sud d'Israël, près d'Ofakim : un des occupants a été tué et trois autres ont été grièvement blessés. Il s'agissait de Palestiniens regagnant Gaza après leur journée de travail. Les blessés ont dit que les coups de feu étaient partis d'une voiture israélienne. Selon la radio de l'armée, l'agression a été revendiquée par un mystérieux groupe israélien déclarant vouloir « venger » à son tour les trois morts de Baka.

Commentant cet enchaînement de violences et de contre-violences - comme il y en a déjà eu, à intervalles réguliers, depuis trois ans -, le quotidien Haaretz a écrit : « Ce pays ne connaît pas la paix tant que nous n'accepterons pas le fait que seule la séparation des deux nations (israélienne et palestinienne) réduira l'hostilité mutuelle et pourra éventuellement conduire à une forme acceptable de coexistence ».

ALAIN FRACHON

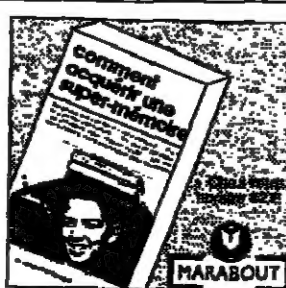
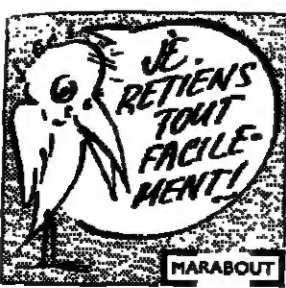
le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INFORMATIQUE
ET LIBERTÉS

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (60 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économique, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).



EUROPE

La Pologne entre passion et raison

Suite de la première page

Le débat ne porterait-il donc que sur une question de rythme ? Non, bien sûr. Il s'agit de regarder les deux candidats en campagne pour comprendre que finalement ce sont deux styles de Pologne qui s'affrontent.

Tadeusz Mazowiecki, c'est clair, aurait préféré ne pas se trouver là. Il a même proposé à Lech Walesa que tous deux renonceraient à se présenter en faveur d'un troisième candidat, l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, ou le président du Sénat, M. Andrzej Stelmachowski, issus aussi de Solidarité. Mais Lech Walesa a refusé, et Tadeusz Mazowiecki a finalement dû se dévouer, pour éviter un plébiscite de son rival.

Intègre, prudent, modéré, homme d'une grande finesse intellectuelle, profondément humaniste et libéral, catholique pratiquant mais adversaire de l'obscurantisme, Tadeusz Mazowiecki correspond assez bien à l'idée que l'on se fait d'un homme d'Etat, fût-il polonais, en Europe occidentale. Les Polonais savent le rôle précieux qu'il a joué, avec bien d'autres intellectuels, auprès de Lech Walesa dès le début de Solidarité et lui sont reconnaissants d'avoir rendu sa dignité à la Pologne en devenant l'an dernier le premier chef de gouvernement non communiste du pacte de Varsovie.

Mais si M. Mazowiecki suscite le respect, la réserve naturelle de cet homme, qui sait pourtant être chaleureux, fait qu'il n'enthousiasme guère. C'est même, en termes de marketing politique, une catastrophe médiatique, tant chacune de ses apparitions à la télévision — outil qu'il déteste — le montre comme imprégné du malheur de la Pologne jusqu'au plus profond de son âme, soupçonnant, réfléchissant longuement, levant les yeux au ciel, soupirant encore...

Parti très tard en campagne, M. Mazowiecki y intervient donc le moins possible. L'équipe du ROAD, le Mouvement action démocratique créé cet été pour soutenir son action, travaille pour lui, faisant donner ses témoins comme Jacek Kuron ou Zbigniew Bujak, meilleurs communicateurs. Même s'il ne manque jamais de mettre en avant les origines ouvrières de deux de ses dirigeants, Bujak et Frasnikiuk, le ROAD regroupe essentiellement l'intelligentsia de Solidarité, qui s'identifie à l'Europe libérale, par opposition au populisme et à la démagogie.

Lorsqu'il se déplace lui-même, comme ce dimanche 14 octobre à Cracovie, M. Mazowiecki évite les meetings de masse, préférant les rues de la vieille Cracovie intellectuelle : les paysans, il les rencontre dans un amphithéâtre... Quant à sa machine électorale, elle est encore au stade du rodage : à six semaines de l'élection, au QG national du ROAD, rue Flora, quelques volontaires un peu perdus essayaient les platras, et un chef de campagne vous exposait gentiment dans un bureau vide ses déchirements sentimentaux devant cette campagne, « car j'aime beaucoup aussi Lech Walesa »...

La machine Walesa

L'heure n'est plus aux états d'âme en face, à l'Entente du centre, mouvement qui soutient la candidature de Lech Walesa. Le 41, rue Pulawska, où il siège, est une véritable ruche où les réunions d'état-major se succèdent, et ce depuis un mois et demi. En province, la disparité est parfois encore plus frappante : à Radom, où personne n'est capable de vous indiquer le local du ROAD, le « Centre », très actif, revendique un millier de militants, alors que le ROAD en déclare quatre-vingts. Derrière Lech Walesa se sont aussi rangés tout l'appareil du syndicat Solidarité, une partie des comités civiques et divers partis de la droite chrétienne.

Lech Walesa domine toute la scène, mène le jeu et lui impose ses règles. Il parcourt déjà la Pologne depuis des mois, et le fait plus méthodiquement depuis trois semaines. Lorsqu'il va à Cracovie, il se rend directement dans les aciéries des gigantesques aciéries Nowa Huta puis pousse le vice jusqu'à se faire remettre la distinction de citoyen d'honneur par le maire de la ville, M. Jacek Wozniakowski, prestigieux intellectuel et père du directeur de campagne de M. Mazowiecki.

Son secret, c'est la foule. C'était déjà sa recette pendant les grèves de 1980 : « Moi, je n'avais pas de scénario, mais je sentais la foule », écrivait-il plus tard (1). Si la foule est mauvaise, Walesa est mauvais. Si elle est bonne, Walesa est bon.

Avec un message sans cesse martelé : « Je veux vous rendre la Pologne, afin que vous puissiez prendre part à tout. Je veux vous forcer à vous impliquer, et ce faisant, à remporter des médailles. » Avec aussi quelques énormités, comme lorsqu'il propose, début octobre, que chaque Polonais reçoive un chèque de 100 millions de zlotys pour pouvoir racheter les grandes entreprises au moment de la privatisation... Mais même en tenant compte des calculs les plus optimistes, fait observer le ministre du travail, Jacek Kuron, la valeur du patrimoine national per capita ne dépasse pas 20 millions de zlotys !

« Un sismographe »

Comme toujours, Lech Walesa dit des choses qui paraissent insensées à des oreilles occidentales — beaucoup moins indulgentes, il est vrai, aujourd'hui qu'en 1980 : « Mon programme ? Votre programme sera mon programme », répond-il à la foule ; à d'autres il dira que s'il dévoilait son programme maintenant, ses rivaux se l'approprieraient, « et si en plus ils sont plus beaux que moi, ils gagneront »... « Personne ne peut me battre, dit-il encore, parce que mon programme ne vient pas des livres ou des modèles occidentaux, mais



PANCHO

de la réalité polonaise et de vingt-cinq ans de travail comme ouvrier. Mazowiecki et Geremek sont de grands théoriciens, mais ils n'ont pas la moindre idée sur la manière d'attirer les masses. » Autre thème cher à Lech Walesa, pour peu qu'on le sollicite : la Pologne catholique et patriotique. Sans parler de ses incohérences économiques, lorsqu'il explique tour à tour qu'il faut privatiser plus vite et davantage, puis qu'il ne faut pas privatiser les grandes entreprises ni laisser le capital occidental dévorer la Pologne.

« C'est Ubu roi », commente un conseiller de Tadeusz Mazowiecki. « Ne riez pas », rétorque, plus compréhensif, Jacek Kuron : « Walesa est un sismographe, il dit ce que pense la nation. Lorsqu'il se contredit, il ne faut pas en rire, c'est notre nation qui est comme ça. » Le goût des Polonais pour les héros de western — le personnage n'est d'ailleurs pas sans rappeler un autre cowboy, Ronald Reagan — ne suffit pas à expliquer la popularité de Lech Walesa : il y a aussi un sincère et profond attachement à « Pan Walesa » (Monsieur Walesa), pour son rôle historique dans la chute du communisme.

Beaucoup de sympathisants de Lech Walesa en veulent à Adam Michnik d'avoir « sali l'image » du président de Solidarité à l'étranger. « Moi quand j'ai vu à la télé l'accueil du Congrès américain à Walesa, je me suis senti fier d'être polonais », se souvient un militant de Radom. Monika, enseignante de trente ans, explose lorsqu'on lui dit que Lech Walesa n'est peut-être pas taillé sur mesure pour les fonctions de chef de l'Etat : « Walesa, c'est Walesa, rétorque-t-elle. J'ai créé son nom pendant dix ans dans les manifestes et, à l'époque, ça ne nous gênait pas qu'il ne soit pas cultivé ou qu'il écorche la langue polonaise ! » Comme Vaclav Havel d'ailleurs, mais avant même d'être élu, Lech Walesa aura bien des timbres à son effigie, dans une série consacrée aux Prix Nobel polonais.

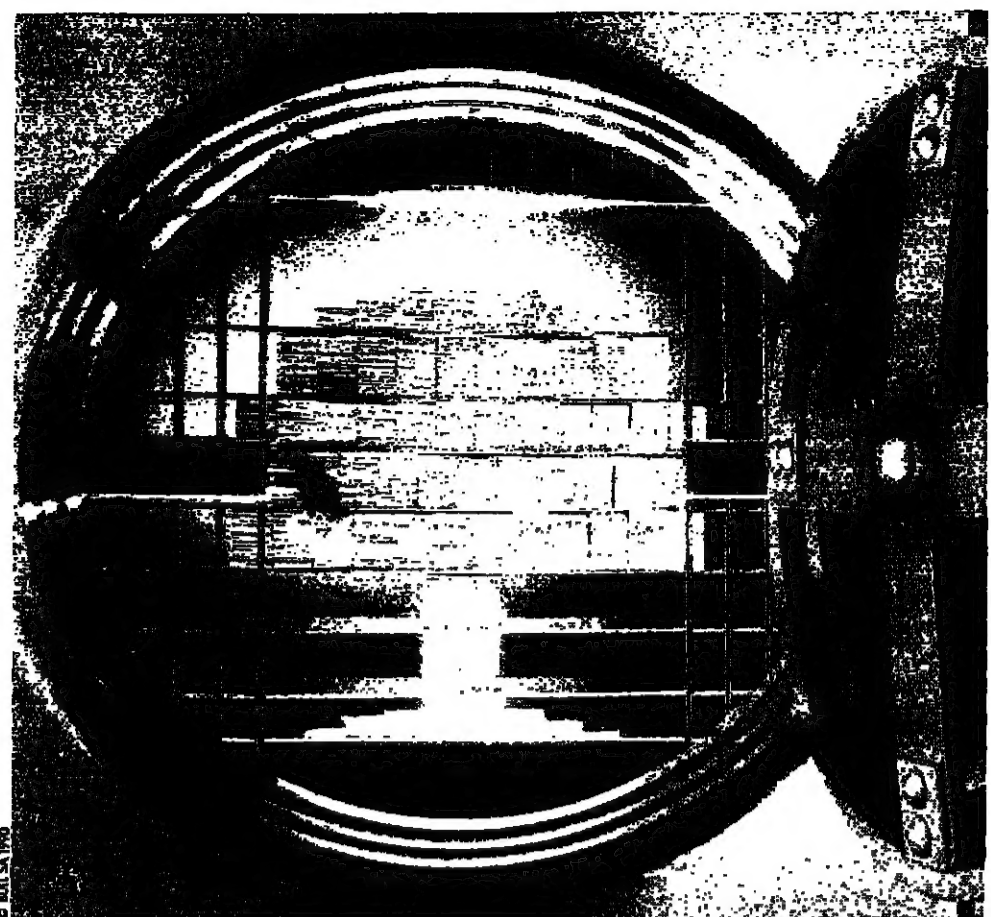
Il y a aussi cette apathie post-communiste à laquelle la Pologne n'échappe pas et contre laquelle beaucoup voient en Walesa un antidote plus énergique que le scrupuleux Mazowiecki. C'est le choix entre « l'émotion et la raison », résume un militant du ROAD. Ce n'est pas un hasard si

les deux camps se réclament de Pilsudski, le héros de l'indépendance polonaise, du moins de sa première période, avant qu'il ne devienne dictateur. « Nous avons besoin en ce moment de quelqu'un de fort, qui sache parler aux Polonais », répètent les Walsiens.

Ce fut sans doute l'une des plus grandes erreurs de l'équipe Mazowiecki, celle de négliger la communication avec les Polonais. D'autres erreurs, comme d'avoir tardé à prendre des mesures politiquement symboliques, telles que le limogeage des trois ministres communistes (dont le général Kiszczyk), et d'avoir sous-estimé le ressentiment populaire à l'égard du maintien du général Jaruzelski à son poste, expliquent en partie le succès de la démarche de Lech Walesa.

Walesa président serait-il aussi dangereux que le craint une partie de l'entourage de Tadeusz Mazowiecki, pour qui la différence essentielle entre les deux hommes réside dans leur attitude à l'égard du droit ? « Personne ne sait quelle sorte de président sera Walesa », reconnaît le leader de l'Entente du centre à Radom. Mais certains tablent sur son réalisme, espérant que, s'il devient président, Lech Walesa saura une fois de plus s'adapter à la situation. « On ne peut pas dire la même chose quand on est leader syndical et quand on est président », avouait-il lui-même cet été à Globe. En outre, la constitution actuelle ne donne pas au président des pouvoirs inconsiderés.

La question-clé est évidemment de savoir avec qui gouvernerait



© BULL SA 1990

BANQUIERS, INVESTIR DANS L'ARBRE, C'EST VOTRE INTERET.

BULL, VOTRE PARTENAIRE POUR DEVELOPPER VOS SERVICES A LA CLIENTELE.

- La solution intégrée AGENCE BANCAIRE facilite le traitement de vos opérations et la prise en compte des souhaits de vos clients.
- La solution BRAHMS* permet à vos chargés de clientèle de piloter la gestion Marketing et Commerciale de leurs portefeuilles de clients.
- Les solutions Libre-Service Bancaire optimisent vos relations clients grâce aux automates, bornes de consultation et bornes interactives.

BULL, DES SPECIALISTES DE LA BANQUE A VOTRE SERVICE.

- Plus de 250 personnes en France et 700 dans le monde exclusivement dédiées au secteur bancaire.
- Des partenaires sélectionnés pour leurs compétences dans votre domaine.
- En France, en Europe et dans le monde, des banques nationales ou régionales, grandes ou petites, d'affaires ou de dépôts font confiance à Bull.

BULL, L'APPUI D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE.

- 1^{er} fournisseur européen de systèmes d'information.
- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

* Non développé et commercialisé en partenariat avec Arthur Andersen.

Direction Commerciale France
Tour Bull - 92039 PARIS LA DEFENSE CEDEX 74
Pour tout renseignement, appelez le : **NUMERO VERT 02 05 30 30**

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Benne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

EUROPE

ITALIE : une suite de l'affaire Moro

Le chef des services secrets militaires est mis à la retraite

La presse italienne en est convaincue : annoncée lundi 22 octobre à la suite d'un conseil interministériel de défense, la mise à la retraite de l'amiral Fulvio Martini, chef des services secrets militaires, a sûrement quelque chose à voir avec le rebondissement de l'affaire Moro.

ROME

de notre correspondant

Le président du conseil, M. Giulio Andreotti, a mis en demeure les services de renseignement d'éclaircir au plus tôt tous les mystères de ces embarrasants manuscrits d'Aldo Moro retrouvés à Milan (le Monde daté 21-22 octobre), mais c'était il y a tout juste quelques jours. Et s'il est à présent quasiment établi que les lettres ne pouvaient pas se trouver depuis douze années là où on les a découvertes, dans une ancienne cache des Brigades rouges, personne n'imaginait que ceux qui les y ont déposées puissent être identifiés en moins d'une semaine. Reste que la tête de l'amiral Martini, chef des services secrets militaires (SISMI), tombe bel et bien - officiellement, son mandat devait prendre fin le 26 février prochain - et qu'on murmure que celle de son collègue des services de renseignements civils (SISDE) n'est guère plus solide.

Héritier, en avril 1984, d'un service inefficace, infiltré, corrompu et gangré par la pseudo-loge maçonn-

rique P2, successeur d'une lignée de grands patrons du renseignement italien dont beaucoup ont fini au tribunal, en prison, voire en exil, l'amiral Martini était parvenu, jusqu'à ces derniers mois, à faire une miraculeuse unanimité de la classe politique autour de sa personne et de sa fonction. « Nous ne travaillons pas pour tel ou tel parti, affirmait-il, mais pour le gouvernement italien quel qu'il soit. » Réorganisé, modernisé et surtout épuré sous sa houlette, le SISMI avait même, disait-on, réussi à regagner un peu de crédibilité auprès des services alliés.

Une tampe

Mais les choses ont commencé à se gâter pour le jovial amiral il y a quelques mois, lorsque, à la suite de l'ouverture des archives de certains pays de l'Est, le SISMI découvrit une tampe dans l'entourage immédiat de l'ancien président du conseil démocrate-chrétien de gauche, M. Ciriaco De Mita. Les informations ont, semble-t-il, été transmises à l'actuel gouvernement - également démocrate-chrétien, mais de l'aile droite du parti - et se sont retrouvées étalées dans la presse. Depuis, une partie de la puissante démocratie chrétienne voulait la peau de l'amiral.

Comme si cela ne suffisait pas, un juge de Venise a révélé, en fouillant dans les archives du service, l'existence, à partir de la fin des années 60, d'une sorte de petite armée ultra-secrète de quatre cents personnes envoyées, chargées, si l'on a bien compris, d'empêcher la subversion, une révolution, voire la prise du pouvoir

par les communistes. Mise au jour en août dernier, cette structure, connue sous le nom de code « Opération Glaise », aurait été mise en place sur les conseils de l'OTAN et pilotée par le SID (ancêtre du SISMI). Selon M. Andreotti lui-même, l'« Opération Glaise » aurait été stoppée en 1972. Cependant, selon l'entrepreneur juge Felice Casson, de Venise, non seulement l'amiral Martini, en tant que patron des services, a mis des bâtons dans les roues de son enquête, mais, au début des années 70, l'ancien marin était précisément un agent du vieux SID. Il aurait donc eu à connaître de cette structure clandestine.

Autre affaire récente qui peut expliquer la non-reconduction du mandat de l'amiral à la tête du SISMI, celle de la mystérieuse disparition, il y a dix ans, d'un avion civil avec quatre-vingt-trois personnes à bord, au-dessus de l'île d'Ustica, près de la Sicile. Invité il y a quelques semaines par une commission parlementaire à dire ce qu'il pensait de cette affaire jamais élucidée, l'amiral Fulvio Martini a sèchement déclaré qu'à son avis il y avait « 50 % de chances pour que le DC-9 ait été abattu par un missile français, ou américain ». Une chose est sûre, poursuivait-il, « les services de nos alliés n'ont pas collaboré à l'enquête. Ils l'ont même boycottée ».

PATRICE CLAUDE

ALBANIE

Réunion de la Conférence inter-balkanique à Tirana

La troisième conférence des six pays balkaniques (Albanie, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie et Turquie) s'est ouverte, mercredi 24 octobre, à Tirana. Elle doit notamment adopter un appel à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui se tiendra à Paris, du 19 au 21 novembre. Cet appel porte sur l'élargissement de la coopération entre l'Europe et les Balkans.

Dressant le bilan de la coopération inter-balkanique depuis la dernière réunion des ministres des affaires étrangères en 1989, un diplomate albanais a fait état de « résultats encourageants » mais « non spectaculaires ». La question des minorités nationales dans les Balkans, en particulier le statut des Albanais du Kosovo yougoslave et celui des communautés yougoslaves et croates d'Albanie, demeure un des principaux obstacles au renforcement de la coopération interbalkanique.

A la veille de l'ouverture de la conférence, les autorités albanaises ont présenté, mardi 23 octobre, un projet de loi électorale, qui devrait être soumis au Parlement de Tirana, le 12 novembre prochain. Si le passage au multipartisme n'y est pas envisagé, cette loi autorise, pour la première fois depuis la fin de la guerre, le choix entre plusieurs candidats et permet le vote à bulletin secret. Par ailleurs, le droit de se porter candidat est ouvert à tout citoyen et toute organisation de masse ayant recueilli 300 signatures d'électeurs. (AFP, Reuters)

URSS

Les nationalistes ukrainiens obtiennent la démission du premier ministre

Le Parlement ukrainien a accepté mardi 23 octobre à une très large majorité la démission du premier ministre ukrainien, M. Vitali Massol, dont les étudiants nationalistes demandaient le départ depuis le début du mois, ainsi que celui du président de la République, M. Leonid Kravtchouk.

Les contestataires ukrainiens, menés par le mouvement nationaliste Roukh, avaient déjà obtenu gain de cause la semaine dernière sur la plupart de leurs revendications : tenue d'un référendum de confiance en 1991, élaboration d'une loi permettant aux jeunes Ukrainiens de faire leur service militaire dans leur République. On envisage enfin la nationalisation des biens du PC.

Tout indique que l'Ukraine entre dans une période d'intense agitation et de confrontation politiques. Le président du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a fait état lundi de « tentatives de renversement du régime en cours » en Ukraine occidentale, où le courant nationaliste est le plus fort. (Corresp.)

■ ESPAGNE : deux Marocains assassinés à Madrid. - Deux Marocains, dont l'imam d'une mosquée de Madrid, ont été retrouvés morts, assassinés à coups de hache, mardi 23 octobre, dans la capitale espagnole, près d'un sous-sol utilisé comme mosquée. Selon la police, ces meurtres auraient été commis par un jeune Marocain déséquilibré. (AFP)

DIPLOMATIE

La réforme des institutions communautaires

Les divergences entre le Parlement, la Commission et le Conseil européens restent importantes

Les représentants des Etats membres de la CEE, de la Commission de Bruxelles et une délégation du Parlement européen ont tenu mardi 23 octobre leur troisième réunion préparatoire à la conférence intergouvernementale de décembre prochain sur l'union politique. Les Douze et l'exécutif communautaire esquissent des positions très éloignées de celles affichées par l'Assemblée de Strasbourg.

STRASBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

La déception marquée par M. Jean-Pierre Cot (PS), président du groupe socialiste, à l'issue des travaux, illustre parfaitement les réticences des gouvernements et de Bruxelles à aller au devant des revendications du Parlement : « Cela ne sert à rien de se réunir si nous n'obtenons aucune réponse précise aux questions que nous posons ».

Il est vrai que mis à part l'investiture du président de la Commission et éventuellement des autres commissaires par l'Assemblée, les députés de la Communauté n'ont obtenu à ce jour aucun engagement sur les réformes souhaitées. Alors que Strasbourg demande à être associé plus étroitement aux déci-

sions du conseil des ministres, les déclarations ministérielles, malgré les bonnes intentions exprimées ici et là, restent délibérément vagues, sinon restrictives.

M^{me} Elisabeth Guigou, le nouveau ministre français chargé des affaires européennes, s'est bien prononcée en faveur d'un élargissement de « la procédure de coopération », mais elle a fermé la porte quelques instants plus tard, en affirmant que « le gouvernement français est ouvert à un dialogue approfondi avec le Parlement européen dans le respect des compétences existantes ».

Un avertissement de M. Delors

Quant au rôle des Parlements nationaux, la question a été pratiquement occultée tant les capitales européennes savent combien la majorité des députés européens est opposée à leur faire un peu de place dans le futur processus décisionnel de la Communauté. Seule M^{me} Guigou s'est interrogée : « Les opinions publiques sont-elles prêtes à accepter que la compétence soit uniquement celle du Parlement européen ? »

M. Jacques Delors, pour sa part, n'a pas hésité à se montrer catégorique sur le maintien des prérogatives de la Commission. Ne souhaitant pas perdre, au profit de l'Assemblée, le monopole du droit de formuler des propositions aux

Douze, le président de l'exécutif européen a été on ne peut plus net : « La Commission est absolument opposée au partage du droit d'initiative avec le Parlement ».

Au cours du débat public qui a suivi la conférence inter-institutionnelle, M. Delors, revendiquant le rôle de Cassandre, a stigmatisé le goût prononcé du Parlement pour les discussions byzantines. « Vous aurez beau discuter tant que vous voudrez du droit d'initiative, de la codécision, si le monde frappe à votre porte et que vous n'êtes pas capables d'y répondre, vous terminerez votre vie de parlementaire, et moi ma vie de commissaire, en n'ayant que vos beaux yeux pour pleurer », a-t-il affirmé.

Sortant de sa réserve habituelle sur la question du siège de l'Assemblée, le président de la Commission a parlé « du comble de l'absurde » à propos de cette affaire. Prenant position en faveur du statu quo, M. Delors a dénoncé l'action des parlementaires : « Les gouvernements membres se sont mis d'accord en 1965 sur trois sièges, il faut respecter cet accord. Il n'y a pas d'autre solution et toutes les manœuvres qui pourraient être faites n'auront aucun sens : sinon elles vont bloquer toute la Communauté ».

MARCEL SCOTTO

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : en visite aux Pays-Bas

Le président De Klerk se dit prêt à gouverner avec M. Mandela

LA HAYE

de notre correspondant

La visite officielle de deux jours du président sud-africain, M. Frederik De Klerk, aux Pays-Bas, qui s'est achevée, mercredi 24 octobre, - s'est déroulée dans un calme surprenant alors que le pays abrite le mouvement anti-apartheid le plus actif du monde. L'opinion néerlandaise avait catégoriquement rejeté la venue du chef d'Etat sud-africain, avant que ne débute, il y a quelques mois, un dialogue entre le pouvoir blanc et les représentants du Congrès national africain (ANC).

Au cours d'une conférence de presse, M. De Klerk a indiqué que ses rencontres avec le reine Beatrix, le premier ministre, M. Ruud Lubbers, et le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, avaient eu lieu dans une atmosphère agréable : « Le gouvernement néerlandais est sérieux dans l'approche du problème sud-africain », a-t-il dit. La Haye estime que l'abolition totale de l'apar-

theid et le respect de la démocratie constituent des conditions essentielles à une levée totale des sanctions contre Pretoria. M. Lubbers a pourtant marqué son soutien aux réformes préconisées par M. De Klerk et a même précisé qu'au fur et à mesure des améliorations enregistrées en Afrique du Sud les Pays-Bas plaideront, dans le cadre de la Communauté européenne, en faveur d'un allègement des sanctions.

M. De Klerk a précisé, que le but de son voyage « n'était pas de demander une levée des sanctions ». En revanche, il a lancé un appel aux leaders noirs, qui préconisent toujours leur maintien, « à être plus réalistes » dans la perspective du développement de l'Afrique du Sud. « Je suis prêt à participer à tout gouvernement dont le président serait élu selon la future Constitution », a répondu le chef de l'Etat à un journaliste qui lui demandait s'il serait prêt à faire partie d'un gouvernement dirigé par M. Mandela. (Interim)

EN BREF

■ CHINE : Pékin satisfait de la levée des sanctions par les Douze. - M. Li Peng, premier ministre chinois, a exprimé mardi 23 octobre sa satisfaction à la suite de la levée des sanctions prises par les Douze après le « printemps de Pékin » (le Monde du 24 octobre). Selon le Quotidien du peuple de mardi, il n'est toutefois pas question d'atténuer les rigueurs de la campagne contre la pornographie, le « libéralisme bourgeois » occidental et la criminalité, qui a donné lieu à des milliers d'exécutions. (AFP, AP)

■ COLOMBIE : un cousin du chef du cartel de Medellín tué par la police. - La police colombienne a tué mardi 23 octobre un cousin de Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín. Il s'agit de Hernando Gaviria Gomez, alias « Abraham », qui se trouvait dans un ranch de Guarné, localité située à une vingtaine de kilomètres de Medellín, lorsqu'il a été surpris par un commando formé de policiers d'élite et d'agents des services secrets. Il est mort dans la fusillade qui a suivi. Selon les autorités, il était l'un des responsables militaires de la mafia.

■ INDONÉSIE : l'hebdomadaire *Monitor* interdit. - Cedant aux pressions de milieux musulmans (le Monde du 24 octobre), le gouvernement a interdit le hebdomadaire de Djakarta qui avait publié un sondage jugé offensant pour l'islam. (AFP)

■ LAOS : arrestation de deux anciens membres du gouvernement. - Pour avoir réclamé la fin du monopole du PC, deux anciens vice-ministres et un haut fonctionnaire ont été arrêtés, a rapporté, mardi 23 octobre, la presse de Bangkok. (UPI)

■ LIBÉRIA : vers la conclusion d'un cessez-le-feu. - Le Front national patriotique du Libéria (NPLF) de Charles Taylor a accepté la proposition de cessez-le-feu du comité permanent de médiation sur le Libéria mais a posé des conditions qui pourraient être rapidement acceptées, a-t-on appris, mardi 23 octobre, au terme du deuxième jour de la réunion de ce comité. Les fidèles de l'ancien président Samuel Doe et les rebelles de Prince Johnson ont déjà accepté ce cessez-le-feu.

■ PHILIPPINES : quatre morts au cours d'une grève générale. - Au moins quatre personnes ont été tuées, mercredi 24 octobre, lors de violences qui ont éclaté à l'occasion d'une grève générale organisée par l'extrême-gauche et qui a partiellement paralysé Manille. C'est le plus important mouvement de protestation de l'année contre la présidence d'Aquino. Le ministre de la Défense a accusé la guérilla de la Nouvelle Armée du peuple (NPA), branche armée du PC insurgé, d'avoir menacé ceux qui refusaient de se joindre au mouvement. (AFP)

■ SOMALIE : violente manifestation à Mogadiscio. - Un policier a été tué et trois autres blessés, mardi 23 octobre à Mogadiscio, au cours d'une manifestation contre le maintien en détention de prisonniers politiques. Les forces de sécurité et la police para-militaire ont ouvert le feu sur la foule qui criait des slogans. On ignore le nombre des victimes chez les manifestants mais, selon des sources dignes de foi, ce bilan devrait être plus élevé que du côté des forces de l'ordre. (AFP)

■ TANZANIE : M. Salmin Amour est élu président de Zanzibar. - Un ancien ministre, M. Salmin Amour, a été élu président des îles de Zanzibar et de Pemba, membres de la Fédération tanzanienne. Il succède à M. Idris Abdul-Wakil, soixante-cinq ans, qui prend sa retraite. Le docteur Amour, quarante-huit ans, a obtenu 97,7 % des votes exprimés lors de l'élection présidentielle, organisée dimanche 21 octobre dans ces deux îles de l'océan Indien.

Manager les Hommes,
une priorité Européenne

Pour information appelez le : 72 72 20 74
- Christianne SCHETSE -

jae
lyon

CONFESSE

- Décidez ou futur décideur vous vous interrogez sur l'emploi et les ressources humaines de l'Europe ? Nous aussi !
- Comme nous, vous êtes persuadé que l'Europe n'est pas seulement celle des marchés et des capitaux. Comme nous, vous êtes concerné par l'ouverture de nos frontières qui aura d'importantes conséquences sociales, économiques et juridiques. Avec nous, vous pourrez mieux affronter ces mutations. La formation dispensée par l'IAE de LYON est la première qui vous permette de comprendre et d'évaluer la dimension sociale du pacte européen.
- L'atout de notre formation repose d'abord sur la création d'un choc culturel au niveau des participants par l'intervention d'enseignants venant des principaux pays de la communauté. Les intervenants vous apporteront les connaissances nécessaires mais l'analyse et la réflexion personnelle seront largement développées.
- Cette formation qui se déroule sur 1 an à raison de deux jours par mois sera sanctionnée par un diplôme en fin d'année, début de la formation 5 février 1991.

Désire recevoir une documentation

jae
lyon

NOM : _____

Fonction : _____

Adresse société : _____

Adresse personnelle : _____

Tél. société : _____

Tél. personnel : _____

FORMATION PERMANENTE - Université Lyon 3 - 15 quai Claude Bernard - 69239 LYON cedex 02 (ME)

"Les agriculteurs nourrissent tous les Français."



"L'environnement et l'agriculture vont de pair."



***"Les agriculteurs sont des jardiniers de la nature.
Qui souhaite demain trouver un jardin en friches ?"***



"Champs et forêts sont-ils déjà des chefs-d'œuvre en péril ?"



***"En l'an 2000, la terre de France sera en friches
parce que les agriculteurs français auront disparu...
L'avenir de la nature et de l'environnement,
dont on nous parle tant, est-ce cela ?"***



Si j'ai choisi d'apporter ma contribution au grand débat national sur l'Agriculture, c'est que depuis 30 ans, dans ma Bretagne natale, je me bats pour prouver que de véritables solutions d'avenir existent pour le monde rural.

Dès mon entrée dans la vie active, j'ai acquis l'intime conviction que seule l'implantation d'entreprises nouvelles pourrait sauver les pays d'agriculture. Partant de cette idée et avec quelques amis, tous animés par une volonté commune, nous avons réussi à créer 2300 emplois.

Ainsi à La Gacilly, mon village natal, le village qui a vu naître l'entreprise, la vie est repartie de plus belle. De 1650 habitants au début du siècle, la population était tombée à 1100 en 1959, date de création de l'entreprise, pour remonter à 2300 habitants en 1990. Par ailleurs, on y trouve aujourd'hui, outre nos installations et les cultures de plantes et de fleurs, un des plus grands rassemblements d'artisans d'art d'Europe. Rien d'étonnant donc à ce que, chaque année, 200 000 personnes viennent nous rendre visite.

*Il faut croire en la force de la vie et aider ceux qui souffrent aujourd'hui.
Protégeons les Hommes et la Nature, c'est l'avenir de nos Enfants.*

Yves Rocher
Maire de La Gacilly - Bretagne

POLITIQUE

Le projet de contribution sociale généralisée

Les députés socialistes relancent le débat sur la CSG

Alors que, depuis l'acceptation par le Parlement du projet de contribution sociale généralisée (CSG) par le ministre de l'économie et des finances, on pouvait penser que l'affaire était désormais politiquement réglée, plusieurs députés socialistes, parmi lesquels le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, ont relancé le débat sur les modalités d'application de la CSG, mardi 23 octobre, lors de la réunion de leur groupe.

La principale modification porterait sur la possibilité de déduire la CSG du revenu imposable, au même titre que les cotisations sociales. « Une telle décision rendrait le message plus clair et enlèverait une bonne partie des arguments de l'opposition sur le thème de l'impôt supplémentaire », a précisé M. Jean Le Garrec, député du Nord et porte-parole du groupe socialiste.

La déductibilité de la nouvelle contribution limiterait cependant son caractère progressif. Aussi, M. Michel Cofineau, député du Val-d'Oise, a-t-il plaidé en faveur

d'une réelle progressivité de la CSG, dont le taux de 1,1 % actuellement proposé par le gouvernement pourrait ainsi passer à 1,2 %, 1,3 %, voire 1,4 % en fonction des revenus. Cette modulation aurait aussi pour effet de récupérer le manque à gagner pour l'Etat, évalué à 3 milliards de francs, qu'entraînerait la déductibilité.

Les députés socialistes se sont aussi interrogés sur l'assujettissement des retraités — de ceux du moins qui sont imposables — à la CSG. Une telle décision serait en effet mieux accueillie si le montant des retraites était indexé sur les salaires bruts. Le nouveau président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, a toutefois insisté sur le fait qu'aucun arbitrage n'avait encore été rendu au sein du groupe. « Il s'agit de vrais débats, menés au niveau qui convient », a-t-il indiqué. De nouvelles rencontres sont prévues avec les services du premier ministre avant le 9 novembre, date de la discussion sur le projet de CSG à l'Assemblée nationale.

J.-L. S.

En butte à l'hostilité du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du PC

Le budget de la jeunesse et des sports a été réservé

Les députés ont examiné, mardi 23 octobre, le budget de la jeunesse et des sports, présenté au nom du gouvernement, par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de ces dossiers. Les crédits de son ministère ont été réservés, en raison de l'opposition conjuguée des groupes RPR, UDF, UDC et PC. D'un montant total de 2 537 millions de francs, le budget de la jeunesse et des sports est en progression de 2,7 % par rapport à 1990 (soit une hausse inférieure à celle des dépenses générales de l'Etat, + 4,8 %). Il représente 0,19 % du budget de l'Etat.

Il ne sera pas dit que la représentation nationale n'aime pas le sport. Plus nombreux que pendant l'examen du budget de la justice, ou celui de la première partie de la loi de finances, les députés sont venus entonner un véritable chœur des pleureuses, mardi 23 octobre, pour protester contre l'insuffisance des crédits qui lui sont accordés. M. Nelson Pailhou, président du Comité olympique et sportif français (CNOSF), présent dans les tribunes du public, avait donné le ton en dénonçant le « budget de la honte » qui, pour la première fois, n'atteint pas la barre des 0,20 % du budget général de l'Etat.

Chacun à leur manière, les députés ont repris le même refrain. M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), rapporteur du projet au nom de la commission des finances, qui, lors de l'examen des ressources de l'Etat, s'était vu refuser par le ministre du budget, M. Michel Charasse, un amendement tendant à instaurer un prélèvement uniforme de 4 % sur l'ensemble des enjeux recueillis par France-Loto et destiné à financer le Fonds national de développement du sport (FNDS), n'a pas caché sa déception. Soulignant que le budget des activités de la jeunesse et des sports avait « régressé de 22 % en francs constants entre 1984 et 1991 », M. Bapt a toutefois rappelé que M. Charasse s'était engagé à assurer au FNDS 830 millions de recettes en 1991, en compensant dans le collectif budgétaire les 160 millions de déficit liés à la baisse des recettes du Loto sportif.

Avec une ironique comminatoire pour ce budget peu de chagrin, M. Georges Hage (PC, Nord), rapporteur de la commission des affaires culturelles, s'est refusé à « tirer sur une ambulance en passe de devenir un corbillard » tout en affirmant que « voter contre ce budget, ce sera aider le mouvement sportif ». Plus sévères encore ont été les orateurs de l'opposition : un « scandale », pour M. Edouard Landrain (app. UDC, Loire-Atlantique), qui a souligné la distorsion entre l'évolution des crédits de la culture et ceux du sport ; un « gâchis », selon M. Jacques Blanc (UDF, Lozère), « le plus mauvais score de la V^e République » pour M. Guy Drut (RPR, Seine-et-Marne). Sur tous les bancs, les

députés ont dénoncé la réduction des crédits d'intervention et celle des subventions d'équipement aux associations, qui traduisent, selon eux, un désengagement de l'Etat et mettent à contribution les collectivités locales.

Comme s'il voulait compenser la maigreur de ses crédits par l'épaisseur de son discours, M. Roger Bambuck s'est livré à une défense méritoire de sa politique, en insistant sur les mesures d'éducation populaire, destinées à favoriser l'insertion et la formation des jeunes par le sport et celles relatives à l'aménagement des rythmes scolaires. M. Bambuck a confirmé la tenue d'Assises nationales du sport en 1991, au cours desquelles, a-t-il déclaré, la question des rapports entre le sport et l'argent devra notamment être abordée. Mais le secrétaire d'Etat, qui n'a pas pu rétenir son irritation contre le « troupeau béant » de députés déchainés contre ses crédits, s'est lui-même laissé aller à espérer que, d'ici à la fin de la discussion budgétaire, ces lamentations unanimes troubleraient quelque peu la rigueur des grands argentiers du quai de Bercy.

PASCALE ROBERT-DIARD

Au congrès de l'Association des maires de France

M. Joxe annonce un projet de loi sur le statut des élus locaux avant Noël

Le serpent de mer qui, depuis une décennie, anime les discussions entre élus locaux, va-t-il enfin se montrer ? M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités locales, ont choisi la séance d'ouverture du sixième congrès de l'Association des maires de France (AMF), mardi 23 octobre, au Palais des congrès de Paris, pour annoncer la présentation au gouvernement, « avant Noël », du projet de loi sur le statut des élus locaux (voir le Monde du 7 septembre).

En avant-première, M. Marchand en a même explicité les principaux articles, qui s'articulent autour de trois objectifs : démocratiser, améliorer et moraliser la fonction d'élu local. Les détails qu'il a livrés aux deux mille maires présents dans la salle n'ont suscité que des applaudissements.

Que les élus locaux obtiennent de la loi des garanties concernant les heures qu'ils consacrent à la collectivité au détriment de leur vie professionnelle, les indemnités qu'ils perçoivent et la sécurité de leur emploi quand ils ont fini leur mandat, tout le monde en tombe d'accord.

De même, que leur soient offertes des facilités pour leur formation technique et une revalorisation de leur retraite ne suscite, non plus, aucune opposition et, pas davantage, la proposition d'harmoniser les indemnités versées aux élus départementaux, qui, jusqu'à présent, peuvent varier du simple à l'octuple.

Cet aimable consensus entre la salle et les ministres n'a guère été troublé lorsque M. Joxe a évoqué le projet de loi « relatif à l'administration territoriale de la République », autrement dit la décentralisation des administrations centrales et la démocratisation des assemblées locales, dont le Parlement se prépare à débattre et qui serait définitivement adopté au printemps prochain.

Il est vrai que le ministre, qui évoquait un texte politiquement plus contesté, avait mis des gants. « Je ne suis pas un homme pressé », a-t-il indiqué, « et la concertation que j'ai pratiquée jusqu'à présent avec toutes les associations d'élus continuera avec vous, même pendant l'examen du projet par les parlementaires ».

Commentant l'interview de M. Michel Giraud (RPR), président de l'AMF, publiée l'après-midi même par le quotidien la Croix, M. Joxe, tout miel, s'est employé à détailler les points de convergence entre le projet du gouvernement et les idées du maire du Perreux.

M. Giraud lui-même avait reconnu, quelques instants auparavant, que certaines des observations faites par son association avaient été prises en compte dans le texte du ministre de l'intérieur. Bref, la dernière étape de la décentralisation, amorcée en 1982 — mais sûrement pas l'ultime, tant il est laborieux de revenir sur des siècles de pouvoir parisien — paraît en bonne voie.

MARC AMBROISE-RENDU

Deux projets de loi adoptés au Sénat

Au cours de la séance du mardi 23 octobre, les sénateurs ont adopté deux projets de loi, le premier relatif aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale ; le second portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.

● **Sécurité sociale**. — Ce texte, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, dispose que les membres des conseils d'administration des différents organismes de Sécurité sociale seront renouvelés, à titre transitoire et pour trois ans, sur désignation de l'ensemble des organisations professionnelles. Les sénateurs communistes ont voté contre le projet et le groupe RPR n'a pas pris part au vote.

● **Sécurité routière**. — Ce texte adopté par l'Assemblée nationale comporte trois dispositions : l'instauration d'un contrôle préventif de l'alcoolémie des conducteurs de véhicule, la possibilité d'immobiliser un deux-roues à moteur dont le conducteur circule sans casque, et l'obligation pour le propriétaire d'un véhicule d'occasion de remettre à l'acquéreur un certificat récent attestant la non-opposition au transfert du certificat d'immatriculation.

A l'initiative de M. Pierre-Charles Krieg

Huit régions se rassemblent pour étudier l'aménagement du Bassin parisien

Afin d'appréhender de manière concertée les principaux objectifs d'aménagement du territoire qui leur sont communs, sept présidents de conseils régionaux réunis autour de M. Pierre-Charles Krieg, président RPR de l'Ile-de-France, ont créé, le 23 octobre, une Conférence permanente des présidents de l'Ile-de-France et des régions voisines. Il s'agit de MM. Charles Baur (Picardie), Maurice Doussat (Centre), Roger Fosch (Haute-Normandie), René Garrec (Basse-Normandie), Olivier Guichard (Pays de la Loire), Raymond Janot (Bourgogne) et Jean Kaltenbach (Champagne-Ardenne). C'est M. Baur (UDF) qui a été élu président de cet organisme. Le secrétariat en sera assuré par le Conseil régional d'Ile-de-France.

A l'heure où le gouvernement et les élus concernés sont engagés dans une longue procédure devant aboutir, dans un an, à un nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France, les huit présidents estiment que les régions limitrophes ont, avec l'Ile-de-France, des intérêts communs et constituent de fait un même bassin d'emplois et d'habitants. M. Krieg a précisé que l'Ile-de-France ne voulait exercer sur ses voisins aucune hégémonie. « Il s'agit », a-t-il déclaré, « de répondre ensemble aux besoins nouveaux qui se posent en créant un modèle plurirégional que les circonstances imposent et qu'il serait néfaste pour tous, soit d'ignorer, soit de traiter superficiellement ».

Pour sa part, M. Baur a indiqué que la formule de la Conférence avait été choisie de préférence à une association à cause de sa souplesse. Les thèmes qui seront étudiés en commun dans les prochains mois concernent les transports (autoroutes, futur aéroport), le schéma des universités, la décentralisation de la recherche et l'environnement, par exemple le futur parc naturel du Vexin.

ALAIN ROLLAT

La préparation du vingt-septième congrès du PCF

Les éboueurs et les dockers appelés à la rescousse de M. Marchais

La tribune de discussion préparatoire au vingt-septième congrès du PCF ouverte depuis deux semaines dans l'Humanité et dans l'hebdomadaire Révolution se fait l'écho de critiques souvent sévères de la part de proches de M. Charles Fiterman, mais la plupart des contributions confortent la ligne de la direction.

Les partisans d'une « refondation » du Parti communiste se relaient, dans les colonnes de l'Humanité, pour enfoncer le clou planté par M. Charles Fiterman dans le talon de M. Georges Marchais. Le maire de Montreuil, M. Jean-Pierre Brard, député de la septième circonscription de Seine-Saint-Denis, avait tapé fort en déplorant l'« inertie », les « grossières erreurs d'appréciation » et les « insuffisances » de la direction du parti, surtout dans le domaine international (le Monde du 23 octobre).

Le maire de Chevilly-Larue (Val-de-Marne), M. Guy Penati, tourne le couteau dans la plaie en estimant que « les atermoiements du parti envers les pays de l'Est confondent d'ailleurs par le scandaleux rétablissement de nos relations avec la direction du PC chinois, responsable des massacres de Tien-An-Men sont le reflet, d'une difficulté majeure à rompre, dans l'idéologie et dans la politique, avec le modèle

soviétique pré-gorbatchévien, et à traduire dans nos actes notre politique pour un socialisme démocratique ».

Invitant ses camarades à ne pas se voiler la face devant la « perte de crédibilité » du PCF, cet élu condamne aussi la pratique du « centralisme démocratique » : « Encore dernièrement, soulignait-il, la manière dont on traite des dirigeants, des militants qui ne partagent pas certaines analyses de la direction a de quoi légitimement faire douter d'une véritable vie démocratique dans toutes les instances du parti (...). Ne diabolisons pas nos différences (...). Arrêtons les anathèmes et les procès d'intention ».

Dans ce même département du Val-de-Marne, terre d'élection de M. Marchais, la question chinoise semble particulièrement troubler certains militants. C'est ainsi qu'au sein de la section d'Arcueil un texte refusant la présence de délégués du PC chinois au prochain congrès a recueilli dix-huit voix contre onze, la ligne de la direction étant mise en minorité.

« Au plus bas »

Il n'en reste pas moins que, dans leur grande majorité, les militants qui s'expriment par le canal de la tribune de discussion soutiennent sans équivoque le projet de résolution du comité central en privilégiant la nécessité d'avoir un PCF fort sur le terrain des « luttes quotidiennes ».

Dans l'Humanité du mercredi 24 octobre, par exemple, M. Jean-Paul Bore, militant gardois, se réfère à la « courageuse lutte des éboueurs nîmois » (qui sont parvenus, « avec la CGT et le soutien actif et permanent du parti », à « faire plier le patronat ») pour affirmer que « la division syndicale est un frein trop souvent décisif à l'action ».

Dans le même journal, M. Alain Bocquet, premier secrétaire de la fédération du Nord et membre du comité central, évoque tout à la fois « les dockers de Dunkerque en lutte pour la défense de leur statut » et la « mobilisation » de la population de l'agglomération de Lille « contre les nuisances prévisibles du TGV-Nord », pour en conclure qu'une seule bataille importe aujourd'hui : celle qui commence « au plus bas, à partir du niveau réel de la conscience des gens (...), parce que c'est là qu'on peut être à leur écoute, mêlé à leur vie quotidienne, être en osmose avec leurs aspirations, aider à les rassembler pour traiter avec eux des problèmes d'en bas comme d'en haut ». Histoire d'accréditer l'idée, sans doute, que M. Fiterman et ses amis perdraient de vue l'essentiel.

ALAIN ROLLAT

Hommage à Louis Althusser

Les obsèques de Louis Althusser, décédé le 22 octobre d'un accident cardiaque, auront lieu jeudi 25 octobre à 14 h 45 au cimetière de Viroflay (Yvelines).

L'Humanité du 24 octobre publie plusieurs témoignages sur le philosophe marxiste, dont celui de Roger Garaudy, qui fut son adversaire au sein du parti et qui, tout en se disant « triste » par sa mort, précise : « Le marxisme est opposé radicalement à une science considérée comme vérité absolue et définitive à tout ce qui la précède et non seulement incompatible avec toute l'histoire des sciences, avec la science du vingtième siècle depuis la relativité et les quantas », mais apporte une caution néo-positiviste à tous les dogmatismes, qui sont les pires perversions du marxisme ».

Pour sa part, M. Marchais, affirme : « Devenu communiste à trente ans, Louis Althusser apporta sa contribution active à la bataille pour déloger la philosophie marxiste du dogmatisme stalinien. Il le fit en s'efforçant de préserver les exigences critiques et révolutionnaires de la théorie marxiste, d'en définir une conception qui allie enrichissements au contact d'autres champs de la connaissance et retour aux sources. Tout le monde sait que cette recherche le conduisit à de rudes confrontations, avec d'autres philosophes communistes comme avec les dirigeants de notre parti. Lorsque celui-ci décida un profond renouvellement de sa stratégie à partir de 1976. Aussi vive qu'il ait été cette controverse à un tel moment, elle n'empêcha pas les rapports que j'ai pu avoir avec lui, jusqu'au drame qui devait le briser, d'être fondés sur l'estime et la fraternité... »

Face à la fin du monde bipolaire

L'état de la France

La question sociale
La question nationale
La question politique

SAMEDI 27 OCTOBRE 1990
de 9 h 15 à 17 h 45
MAISON DE LA CHIMIE
28 bis, rue St-Dominique - 75007 PARIS

Avec la participation de :
Alexandre ADLER, Maurice BENASSAYAG, Jean-Marie BOCKEL,
Jean-Louis BOURLANGES, Edith CRESSON, Régis DEBRAY, François FILLON,
François HOLLANDE, Max GALLO, Michel JOBERT, Anicet LE PORS,
Jean-Pierre MICHEL, Thierry de MONTBRIAL, Jean-Louis MOYNOT, Sami NAIR,
Claude QUIN, Philippe SEGGIN, Dominique STRAUSS-KAHN,
Michel SUCHOD, Patrick VIVERET et Pierre-André WILTZER.

Clôture par Jean-Pierre CHEVENEMENT

Entrée libre

République
Moderne

51, av. Raymond-Poincaré
75016 PARIS
Tél. : 47-04-53-35

Contre-offensive à contretemps

par François Grosrichard

M. KRIEG tente de lancer une triple contre-offensive. Contesté par ses propres vice-présidents du conseil régional pour avoir imprudemment déclaré cet été qu'il partageait, sur le fond, le diagnostic du gouvernement sur l'Ile-de-France, il cherche, vis-à-vis des éléments les plus durs du RPR et de l'UDF, à regagner un brevet de bon opposant au pouvoir actuel. Engagé en outre dans une partie de bras de fer avec M. Rocard, tant sur les questions d'urbanisme, de logements, d'autoroutes, de réserves foncières, que de financement du TGV-Est ou du programme de métro express, il s'entoure d'un groupe d'alliés politiques en proche province. Tous les présidents des régions voisines sont en effet des personnalités RPR ou UDF.

M. Krieg tente enfin, par une manœuvre de contournement, en invoquant la dimension du grand Bassin parisien, d'échapper aux contraintes d'un dialogue direct et réducteur avec l'Etat sur la seule région Ile-de-France dans ses limites actuelles. La récente création de l'Association des villes à une heure de Paris, qui sont dirigées par des personnalités de l'opposition (comme Reims ou Amiens) mais aussi par des hommes proches de M. Rocard (Orléans, Communauté urbaine du Mans), peut légitimement lui faire peur, ainsi qu'à Jacques Chirac, si elle devient un véritable interlocuteur reconnu de la DATAR.

La caractéristique manifestement politique de l'initiative de M. Krieg n'échappera à personne lorsque l'on

aura noté que, dans l'opposition, M. Baur occupe, au sein de l'Union pour la France (UPF), le poste de porte-parole chargé de la décentralisation.

La contre-offensive cependant arrive à contretemps. Il y a plusieurs mois déjà que M. Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, milite, non sans mal, au sein du gouvernement pour que la notion de grand Bassin parisien, de Granville à Charleville, soit prise en compte et devienne le cadre approprié des réflexions et des actions des partenaires économiques dans la perspective de l'Europe de 1993.

De la sorte, le ministre devrait apparaître comme l'allier objectif du président du conseil d'Ile-de-France pour le sortir du face-à-face difficile qu'il est obligé de soutenir avec M. Rocard et qui le fragilise. Mais M. Krieg ne semble pas l'avoir encore compris. Avec ses sept barons des régions « circumvoisines », comme il les baptise, il a tout fait pour boycotter la réunion à laquelle M. Chérèque les avait convoqués le 11 octobre à Orléans pour débattre d'un document de travail préparé par la DATAR sur le Bassin parisien.

On regrettera enfin qu'Olivier Guichard, dont la hauteur de vues et les réflexions judicieuses font autorité à droite comme à gauche depuis vingt ans en matière d'aménagement du territoire, ait cru bon de prêter son nom à une manœuvre purement politique dont les habitants et les contribuables risquent à la longue de faire les frais.

POLITIQUE

De Gaulle aujourd'hui

Vingt ans après sa mort, on analyse toujours l'importance de l'œuvre de De Gaulle et l'on s'interroge sur la place qu'il occupera - et occupe déjà - dans l'Histoire. Ce sera l'objet d'un colloque international qu'organise l'UNESCO du 19 au 24 novembre sur le thème : « De Gaulle en son siècle ».

Tout aussi intéressante est la question de savoir quel souvenir il a laissé dans la mémoire de ses contemporains survivants. De son vivant, et surtout pendant les dix premières années de la V^e République jusqu'à son départ en 1969, tout autant que pendant la période du RPF de 1947 à 1952, de Gaulle avait suscité les passions les plus extrêmes, de l'idolâtrie à la haine homicide. Si ses partisans l'approuvaient aveuglément, au point de le déifier, ses adversaires le considéraient comme un ennemi à abattre politiquement. Avec le temps, la violence de ces sentiments s'est naturellement estompée. Les pures nostalgiques se sont réduits à une phalange discrète tandis que les opposants les plus résolus de naguère ont perdu leurs raisons de s'indigner.

Le panthéon de l'Histoire

La référence au gaullisme est devenue un réflexe un peu rituel dans le parti qui se réclame de lui, comme l'est pour d'autres le libéralisme, le socialisme ou le marxisme. L'anti-gaullisme, en tout cas, a cessé d'être à la mode et il n'est plus un dénominateur commun et confus comme il le fut pour les opposants de naguère. Car, pour presque tous, de

Gaulle est bien entré dans le panthéon de l'Histoire commune. Son action politique s'est tellement décentrée qu'elle se trouve réduite à quelques grands principes devenus des quasi-évidences alors qu'à leur création ils avaient un certain parfum révolutionnaire. Qu'il s'agisse de l'indépendance nationale, d'une France forte « maîtresse de son destin », d'inscriptions à l'abri du « jeu des partis », d'un président élu par le peuple, ou encore de l'entente, de la détente et de la coopération avec l'Est, du refus de la « politique des blocs », du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc., tout cela aujourd'hui est unanimement accepté comme allant de soi et a été maintenu - avec quelques nuances - par tous ses successeurs. Mieux, même, les références à son œuvre, le respect de son action sont formulés parfois par ceux qui furent ses adversaires les plus résolus sans que quiconque crie à l'usurpation d'héritage. L'exemple vient de haut puisque le pamphlet écrit par M. Mitterrand en 1984 contre le « coup d'Etat permanent » n'a pas été réédité depuis 1981.

Les querelles politiques, les contestations multiples, les accusations les plus graves lancées contre lui, les batailles sans merci ne sont même plus évoquées par ses anciens contestataires qui tous oublient leur opposition passée pour ne retenir que l'image emblématique que de Gaulle a laissée dans la mémoire populaire. D'ailleurs, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de l'appel du 18 juin, bien rares furent ceux qui ont tenu à rappeler leur engagement anti-gaulliste de naguère (1). Cet oubli volon-

taire relève-t-il d'une sorte de pudeur posthume ou du souci prudent de ne pas se distinguer du consensus ambiant ?

Le temps des polémiques autour du gaullisme semble donc passé. Un regard plus objectif peut dès lors être porté sur l'action de de Gaulle. Cette analyse historique détachée des passions et des polémiques conjoncturelles commence à peine d'être entreprise.

Déférence et esprit critique

Le film télévisé réalisé par l'INA pour Antenne 2 par MM. Jérôme Bourdon et Marcel Teulade sur le *Télé du général* et diffusé le 17 octobre 1990 montre que les anathèmes que ce sujet avait provoqués de son vivant n'ont plus cours. Même ses anciens partisans, comme M. Peyrefitte, alors ministre de l'information, admettent aujourd'hui que de Gaulle contrôlait la télévision puisqu'il la considérait comme un instrument de pouvoir. Les explications et les justifications remplacent maintenant les plaidoyers et les réquisitoires de naguère. Le respect et la déférence risquent dès lors d'étouffer totalement l'esprit critique.

Quelle est donc l'image de de Gaulle qui se dessine aujourd'hui et qui est transmise aux jeunes Français qui ne l'ont pas connu de son vivant ? Plusieurs colloques seront organisés à l'occasion du centenaire de la naissance du général au mois de novembre, dont un le 6, à l'Assemblée nationale, par le Carrefour du gaullisme que préside M. Roland Nungesser, député RPR.

Le révolté de 1940, le chef de

la France libre, le libérateur de la patrie, sont présentés sous les traits « sans ombres d'images d'Épinal ». Cependant, pour la première fois, le personnage historique est devenu un héros de roman dans le film *« moi général de Gaulle »* réalisé par Denys Granier-Deferre sur un scénario resté longtemps inconnu de William Faulkner, adapté par Bertrand Poirot-Delpech. C'est aussi la première fois que de Gaulle est interprété par un comédien (Henri Serre). Mais cette fiction n'est pas une fantaisie. Elle fait revivre - avec des dialogues souvent authentiques - la période de 1940-1944, et surtout les démêlés du chef obstiné et fier de la France libre avec un Winston Churchill qui lui reproche de l'avoir « obstaculé jusqu'au bout ». C'est donc sous les traits de l'homme de caractère et du patriote que de Gaulle est décrit dans l'ambiance dramatique des années de guerre et des déchirures de l'Occupation.

En revanche, plus conformiste, plus hagiographique, plus conventionnel fut l'hommage sans aucune nuance rendu par l'Académie française le 18 octobre à « Charles de Gaulle écrivain », par cinq académiciens qui se sont davantage prêtés à une explication de texte que livrés à une véritable critique littéraire.

ANDRÉ PASSERON

(1) Une exception doit être faite avec la réédition en 1990 de la revue *la 14 juillet* sous le titre *« Résistance à la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958 »* et contenant de nombreux textes critiques (Séguier éditeur, 96 francs).

A propos du régime de Vichy

Une lettre de M. François-Georges Dreyfus

À la suite de la publication, dans nos éditions du 10 octobre, d'un article consacré à l'« université » annuelle du club de l'Horloge sur le thème « La seconde guerre mondiale est-elle terminée ? », nous avons reçu une lettre de M. François-Georges Dreyfus, historien, qui avait utilisé, lors de cette réunion, l'image de « l'épée et le bouclier » pour définir l'attitude du général de Gaulle et celle du régime de Vichy face à l'occupation allemande. M. Dreyfus écrit :

« (...) J'ai, effectivement, utilisé la formule « l'épée et le bouclier » ;

cette formule, attribuée au général de Gaulle par le colonel Rémy, a fait, effectivement (comme l'a rappelé le Monde), l'objet d'un démenti immédiat du général de Gaulle. Si j'ai utilisé la formule, c'est que M. Olivier Guichard, ancien collaborateur du général de Gaulle, la confirme dans *Mon Général*, publié chez Grasset en 1981.

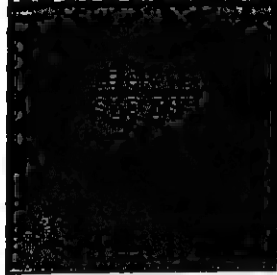
« D'ailleurs, si on lit les Mémoires de guerre du général, on y retrouve une formule quasiment analogue, que je cite dans mon livre à la page 784. (...) »

[Dans son récent ouvrage, *Histoire de Vichy* (Éditions Perrin), qui développe la thèse du « double jeu » du gouvernement de la collaboration, M. Dreyfus ne cite pas le démenti du général de Gaulle. Il est abusif d'affirmer que M. Guichard confirme la formule de l'épée et du bouclier, si l'on s'en tient à la lettre des propos attribués par le colonel Rémy au général de Gaulle et qui sont rapportés dans l'ouvrage de l'ancien ministre. « Souvenez-vous, avait dit le général au colonel, qu'il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En juin 1940, il lui fallait la corde Pétain aussi bien que la corde de Gaulle. » L'expression « l'épée et le bouclier », qui est une

interprétation du colonel Rémy, fut surtout l'axe essentiel de la plaidoirie de M^{re} Jacques Tournat pour la défense de Philippe Pétain. Quant au passage des *Mémoires de guerre* du général, cité par M. Dreyfus dans les ultimes pages de son ouvrage, il crédite les technocrates de Vichy d'une « incontestable habileté » dans les domaines économique et financier. « Mais, ajoutait immédiatement de Gaulle, le fait que cette entreprise se confondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une autre mystique. » O. B.]

Territoires

DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE



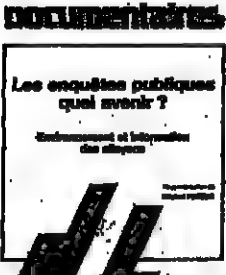
Jacques Bethemont
Jacques Bonnet
La documentation photographique
Atouts et dynamisme de développement des cinq régions qui composent le Grand Sud-Est de la France.
44 p., 42 F.

NOTES & ÉTUDES DOCUMENTAIRES



Edward Jossa
Igor Semo
Notes et études documentaires
Une sorte de bilan de la gestion financière des collectivités territoriales sept ans après la loi de décentralisation.
162 p., 55 F.

NOTES & ÉTUDES DOCUMENTAIRES



Michel Prieur
Notes et études documentaires
Un outil de travail très concret pour les élus et les associations œuvrant pour la préservation du cadre de vie.
136 p., 55 F.

Envoi de la bibliographie « territoires » sur simple demande

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire
75340 Paris cedex 07
Téléphone (1) 40 15 70 00

Vente par minitel
3815 ou 3816 code Doctel

documentation



Conteur et romancier

Pierre Jakez HELIAS

La Nuit Singulière



« La Nuit singulière offre un fascinant voyage au plus profond des contes et légendes de la Bretagne éternelle ».

Jean-Marie Braud

« A chaque histoire, nous voici tombés en pays de démons et merveilles. »

Son talent vaut toutes les marmites emplies d'or. Et ce trésor, il vous engage à y puiser à pleines mains ».

Annette Colin-Simard

Éditions de Fallois

PARIS

13 Cyclisme : le Tour de France 1991
La poursuite de l'adjudant-chef Pierre Châtel

14 Danse : les adieux de Jean-Claude
La journée nationale d'action dans la justice

15-16 Supplément Education : les bahuts du chahut.
17 Communication : la reprise de la Cinq par Hachette.

Au conseil des ministres

M. Louis Mermaz rend public un dispositif de lutte contre les incendies de forêts

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, devait faire, mercredi 24 octobre, une communication au conseil des ministres sur la prévention des incendies et annoncer plusieurs mesures concernant,

notamment, le contrôle du défrichement, la réglementation de l'urbanisme dans les zones à risques et le débroussaillage. En ce qui concerne ce dernier, une pratique ancestrale, celle de l'éco-buage, pourrait être

remise au goût du jour. Il s'agit du « brûlage dirigé », utilisé sur une grande échelle dans certains pays comme le Portugal, et expérimenté dans plusieurs départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Débroussailler à petit feu

NICE
de notre correspondant régional

M. Jean-François Clouet, exploitant agricole à Causols, sur la commune de Saint-Vallier de Thieu, au nord de Grasse (Alpes-Maritimes), est réellement « enchanté ». Les gentils et les épineux ne cessent d'envahir sa propriété de 350 hectares sur laquelle il dirige un élevage de 300 brebis. La direction départementale de l'Office national des forêts (ONF) lui a proposé, en janvier dernier, grâce à une subvention du conseil général, de réaliser une opération de « brûlage dirigé » sur une soixantaine d'hectares.

Les résultats ont été extrêmement probants. Non seulement il a récupéré d'excellents parcours à moutons, mais il a pu remettre en culture 8 hectares supplémentaires de terrain – soit un gain de 40 % par rapport au total des surfaces labourables de l'explo-

itation – où il va semer des céréales puis, ultérieurement, du sainfoin. « En faisant pâturer mes bêtes, se félicite-t-il, il y en a bien pour dix ans avant que la broussaille ne revienne. » Depuis deux ans, la division DFCI (défense contre les incendies) de l'ONF des Alpes-Maritimes s'est engagée dans l'expérimentation du « brûlage dirigé » en créant un atelier spécialisé comprenant une dizaine de forestiers sapeurs formés à cette technique.

Progrès importants

Il s'agit, en l'occurrence, d'une nouvelle approche, « savante », de l'éco-buage des anciens, pratiquée pendant les mois d'hiver, qui consiste à réduire la biomasse combustible en détruisant, par le feu, les végétaux herbacés, secs et ligneux, tout en préservant la futaie. Avec l'exode rural, l'éco-buage, dont le but

était de remettre en état des espaces en friche, avait progressivement disparu, sauf en milieu pastoral où il avait pris la forme d'incinérations sauvages et clandestines souvent dangereuses.

« Dans le même temps, explique M. Didier Dumay, chef de la division DFCI, l'interdiction du feu en matière de prévention des incendies était devenue la règle générale, mais elle avait eu pour conséquence de provoquer l'accumulation de matière combustible et, à terme, d'augmenter les risques potentiels. Par ailleurs, devant le coût élevé des débroussaillages préventifs, les forestiers de tous les pays se sont mis à rechercher des solutions plus économiques et écologiquement supportables. » On a fait, aujourd'hui, des progrès importants dans l'utilisation du « petit feu » grâce, notamment, à une meilleure connaissance des phénomènes aérodynamiques.

Mais le « brûlage dirigé » exige,

cependant, beaucoup de précautions. Comme le précise M. Yves Pons, directeur régional adjoint de l'ONF, « il doit être adapté aux stations, à des types de peuplement, à des conditions de milieux très strictes et être conduit à des moments bien définis ».

A ces réserves près, il permet la création ou l'entretien de pare-feux à très bas prix : environ 300 francs à l'hectare – 3 000 francs s'il est complété par un gyrobroyage des charpentes – au lieu de 10 000 francs à 20 000 francs, ou plus, pour un débroussaillage mécanique. Une centaine d'hectares ont été traités, l'an dernier, dans les Alpes-Maritimes, mais 500 devraient l'être au cours de la prochaine campagne à travers plus d'une vingtaine d'opérations de 2 à 10 hectares sur l'ensemble du département.

GUY PORTE

La première étude médicale sur les grands vieillards

Un portrait-robot des centenaires français

Les résultats préliminaires d'une étude médicale portant sur un groupe de mille centenaires français devaient être rendus publics, mercredi 24 octobre à Paris. Ce travail original permet de fournir un premier « portrait-robot » de ces grands vieillards qui sont, dans une proportion notable, semble-t-il en meilleure santé qu'on ne le pense généralement. Pour autant, ce travail financé par une fondation pharmaceutique atteindra-t-il jamais l'ambitieux objectif qu'il s'est fixé : découvrir l'hypothétique « secret » des centenaires.

Au-delà du caractère médiatique et spectaculaire quelque peu inhabituel dans le monde des publications médicales, le travail présenté sous l'égide de la Fondation IPSEN pour la recherche thérapeutique ne manque pas d'intérêt. On comptait en France environ 200 centenaires, il y a quarante ans. Ils sont 3 000 aujourd'hui et les courbes ascendantes des démographies laissent penser que leur nombre doublera d'ici l'an 2000.

Cette évolution n'est bien sûr que le reflet du vieillissement généralisé de la population. Les personnes âgées de quatre-vingt-quinze ans

sont passées de 4 000 en 1953 à plus de 36 000 aujourd'hui. Pour leur part, le nombre des nonagénaires a augmenté, dans le même temps, de 45 000 à 210 000. « C'est bientôt cent cinq ans que nous pourrions vivre », déclarent les responsables de l'étude. Même si, rapportés à l'ensemble des Français, les centenaires ne constituent qu'un groupe numériquement très réduit, un éphémère démo-graphique, ils représentent néanmoins un groupe très particulier de la population à bien des égards. On peut les considérer comme une sélection de survivants, soit que le processus de cette sélection se déroule de manière purement aléatoire, soit, au contraire, qu'il réponde à une forme de déterminisme. Il peut s'agir d'un groupe à part qui présente un ralentissement du vieillissement ou une force de résistance à celui-ci. Enfin, même si la proportion des déficits, des déficiences et des handicaps qui existent dans cette tranche de la population est proportionnellement plus élevée que chez les nonagénaires, la fraction de centenaires en bonne santé mentale et physique représente le modèle idéal de la gérontologie positive.

Huit femmes pour un homme

Généralement perçus soit comme des individus d'exception ou comme des vieillards fortement handicapés, les centenaires fournissent donc un passionnant thème de recherche. L'importante cohorte réunie depuis quelques mois pour cette étude (1 000 centenaires, soit l'effectif le plus important jamais réuni pour ce type de travail) permet, pour la première fois, de fournir un portrait-robot de ceux qui, en France, parviennent à franchir le siècle de vie. Parmi eux on compte 8 femmes pour 1 homme.

Au terme de quelques centaines d'entrevues, d'examen médicaux et d'investigations biologiques, les médecins responsables de l'étude jugent que plus d'une fois sur deux (58 %) les centenaires sont « en bonne ou en très bonne santé ». Certains conservent même d'excellentes performances fonctionnelles. 55 % suivent facilement une conversation, 57 % reconnaissent sans difficulté la personne qui entre dans la pièce. 45 % font fréquemment des chutes mais celles-ci ne sont préoccupantes que dans 22 % des cas. 41 % enfin ne souffrent d'aucun trouble de la mémoire. D'autre part l'analyse des données biologiques de routine montre que les valeurs moyennes trouvées dans la population des centenaires sont équivalentes à celles d'une population d'adultes jeunes.

Ainsi plutôt que percer « le secret des centenaires » – objectif officiel de l'enquête –, ce travail renvoie-t-il avant tout l'image complexe et hétérogène de ceux qui ont su dépasser le siècle.

JEAN-YVES NAU

CATASTROPHES

Violentes trombes d'eau dans l'Hérault

MONTPELLIER

de notre correspondant

Une tempête d'une violence inhabituelle s'est déchaînée sur le département de l'Hérault, mardi 23 octobre, et a fait un mort (un automobiliste) dans la commune des Aires. La mini-tornade s'est abattue d'abord dans la région de Montpellier, près de Béziers. Les vents ont emporté de nombreuses toitures, des arbres ont été arrachés, des cimetières dévastés. Des caravanes se sont envolées et certaines ont été propulsées sur des toits. A Clermont-l'Hérault, la tribune du stade municipal s'est effondrée et les lignes téléphoniques ont été coupées.

La tornade s'est déplacée dans une zone de quarante kilomètres à l'intérieur du département, dévastant au passage d'autres communes de l'arrière-pays, dans la région de Lodève. A Bédaric, il est tombé en quatre heures 100 mm d'eau, soit près du dixième de ce qui tombe généralement en un an. De nombreux commerces ont été inondés par les eaux ruisselant de la montagne et les gens marchaient dans 30 centimètres d'eau.

J. M.

DÉFENSE

Au camp de Mourmelon

L'armée de terre expérimente une formule de régiment blindé à la soviétique

L'armée de terre française a entrepris, au camp de Mourmelon, une expérience qui consiste, en attendant l'entrée en service de son nouveau char de combat AMX Leclerc, à constituer des régiments blindés à quatre-vingts chars (au lieu de cinquante-deux actuellement) sur le modèle des unités blindées de l'armée soviétique. Elle espère ainsi améliorer ses coûts et les conditions d'entraînement de ses forces.

Au camp de Mourmelon (Marne), où ils sont normalement stationnés, le 4^e régiment de dragons et le 503^e régiment de chars de combat, qui relèvent de la 10^e division blindée dont le PC est à Châlons-sur-Marne, viennent de commencer une expérimentation qui aura pratiquement pour effet de mettre les structures de ces deux unités sur le modèle d'organisation des régiments blindés soviétiques. Cette expérimentation a été baptisée « RC 80 » et elle a été entreprise à la demande du général Gilbert Foray, chef d'état-major de l'armée de terre.

Dans le dernier numéro de la revue mensuelle *Terre Magazine*, qui dépend de l'état-major, le général Dupuy de la Grand'Rive, inspecteur de l'arme blindée-cavalerie, confirme l'objet de cette expérimentation (*Le Monde* du 20 septembre).

« Il faut redynamiser l'instruction et l'entraînement, qui sont les raisons majeures de l'engagement de nos jeunes cadres et de nos hommes, explique le général, en y consacrant davantage de temps. Pour y parvenir, il faut diminuer, voire supprimer, les charges dont l'utilité a régressé et, surtout, aug-

menter le nombre d'unités élémentaires des régiments. Après deux années au poste d'inspecteur, j'ai acquis la conviction que nos régiments à cinquante-deux chars, articulés en trois escadrons, sont, en effet, trop petits pour supporter toutes les charges et contraintes qui pèsent sur eux. Le chef d'état-major de l'armée de terre a donc envisagé des régiments plus gros, à quatre-vingts ou soixante-dix chars en temps de paix, assurant un meilleur rapport coût-efficacité. L'expérimentation du régiment à quatre-vingts chars a débuté à Mourmelon. Selon les résultats, le chef d'état-major fera son choix sur les futures structures du régiment Leclerc. »

Un programme réduit de chars Leclerc

L'inspecteur de l'arme blindée-cavalerie fait observer, à propos de l'avenir du char, que « les événements récents dans le Golfe montrent que, face à une armée blindée extrêmement performante, les Américains, après avoir projeté une force relativement légère, sont obligés de renforcer ce premier échelon par un nombre important de chars et de matériels blindés lourds pour avoir une capacité de réaction ».

Au camp de Mourmelon, chacun des deux régiments concernés par l'expérimentation a été organisé en deux bataillons de quarante chars AMX-30 B2. Chaque bataillon est composé de trois escadrons de trente chars, les deux chars restants étant des engins de commandement. A l'heure actuelle, chaque régiment de chars comprend cinquante-deux engins.

L'armée de terre attend de cette formule, qui rappelle l'organisation des régiments blindés soviétiques, une rationalisation et une rentabilité accrues de son dispositif.

Selon la programmation actuelle, il est prévu de créer quatre divisions blindées Leclerc contre, aujourd'hui, six divisions blindées AMX-30 B2. Le premier régiment Leclerc devrait être constitué en 1995 et la première division blindée en 1996. L'ensemble des quatre divisions Leclerc devrait être équipé avant 2005. A l'origine, l'armée de terre avait demandé à disposer d'un parc de 1 400 AMX Leclerc, soit un investissement (compte tenu des études développement) supérieur à 57 milliards de francs (valeur 1990). Mais, le projet qui sera retenu lors de la révision de la programmation en 1991 sera beaucoup moins ambitieux.

J. I.

A Saint-Aubin, dans l'Essonne

La polémique sur les déchets nucléaires s'amplifie

La polémique s'amplifie autour des déchets nucléaires de l'Essonne, après les révélations faites par la CRII-RAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), selon laquelle le dépôt de Saint-Aubin contiendrait des traces de plutonium. M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne, a demandé, mardi 23 octobre, la dissolution du SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants), qui dépend du ministère de la santé, car, selon lui, ce service a prouvé « ou son incompetence, ou sa volonté de protéger les responsables d'éventuelles fautes liées à l'exploitation de l'énergie nucléaire plutôt que les populations qui en seraient victimes ». Le groupe socialiste du Sénat a demandé à M. Mélenchon de lui soumettre un projet de loi pour la création d'une Haute Autorité de la sécurité nucléaire.

La CRII-RAD avait prélevé 10

mois dernier des échantillons de terre dans le dépôt de Saint-Aubin, qui se trouve à quelques centaines de mètres du Centre d'études nucléaires de Saclay.

Après analyse dans son laboratoire de Valence (Drôme), elle avait conclu à la présence de césium 137 (8 000 becquerels par kilo de matière sèche), de baryum 133, de cobalt 60, d'europium 152 et 164, d'uranium 235 et d'américium 241.

Des éléments radioactifs de moins de neuf ans

La présence d'américium incite la CRII-RAD à demander une étude complémentaire au laboratoire de l'université de Brême, en Allemagne. Six échantillons de terre, dont un a été prélevé clandestinement dans le dépôt de Saint-Aubin, sont expédiés à Brême, où ils sont examinés « en aveugle ».

Le directeur du laboratoire, Matthias Rintelmann, découvre qu'un échantillon contient 98 becquerels de plutonium 238 et 2153 becquerels de plutonium 239 et 240 par kilo de matière sèche, ce qui est beaucoup plus que la dose annuelle admise pour l'inhalation (20 becquerels). C'est précisément l'échantillon prélevé à côté du centre de Saclay.

La CRII-RAD en conclut que des déchets entreposés à Saint-Aubin proviennent du cœur d'un réacteur nucléaire et qu'ils ont moins de neuf ans d'âge, ce qui contredit la position du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) selon lequel il s'agit de « vieux déchets ». Un inspecteur général du CEA, M. Robert Lallement, s'est déclaré étonné des chiffres transmis par le laboratoire allemand. Mais il a fait remarquer que la limite de 20 becquerels concerne les travailleurs à plein temps dans un site nucléaire, ce qui n'est pas le cas dans le dépôt de Saint-Aubin.

VOYAGEURS EN INDE A CHOISIR

Inde tropicale et fabuleuse

L'Inde du Sud : 19 jours à partir de 16 500 F

En suivant l'antique route des épices à travers l'Inde tropicale, découvrez la tradition hindoue préservée dans les grands temples de Trichy et de Madurai, les sites anciens de Badami et l'Inde fastueuse des maharajas à Mysore.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS EN INDE, traverser le Nord, du Rajasthan au Népal, parcourir l'Inde coloniale au golfe Persique, à Lanka, l'île de rêve. Demandez à VOYAGEURS EN INDE, 45 bis, rue Saint-Anne 75001 Paris. Tél. : (1) 42.61.77.08, le programme complet de ses circuits et voyages extraordinaires.

VOYAGEURS EN INDE

Un seul pays, tous les voyages.

catholica

Numéro 22 45 F

Léo Moulin : le retour de Pélagie

Humaine viciée irrémédiable ?

La crise de l'autorité

Vers une nouvelle réforme Rabiner

L'Europe de demain (Th. Molnar)

Histoire de la nouvelle morale

Du côté de Condamine : la voracité

Abonnement 200 F

Paris : en vente à la Librairie

1, rue de Mézières, 75

BP 19 - 75660 PARIS Cedex 14

صكزا من الاعمال

SOCIÉTÉ

Après le succès de la journée nationale d'action et de grève

Les professionnels de la justice appellent à durcir le mouvement

Après le succès de la journée nationale d'action et de grève des magistrats, avocats et fonctionnaires de justice, mardi 23 octobre, l'intersyndicale appelle à « poursuivre la mobilisation » et invite les personnels à multiplier les initiatives tendant à paralyser l'institution judiciaire. Regroupant une quinzaine d'organisations syndicales, elle s'affirme déterminée à durcir un mouvement qui

visait à « sauver la justice de la faillite », en s'opposant notamment à un projet de budget « qui renie les promesses du premier ministre ».

À l'Assemblée nationale, les députés de l'opposition et du Parti communiste ont manifesté leur soutien au mouvement en obligeant M. Henri Nallet à demander jusqu'au 15 novembre la réserve du budget de la justice, faute de

majorité. Cette date du 15 novembre est d'ores et déjà retenue par les syndicats pour l'organisation d'une nouvelle journée de protestation.

Le garde des sceaux s'est déclaré « prêt au dialogue » et « à prendre un certain nombre d'engagements ». L'intersyndicale assure au contraire n'avoir « rencontré que le mépris de Matignon », après le refus du premier ministre de la

recevoir. Au Palais de justice de Paris, les syndicats estiment à la moitié le nombre d'audiences à avoir été reportées à une date ultérieure. Cependant le mouvement semble avoir été plus suivi en province, notamment à Bordeaux, Marseille, Aix-en-Provence, Toulon, Toulouse, Avignon, où, selon l'intersyndicale, la proportion de magistrats gré-

vistes variait de 70 % à 98 %. A Strasbourg, cent cinquante avocats et magistrats ont déposé une motion auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Enfin, des piquets de grève, pouvant parfois entraîner le blocage des écluses et des transferts de détenus, ont perturbé les prisons de Nantes, Brest, Bois-d'Arcy, Nice, Nancy et Fleury-Mérogis.

Au bonheur de l'intersyndicale

Un millier de manifestants, représentant l'ensemble des professions judiciaires ont défilé à Paris pour protester contre le projet de budget

Bien sûr, ils n'avaient qu'un millier de magistrats, d'avocats, de greffiers et de fonctionnaires, mardi 23 octobre, à défilé du Palais de justice de Paris à l'hôtel Matignon pour protester contre le budget que le garde des sceaux défendait au même moment à l'Assemblée.

Evidemment, l'ambiance n'était, sérieusement, ni délirante ni franchement explosive. Et on pourra toujours dire que pas plus le premier ministre, M. Michel Rocard, que son directeur de cabinet, M. Jean-Paul Huchon, n'ont accepté de recevoir une délégation de l'intersyndicale des magistrats, avocats et fonctionnaires en grève.

Pourtant, « pour la première fois dans l'histoire de notre institution », précisait-ils fièrement, l'ensemble des professions judiciaires ont réussi à oublier leurs revendications catégorielles pour se retrouver côte à côte. Greffier au tribunal de Bobigny et syndiqué à la CFTD, M. Maurice Copin ne veut plus entendre parler « que de l'intersyndicale 93, et c'est tout ». Et lorsqu'il s'indigne, c'est « pour toute la justice ». « On finit à 20 heures ou 21 heures presque tous les soirs, mais ce n'est pas ce qui nous tient », s'est écrié, porte-voix à la main, M. Didier Dalin, de l'Union des jeunes avocats, juste avant que ne soit lancé l'ordre de dispersion. Mais déjà les deux cents personnes encore présentes pensaient à la suite, à cette paralysie progressive de la justice à laquelle toutes entendaient contribuer. « On ne fera qu'appliquer le droit », soulignait-on en souriant.

Paralyse ? Ils n'y sont pas encore. Certes, mardi, il y eut au Palais de justice de Paris ce que, dans d'autres services publics, on appelle des perturbations. Ainsi la plupart des chambres du tribunal n'ont commencé leurs audiences que vers 15 heures, après le départ de la manifestation. Certaines n'ont pas siégé soit parce que les juges avaient décidé de participer au mouvement en renvoyant les affaires à une autre date, soit plus simplement à cause de la grève du personnel pénitentiaire, qui n'avait pas permis d'extraire les détenus. À la 17^e chambre correctionnelle, un magistrat absent a même dû être remplacé par un avocat juste le temps de fixer les dates de renvoi. Mais à la 23^e chambre correctionnelle, on continuait imperturbablement à prononcer les reconduites à la frontière.

Au tribunal civil où un service minimum avait été prévu, les audiences se déroulaient sans difficulté majeure, et la cour d'appel

payer deux », souriait le porteur. Mais ils sont de plus en plus nombreux à diagnostiquer un mal beaucoup plus profond. « Aucune solution partielle ne sortira le monde judiciaire de sa crise », proclame M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats. « On s'en sort tout, on se vautre ensemble. » « L'argent ne suffit plus. C'est toute la place de la justice dans notre société qu'il faut reconsidérer », renchérit M. Jean-Christian Vaulot-Pfister, vice-président du Syndicat de la magistrature.

Perturbations au Palais

Pauvre justice. Devant les Beaux-Arts, elle est accueillie par les bombes à eau, les mousquetaires de la rue et les « A poil ! » lancés des fenêtres. Sur les trottoirs du boulevard Saint-Germain, personne ne comprend vraiment « de quoi ils se plaignent ». Et rue de Valenciennes, on ne lui propose, pour la recevoir, qu'un directeur de cabinet adjoint. « Cela montre le mépris dans lequel ils nous tiennent », s'est écrié, porte-voix à la main, M. Didier Dalin, de l'Union des jeunes avocats, juste avant que ne soit lancé l'ordre de dispersion. Mais déjà les deux cents personnes encore présentes pensaient à la suite, à cette paralysie progressive de la justice à laquelle toutes entendaient contribuer. « On ne fera qu'appliquer le droit », soulignait-on en souriant.

Paralyse ? Ils n'y sont pas encore. Certes, mardi, il y eut au Palais de justice de Paris ce que, dans d'autres services publics, on appelle des perturbations. Ainsi la plupart des chambres du tribunal n'ont commencé leurs audiences que vers 15 heures, après le départ de la manifestation. Certaines n'ont pas siégé soit parce que les juges avaient décidé de participer au mouvement en renvoyant les affaires à une autre date, soit plus simplement à cause de la grève du personnel pénitentiaire, qui n'avait pas permis d'extraire les détenus. À la 17^e chambre correctionnelle, un magistrat absent a même dû être remplacé par un avocat juste le temps de fixer les dates de renvoi. Mais à la 23^e chambre correctionnelle, on continuait imperturbablement à prononcer les reconduites à la frontière.

Au tribunal civil où un service minimum avait été prévu, les audiences se déroulaient sans difficulté majeure, et la cour d'appel

bénéficiait d'un service normal comme à la Cour de cassation. Parmi les juges d'instruction, plusieurs s'étaient arrangés pour éviter toute convocation ce 23 octobre. Cependant, dans les couloirs déserts, rares étaient ceux qui s'affirmaient en grève. Le mot lui-même semblait heurter ce magistrat qui, tout en se rendant à la manifestation, admettait seulement : « On fait... quelque chose. » Plus vindicatif, un autre clamait qu'il aurait voulu défilé « en robe », mais il a quand même regagné son cabinet en marmonnant qu'il ne voulait pas « marcher derrière la CGT ».

Evocant la Grande Armée, un avocat avait résumé l'attitude des magistrats parisiens lors du précédent et timide mouvement de grève du 21 juin en lançant : « Ils grognent, mais ils marchent. » Cette fois, ils grognent moins et marchaient plus.

NATHANIEL HERZBERG et MAURICE PEYROT



Le garde des sceaux est obligé de différer le vote de son budget

Les députés ont examiné, mardi 23 octobre, le budget de la justice présenté, au nom du gouvernement, par MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et Georges Kiejman, ministre délégué. Les groupes RPR, UDF, UDC et PC ayant annoncé leur volonté de voter contre ce budget, le garde des sceaux a dû, faute de majorité, demander la réserve des crédits de son ministère. Depuis le début de cette législature, c'est la troisième fois que le budget de la justice doit être réservé. Les crédits du ministère s'établissent à 18,01 milliards de francs dans la loi de finances de 1991, soit une progression de 6,72 % par rapport à 1990. Ils représentent 1,40 % du budget général de l'Etat.

L'occasion sans doute était trop belle. Alors que le monde judiciaire disait, un peu partout en France, l'ampleur de son mécontentement, il était logique qu'opposition et Parti communiste trouvent, dans ce mouvement, un soutien de taille pour mettre en pièces le projet de budget.

Si la commission des finances l'avait bien approuvé, « acquiesçant

M. Nallet au bénéfice du doute avec mise à l'épreuve », selon le mot de M. Philippe Anberger (RPR-Yonne et rapporteur spécial de cette commission), si certains, comme M. Pascal Clément (UDF-Loire), reconnaissent pourtant que ce budget marquait « de maigres progrès », les députés — hormis les socialistes — n'ont ménagé ni le garde des sceaux ni son ministre délégué au cours d'une discussion bien plus politique que technique.

On a évidemment rappelé que M. Rocard s'était engagé, l'hiver dernier, à faire de la justice une « priorité » en 1991 : « Cet engagement n'est pas suivi d'effet », a assuré M. François Asselineau (PC-Seine-Saint-Denis et rapporteur du budget de l'administration centrale et des services judiciaires). « On s'est contenté de changer de garde des sceaux comme si, par un coup de baguette magique, M. Nallet pouvait faire mieux que M. Arpaillange ». L'annonce malséduite de ce budget — sous « une présentation trompeuse », estime M. Jean-Louis Debré (RPR-Eure) — a irrité à la fois le monde judiciaire et l'Assemblée, qui ne l'a pas envoyé dire à M. Nallet.

Crise de moyens et crise morale

Mais, au-delà de la « crise de moyens » que M. Nallet ne nie pas, tout en s'appliquant à rendre hommage à son prédécesseur, auteur malheureux du budget qu'il lui échoit de défendre, il y a la « crise morale » de la justice et singulièrement des magistrats qui ont été aussi, parmi tous les professionnels de la justice, les plus défendus par les députés, qu'il s'agisse de leur statut ou de la conduite de l'action publique.

« La justice est sous poigne, la magistrature perd indépendance et moralité », estime M. Pascal Clément. « Si l'on veut reconsidérer la justice et la politique, il suffit de continuer à maintenir un bouchon sur toutes ces affaires ; un jour, elles nous sauteront à la figure », a prévenu M. Jean-Jacques Hyst (UDC-Seine-et-Marne). « Vous devez demander au parquet l'ouverture d'une information sur la base du rapport d'enquête de l'inspecteur Gaudino dans l'affaire Urbat. Si

vous ne le faites pas, vous laissez supposer (...) que vous réduisez le jugement de la justice. Et alors quel ministre de la justice ferez-vous ? », a enjoint M. Jacques Toubon (RPR-Paris) à M. Nallet.

Calmement, celui-ci a répondu. Sur les moyens, il a répété que le budget de 1991 devait être considéré comme « une première étape d'un plan pluriannuel ». Sur le mouvement d'action, il a estimé qu'il s'agit « d'un appel que nous devons tous entendre » et qu'il faut considérer « avec quelque optimisme ». « L'inquiétude légitime des personnels de la justice n'est pas faite de passivité et de résignation ; elle manifeste leur volonté d'accomplir leur mission », a-t-il dit.

Quant à l'affaire Urbat, M. Nallet a précisé : « Quelques jours après ma nomination, je n'ai pas l'intention de revenir sur l'attitude de mon prédécesseur. Conformément à l'idée que j'ai de ma responsabilité, je n'ai pas l'intention de gérer le déroulement des différentes procédures en cours. »

Sur les garanties d'indépendance des juges, c'est à M. Kiejman qu'il est revenu de répondre, une fois qu'il a été clair que la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, réclamée de toutes parts, n'était vraiment pas d'actualité : « Le juge se fait lui-même. Pour être à la hauteur de sa fonction sacrée, qui est d'apaiser les conflits, de dire le bien et le mal, il faut qu'il ait confiance en lui. Ce qu'on appelle la crise morale des juges, c'est, au fond, leur perte de confiance en eux-mêmes (...) Le premier gardien de cette indépendance, c'est le juge lui-même ! »

Pour que les juges retrouvent confiance, M. Kiejman a pris, sous les quolibets du RPR, l'engagement de « ne jamais contrarier une décision qu'ils entendent prendre », de ne « jamais les empêcher de proclamer leur indépendance ».

Ces assurances n'ont pas convaincu, comme on pouvait s'en douter, pas plus que les efforts conjugués des deux ministres pour montrer les bons côtés de leur budget.

Ag. L.

Entre les dossiers qui s'empilent et les agrafes qui rouillent

LILLE

correspondance

Qui se bat pour M^{me} Ronsse ? Employée par la préfecture du Nord, elle travaille en fait au palais de justice de Lille. Quarante-six heures par semaine, Bernadette Ronsse, standardiste, jongle avec les quarante-huit lignes extérieures et les deux cent cinquante postes intérieurs.

Quand elle craque, justice et département se renvoient ses revendications. « Après vingt-deux ans de service, la préfecture m'a même refusé la médaille du travail, car je suis mise à disposition au palais », confie-t-elle. Heureusement, Bernadette Ronsse a passé l'âge de la rancœur. Elle se veut solidaire du mouvement de protestation des magistrats, avocats et fonctionnaires de justice, et n'hésite pas à exposer les motifs de la grève.

En l'occurrence, ces motifs se résument aisément : effectifs réduits pour consentieux accrues. Il manque deux juges d'instruction à Lille et un juge d'instance à Tourcoing (sur deux). Il manque soixante agents (sur cent quatre-vingts) de la protection judiciaire

de la jeunesse dans le Nord. Il manque des greffiers, du personnel d'entretien de dossiers, des secrétaires et, manifestement, une standardiste.

Pour pallier l'absence d'un secrétaire, les trois juges d'application des peines de Lille ont engagé, grâce à une association amie, une personne sous contrat emploi-solidarité, interdit dans le service public. Les 500 francs mensuels de participation de l'Etat au salaire sont prélevés sur le budget prévu pour les sorties de prison.

« Nous sommes chargés de faire appliquer la loi et nous devons la contourner pour y parvenir », ironise M^{me} Christine Royer, premier juge d'application des peines au tribunal de Lille. Malgré les efforts des « faisant fonction », les greffiers ne peuvent assurer leurs tâches. Quatre mille dossiers de correctionnelle attendent ainsi l'exécution du jugement. M^{me} Sophie Carlier, juge, se souvient par exemple avoir « reçu le dossier concernant un travail d'intérêt général ordonné par un tribunal extérieur la veille de la fin de ce TIG ».

« Les déficits de personnel pro-

voquent parfois d'eux-mêmes, comme par une vengeance perverse, un surcroît de travail. M^{me} Sophie Degouys, juge d'instruction, ne dispose pas d'une assistante chargée de faire les copies de dossiers pour les avocats. Or si ceux-ci vont en appel d'un rejet de demande de mise en liberté, la machine judiciaire se met en marche et la cour leur fait obligatoirement parvenir la fameuse copie.

Pluie dans la salle d'audience de Béthune

Comme si les petits tribunaux n'étaient déjà pas débordés sans cela. « Si nous voulons suivre le rythme, il faudrait que nous nous limitions à cinq minutes maximum par décision, assure un juge d'instance au tribunal de Roubaix. Or nous ne pouvons admettre cette justice quantitative plus que qualitative. »

Dans les tribunaux d'instance, les contentieux liés à la loi Neiertz sur le surendettement sont considérés comme les premiers responsables de l'encombrement judiciaire. Selon M^{me} Dominique Duperrier, repré-

sentante du Syndicat de la magistrature, le Nord est le département où l'on dénombre le plus de dépôts de dossiers relatifs au surendettement. A Roubaix, les audiences en la matière sont programmées jusqu'en juin 1991 et à Tourcoing jusqu'en octobre 1991. « Dans la masse des dossiers, nous devons procéder à un choix », explique M^{me} Sabine Mariette, juge d'instance à Lille.

Pour oublier les piles et l'inutile, M^{me} Dominique Duperrier court dans son palais pour délivrer le message. Elle parle de la loi Neiertz, mais aussi d'un palais de justice non conforme aux règles de sécurité, de l'indigne logement de fonction du concierge, des greffes installés au sous-sol, des agrafes qui rouillent dans l'humidité du palais de Douai et des gouttes de pluie dans la salle d'audience de Béthune. Et puis, elle prend des photos. Car l'assemblée générale presque unanime et la journée de grève, ça, la militante du Syndicat de la magistrature ne veut pas l'oublier.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

De justice lasse...

Suite de la première page

On n'oubliera pas non plus de penser aux plus pauvres des Français, l'accès au droit reste aujourd'hui un luxe.

Tout cela est bel et bon, mais que ne l'a-on fait plus tôt ? Si, selon le ministère de la justice, 80 % des tribunaux de grande instance ont été affectés à des degrés divers par la journée d'action de l'intersyndicale des professionnels de la justice, c'est sans doute qu'au-delà des aigreurs contagieuses le monde de la justice en a très profondément assez des promesses répétées. M. Henri Nallet pas plus que son ministre délégué ne sont encore en cause : ils sont trop novices place Vendôme. Et même les syndicalistes les plus âpres constatent leur « bonne volonté » mais, ils craignent leur impuissance.

L'intersyndicale ne s'y est pas trompée qui pose depuis le début comme principe de négocier directement avec le premier ministre. La façon dont ses délégués ont été accueillis le 23 octobre à Matignon — il est vrai au moment où le premier ministre s'entre-

tenait avec les groupes parlementaires de la situation des otages français en Irak — a achevé d'exaspérer des hommes et des femmes las d'attendre. Lorsque le directeur de cabinet du premier ministre, M. Jean-Paul Huchon fut finalement disponible, il était une fois de plus trop tard : l'intersyndicale était repartie, bien décidée à durcir encore son mouvement prévu pour le 15 novembre prochain.

Car, depuis plusieurs semaines, au rythme des réunions, greffiers, magistrats, avocats, éducateurs qui depuis toujours travaillaient côte à côte dans une indifférence ou un mépris réciproques ont fini par se découvrir, et curieusement ils y ont pris un certain plaisir. La rencontre autour de banderoles dans lesquelles on s'entortille un peu faute d'expérience, le tutoiement inattendu d'un procureur au greffier qu'il salue en général d'une distante courtoisie sont de petites joies que l'on a envie de revivre. Et c'est un sentiment nouveau. Si, après tout, il finissait par en sortir quelque chose ?

Le monde judiciaire n'est pas désabusé — il vient de le montrer — il est en attente.

AGATHE LOGEART

Le Monde

EDUCATION

Les bahuts du chahut

Montreuil, Bondy et Saint-Denis : trois hauts lieux de la grogne lycéenne. Elèves sans repères et profs en crise

CE lycée qui s'étend sur près de sept hectares, dont les bâtiments anonymes se confondent avec ceux de la cité voisine, où se croisent tous les jours 2 400 élèves et 220 professeurs, Cécile, élève de seconde, le défend comme une citadelle. Elle en rajoute même un peu. Paul-Eliard, c'est sale, c'est moche et c'est trop grand, mais il y a une « super ambiance ».

Quand plusieurs incidents ont échauffé les esprits, début octobre, la réputation de ce lycée de Saint-Denis n'était plus à faire. Une étiquette de lycée chaud colle à la peau de cet établissement qui accueille les enfants des cités de Saint-Denis. Même béton gris, même pelouse râpée, même espace sans structure. Ils ne sont pas dépayés. Ni dehors ni dedans : construits dans les années 60, à l'époque où l'on ouvrait, à tout crin, les lycées sur la rue, Paul-Eliard se confond avec elle. Dans le projet de rénovation qui démarre en janvier et qui absorbera 85 millions de francs, un vrai portail est prévu. Le proviseur, Mme Louys, y tient : il permettra de décourager les promeneurs mais aussi d'identifier le lycée, « ce qui est essentiel si l'on veut aider les élèves à faire la part des choses entre ce qu'ils font ici et ce qu'ils vivent ailleurs ».

L'intrusion, à deux reprises, pendant le cours d'un professeur, d'élèves extérieurs à l'établissement aurait pu ne pas faire de vagues. Paul-Eliard a l'habitude et, même si ce n'est pas Chicago, comme le clament tous les élèves, les agressions, les vols et les bagarres existent bel et bien dans cette communauté de près de 3 000 personnes. Mais pour la première fois, c'est dans la classe et pendant un cours qu'une enseignante était prise à partie, bousculée et insultée. Et de surcroît, deux jours après le viol d'une élève dans un lycée de Saint-Ouen. Dans la salle des profs, la lettre envoyée par l'enseignante a été affichée en bonne place : « Commencer sa journée en étant sur le qui-vive, suspecter ses élèves, avaler l'humiliation, ce n'est pas vivable », écrit-elle.

Les enseignants, néanmoins, veulent surtout calmer le jeu. « Le lycée n'est pas un coupe-gorge », dit un professeur de mathématiques qui y travaille depuis vingt-huit ans. Les élèves sont mal élevés, ils

orient, ils ouvrent les portes avec les pieds, mais ils ont envie de passer. S'ils mettent tant d'énergie à défendre l'image du lycée, c'est parce qu'ils sentent confusément qu'ils ont de la chance d'être là ».

Certains silences, certains rires un peu forcés parlent à l'évidence : pour ces jeunes qui ont tous un frère, un cousin, un copain en rupture d'école, montrer les coupables du doigt n'est pas facile. Leur ambivalence est manifeste : ils veulent davantage de pions, ils parlent de sécurité mais ils s'emportent contre « les profs qui réclament des flics et des caméras vidéo, comme à Carrefour ». Ils veulent « protéger le lycée », mais ils comprennent aussi « ceux qui ont déconné en troisième et qui ont la rage parce qu'on n'a pas voulu d'eux ici ».

« C'est l'école ou la rue »

« Avant c'était l'école ou l'usine, aujourd'hui, c'est l'école ou la rue », résume Mme Louys. Qu'ils soient scolarisés ou non, qu'ils soient en BEP ou qu'ils préparent un bac, tous les jeunes de seize ans ont fréquenté les mêmes collèges et ils habitent les mêmes cités. L'exclusion d'une fraction d'entre eux à l'issue des classes de troisième ou une orientation vécue comme une mise à l'écart sont ressenties d'autant plus vivement qu'elles sont moins nombreuses. Les frontières entre le lycée et le LEP, jusque-là étanches, s'estompent : pour les élèves des LEP ou des collèges, le lycée devient un terrain d'aventure où l'on vient chercher sa revanche.

Autre lieu, même paysage. Le lycée Jean-Renoir de Bondy a lui aussi été touché par le mouvement des lycéens. Assemblées générales, grèves partielles et marches dans la rue se sont succédées ces dernières semaines. Et comme à Paul-Eliard, l'incident qui a servi de déclencheur, l'agression physique d'un prof de gym sur le terrain de sport du lycée, était le fait d'un ancien élève du collège, orienté en BEP après un redoublement de troisième. Lancée par un groupe d'élèves de terminale F8 (sanitaire et social), les revendications se sont d'abord limitées à la sécurité.

D'où un malaise chez un certain nombre d'enseignants, plutôt enclins à prôner l'autonomie des élèves et l'autodiscipline. « Nous voulons un lycée propre,

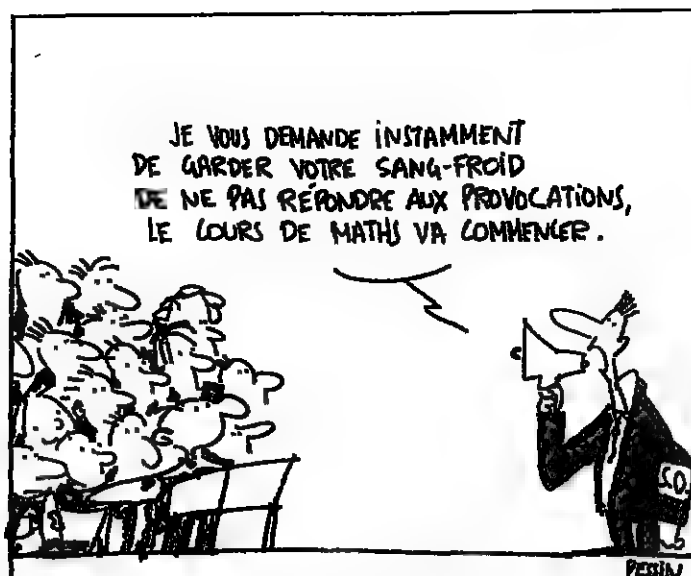
voilà ce que nous entendons au début », raconte un enseignant. Puis la réflexion s'est progressivement enrichie, pour déboucher, comme dans la plupart des lycées, sur les problèmes d'effectifs et de cadre de vie. L'absence de lieux de rencontre hormis les salles de classe, fermées à clef par crainte des vols, est un sujet sur lequel les élèves sont intarissables. « On vient, on boise et on s'en va, explique Salima, élève de première G. Les couloirs ne sont jamais nettoyés, les poubelles ne sont pas vidées et il y a des graffitis partout. » Salima regrette le temps où elle était au collège. « C'était tout neuf, propre, et les profs s'occupaient de nous. Ici, on est paumés, il n'y a plus personne ».

Ce sentiment d'une rupture trop grande entre le collège et le lycée est largement partagé par cette frange de lycéens des sections G, F ou de BEP, qui constituent un public nouveau qui a besoin d'être encadré, soutenu. « Il faudra bien s'y faire », souligne Philippe Paraire, professeur de français au lycée

Jean-Renoir, la population scolaire des lycées est en train de changer. Depuis deux ans, des élèves arrivent qu'on ne voyait pas jusque-là. L'atmosphère du lycée s'en ressent : c'est plus tendu, plus bruyant. Au collège, les enseignants ont modifié tant bien que mal leurs pratiques, intégré cette réalité. Nous, nous n'avons pas bougé ».

Le malaise des profs

Une taille gigantesque – près de deux mille élèves, – un espace s'étirant sur plus de 4 hectares et 28 000 mètres carrés de locaux ; sans infirmière ni assistante sociale depuis la rentrée, le lycée Jean-Renoir à Montreuil, autre haut lieu de l'agitation lycéenne, répète les mêmes maux et les mêmes revendications : des pions, un foyer, des classes moins chargées. Pendant qu'ils tiennent meeting dans la cour du lycée, les profs, « gênés aux entournures » par ce mouvement, selon l'expression de l'un d'entre eux, rabâchent leur



malaise. « Au lieu de faire des maths, je bricole des lunettes et des appareils dentaires, s'empare une enseignante qui a le sentiment de faire le travail de l'infirmière et de l'assistante sociale réunies. Dans une heure, nous avons rendez-vous à la mairie pour réclamer un logement pour une famille qui est à la rue ».

Beaucoup sentent bien que le courant ne passe plus avec les élèves, qu'ils naviguent sur une

autre planète, que les ponts sont coupés. « Ce mouvement joue comme un miroir, nous renvoie à nos propres contradictions, souligne une prof d'anglais. Les revendications corporatives auxquelles nous nous accrochons dissimulent une crise plus profonde. Vous pouvez interroger n'importe qui ici : tout le monde rêve de s'en aller, de faire autre chose ».

CHRISTINE GARIN

Le spleen du pion

Marc a du vague à l'âme et nulle épaule où s'épancher : il travaille tout seul. Surveillant titulaire au lycée Jean-Renoir de Bondy, il a la charge de veiller, vingt-huit heures par semaine, sur mille cinq cents élèves répartis dans deux bâtiments de quatre étages séparés par une vaste cour. « Ingérable. Même à deux », prévient-il. Deux autres étudiantes, pionnes à mi-temps, lui prêtent main forte pour la demi-pension. Leur travail commence par un quart d'heure de sport à la porte du réfectoire. Il faut contenir la foule des élèves qui se presse à la porte afin d'extraire de la masse les « prioritaires » qui n'ont qu'une demi-heure pour avaler leur repas, et calmer les autres. Un moment délicat, à négocier avec doigté, « cool, mais ferme », résume Marc.

« Ce boulot, ça te bouffe »

« Ancien punk », comme il se définit lui-même, le pion de Jean-Renoir a troqué sa crête contre un catogan d'étudiant passe-partout. Il se sent parfaitement en phase avec les jeunes qui fréquentent le lycée. « C'est vrai, les relations sont tendues. Ce lycée est un guynère. Je passe mon temps à faire la chasse aux élèves du LEP d'à côté qui viennent ici voir leurs copains ou qui s'invitent à la cantine. J'ai de la chance, avec moi, ils sortent sans histoires ».

Marc possède un atout, il connaît comme sa poche la

géographie de ce morceau de la banlieue nord où ses parents habitent encore. Il a aussi suivi, comme beaucoup d'élèves qu'il côtoie tous les jours, un parcours scolaire chaotique. Orienté en BEP après la troisième, il s'est « raccroché aux branches », dit-il, en préparant un bac d'électronique. Il a pu ensuite, grâce à son job de pion, reprendre des études. S'il redouble cette année sa deuxième année de DEUG d'histoire, c'est, assure-t-il, « parce qu'un boulot comme celui-là, psychologiquement ça te bouffe. Je travaillais trois jours complets par semaine. Mais jusqu'à l'an dernier, j'étais à cheval sur Jean-Renoir et sur un collège ».

De nombreuses tâches administratives, « écrasantes avec deux mille élèves », retombent sur les surveillants censés secondar les conseillers principaux d'éducation (CPE). La seule gestion des absences occupe Marc plusieurs heures par jour. L'autre cauchemar du pion : les enseignants absents. Sans salle de permanence, ni foyers socio-éducatifs, comment occuper les élèves ? Chaque interclasse, amène son lot de lycéens sans profs qui viennent réclamer une salle. Marc accepte ou refuse selon les cas, offrant le plus souvent comme refuge aux élèves la salle des pions, pourtant gagnée de haute lutte dans ce lycée plein comme un œuf. A Jean-Renoir, comme dans la plupart des lycées, l'autodiscipline ne se discute pas, elle s'impose.

Ch. G.

TWA

New York. Entre la plus grande ville US et la plus grande compagnie US, faites la liaison.

Quand vous vous rendez à New York, profitez dès Paris de toute la puissance de la première compagnie US en France. Une puissance que nous consacrons à vous faciliter la vie.

Parmi nos 14 liaisons hebdomadaires, vous trouvez facilement le vol qui s'ajuste au mieux à votre emploi du temps. Exclusivement desservi par Jumbo Jet 747, notre service vous assure des conditions de confort absolues.

A New York, vous découvrirez l'univers TWA. Seule compagnie de l'aéroport JFK à bénéficier de deux satellites, TWA met en effet à votre

disposition un véritable « domaine privé » réservé à ses seuls passagers. Gérées par le personnel TWA, les procédures de débarquement sont accélérées, les formalités de douanes et d'immigration simplifiées.

Si vous devez vous rendre à Manhattan, nous vous y conduisons directement en hélicoptère. Si vous gagnez l'intérieur des Etats-Unis, notre terminal vous offre les conditions optimales de correspondance vers 102 destinations.

Cette entrée à New York « par la grande porte » traduit notre volonté de vous apporter le meilleur de l'Amérique.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

TWA

EDUCATION

Un lycée de rêve

Les enseignants du SGEN-CFDT viennent de boucler leur projet de réforme des lycées. Iconoclaste

REPÈRES

CATHOLIQUE. M. Michel Falise, président de l'université catholique de Lille, a annoncé, lundi 22 octobre, la mise en œuvre d'une politique de développement décentralisée des grandes écoles qui composent, à côté des facultés, la « catho » de Lille. En 1990 déjà, l'Institut catholique des arts et métiers (ICAM) a ouvert à Nantes une antenne qui accueille deux cents étudiants. A la rentrée 1991, l'Institut supérieur d'électronique du Nord (ISEN) ouvrira à Toulon (Var) une année préparatoire et une première année du cycle ingénieur de l'ISEN. De son côté, l'EDHEC (Ecole des hautes études commerciales) doit ouvrir une antenne à Nice. Enfin devrait être créé en 1991-1992 un Institut des stratégies et techniques de la communication.

CONTRE-RÉFORME. A peine publiée, la déclaration du 11 octobre du Conseil national des programmes (CNP) sur l'assouplissement du temps scolaire (le Monde du 13 octobre) provoque une levée de boucliers. Une conférence des présidents des associations de professeurs spécialistes vient de rendre public un communiqué vengeur, signé par dix-neuf associations représentant la quasi-totalité des disciplines, à l'exception des mathématiques, ainsi que par quatre syndicats d'enseignants (SNES, SNAIC, CNGA et SNLC-FO). Les signataires estiment que les propositions du CNP « sont de nature à altérer gravement la qualité et la cohérence de l'enseignement secondaire, [...] à désorganiser l'enseignement et à perturber les élèves ». Les associations signataires demandent donc au ministre de l'éducation nationale de ne pas retenir ces propositions.

ENVIRONNEMENT. Le ministre de l'éducation nationale vient de demander au Conseil national des programmes d'élaborer un « plan global d'éducation à l'environnement » destiné à former les scolaires, les collégiens et les

lycéens aux grands problèmes de la protection de l'environnement et des ressources de la planète. « Parfaite illustration, selon le ministre, de ce que peut apporter à notre système d'enseignement une nouvelle approche des contenus », cette éducation à l'environnement ne débouchera pas sur la définition d'une nouvelle discipline, mais sera, au contraire, transversale et pluridisciplinaire. A suivre...

PARISIENNES. Annoncé au mois de juin dernier par le ministre de l'éducation nationale, le Comité de développement des universités nouvelles d'Ile-de-France (CODUNIF) vient d'être créé par un arrêté paru au Journal officiel du 23 octobre. Présidé par M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, ce comité aura pour mission de coordonner les actions engagées en vue de la création et de la mise en place de nouvelles universités à Cergy-Pontoise, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Evry et Marne-la-Vallée, ainsi que d'une antenne universitaire à Melun-Sénart.

UNIVERSITAIRES. La direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale vient de publier une note d'information sur les personnels de l'enseignement supérieur en 1989-1990. L'an dernier, 50 275 enseignants exerçaient dans les établissements d'enseignement supérieur, soit une augmentation de 20 % depuis 1977 et de 5,7 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre global inclut toutes les disciplines (dont la médecine et ses 11 700 universitaires), tous les types d'établissements et tous les statuts possibles. Par ailleurs, les universités comptaient l'an dernier 37 128 personnels non enseignants : administratifs, techniques, ingénieurs, etc.

A PRÈS les parents d'élèves de la PEEP (le Monde du 18 octobre), les enseignants du SGEN-CFDT viennent de mettre la dernière main à leur projet de transformation des lycées. Présenté début octobre de façon informelle au Conseil national des programmes (CNP), les réflexions du SGEN risquent de jeter un véritable pavé dans la mare et d'alimenter les réactions de rejet que suscitent, dès à présent, les projets de réforme du lycée et du baccalauréat sur lesquels, à la demande du ministre de l'éducation nationale, planche le CNP.

Le travail de réflexion du SGEN arrive cependant à point nommé pour éclairer le malaise actuel qui règne dans les lycées, au-delà des problèmes matériels ou de sécurité qui ont servi de catalyseur à la grogne des élèves. Le diagnostic de la situation de l'enseignement secondaire français est en effet sans appel : « Les lycées actuels ne sont pas adaptés » au formidable défi que constitue l'ouverture rapide des lycées à 80 % de chaque génération.

Cette inadéquation est criante dans bien des domaines. Celui de l'organisation très rigide des cursus tout d'abord. Aux yeux du SGEN, « les lycées sont cloisonnés entre filières hiérarchisées par le primat de l'intellectuel sur le manuel, de la déduction abstraite sur la démarche inductive ; entre formations longues et courtes. Cette organisation en filières cloisonnées provient du maintien d'une organisation pédagogique prévue pour une population scolaire sélectionnée ».

Cette sélection « scolaire » et sociale — peut-elle résister longtemps à la demande de formation de plus en plus pressante et à l'exigence affichée par les pou-

voirs publics de démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur ? Le système d'orientation qui préside aux destinées scolaires des collégiens et lycéens est également en décalage par rapport à la métamorphose accélérée de la population scolaire. « Les lycées, estime le SGEN, ne permettent ni construction ni maîtrise réelle par le jeune d'un projet et d'un itinéraire de formation. Leur orientation résulte, le plus souvent, de leur échec et non de leurs aspirations. » Enfin, les jeunes lycéens sont « victimes de l'inflation de la charge de travail, gérée par des programmes encyclopédiques et des horaires lourds et inadaptes ».

Les risques du « statu quo »

Ces griefs, de plus en plus répandus et qui rejoignent précisément ceux des parents d'élèves de la PEEP, conduisent le SGEN à proposer une médecine de cheval pour les lycées. Comme le souligne son secrétaire général, M. Jean-Michel Bouillier, « il est clair que le lycée doit changer. Au lycée, c'est le statu quo qui serait explosif et une simple modernisation ne suffira pas à répondre aux enjeux ».

Il propose donc une refonte en profondeur du second cycle de l'enseignement secondaire. Ce « cycle terminal » devrait être à la fois « polyvalent, diversifié et modulaire ». La polyvalence résulte de la volonté d'effacer les hiérarchies entre les différentes démarches intellectuelles et d'offrir, par conséquent, une « formation aussi générale que possible » — et en particulier une « composante technologique » — dans les cursus de tous les élèves. Ces grandes orientations : « le rapprochement à terme des actuels lycées professionnels, technologiques et généraux

au sein d'un établissement polyvalent, dont les structures doivent s'articuler avec celles des autres établissements du bassin de formation ». En clair, le SGEN propose tout bonnement le regroupement de toutes les formations du second degré dans des établissements qui offriraient une palette de diplômes : baccalauréats généraux, technologiques et professionnels mais aussi brevets d'études professionnelles ou certificats d'aptitude professionnelle.

Lois de s'arrêter à cette proposition iconoclaste, il propose en outre d'introduire une grande diversité d'itinéraires de formation, « avec possibilité de modification des parcours comprenant la validation de ce qui a été acquis » et introduction du principe de l'alternance dans l'enseignement du second degré.

Si l'établissement scolaire reste « le lieu privilégié de la formation initiale », cela n'exclut pas, pour le SGEN, de multiplier les occasions d'expériences en dehors du système scolaire, en entreprise mais aussi dans les collectivités locales, les administrations ou les associations. Pour sortir du système de filières cloisonnées, le projet du SGEN suggère de mettre en place un mécanisme de « contrat » entre les jeunes et les formateurs, permettant aux élèves de construire progressivement leur parcours. Un tel mécanisme suppose une « pédagogie modulaire ».

Cursus à la carte

C'est la troisième idée-force du projet. Les disciplines seraient regroupées dans « trois grands pôles de savoirs et de savoir-faire » : les sciences humaines et la communication, les sciences exactes et expérimentales, enfin les formations technologiques et

professionnelles. Les élèves, quel que soit le diplôme préparé (bacs ou BEP), devraient suivre — en six semestres — un « module de base » commun à tout le monde et centré sur la « maîtrise de l'expression, des processus d'abstraction et de socialisation », un « module dominant » choisi dans l'un des trois pôles de savoirs, un « module complémentaire » centré sur une discipline, au choix, dans chacun des deux autres pôles, enfin un « module en situation » sous la forme d'un stage en dehors du lycée, donnant lieu à un rapport.

Ces différents modules étant organisés en unités de valeur capitalisables, c'est tout le système de validation des acquis qui serait chamboulé. Si le SGEN maintient au baccalauréat son label de diplôme final et national, ouvrant l'accès à l'ensemble des formations supérieures, s'il prévoit même, dans un premier temps, le « maintien d'une part de contrôle ponctuel », sous forme d'examen, il préconise l'introduction de plus en plus large des contrôles en cours de formation pour chaque unité de valeur.

Ces propositions soulèvent évidemment de nombreuses questions : comment répartir les disciplines existantes dans les nouveaux « pôles » de savoirs ? Quelle transition prévoir avec le système actuel ? Comment organiser les possibilités de transfert d'un module à l'autre ? Quels moyens seraient nécessaires pour bousculer les structures, les contenus, les méthodes et les rythmes d'enseignement ? Autant de questions pour l'instant sans réponse. Pour les responsables du SGEN, l'important est d'engager clairement le débat du lycée et d'éviter qu'on se contente de « rafistolier l'existant ». Sur ce point au moins, on ne saurait leur donner tort.

GÉRARD COURTOIS

COURRIER

La recherche universitaire menacée

Dans votre article intitulé « Recherche universitaire : la redistribution des cartes », vous faites une présentation bien optimiste de la politique de Vincent Courtillot, responsable de la direction de la recherche et des études doctorales. Vous interprétez comme autant de signes d'acceptation de cette politique la signature de quarante contrats en Ile-de-France, le calme des laboratoires, l'absence de levée de boucliers, la divine surprise des littéraires. (...) S'il n'y a pas de protestation généralisée, c'est qu'il y a des bénéficiaires de cette réforme, et c'est auprès d'eux que vous avez recueilli des avis enthousiastes, mais vous n'avez pas encore entendu les victimes. Or elles sont nombreuses.

Voici le bilan des décisions de la DRED pour les seuls littéraires de l'UFR de lettres et sciences humaines de Paris-XIII (Villetaneuse) : avant la réforme Courtillot, il y avait douze équipes ; il en subsiste six. Le département d'anglais, le deuxième par importance de l'UFR, n'a plus d'équipe de recherche reconnue ; le département de psychologie n'en a qu'une seule. Les crédits sont supprimés à l'équipe « Jeux et jouets ». L'équipe « Suburbia » qui publiait un Atlas de la banlieue nord de Paris est supprimée. Le projet de « jeune équipe », regroupant américanistes, historiens, géographes, science de l'éducation intitulé « Cultures nationales et minorités culturelles » dans une banlieue aussi concernée que la Seine-Saint-Denis est balayé d'un revers de main par les experts du ministère. Les équipes reconnues se partagent 415 000 francs avec d'ailleurs de très grandes inégalités entre elles, alors que les douze équipes disposaient de 461 000 francs en 1989.

Les conséquences à court terme d'une telle politique sont considérables. Si on ne peut qu'approuver le renforcement en moyens des équipes de recherche reconnues, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours le cas, on ne peut que condamner la

méthode qui consiste, pour habiller un peu mieux Pierre, à dépouiller Paul. Des centaines d'enseignants-chercheurs en Ile-de-France sont privés des moyens d'exercer une de leurs missions, à moins qu'ils ne la financent avec leurs propres deniers. Ceux-là perdent toute chance d'obtenir un jour la prime d'encadrement doctoral et de recherche, l'un des moyens choisis par le ministère pour revaloriser la profession.

Cette politique accentue les divisions parmi les enseignants-chercheurs, menace leur cohésion, et c'est toutes les conséquences négatives prévisibles pour l'Université. Elle affaiblit les petites et moyennes universités que des enseignants-chercheurs s'efforcent de quitter

pour rejoindre les grandes universités où ils seront assurés, pensent-ils, de s'intégrer à des formations doctorales et à des équipes de recherche reconnues.

En un mot, cette politique amorce un processus de dissociation du tissu de recherche. Faute de pouvoir le renforcer, le ministère s'engage dans une voie qui, à moyen terme, conduit à la concentration des moyens sur un nombre limité de formations de dimension internationale « superperformantes » et situées dans quelques universités à vocation européenne, voire mondiale.

R. FOSSET
Professeur à l'université Paris-XIII (Villetaneuse)
Membre du CNESEF

Les parents en première ligne

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article intitulé « Les parents au fond de la classe », publié dans le Monde du 18 octobre 1990. Il est plein de mesure et de pondération. Je me demande, cependant, si la réalité se vit aussi harmonieusement dans ce bel équilibre.

Quels que soient les décisions et les textes émanant de la rue de Grenelle, les changements se feront à la base ou ne se feront pas. Si on veut sortir du dilemme « laisser jouer un système où l'élite a le plus de chances de voir gagner ses enfants » ou « sacrifier la qualité à la démocratie », il faut assurément introduire des éléments de diversité des trajectoires scolaires. Mais cela ne peut s'effectuer que dans la transparence, en premier lieu vis-à-vis des parents d'élèves.

En effet, il ne suffit pas de dire que les élèves sont les premiers acteurs de leur scolarité : quand ils sont dirigés sur les voies tenues

communément pour celles de l'échec scolaire, ce sont leurs familles qui se retrouvent en première ligne.

Et, bien évidemment, c'est sur les plus démunies d'entre elles que pèse le plus lourdement le poids de l'échec. Cette dérive est réelle : face à la forteresse du non-dit scolaire, malheur aux familles qui n'ont pas les moyens financiers, intellectuels ou psychologiques pour maintenir la tête de leurs enfants hors de l'eau !

Bien des parents sont légitimement inquiets devant un système éducatif tellement complexe qu'il leur est opaque. La question est : comment faire comprendre aux équipes administratives et pédagogiques que, dans une société démocratique, ceux qui ont le pouvoir de décider ont vocation à être critiqués ?

Mme A. VELTEN

Isabelle, la première « grande massière »

Innovation, les étudiants des Beaux-Arts ont élu une fille à la tête de leur association

Sur l'air fétiche des Quartiers, les anciens accueillent les bleus en ce jour de rentrée aux ateliers d'architecture et d'arts plastiques. A deux pas de l'Ecole des beaux-arts, 1, rue Jacques-Callot, la joyeuse rumeur envahit la ruche de la Grande Masse, débordée d'appels téléphoniques et d'étudiants venus aux nouvelles.

Cette association, née en 1926 de l'esprit du compagnonnage, réduite au sommeil par les réformes de 1968 qui firent éclater la célèbre école, trop contestataire, en dix établissements disséminés en région parisienne, vibre d'une jeunesse retrouvée. En un an, elle a doublé le nombre de ses adhérents — un millier, soit environ un inscrit sur sept dans cette spécialité universitaire. L'embellie est due à la poigne de fer et au charme de velours de sa nouvelle présidente, Isabelle Ardévol, vingt-cinq ans, plébiscitée par une malle assemblée qui rompt ainsi un règne jusque-là exclusivement masculin ?

La « grande massière » n'ignorait rien, lors de sa récente élection, du tribut à payer pour s'imposer sans renier sa nature. Il lui faudrait festoyer sans verser à la gourmandise, tenir les rênes de l'activité et les cordons de la bourse, en mobilisant toutes les énergies dans l'esprit de sacrifice imposé par le bénévolat. Ce qu'elle fit.

Désormais, la Grande Masse multiplie les services. L'« office du nègre », où l'architecte remerciait d'une brouille le

labeur d'apprenti, a fait place à une agence efficace offrant sept cents emplois régulièrement tarifés aux étudiants en quête d'un travail pour financer leur longue formation. Ce service est gratuit, contrairement à l'usage de la profession : l'association joue les intermédiaires, garante du sérieux des deux parties, prête à fournir une aide juridique si naît un litige. En cas de temps de chômage, il dispose de plus d'offres que de demandes.

Vernissage

Au rez-de-chaussée du local s'est ouverte une galerie où chaque semaine exposent gratuitement de jeunes talents. Vernissage dans la tradition, en musique et autour d'un verre, et bonne fréquentation : les propriétaires des riches galeries parisiennes y viennent faire récolte. Tous les deux mois, le bulletin, devenu véritable revue, informe les adhérents et multiplie les débats : dans le dernier numéro, Paco Rabanne évoque son expérience de plasticien devenu styliste. Le thème est cher à la « grande massière » et à ses amis, attachés à l'interdisciplinarité quelque peu mise à mal par les réformes universitaires.

L'association n'oublie pas pour autant sa vocation première, qui jadis inspira son patronyme. Au jour de la rentrée, dans chaque atelier, les élèves « font la masse », jetant leur obole dans le cornet pour réunir les fonds destinés à payer les heures de modèles et même

l'indispensable matériel, car les subventions du ministère restent insuffisantes. En cours d'année, dans le droit fil de la tradition, la fanfare se produit, animant bals et défilés et ramassant menue monnaie. L'association joue, là encore, l'intermédiaire-organisateur, prélevant 10 % au passage. Enfin, elle perçoit une cotisation annuelle de 150 francs par inscription. C'est au total un budget de 500 000 francs que gère la « grande massière ». Heureusement, elle connaît la valeur d'un sou...

Père catalan de Barcelone et mère suisse, éducation catholique, Isabelle vint à Paris à dix-sept ans pour y suivre l'enseignement des Beaux-Arts. De sa première initiation — les nouveaux se promenaient dans la rue, corps nu peinturé et couvert de plumes, sous le cordon protecteur des anciens, — elle se souvient : « Ce fut un choc bien-faisant. Les timides, comme moi, ne pouvaient que jaser la glace et commencer à se parler. » Pendant huit ans, elle partagea son temps entre les cours et les « charrettes » payées à bas prix par un architecte pressé de boucler une commande. Campée telle Carmen, dont elle a la voix chaude et parfois l'impertinence, « quand il le faut », la voici présidente, omnipotente, affectueusement respectée des joyeux lurons qui peuplent les ateliers de l'université et les bistros environnants. Gageure de cette rentrée...

DANIELLE ROUARD

COMMUNICATION

La revanche d'Hachette

Pour éviter la faillite de la Cinq, le CSA a donné son feu vert à la reprise de la chaîne par le groupe de M. Jean-Luc Lagardère

Hachette a gagné. Après plusieurs années de frustrations, le premier groupe français de communication a désormais sa télévision. La Cinq passe dans son giron. Considérée depuis 1987 comme « la chose » de M. Robert Hersant, la chaîne portera l'étendard d'un groupe multi-médias auquel il ne manquait que ce média-là. M. Jean-Luc Lagardère peut donc aujourd'hui triompher : « Hachette Multimédia sera désormais mieux en mesure d'affirmer ses positions sur tous les continents et de se placer au tout premier rang mondial. »

Oublié, l'échec douloureux de 1987, qui avait littéralement assommé l'équipe chargée de monter le dossier de candidature du groupe à la reprise de TF1. La victoire de Bouygues avait laissé à tous un goût amer et le groupe – surtout à Europe 1, où la télévision est depuis une dizaine d'années un véritable mythe – cajolait l'espoir d'une revanche éclatante. Le patron du Figaro la lui offre aujourd'hui sur un plateau d'argent.

Huit membres du CSA sur neuf ont en effet jugé, sans ménager trop de suspenses, que l'arrangement proposé par MM. Hersant et Lagardère était le mieux à même de sauver la chaîne. Un « arrangement » qui abaisse la participation du premier dans le capital de la société de 25 à 10 % et lui fait perdre son rôle d'opérateur... et son titre de PDG. Un accord qui hisse le groupe Hachette au rang de premier actionnaire (à égalité avec M. Silvio Berlusconi) et en fait le leader du nouveau tour de table. La modification est majeure. « Substantielle », reconnaît le CSA, en ajoutant qu'elle n'est cependant pas « contraire à la décision d'autorisation » de 1987. Elle était en germe en réalité depuis le 28 mai dernier, date à laquelle Hachette a fait son entrée dans la Cinq à hauteur – déjà – de 22 %. Mais le calendrier et les modalités de passation de pouvoir étaient entre les mains de M. Robert Hersant et de lui seul. « Nous étions prêts à attendre des mois, peut-être des années, affirme l'état-major d'Hachette. Jean-Luc Lagardère n'aurait jamais pris l'initiative d'une manœuvre

indélicate à l'égard du groupe Hersant ».

L'économie de la chaîne, celle aussi de la Socpresse, ont précipité les événements et incité M. Hersant à jeter l'éponge en organisant lui-même un passage de relais. Ainsi les conditions étaient-elles précises, comme le rappelle lundi 22 octobre au CSA son représentant, M. de Chaisemartin : dans l'hypothèse d'un refus du conseil d'agréer la nouvelle répartition des pouvoirs au sein de la Cinq, les choses resteraient en l'état, M. Hersant à la barre et la chaîne dans l'impasse.

Un troisième pôle

Ce fut sans doute un élément déterminant pour le conseil, soucieux d'éviter les conséquences d'une faillite de la chaîne. « Le conseil a décidé de saisir cette occasion pour rééquilibrer le secteur audiovisuel », précise ainsi un long communiqué publié mardi 23 octobre et destiné à justifier et expliciter la décision d'agrément. Dans cet esprit, le CSA a demandé au groupe Hachette, qui s'y est engagé, de rechercher des accords de coopération avec M 6 et de développer une politique de fictions avec les autres diffuseurs. La constitution d'un troisième pôle de télévisions nationales en clair, aux côtés du secteur public et de TF1, devrait permettre de garantir le pluralisme et de favoriser un second marché des œuvres audiovisuelles.

Un troisième pôle de télévisions nationales ? L'enjeu est de taille. « Je mesure les devoirs qui sont les nôtres, prenait d'ailleurs soin de préciser dans la soirée le PDG Jean-Luc Lagardère. Nous remplissons les engagements que nous avons pris et nous voulons répondre aux espoirs de tous ceux qui comptent sur nous : le personnel de l'entreprise et ceux qui vont la rejoindre, les millions de téléspectateurs actuels et ceux qui vont le devenir. Notre ambition aussi est d'apporter une contribution positive à l'équilibre du paysage audiovisuel français ».

Engagements, contribution positive... Des intentions que le conseil a saisies au bond, prenant acte de la volonté du groupe Hachette de « respecter intégralement » les obligations souscrites en 1987 par M. Robert Hersant ainsi que les textes législatifs et réglementaires existants. Pas question donc pour Hachette, comme l'audition de M. Lagardère avait pu le laisser croire, de poser des conditions ou des exigences pour un assouplissement du cadre réglementaire (le Monde du 23 octobre). Un motif de satisfaction pour le ministère de la communication, où l'on soulignait mardi soir que « cela faisait partie des souhaits clairement exprimés par M^{me} Catherine Tasca ».

En matière de concentration, le conseil se fait en revanche moins exigeant que le ministre. Ignorant les dispositions générales de la loi de 1986 (l'article 28 notamment qui fait du pluralisme un « impératif prioritaire »), il souligne qu'Hachette ne franchit aucun des seuils prohibés de concentration. Le communiqué contraint seulement le groupe de M. Lagardère à informer le CSA, à tout achat ou vente d'une entreprise de communication, à ne pas abuser de la puissance de son magazine de télévision *Télé 7-Jours* ni obliger les annonceurs à faire de la publicité « couplée » sur ses différents médias (presse, radio, télévision).

De nouveaux engagements

Le texte demande également à Hachette de « renoncer à toute participation ou prise de participation dans le capital de stations radiophoniques autres qu'Europe 1 ». Une disposition qui épargne Europe 2 – programme musical diffusé par satellite vers plus d'une centaine de stations locales indépendantes – en n'obligeant le groupe de M. Lagardère à ne céder de participations que dans trois radios locales : Hit FM (dont il détient 10 %) à Paris et les radios des quotidiens régionaux les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et *Var-Matin*. Enfin, le

CSA prévient qu'il saisira le Conseil de la concurrence de tout abus de position dominante.

Le communiqué des « sages » se montre, en revanche, nettement plus réservé sur les perspectives financières du pari de M. Lagardère. Il souligne le « risque » de pertes d'exploitation supérieures aux prévisions, rappelant qu'Hachette s'est engagé dans ce cas à ne pas réduire ses dépenses de programmes : le groupe devra « combler le déficit (...) en procédant le cas échéant à des apports en compte-courant ».

Côté programmes enfin, le communiqué se garde d'employer la formule chère à M. François Léotard du « mieux-disant culturel ». Mais il recense méticuleusement les nouveaux engagements souscrits par MM. Lagardère et Sabouret : la diffusion de quatre rendez-vous d'information par jour et de deux magazines par semaine, l'amélioration des émissions pour la jeunesse ou bien encore... la non-programmation, aux heures de grande écoute, de scènes violentes ou érotiques. Il entérine – sans sourire – la création d'une « commission d'éthique » proposée par Hachette pour garantir le respect de cette dernière promesse.

La chaîne devra encore investir dans la production 990 millions de francs l'an prochain, 1 090 millions en 1992, 1 200 millions l'année suivante et 1 330 millions en 1994, 40 millions de francs au moins allant dès l'an prochain à la Société française de production (SFP), en difficulté. Les producteurs de cinéma ne sont pas oubliés, qui se voient promettre un montant de commandes équivalent à 5 % du chiffre d'affaires net annuel de la chaîne (contre 3 % seulement prévus par la réglementation), les deux tiers au moins de ces investissements étant réservés aux indépendants. Reste à savoir si tous ces engagements supplémentaires seront compatibles avec l'équilibre économique de la Cinq.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY

Les conséquences de la loi sur l'audiovisuel italien

M. Berlusconi cède à des amis ses télévisions à péage

« C'est une grande douleur, une vraie perte. Il y a des années que nous préparions ce projet, et la loi Mammì nous oblige à nous en séparer. » C'est ce qui se plaint ainsi n'est autre que M. Silvio Berlusconi. Mais la loi est la loi aussi pour l'empereur des télévisions italiennes, et cette loi Mammì entrée en vigueur le 23 octobre, qui limite la concentration dans les médias, l'oblige à vendre – 500 milliards de francs – Télé Plus, le groupe de trois chaînes à péage qu'il avait discrètement lancé sur les fréquences résiduelles de ses trois grandes chaînes commerciales (le Monde du 19 octobre).

M. Berlusconi ne sera pas complètement absent de la nouvelle entité Télé Plus. Il en garde 10 %, à égalité

avec les neuf autres partenaires italiens qui sont tous des relations : ses trois associés dans la maison d'édition Mondadori, la famille Formenton, Leonardo Mondadori et Giorgio Moratti ; les plus gros producteurs privés du cinéma italien, les frères Cecchi Gori ; le promoteur immobilier Renato della Valle ; les industriels Borrelli, Koelliker, Mentasti, et le banquier Rasini. Certains pourraient ultérieurement laisser place à des groupes étrangers comme Hachette ou Bertelsmann.

Avec trois réseaux, dont l'un pour le sport, Télé Plus espère obtenir 360 000 abonnés la première année et décupler ce chiffre à terme, en employant 1 200 personnes.

M. C. I.

Eurexpansion s'implante en Hongrie et en Tchécoslovaquie

Le réseau Eurexpansion renforce sa position dans les pays de l'Est. La chaîne de journaux, filiale du groupe français Expansion (58 %), de l'américain Dow Jones et de l'allemand Handelsblatt, a racheté, après *Gazeta Bankova* en Pologne, 45 % de *Figyelo* en Hongrie, qui diffuse 26 000 exemplaires. Cet hebdomadaire de trente deux pages diffuse 26 000 exemplaires et joue un rôle important dans les milieux d'affaires hongrois. A Prague, Eurexpansion a racheté 45 % d'*Economia*, la maison d'édition qui publie *Hospodarske Noviny* dans sa version hebdomadaire vendue à 160 000 exemplaires et dans sa version quotidienne de huit pages, lancée en mai à 100 000 exemplaires.

Fondé il y a un an à l'initiative du groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan Schreiber, le réseau Eurexpansion permet aux différents journaux d'échanger des informations grâce à un ordinateur installé aux Pays-Bas qui les cen-

tralise. D'ici à la fin de l'année, la chaîne de journaux déjà présente dans treize pays européens avec 9 quotidiens et 17 hebdomadaires devrait s'implanter en URSS et en Bulgarie, tout en s'intéressant à la Turquie, à la Norvège et à la Finlande.

Y.-M. L.

□ Lancement de « Télérama-câble ». – *Télérama* lance, mercredi 24 octobre, le premier numéro de *Télérama-câble*, un hebdomadaire consacré aux programmes des chaînes câblées. Ce journal de 24 pages, en noir et blanc, sera disponible sur abonnement au tarif de 78 francs par an, ou en kiosque, pour 3 francs le numéro, dans six villes câblées (Paris, Lyon, Nice, Metz, Saint-Germain-en-Laye et Versailles). Le premier numéro sera diffusé à 160 000 exemplaires, les promoteurs du projet espérant atteindre d'ici à la fin de l'année le chiffre de 25 000 exemplaires (pour près de 400 000 abonnés au câble aujourd'hui).

RIEN DE PLUS MAUVAIS POUR LA SANTE QUE LES IDEES REÇUES



MIEUX SE SOIGNER, ÇA S'APPREND.

L'Assurance Maladie



Sécurité Sociale

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Elysabeth BEAULIEU,
Eric SAUNIER
et Léonard BOURCOIS-BEAULIEU.

sont heureux d'annoncer la naissance de

Malchior,

le 24 septembre 1990.

Mariages

Arabella
ont heureux de faire part du mariage de ses parents

Lyndsey BATES
et Patrick MIKANSOWSKI.

Le mariage a été célébré le 23 octobre 1990.

Décès

Georgina Althusser-Boddaert,
sa sœur,
François Boddaert,
son neveu,
Ses amis,
Et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis ALTHUSSER,

agréé de philosophie,
professeur
à l'Ecole normale supérieure,
dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu, le jeudi 25 octobre 1990, à 14 h 45, au cimetière de Vincennes (Villennes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Lucien-Léuven,
75030 Paris.

(Lire page 10
et le Monde du 24 octobre.)

M. Jean-François Minder,
son fils,
M. Daniel Zelmans,
M. Annie Durand-Casselin,
M. Pierre Ponsard,
M. Thaddée Romeyko,
M. Michèle Vignes,
Ainsi que leurs enfants, petits-enfants, neveux,
ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

Le jury du Prix M. E. Coindreau a la tristesse de faire part de la mort de

Maurice Edgar COINDREAU,

survenue le 20 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 23 octobre.

Société des amis de Maurice Edgar Coindreau,
154, rue de Valenciennes,
75015 Paris.

(Lire page 42
et le Monde du 24 octobre.)

Atteinte de paralysie incurable et se refusant à dépendre d'autrui pour chacun des gestes de la vie quotidienne,

DORLAND-GRUMBACH

n'a mis fin à ses jours, le 20 octobre 1990, à Montreuil. Elle avait soixante-sept ans.

De la part de la famille.

Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Le général,
Le directeur général de l'Ecole polytechnique,
Et les personnels de l'Ecole polytechnique,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Guy FAYAT,

directeur de recherche
et maître de conférences,

décédé subitement le 22 octobre 1990.

L'Ecole polytechnique s'associe à la peine de la famille et lui présente ses condoléances.

8, rue des Quatre-Cantons,
91120 Villebon.

Le département de biologie
Et le laboratoire de biochimie de l'Ecole polytechnique,
ont la douleur d'annoncer la disparition subite de leur collègue et ami,

Guy FAYAT,

docteur en sciences,
directeur de recherche au CNRS,
maître de conférences
à l'Ecole polytechnique,

survenue le 22 octobre 1990.

Un service religieux aura lieu le vendredi 26 octobre, à 16 h 15, en la chapelle Saint-Sébastien de Villebon-sur-Yvette (Essonne).

Sa mère, Alice Boukne,
Son époux, Gabriel Pandolfo,
Ses enfants, Jacqueline, Gérard,
Alain, Claude,
Ses petits-enfants, Jeanne,
Pierre-Hugues, Nathalie,
Sa sœur, Claude,
Ses neveux et nièces,
Camille Pandolfo,
Ses parents et amis,
remercient par avance celles et ceux qui, par leur présence ou par la pensée, s'associeront à eux dans un hommage à sa mémoire.

Linka MAISONNY,

survenue en son domicile, le 21 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple du Luxembourg, 58, rue Madame, à Paris-6, le vendredi 26 octobre, à 9 h 30.

21, avenue du Maine,
75015 Paris.

Sa famille,
Ses proches
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Régis MARBAIX,

survenu à Londres, le 22 octobre 1990.

Le docteur David Méchali,
son épouse,
André et Michel Malofas,
Claude et Dominique Levert,
ses enfants,
Lion, Sébastien, Nicolas, Vincent,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la très grande tristesse de faire part du décès, le 21 octobre 1990, à Stèvres, de

Germaine MÉCHALI,

née Ohayon,
Les obsèques ont eu lieu, le 23 octobre 1990, dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Claude MONOD,

verrier au Tournon,
a été tué par un chasseur, le 20 octobre 1990. Il ramassait des champignons aux Collets.

Rassemblement silencieux de protestation contre la chasse aveugle, le dimanche 28 octobre, à 11 h 30, sur la place de Briancourt, Alpes-Maritimes.

Le Tournon,
06510 Le Broc.
Les Collets,
06850 Saint-Auban.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

(Publicité)

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DU CALVADOS

Construction de la déviation à 2x2 voies de la RN 158 du nord de Grainville-Langannerie au sud de Falaise (PR 24 000 au PR 6 400).

Sur le territoire des communes d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-le-Rabet, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Saint-Pierre-Canivet, Aubigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise.

ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par arrêté du 24 septembre 1990, M. le préfet du Calvados a ordonné l'ouverture d'une enquête en vue de faire prononcer la déclaration d'utilité publique du projet ci-dessus désigné.

Cette enquête sera ouverte le 22 octobre 1990 à la préfecture du Calvados où toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée.

Les dossiers seront déposés pendant un mois consécutif, du 22 octobre au 23 novembre 1990 inclus dans les mairies d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-le-Rabet, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Saint-Pierre-Canivet, Aubigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise et seront mis à la disposition des personnes qui désireraient en prendre connaissance et consigner éventuellement leurs observations sur les registres d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Mairie d'Urville le lundi et le jeudi de 17 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h.
- Mairie de Breteville-le-Rabet le lundi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Grainville-Langannerie le lundi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 14 h à 17 h.
- Mairie d'Estrées-la-Campagne le vendredi de 14 h à 16 h.
- Mairie d'Oulley-le-Tesson le lundi et le jeudi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Soumont-Saint-Quentin le mardi de 15 h à 18 h et le vendredi de 10 h à 12 h.
- Mairie de Potigny le lundi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 9 h 30 à 16 h 45.
- Mairie de Bons-Tassilly le lundi et le vendredi de 18 h 30 à 20 h.
- Mairie de Soulangy le mardi de 11 h à 13 h et le vendredi de 17 h à 19 h.
- Mairie de Saint-Pierre-Canivet le lundi et le jeudi de 16 h 30 à 19 h.
- Mairie d'Aubigny le mardi et le vendredi de 10 h 30 à 12 h 15.
- Mairie de Noron-l'Abbaye le lundi de 14 h à 15 h 45 et le jeudi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Saint-Martin-de-Mieux le mardi et le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30.
- Mairie de Saint-Pierre-du-Bu le mardi de 17 h 30 à 18 h 30 et le vendredi de 18 h à 19 h.
- Mairie de Falaise le lundi de 13 h 30 à 17 h du mardi au jeudi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h et le samedi de 9 h à 12 h 30.

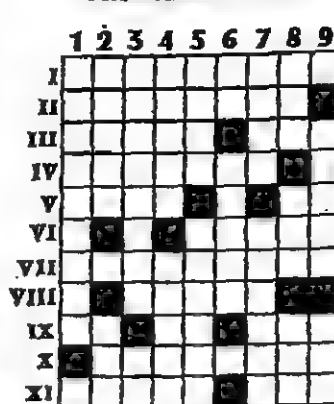
M. Chanteau Michel, demeurant 1, rue Robert-Le-Magnifique - 1400 Caen, est nommé commissaire-enquêteur et se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- en mairie de Grainville-Langannerie les jeudis 25 octobre et 22 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h.
- en mairie de Potigny les lundis 29 octobre et 19 novembre 1990 de 14 h 30 à 16 h 45.
- en mairie de Falaise le mardi 30 octobre et le vendredi 23 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur à la préfecture du Calvados (direction des relations avec les collectivités locales et des finances de l'État) et dans les mairies d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-Langannerie, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Saint-Pierre-Canivet, Aubigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise après transmission et dépôt des pièces dans les délais légaux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5378



HORIZONTALEMENT

1. Agir comme une vipère. — 2. Forme parfois un écran. — 3. Indispensable quand on fait le pont. Un vieux bâtiment. — 4. Comme un médecin qui voit souvent des trous de « balles ». — 5. La mer est un lac. — 6. Pris après une grande perte. — 7. Nègrepoint, autrefois. — 8. Préposition. Un peu de lumière. — 9. Souvent méchant quand il est gris. — 10. Une femme qui peut nous faire des avances. — 11. Parfois accompagnés de gestes. Peut remplacer la nappa.

VERTICALEMENT

1. Une grande sortie. — 2. Faire preuve d'attachement. Pour des Boîtes amateuses d'eau. — 3. Ce qui restait autrefois quand on enlevait les légumes. La moitié de rien. — 4. Peut être favorisé par la discipline. Poisson dont on peut dire qu'il est un peu « cabot ». — 5. Nobles autrefois. Il faut ramper quand ils sont difficiles. — 6. Branché. Peut couper la parole. — 7. Mauvaise, peut être une preuve d'affection. Dans un organisme féminin. — 8. La république a eu la sienne. Un cri qui peut marquer le coup. Fédu, chez le pharmacien. — 9. De jolies mains. Fété par les Vietnamiens.

Solution du problème n° 5378

Horizontalement

1. Bijoutier. — 2. Averse. Ma. — 3. Ira. Epi. — 4. Senorita. — 5. Usurier. Su. — 6. Té. Il. Puits. — 7. Rats. Tê. — 8. Lessives. — 9. X. B. Outil. — 11. Fers. Sala.

Verticalement

1. Baissier. If. — 2. Ivre. Ruelle. — 3. Jeannette. — 4. Or. Nessos. — 5. Usurier. Su. — 6. Té. Il. Puits. — 7. Etoile. Via. — 8. Empâté. Tell. — 9. Rai. Stresse.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Lexus : une vitrine pour convaincre



Lexus LS 400.

On ne s'étonnera pas que M. Jacques Calvet, dimanche 21 octobre, au « Grand Jury RTL-le Monde », ait évoqué la Lexus, voiture de prestige japonaise, pour souligner les dangers que courent les constructeurs européens à laisser la bride sur le cou aux producteurs nippons qui attaquent tous les marchés. Et non plus seulement, on le sait, dans la grande série.

M. Edgard Reuter, le président du directoire de Mercedes-Benz, estime, lui, après avoir durant des années méprisé le sujet, qu'un délai de protection des plates-bandes de la vieille Europe était nécessaire avant que les portes soient toutes grandes ouvertes. De fait, on comprendra encore plus les inquiétudes pour peu que l'on s'installe au volant de cette berline très haut de gamme lancée par réseau particulier aux États-Unis et la chaîne d'accueil Toyota en France.

« Nous voulions prouver que nous pouvions faire mieux encore que BMW et Mercedes », telle est la morale de l'histoire que tirent les interlocuteurs de la marque, pour dire, au fond, que le but est atteint. Difficile en vérité de ne pas en être convaincu, après quelques dizaines de kilomètres parcourus dans le silence, le cuir, la douceur de conduite que procurent une finition impeccable et quelques apports électroniques.

C. L.

Avis d'inhumation

Ariette PANDOLFO,
née Boukne,
décédée à Sousses (Tarn-et-Garonne), le 21 janvier 1992.

Seront inhumées, après leur transfert, au cimetière de Montbenault, le samedi 27 octobre 1990, à 15 heures.

Sa mère, Alice Boukne,
Son époux, Gabriel Pandolfo,
Ses enfants, Jacqueline, Gérard,
Alain, Claude,
Ses petits-enfants, Jeanne,
Pierre-Hugues, Nathalie,
Sa sœur, Claude,
Ses neveux et nièces,
Camille Pandolfo,
Ses parents et amis,
remercient par avance celles et ceux qui, par leur présence ou par la pensée, s'associeront à eux dans un hommage à sa mémoire.

Anniversaires

Sébastien LOSTE,

24 octobre 1985.

Pensez à lui.

Il y a six ans aujourd'hui, jeudi 25 octobre, nous quitte brutalement, à vingt-cinq ans, la comédienne

Pascale OGIER,

date anniversaire également de sa naissance, pour tous ceux qui pensent à elle.

Services religieux

Une messe de requiem à la mémoire des victimes des récents événements du Liban sera célébrée jeudi 25 octobre 1990, à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5.

PARIS EN VISITES

JEUDI 25 OCTOBRE

« Les fastes de l'Opéra Garnier lors d'une soirée », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et Costumes).

« Mystères des temples et rois maudits. Leurs influences dans le quartier », 14 h 30, métro Temple (Arts et Histoire).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Exposition : « Aux sources du monde arabe, l'Arabie avant l'Islam », 14 h 30, Institut du monde arabe, entrée principale, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, de 11 heures à 14 heures : « Rencontre : la communauté tibétaine et ses amis », 14 heures : « Tenzin Gyatso en exil. In Nepal and Switzerland (en anglais), film de T. Hagen. Entrée libre (Espace Kronenbourg-Aventure).

Cité administrative du parc de La Villette (salle Diderot), 14 h 30 : « Economie de la musique », avec M.-C. Vitoux (Les Judo de l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique).

270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « La basilique Saint-Simon et l'architecture paléochrétienne de Syrie (Clio - Les amis de l'histoire).

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bling, 15 heures : « A Venise. Le cinquième centenaire du Titien », par S. Saint-Girons (Regards sur l'art de la Renaissance).

La conférence prévue mercredi 24 octobre au Toit de la Grande Arche à la Défense a lieu à 16 heures et non pas à 17 h 30, comme indiqué par erreur dans le Monde du 24 octobre.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mardi 23 octobre :

UN DÉCRET

N° 90-938 du 17 octobre 1990 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels de la fonction publique territoriale.

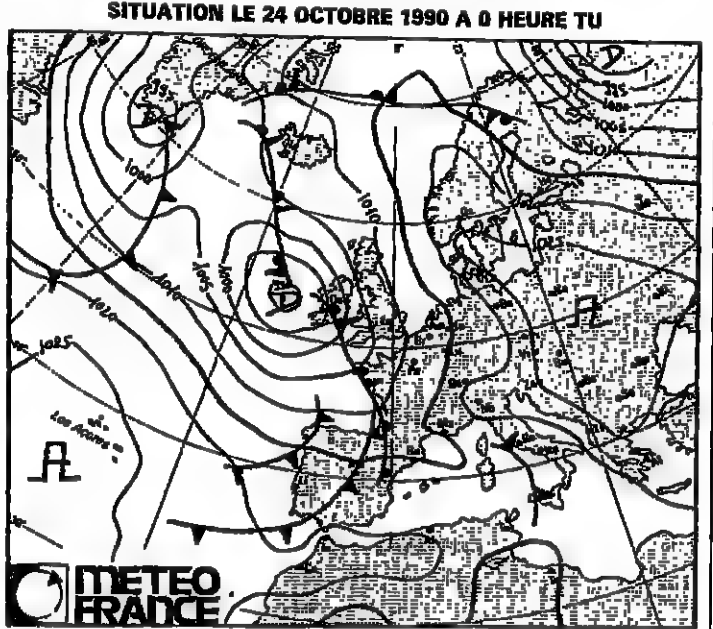
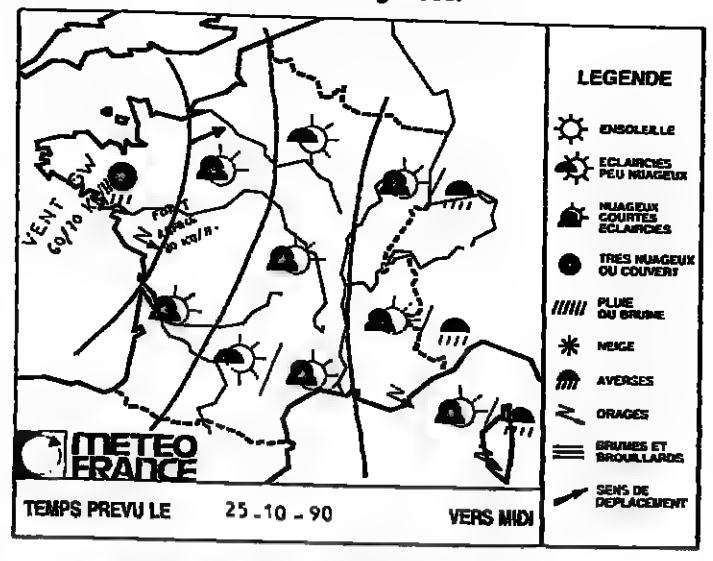
مكتبة الامم المتحدة

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 25 octobre 1990

Pluies orageuses.



En cette fin de semaine, le temps sera de saison. Après le passage pluvieux de jeudi soir et vendredi, c'est un temps d'alternance qui sera à l'ordre du jour avec des averse, des vents assez forts et des températures relativement fraîches.

Vendredi 26 octobre : pluies, averse, vents assez forts.

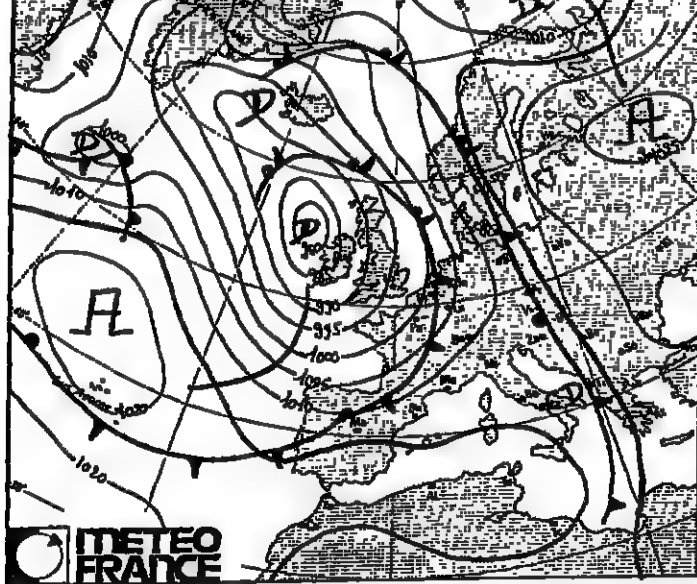
Du Sud-Ouest au Massif Central à la Bourgogne et la Champagne-Ardenne, il pleuvra le matin. Les pluies seront accompagnées d'un vent de sud assez fort. Le soleil fera de belles apparitions l'après-midi mais ces éclaircies seront entrecoupées d'averses. Sur Midi-Pyrénées, le ciel se dégagera tardivement.

Dans le nord-est et le quart sud-est, la journée débutera avec de nombreux nuages. Ils emmèneront la pluie l'après-midi. Cependant, ces pluies seront plutôt éparpillées dans le sud-est.

Sur les autres régions, c'est-à-dire, sur un grand quart nord-ouest, les éclaircies alterneront avec des averse. Ces averse seront fréquentes et localement fortes. Le vent d'ouest soufflera assez fort près des côtes. Le vent d'ouest se fera également nettement sentir dans l'intérieur des terres et entretiendra une impression de fraîcheur.

Les températures matinales s'élèveront entre 5 et 8 degrés sur la moitié nord, 8 à 12 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, les températures atteindront difficilement 10 à 14 degrés sur la moitié nord. Sinon, elles seront généralement comprises entre 14 et 17 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 26 OCTOBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 23-10-90 à 6 heures TU et le 24-10-90 à 6 heures TU									
le 24-10-90									
FRANCE									
ALACCO	20	11	N	C	20	11	N	C	20
BIARRITZ	20	14	N	C	20	14	N	C	20
BORDEAUX	19	12	P	C	19	12	P	C	19
BOURGES	21	8	C	N	21	8	C	N	21
BREST	17	11	N	C	17	11	N	C	17
CAN	19	12	P	C	19	12	P	C	19
CHERBOURG	18	12	P	C	18	12	P	C	18
CLERMONT-FER.	17	5	D	B	17	5	D	B	17
DIJON	11	8	B	S	11	8	B	S	11
GRENOBLE-SM-H	15	5	D	B	15	5	D	B	15
LILLE	17	7	P	C	17	7	P	C	17
LIMOGES	17	9	P	C	17	9	P	C	17
LYON	18	12	N	C	18	12	N	C	18
MARSEILLE-MAR	18	12	N	C	18	12	N	C	18
NANCY	19	3	C	P	19	3	C	P	19
NANTES	19	12	P	C	19	12	P	C	19
NICE	15	11	N	C	15	11	N	C	15
PARIS-MONTS	20	10	D	P	20	10	D	P	20
PAU	20	11	P	C	20	11	P	C	20
PERPIGNAN	21	11	P	C	21	11	P	C	21
RENNES	20	12	C	N	20	12	C	N	20
STRASBOURG	18	10	C	N	18	10	C	N	18
TOULOUSE	20	11	N	C	20	11	N	C	20
Toulon	19	11	N	C	19	11	N	C	19
POINTE-A-PITRE	22	23	N		22	23	N		22
ÉTRANGER									
ALGER	25	11	N	C	25	11	N	C	25
AMSTERDAM	13	2	D	C	13	2	D	C	13
ATHÈNES	14	11	C	N	14	11	C	N	14
BANGKOK	24	27	N	C	24	27	N	C	24
BARCELONE	22	13	N	C	22	13	N	C	22
BERLIN	9	1	D	C	9	1	D	C	9
BRUXELLES	12	6	D	C	12	6	D	C	12
CAIRO	31	16	D	C	31	16	D	C	31
COPENHAGUE	12	3	D	C	12	3	D	C	12
DAKAR	29	14	D	C	29	14	D	C	29
DELHI	30	23	N	C	30	23	N	C	30
DJIBOUTI	11	8	C	N	11	8	C	N	11
HONGKONG	10	8	C	N	10	8	C	N	10
ISTANBUL	18	8	C	N	18	8	C	N	18
JERUSALEM	27	14	D	C	27	14	D	C	27
LISSABON	18	13	N	C	18	13	N	C	18
LONDRES	18	10	N	C	18	10	N	C	18
LOS ANGELES	31	15	D	C	31	15	D	C	31
LUXEMBOURG	11	3	D	C	11	3	D	C	11
MADRID	14	12	N	C	14	12	N	C	14
MADRAKECH	23	11	D	C	23	11	D	C	23
MEXICO	25	14	N	C	25	14	N	C	25
MILAN	10	4	N	C	10	4	N	C	10
MONTREAL	13	3	P	C	13	3	P	C	13
MOSCOW	3	3	C	N	3	3	C	N	3
NAIROBI	23	14	D	C	23	14	D	C	23
NEW-YORK	22	17	P	C	22	17	P	C	22
OSLO	2	0	D	C	2	0	D	C	2
PALMA-DE-MAJ	21	14	N	C	21	14	N	C	21
PARIS	21	11	D	C	21	11	D	C	21
ROD-DE-JANERO	24	20	D	C	24	20	D	C	24
ROME	17	12	D	C	17	12	D	C	17
SINGAPOUR	32	25	D	C	32	25	D	C	32
STOCKHOLM	8	2	D	C	8	2	D	C	8
SYDNEY	19	16	N	C	19	16	N	C	19
TOKYO	20	14	N	C	20	14	N	C	20
TUNIS	26	18	N	C	26	18	N	C	26
VARSOVIE	9	2	D	C	9	2	D	C	9
VENISE	14	6	N	C	14	6	N	C	14
VIENNE	9	1	D	C	9	1	D	C	9
A B C D N O P T *									
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	nuages	orage	pluie	tempête	seige	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **■** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **□** Film à éviter ; **■** On peut voir ; **■** Ne pas manquer ; **■** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 24 octobre

- TF 1**
- 20.40 Variétés : Sacré soirée. Spécial Pagnol. Avec Yves Robert, Philippe Caubère, Didier Pain, Nathalie Roussel, Alain Souchon, Liane Foly, Bon Jovi...
- 22.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA. Odessa-Monaco, en direct.
- 0.25 Journal, Météo et Bourse.
- 0.45 Série : Intrigues.
- 1.05 TF1 nuit.
- A 2**
- 20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur (6^e épisode).
- 21.35 Série : Hôtel de police. Tantevins disparaît, de Marion Sarraut.
- 22.25 Magazine : Étoiles, Albert Camus.
- 23.30 24 heures sur l'A 2.
- 23.45 Journal et Météo.
- 23.50 Documentaire : Les grands embouteillages. D'Antoine Spire. 2. Michel Tournier.
- FR 3**
- 20.40 Magazine : La marche du siècle. Coussiniers de guerre, de Frédéric Laffont et Christophe de Pontilly. 2. Le temps des larmes.
- 22.20 Journal.
- 22.40 Magazine : Faut pas rêver. Bulgarie : La vallée des roses ; Angleterre : L'île aux contrebandiers ; France : Le sorcier de Vesoul.
- 23.35 Téléfilm : Tables séparées. De John Schlesinger.
- 1.30 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 59 (allegro assai), de Haydn.

- CANAL PLUS**
- 20.30 Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes : Montpellier-Bucarest.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : Sans pitié. ■ Film américain de Richard Pearce (1988).
- 0.20 Cinéma : La salle de bain. ■ Film français de John M. Lvoff (1988).
- 1.50 Documentaire : Une vie de crack. De Jean-Louis Bugarat.
- LA 5**
- 20.40 Histoires vraies. Têches, tel fils, téléfilm de Stuart Miller.
- 22.20 Dédé et Alcool. ■ tabac, ■ tranquillisants, ■ petites manies, ■ grandes dépendances. ■ Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schenberg.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Retour d'exil. ■ Série : Brigade de nuit.
- 22.05 Documentaire : 60 minutes. Irak, la république de la peur.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Musique : Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Documentaire : M^r et M^{rs} Thaw sur la route de la soie (1). De Lawrence Thaw.

- 22.15 Cinéma d'animation : 25 octobre. 1^{er} jour. De Youri Norstein.
- 22.25 Documentaire : Les documents interdits.
- 22.30 Cinéma : La maître de poste. ■ Film soviétique de Sergueï Soloviov (1972).
- 23.35 Courts métrages.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire ta langue. Romani Chib ou l'épopée de la langue tzigane.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Les promeneurs solitaires.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Les dames du jazz.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Symphonie pour cordes n° 12 en sol mineur, de Mendelssohn ; Concerto pour violon et orchestre n° 4 en ré majeur K 218, de Mozart ; Symphonie n° 97 en ut majeur, de J. Haydn, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Reinhard Peters ; sol. : Joshua Bell, violon.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club en direct des Caves-du-Vermont à Clermont-Ferrand : Le quintette du pianiste Donald Brown avec Tom Hamill, trompette ; Vince Herring, saxophone ; James Genus, contrebasse ; Carl Allen, batterie, et la chanteuse Anita Moore.

Jeudi 25 octobre

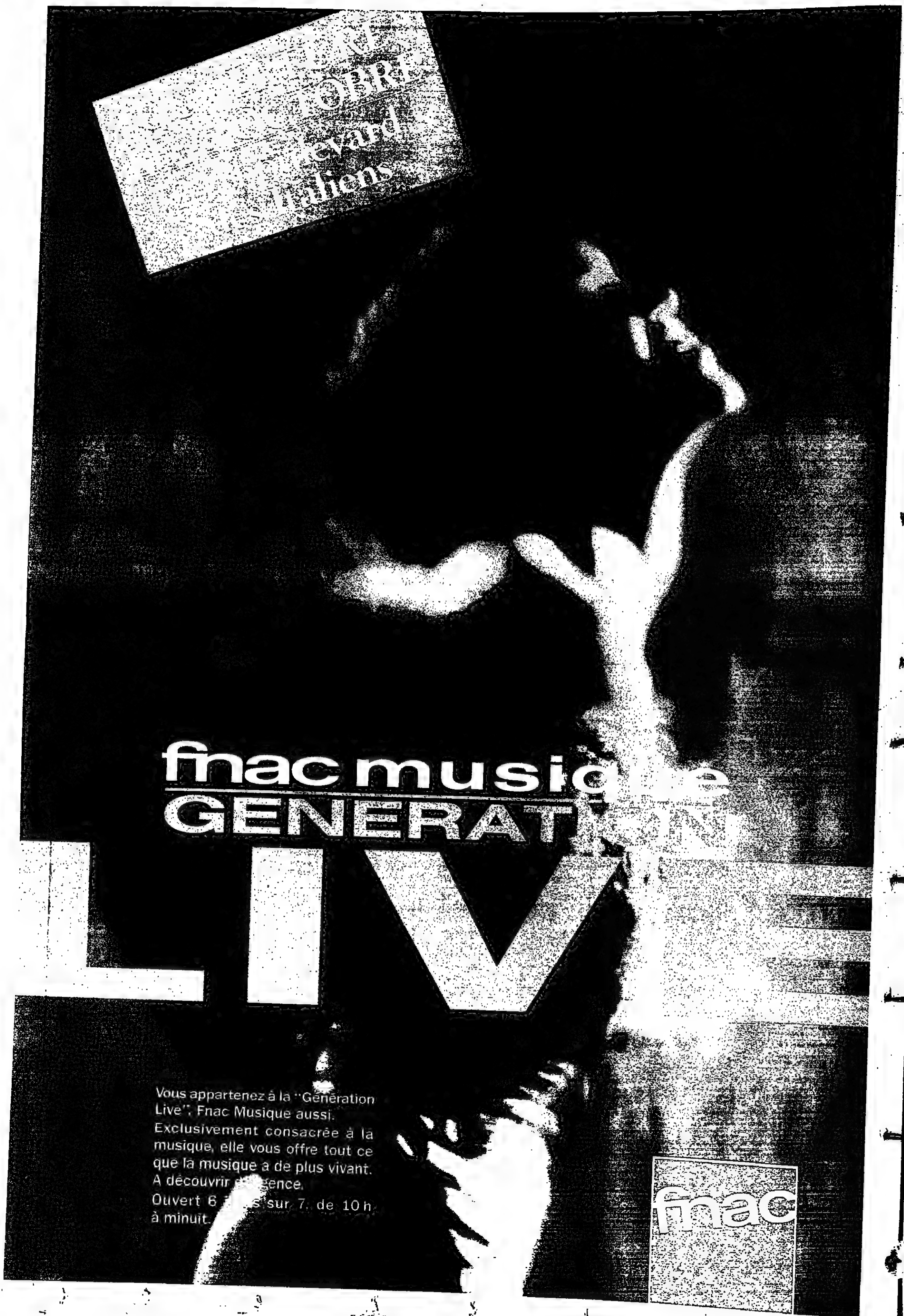
- TF 1**
- 14.25 Série : Julien Fontanes magistrat.
- 15.55 Série : Tribunal.
- 16.30 Tiers à Longchamp.
- 16.35 Club Dorothea.
- 17.35 Série : Starsky et Hutch.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.35 Sport : Football. Poitiers-Marseille.
- 22.40 Invités : Edward Goldsmith (5 000 jours pour sauver la planète), Philippe Desbrosses (la Terre malade des hommes), Jeanne Bourin (la Rose et la Mandragore), Erik Orsenna (Rituel de sucre), Claude Fischer (l'Hommeure), Jacky Cans (Drôles d'oiseaux), Claude Allorge (Economiser la planète).
- 23.40 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 0.30 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes. La mort aux truffes.
- 16.00 Feuilleton : Un seul être vous manque. De Jacques Dardot-Volterra, avec Catherine Spaak, Didier Flamand (1^{er} épisode).
- 17.00 Magazine : Giga.
- 17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.00 Magazine : Eve raconte. Gabrielle Chanel (3^e partie).
- 18.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?
- 18.51 Divertissement : Drôles de têtes.
- 19.00 Série : Mac Gyver.
- 19.59 Journal et Météo.
- 20.40 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Bernard Benaymin. Triste tropique : les enfants de Thaïlande les enfants de Roumanie.
- 21.50 Cinéma : Le choix de Sophie. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1982).
- 0.25 24 heures sur l'A 2.
- 0.40 Journal et météo.
- 0.45 Documentaire : Le fin des paysans. De Marie-Claire Amblard, Dominique Martineau et Michel Fanstan. 3. Le mal du pays, de Bernard Dantegues.
- 2.00 Magnétoscope : Lutte gréco-romaine. Championnat du monde d'Ostia (60 min).
- FR 3**
- 14.05 Magazine : Océaniques (rediff.).
- 15.05 Feuilleton : L'or et le papier (25^e épisode).
- 15.50 Variétés : Bons baisers de Francouvertes.
- 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Aïe Bibiz.
- 17.45 Série : La famille Fontaine.
- 18.15 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 20.10 Jeux : La classe.
- 20.40 Cinéma : Complot de famille. ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1976).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.00 Magazine : Ce soir ou jamais. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Lambert Wilson.

- 0.35 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 24 (allegro), de Haydn.
- CANAL PLUS**
- 15.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 16.05 Cinéma : Cinglée. ■ Film américain de Martin Ritt (1987).
- 18.00 Cabou cadin.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
- 18.50 Top albums. Présenté par Marc Tassca.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma : Comédie d'été. ■ Film français de Daniel Vigne (1988).
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Les sorcières d'Eastwick. ■ Film américain de George Miller (1987). Avec Jack Nicholson (v.o.).
- LA 5**
- 14.35 Série : L'enquêteur.
- 15.35 Série : Soko, brigade des stupés.
- 16.25 Dessins animés.
- 18.30 Série : Happy days.
- 19.00 Journal images.
- 19.10 Jeu : Télé-contact.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : Secrets de femmes, au nom de la race.
- 22.25 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carola.
- 23.50 Magazine : Equations. Présenté par Jean-Marc Sylvestre.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 14.45 Musique : Boulevard des clips (et à 0.20).
- 15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.45 Série : Magnum.
- 17.35 Variétés : Tungstène. Émission présentée par Fatine.
- 18.00 Série : Campus show.
- 18.25 Jeu : Zygomusic.
- 18.54 Six minutes d'informations.
- 19.00 Série : La fête à la maison.
- 19.25 Série : Roseanna.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Cinéma : Le triporteur. ■ Film français de Jack Pinoteau (1957). Avec Darry Cowl, Pierre Mondy, Jean-Claude Brialy.
- 22.18 Téléfilm : L'éclaircie. De Jacques Treboute.

- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Sexy clip.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 15.05 Cours d'italien (2).
- 15.30 Documentaire : Zingaro. De Sarraïns et Jacques Maïsterra.
- 16.45 Vidéo-danse : Ils vivaient dans les villes. De Claude Mouréras.
- 17.15 John Mac Laughlin.
- 17.45 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (7).
- 18.15 Série : Objectif amateur.
- 18.45 Palettes. D'Alain Jaubert.
- 19.15 Documentaire : Préfaces (Anna Akhmatova).
- 19.45 Série : Grafik.
- 20.00 Histoire de la bande dessinée (8).
- 20.30 Série : Objectif amateur.
- 21.00 Danse : Roses et last look. De Paul Taylor.
- 22.00 Documentaire : Paris black night. De J.-P. Besurault, C. Humbert et B. Malapet.
- 23.00 Palettes. D'Alain Jaubert.
- 23.30 Documentaire : Préfaces (Isaac Babel).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 L'espérance et la nuit ou les tribulations de l'utopie.
- 21.30 Profils perdus. Françoise Dolto.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Les promeneurs solitaires.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Les dames du jazz.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Décoration Day, d'Ives ; Concerto pour alto et orchestre, de Walton ; Roméo et Juliette, symphonie dramatique op. 17 (scène d'amour), de Berlioz ; Symphonie n° 4 en la majeur op. 90, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Randolph Kelly, alto.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Œuvres de Mozart, Leno, Machaut, Brahms, Beethoven, Lambert et concert de Zia Mohiuddin Dagar.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER**
- « ZAPPING »**
- Une émission de GILBERT DENOVAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

Audience TV du 23 octobre 1990 Le Monde / SOFRES-NIELSEN

HORAIRE		FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)		TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 2	61,0	Football	27,9	McGyver	11,2	Act. région.	Nulle part	Télé contact	Fête maison
19 h 45	61,0	Roue fortune	25,0	McGyver	15,1	19-20 Info	Nulle part	Bande ann.	Roseanna
20 h 16	71,4	Journal	29,2	Journal	18,8	La classe	Nulle part	Journal	Madame...
20 h 55	74,3	Table vert	26,8	Diamant vert	27,0	Table pour six	Wall Street	Boomerang	Rescapés...
22 h 08	62,9	Opération...	21,0	Diamant vert	28,2	Soir 3	Wall Street	Boomerang	Rescapés...
22 h 44	39,5	Opération...	27,3	C'est la faute	6,3	TV régionale	Femme part.	Gooch	Jun 44



VOUS APPARTENEZ À LA "GÉNÉRATION LIVE".

fnac musique
GENERATION LIVE

Vous appartenez à la "Génération Live". Fnac Musique aussi. Exclusivement consacrée à la musique, elle vous offre tout ce que la musique a de plus vivant. A découvrir en agence. Ouvert 6 jours sur 7, de 10 h à minuit.

fnac

VOUS APPARTENEZ À LA "GÉNÉRATION LIVE".

هكذا من الأصل

ART

LA DIX-SEPTIÈME
Lea

ARTS • SPECTACLES



1977
© ROBERT Rauschenberg in « THE LINES OF MY HAND » ED. PARKETT-DER ALLTAG (ZÜRICH-FRANCOFORT-NEW-YORK)

LA DIX-SEPTIÈME FIAC (FOIRE INTERNATIONALE DE L'ART CONTEMPORAIN)

Les Américains à Paris

Depuis sa création, en 1974, par un petit groupe de galeristes parisiens, la FIAC (Foire internationale de l'art contemporain) n'a cessé de grandir en prestige, en renommée, au fil de ses éditions annuelles. Et de prendre du poids dans le marché de l'art. Son chiffre d'affaires a presque triplé depuis 1987 : il serait passé d'environ 140 millions de francs à 400 millions en 1989.

Ce chiffre d'affaires reflète l'engouement pour les artistes d'aujourd'hui, dont les cotes, entretenues artificiellement, de part et d'autre de l'Atlantique, par des spéculateurs de tous calibres, ont grimpé parfois jusqu'à la folie. Jusqu'à l'engorgement. Jusqu'à la crise, plus ou moins attendue, sinon espérée par les professionnels qui préfèrent l'art à la marchandise.

New-York, capitale du marché de l'art moderne depuis les années 50, est la première à en souffrir. Fortement, car à la crise économique compliquée par les événements du Golfe s'ajoute une crise morale, profonde, des milieux de la création, où le sida fait son œuvre noire, où la censure sévit, où les récentes mesures de restrictions budgétaires briment les jeunes artistes.

Aussi, pour échapper au risque d'asphyxie, les galeries américaines, si protectionnistes, si peu intéressées jusque-là par la vie des arts et du marché hors des frontières, commencent-elles à regarder vers l'Europe. Paris, en particulier, pourrait retrouver la place que New-York lui avait chapiée. C'était une évidence, en 1956, lorsque Rauschenberg décrochait le grand prix de la Biennale de Venise.

Les organisateurs de la FIAC, qui souhaitaient depuis longtemps pouvoir annoncer la venue des Américains à Paris, et par là renforcer l'image internationale de la foire, histoire, entre autres, de concurrencer plus efficacement le marché de Bâle, en ont donc profité pour relancer les marchands d'outre-Atlantique. Qui cette fois ne se sont pas fait prier.

Après tant d'années de fâcheries, Paris et New-York vont-ils sceller une nouvelle entente ? Peut-être. Mais pour combien de temps ? Et en quels termes, à un moment où il semble qu'on peut fort bien se débrouiller entre Européens ? La FIAC 1990, son succès d'estime, ses ventes, seront un test (lire nos articles pages 22 à 25).

GENEVÈVE BREERETTE

CINÉMA

27

« Sailor et Lula », de David Lynch



Alors que *Blue Velvet* faisait il y a peu les délices des téléspectateurs cryptés, voici à l'affiche et en salles le nouveau film de David Lynch, *Sailor et Lula*, qui fut l'événement du dernier Festival de Cannes. L'occasion était belle de rencontrer le cinéaste et de décrire l'empire dont il a commencé de dessiner les frontières : commerce, humour, horreur, musique et mauvais goût.

MUSIQUES

31

Les dits de György Kurtag



L'énigme, le point d'interrogation du programme honnête proposé jusqu'en décembre par le Festival d'automne : György Kurtag, resté après 1956 à Budapest, contrairement à son contemporain et ami György Ligeti. Kurtag, né en Transylvanie, dont l'éducation se fit en roumain, qui a composé un cycle vocal sur des poèmes en russe et dont les *Kafka Fragments* sont chantés (en allemand) par Phyllis Bryn-Julson, les 26 et 27 octobre dans la jolie salle du Conservatoire d'art dramatique.

Au Louvre le soir

Jusqu'à 22 h

Les collections du musée les lundis et mercredis (jusqu'à 21 h 45)

Les expositions temporaires

Les fossés méditerranéens

L'Auditorium du Louvre concerts, films, conférences

Librairie d'art, reproductions, cadeaux...

Le restaurant Le Grand Louvre

Tous les jours de mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

du mardi au dimanche

du dimanche au mardi

LES GALERIES NEW-YORKAISES, DE STIEGLITZ A CASTELLI

La saga des pionniers

L'histoire des galeries a commencé en Amérique il y a plus d'un siècle. Mais celle des entreprises ayant joué un rôle important dans la promotion de l'art du vingtième siècle est beaucoup plus récente.

A une poignée de galeries pionnières près, il faut attendre la seconde guerre mondiale et l'épanouissement de l'école de New-York pour que l'aventure de l'art contemporain devienne une grande affaire. Parmi ces galeries pionnières, celle d'Alfred Stieglitz arrive en tête. Non content d'être une revue, *Camera Work*, qu'allait bientôt suivre la légendaire 291, le photographe ouvrit en 1905, avec son ami Edward Steichen, The Little Gallery of the Photo Secession. Qu'il ne vout pas seulement à la photographie.

Sur les murs du 291, 5th Avenue, il accrocha les dessins de Rodin, les œuvres de Matisse (dès 1908), de Picasso (1911), de Braque, de Picabia (1913) mais aussi de Marsden Hartley et de John Marin, deux peintres américains. Stieglitz comprit en effet immédiatement la nécessité de confronter, pour l'aider à sortir de son isolement provincial, la jeune création américaine aux avant-gardes parisiennes : l'idée était promise à un bel avenir. Ce découvreur, à qui l'on doit la première exposition personnelle de Brancusi, cet amoureux de l'art et des artistes (au point d'épouser la peintre Georgia O'Keeffe en 1924) eut évidemment raison trop tôt. Sa galerie ferma en 1917. Il en ouvrit deux autres, qui ne connaîtront guère plus de succès dans une Amérique fiévreuse de charges de cavalerie à la Remington et de paysages de l'Ouest, et bientôt ruinée par la grande dépression.

Le marasme économique ne parut cependant pas effrayer Julien Levy, qui repêcha le flambeau en ouvrant sa galerie sur Madison Avenue, en novembre 1931. L'inauguration prit la forme d'un hommage aux photographes américains, dont Stieglitz, et Levy orienta rapidement ses activités vers la promotion d'artistes surréalistes comme Man Ray et Dali, ou apparentés, comme Calder qu'il exposa en 1932. Cinq ans plus tard, Marian Willard Johnson fonda à son tour une galerie d'avant-garde, la Willard Gallery, où elle exposait de jeunes Américains voutés à un bel avenir : David Smith, Mark Tobey, Morris Graves et Lyonel Feininger. Mais cela n'était encore rien en regard de l'art qui fleurissait de l'autre côté de l'Atlantique, et d'un marché dont Paris était le centre le plus actif.

La guerre va tout changer. Les avant-gardes européennes, repliées sur New-York, vont exercer leur autorité sur la jeune peinture. L'arrivée de Peggy Guggenheim, accompagnée de son mari, Max Ernst, et surtout de ses importantes collections, va bouleverser le paysage artistique de Manhattan. Nièce de Solomon R. Guggenheim pour qui la baronne Hilla Rebay avait accumulé une impressionnante quantité de tableaux abstraits, Peggy est l'archétype de ces Américaines riches et un peu cinglées qui hantaient le Paris des années 30. Excentrique mais subtile, elle sut s'entourer de conseillers (Sweeney, Alfred Barr ou James Thrall Soby) cultivant des liens privilégiés avec le Museum of Modern Art. Elle inaugura à un procédé qui devait devenir la règle.

L'ouverture, en octobre 1942, de la galerie de Peggy Guggenheim, baptisée modestement « Art of this Century », est un événement. On se presse au vernissage donné au profit de la Croix-Rouge, on s'étonne de la décoration confiée à l'architecte Frederick Kiesler qui multiplie les murs courbes et suspend les toiles au plafond par des cordes. Dans un article publié dans les années 50, le critique américain Kenneth B. Sawyer se rappelle encore avec émotion ce « premier centre de la peinture et de la sculpture d'avant-garde au début des années 40 », qui « rassembla un groupe de jeunes New-Yorkais, parmi les-



Man Ray : « Portrait de Stieglitz », 1913.

quels Jackson Pollock, Clifford Still, Robert Motherwell et William Baziotis ». Et « fut le bouillon de culture le plus important de l'art américain contemporain (1) ».

Peggy Guggenheim désirait retourner en Europe, la galerie ferma en 1946. Mais les années de guerre avaient sérieusement modifié la situation du monde de l'art. Elles avaient favorisé le développement économique des États-Unis et le marché de l'art profitait du mouvement général, d'une fringale de consommation enfin libérée (2). On dénombre, par exemple, quarante galeries à New-York au début du conflit. En 1946, il y en avait cent cinquante. En 1945, leurs ventes augmentaient de 40 % à 300 % par rapport à l'année précédente. L'art contemporain commençait à intéresser les maisons les plus classiques, comme la Mortimer Brandt Gallery, qui, en mars 1943, avait ouvert une section expérimentale confiée à Betty Parsons.

Sam Kootz choisit ce moment pour faire son entrée dans le marché de l'art. Ses deux livres consacrés aux artistes américains, sa lettre publiée par le *New York Times* (10 août 1941) qui fit grand bruit dans le milieu, et son roman policier (où un cadavre était découvert dans une galerie d'art contemporain...) avaient rendu son nom familier dans le milieu artistique new-yorkais. En avril 1945, il ouvrait une première galerie, où se côtoyaient

Léger, Baziotis, Motherwell, Glarner et Holty. Quelques mois plus tard, il changeait de local et ajoutait Byron Browne et Bearden à son écurie, où les rejoignirent successivement Hans Hofmann, Gottlieb et David Hare.

En 1947, il ferma sa galerie pour devenir l'agent de Picasso, puis la rouvrit en 1949, après un déménagement significatif vers Madison Avenue. Marchand aux méthodes discutées, Sam Kootz était capable à la fois d'envoyer Motherwell et Baziotis peindre en Floride et de jeter d'un seul coup sur le marché, avec 50 % de rabais, plus de trois cents œuvres de Browne qui avait cessé de peindre. Il exposa Souloges, Mathieu et Schneider dans les années 50 avant de cesser définitivement ses activités en 1966.

Si les artistes surréalistes de la défunte galerie Art of this Century avaient trouvé refuge à la Hugo Gallery (ouverte en 1945, elle fut reprise en 1951 par Alexandre Iolas), les jeunes peintres connus sous le label école de New-York entrèrent dans la galerie ouverte par Betty Parsons en 1946. Celle-ci fut le véritable relais de Peggy Guggenheim et poursuivit la promotion de l'avant-garde américaine.

Reinhardt, Newman, Pollock, Rothko, Still, Tomlin et plus tard Rauschenberg eurent chez elle leur première exposition personnelle; Kelly et Youngerman, déjà pré-

sentés à Paris (galerie Arnaud), leur première exposition américaine. Néanmoins, la plupart de ces artistes la jugeaient sévèrement sur le plan commercial. Et ne tardèrent pas à pousser la porte d'un voisin, Sidney Janis.

Sidney Janis avait ouvert sa galerie en 1948. Sawyer le présentait comme un homme « entreprenant, avec une importante clientèle remarquablement fidèle ». Plutôt promoteur que découvreur, il avait organisé de grandes expositions de maîtres modernes européens, et lorsque les artistes de Betty Parsons entrèrent dans son équipe, il les exposa de la même façon que Kandinsky, Delaunay ou Mondrian. Comme l'écrivait très joliment William Rubin : «... aussi, incidemment, les cotes de ces artistes montèrent... » Son rôle de conseiller au Museum of Modern Art contribua probablement à fournir aux peintres un tremplin qu'ils ne pouvaient trouver chez Betty Parsons.

Cette dernière était probablement plus proche de Martha Jackson, une ancienne élève de Hans Hofmann, qui ouvrit une galerie en 1953. Outre les abstraits de New-York, Martha Jackson s'intéressa à des Américains ayant fait leurs classes à Paris, tels Sam Francis ou Paul Jenkins, ainsi qu'à des Européens prometteurs comme Fontana, Appel, Hepworth ou Tapiès, qui fit d'elle un portrait attachant dans ses *Mémoires*. Deux ans avant son décès survenu en 1969, Martha Jackson était considérée dans le *Harper's Magazine* comme l'une des cent femmes les plus importantes du siècle, « une femme-dynamo générant assez d'électricité pour éclairer tout le monde de l'art ».

Moins mis en lumière à ses débuts, mais cependant fort actif, Leo Castelli avait d'abord participé à la création, en 1939, à Paris, de la galerie Drouin qui devait devenir l'une des plus romantiques de l'immédiat après-guerre. Emigré aux États-Unis, il collabora un temps avec Sidney Janis avant d'inaugurer son propre local en 1957. La suite est connue : une aventure et une réussite telles que Castelli allait devenir la figure emblématique du marchand de tableaux de notre vingtième siècle. Cette aventure et cette réussite sont liées aux noms de Jasper Johns, d'Andy Warhol et de Robert Rauschenberg. Ce dernier, en remportant le Grand Prix de la Biennale de Venise en 1964, fit prendre conscience au monde (en fait, surtout aux Français) que Paris n'était plus la capitale de l'art. Mais si le pop-art et Castelli sont indissolublement associés, la force du marchand a été de ne pas s'enchaîner à ce seul mouvement. Une politique de collaboration avec de jeunes galeries (inaugurée avec celle ouverte par sa première femme, Ilseana Sonnabend) lui a permis d'être à l'affût de talents nouveaux. Ce principe des « friendly galleries » (3) s'est étendu aux États-Unis et en Europe. La galerie de Virginia Dwan, ouverte en 1959, et dont le dernier numéro d'Art Press reconstitue le parcours, en bénéficie, parmi d'autres.

Proche de Virginia Dwan (« My sister gallery »), John Gibson s'intéresse depuis 1961 à l'art conceptuel (Christo, Carl Andre, Sol LeWitt, Dennis Oppenheim sont passés dans ses murs), et aux artistes européens (Beuys, et le groupe Fluxus).

Depuis la fin des années 70, beaucoup de nouvelles galeries sont nées, associées à de nouveaux talents. Annina Nosi a montré les jeunes Italiens Chia et Paladino, et soutenu très tôt Basquiat. Tony Shafrazi s'est taillé un beau succès avec Haring, Scharf ou Futura 2000. Plusieurs d'entre elles seront présentes à la FIAC. Leo Castelli aussi.

HARRY BELLET

(1) « Les Galeries de New-York », *Cinéma*, 2/10, 1956.
(2) Voir Serge Guilbaut : *Comment New-York vola l'idée d'art moderne*, Mimes, Ed. Jacqueline Chambon, 1988.
(3) Voir Raymonde Moulin : « Le marché et le musée. La constitution des valeurs artistiques contemporaines », *Revue française de sociologie*, XXVII/3, 1986.

FIAC

MARK TOBEY AMADO

GALERIE JEANNE BUCHER

3 rue de Seine 75006 Paris (1) 43 26 22 32

à la galerie

KUNIHICO MORIGI CHI

Galerie Beaubourg

George Segal

c/o

Marianne & Pierre Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS 42 71 20 50

DORNY

Bois flottés, papiers pliés

STAND A1

42 56 43 62

GALERIE ERVAL

10, rue de Seine 75006 Paris

Tél. : 43 54 73 49

GALERIE LAHUMIERE

88, BOULEVARD DE COURCELLES 75017 PARIS - Tél. : 47 63 03 95

18 OCTOBRE - 26 NOVEMBRE 1990

ESPACE CONTOURNÉ

DEWASNE - MAGNELU - MASSON - NEMOURS - CALDER
FLORIS - GABO - GIULIO - D'IMBIEVAL - JACOBSEN
KOWALSKI - MOSSO - SOTO - TSUKUI

ET FIAC 90 STAND A 63 - Tél. : 43 59 90 97

Peggy Guggenheim et Yves Tanguy

D'abord marchande par amusement, puis collectionneuse par goût, la riche Américaine avait exposé le peintre dans sa première galerie de Londres, inaugurée peu avant la guerre avec des œuvres de Cocteau. Elle l'exposera encore parmi ses amis surréalistes à Art of this Century, sa fameuse galerie ouverte à New-York en 1942. Dans son livre de souvenirs (*Ma vie et mes folies*, publié chez Plon en 1987 pour la traduction française), elle reconnaît qu'au début elle ne connaissait pas grand-chose à l'art, et surtout qu'elle ne savait pas qu'elle allait y engloutir des millions de dollars.



FIAC 90

LE MARCHÉ D'OUTRE-ATLANTIQUE MENACÉ PAR LA RÉCESSION

Europe, nouveau rêve

Après dix années de spéculation sur l'art contemporain, New-York, en crise, cherche un nouvel équilibre. Elle pourrait le trouver de ce côté-ci de l'océan.

L'EUPHORIE a fait place à la prudence. Certes, les résultats enregistrés en ce début de saison à New-York pour les ventes d'art contemporain américain sont plutôt encourageants. Certes, les galeries de l'East Side et du West End continuent à être assidûment fréquentées. Mais la récession économique et les menaces de guerre dans le Golfe ont eu finalement raison des derniers emballements d'un marché de l'art déjà fortement ébranlé par les méventes de mai dernier. « L'époque où l'on pouvait acheter une toile en galerie puis la revendre six mois plus tard pour le double est désormais révolue », constate Douglas Walla, de la galerie Kent Fine Arts. Après une décennie de spéculation effrénée, le marché de l'art contemporain se cherche un nouvel équilibre. Le trouvera-t-il en Europe ?

Si les œuvres de Pollock, de Johns, de Rauschenberg ou de De Kooning, qui sont désormais considérées comme les valeurs classiques du marché contemporain, ont toutes les chances de continuer à caracoler en tête des ventes, celles des superstars des années 80 risquent de connaître des lendemains plus difficiles. Les spéculateurs professionnels, ou occasionnels, qui avaient propulsé les cotes de Basquiat, de Salle et de Schnabel vers des sommets (550 000 dollars pour le premier, 450 000 pour le second, 220 000 pour le troisième) connaissent aujourd'hui de graves difficultés financières liées à l'effondrement du prix de l'immobilier à New-York et à Tokyo. « Les spéculateurs sont perdus. Ils ne savent plus quoi faire », constate un marchand. Responsables de près de 20 % de l'activité du marché, ils se font de plus en plus discrets aussi bien dans les ventes publiques que dans les galeries.

Leur absence devrait plus particulièrement se faire sentir sur les « créations intermédiaires » (entre 35 000 et 500 000 dollars). Les deux grandes maisons de ventes aux enchères anglo-saxonnes, Sotheby's et Christie's, ont déjà pris les mesures qui s'imposent. « Nous acceptons de moins en moins des œuvres de qualité moyenne, même si elles sont signées Warhol, Basquiat ou Lichtenstein », explique Martha Baer de chez Christie's. Les Keith Haring et les Basquiat, qui se vendaient encore hier près de 30 000 dollars, sont aujourd'hui estimés entre 15 000 et 20 000 dollars, soit près de la moitié. La même retenue est observée chez Sotheby's : « Nous avions en moyenne une quinzaine de Basquiat dans chacune de nos ventes. C'était beaucoup trop et ces œuvres ne se vendaient pas bien », constate Lucy Mitchell Innes, directrice du département d'art contemporain de New-York. Et d'ajouter : « Aujourd'hui, nous faisons très attention au nombre, à la qualité et à l'estimation ».

Les galeries qui ont spéculé à la hausse sur ce marché intermédiaire se retrouvent aujourd'hui en possession de toiles mineures achetées au prix fort. Nombre d'entre elles pourraient fermer leurs portes. Les particuliers qui se sont également laissé séduire par ce jeu spéculatif, teinté de snobisme, pourraient aussi y perdre des plumes. Les autres redécouvrent les vertus de la prudence. Ils préfèrent jouer sur du velours en retardant certains achats. Cela pourrait coûter cher aux centaines de petites galeries de Soho et d'East Village qui dépendent tant bien que mal des artistes mal établis dont les cotes ne dépassent pas 10 000 dollars. Ou bien ils confient à nouveau aux galeries le soin de vendre les œuvres dont ils cherchent à se débarrasser. « Au risque des enchères, ils préfèrent désormais la discrète assurance d'une vente en galerie, au prix juste », remarque Renato Danese de la Pace Gallery. Les années 80 auront été



Roy Lichtenstein : « Kiss II », 6 050 000 dollars le 7 mai 1990 chez Christie's

celles des ventes publiques. Les années 90 verront peut-être le retour en force des galeries. Beaucoup de leurs directeurs sont confiants. Leo Castelli, notamment. Il est vrai que les tableaux de ses artistes — Pollock, Johns et Rauschenberg — se négocient à coups de millions de dollars (lire notre encadré ci-dessous), principalement pour le compte de grands collectionneurs internationaux. « Crise ou pas crise, ces collectionneurs-là continueront d'acheter », assure Castelli.

En ces temps de crise, les Américains portent aujourd'hui leur regard de l'autre côté du Pacifique et de l'Atlantique. Le Paris des années 90 a l'attrait du New-York des années 80. « De même qu'un artiste européen devait, dans les années 70, émigrer aux États-Unis pour se faire un nom, aujourd'hui, c'est au tour de l'artiste américain de faire d'abord ses preuves en Europe », commente Douglas Walla. Qui évoque, pêle-mêle, le dynamisme des programmes pour la création contemporaine en France et les expositions provocatrices des Kunsthalles suisses. Et brosse un tableau sombre du contexte américain.

La réforme fiscale de 1986, qui a considérablement réduit les déductions d'impôts en cas de donations en œuvres d'art ou en espèces, a lourdement grevé les bud-

gets des musées et des fondations américaines. « La remise en question des subventions accordées par le National Endowment for the Arts, accusé d'avoir favorisé la création d'œuvres obscènes (en particulier les photographies de Robert Mapplethorpe), n'a fait qu'aggraver la crise », reprend Walla. Celle-ci pénalise les jeunes artistes, mais pas un Jasper Johns, ni même ceux par qui le « scandale » est arrivé. Un scandale qui a permis d'excuser la réduction des subventions pour les arts en période de restrictions économiques.

Alors, l'Europe et plus particulièrement Paris seraient le nouvel Eldorado de cette fin de siècle ? Paula Cooper semble y croire. Depuis un an, elle recherche activement un local dans la capitale pour pouvoir y exposer ses artistes. Plus prudent, Renato Danese et Douglas Walla, tous deux présents pour la première fois à la FIAC, se contentent pour l'instant de resserrer leurs liens avec les galeries françaises. La galerie Kent expose d'ores et déjà les œuvres d'un de ses peintres, Troy Brammich, chez Durand-Dessert.

L'Amérique de Wall Street aura réduit l'art à un produit purement financier. L'Europe saura-t-elle lui rendre une âme ?

ALICE SEDAN

Trois années au cours desquelles les ventes d'art contemporain se sont multipliées. Jusqu'à l'indigestion. Trois années au cours desquelles les cotes ont atteint des sommets. Jusqu'au délire.

NOVEMBRE 1987

Wall Street s'effondre. « Je retenais mon souffle, m'attendant au pire. Mais rien n'est arrivé », Paula Cooper, directrice de la galerie new-yorkaise qui porte son nom, pouvait, en effet, respirer : l'art s'envolait. « La crise, quelle crise ? », pouvaient alors chanter en chœur marchands et collectionneurs new-yorkais.

Le marché de l'art contemporain américain — surcoté, nationalisme oblige — avait jusque-là bénéficié de capitaux nationaux qui étaient de moins en moins investis dans l'achat d'œuvres impressionnistes de second rang. Désormais, le relais serait pris par des marchands et collectionneurs européens et japonais. Ceux-ci, découragés hier par un dollar trop élevé, allaient pouvoir s'offrir plus aisément les grands de l'école américaine de l'après-guerre devenus classiques du répertoire contemporain : De Kooning, Kline, Pollock, Newman et Rothko. Ou encore Rauschenberg et Johns, deux découvertes de Leo Castelli dans les années 50, dont les cotes ont été multipliées par 20 depuis 1973, l'année de la mise en vente par Robert Scull, le patron multimillionnaire des taxis jaunes new-yorkais, de quelque trente tableaux contemporains.

NOVEMBRE 1988

Un an après l'effondrement de la Bourse de New-York, une œuvre de Jasper Johns, *False Start*, estimée à 4 millions de dollars, dépasse les 17 millions (102 millions de francs). Cette explosion de rouge, de bleu, de jaune et d'orange vifs, ponctuée d'inscriptions au pochoir, avait été vendue en 1980 environ 3 000 dollars. Dans la foulée de ce record, *White Flag*, une autre œuvre de Jasper Johns, allait compléter, pour plus de 7 millions de dollars, la collection de Hans Thulin, le magnat suédois de l'immobilier.

NOVEMBRE 1989

Les ventes marquent de nouveaux sommets. Sotheby's, enregistre une séance record (100 millions de dollars). Les acheteurs européens et japonais jouent à égalité avec les Américains. *Interchange*, de De Kooning, est adjugé au prix record de 20,6 millions de dollars (environ 126 millions de francs) à un « tycoon » de l'immobilier nippon. En trois ans, les acheteurs de l'Empire du Soleil-Levant ont pris de l'assurance. Désormais de plus en plus le marché intermédiaire, ils se lancent aujourd'hui à l'assaut des meilleures toiles signées par les plus grands, dans les ventes publiques et dans les galeries. Les Européens continuent de privilégier l'art minimal d'un Sol LeWitt, ou le pop art d'un Warhol.

PRINTEMPS 1990

Le marché de l'art contemporain est victime de ses excès. Les acheteurs, dont le goût et le jugement se sont affinés au fil des ventes, ne sont plus disposés à acquiescer le très grand nombre d'œuvres mises aux enchères. D'autant que la plupart d'entre elles sont surestimées, ou ne brillent pas par leur qualité. Christie's, grisé par ses succès antérieurs, avait, entre 1988 et 1989, doublé le nombre de ses mises en vente. Atteint d'une véritable indigestion, le marché n'a pas suivi. Résultat : 33 % d'inventures pour Christie's et 38 % pour Sotheby's.

AUTOMNE 1990

Les prix devraient retrouver leur niveau de 1988. Les maisons de ventes aux enchères new-yorkaises ont entrepris de réajuster leur politique commerciale : moins de lots, plus de qualité, des estimations et des réserves plus basses (1). Les galeries accueillent avec soulagement ce réajustement.

(1) Ventes de Sotheby's les 6 et 7 novembre, de Christie's les 7 et 8 novembre, à New-York.

Les modernes à l'encan

De l'art ? Bien sûr que non. De la pure provocation. Pour sûr, un coup des marchands ! La première vente publique d'art contemporain de M^e Jean-Claude Binoche, en décembre 1970, lui vaudra de passer en conseil de discipline pour « insanités ». Il avait osé mettre aux enchères une sculpture féminine, les seins nus et clignotants. « Peu avant cette dispersion des œuvres de Lichtenstein, Warhol, Rauschenberg, Erro, Téliemage et Monory, la tension était telle que je me suis avalé un double whisky avant de monter à la tribune », se souvient-il. Brocardé par ses pairs, il n'en obtint pas moins, avec cette vente, à laquelle le Tout-Paris assista, un certain succès.

A peine trois mois plus tard, M^e Binoche récidive. Une fois de plus, ses collègues menacent d'interdire la vente. En vain. « C'est à ce moment précis que j'ai pris conscience des possibilités de ce marché. Les ventes publiques d'art contemporain n'existant pas aux États-Unis, les marchands et les collectionneurs américains étaient trop heureux de s'ouvrir de nouveaux débouchés ».

Novembre 1971 : troisième vacation conduite par M^e Binoche, au Palais Galliera, devant 1200 personnes. Un mannequin empaqueté par les soins de Christo, crée l'incident. Les commissaires l'ayant privé de ses atours, sont priés de le remballer sur-le-champ. Adjudé pour 35 000 francs (soit 150 000 francs courants), il ne vaut pas moins de deux millions de francs aujourd'hui.

En 1973, Sotheby's et Christie's, à New-York, se lancent à leur tour dans les ventes d'art contemporain américain. Cette nouvelle concurrence, ainsi que la hausse du dollar, mettent rapidement fin à l'aventure « yankee » de M^e Binoche. Le marché traverse à nouveau l'Atlantique. Mais la crise du pétrole touche de plain fouet ce tout nouveau secteur. Et il faut attendre le début des années 80 pour qu'il reprenne. New-York ouvre la voie. Paris resta en retrait jusqu'en 1986, pour culminer au début de 1990. L'art contemporain occupe désormais près de 30 % du marché international avec des prix qui se sont multipliés par trois, voire par quatre, en un an.

« Contrairement aux États-Unis, la France n'avait jamais ressenti le besoin d'acquiescer du contemporain. Elle se contentait de son héritage patrimonial, note M^e Catherine Charbonneau. Mais depuis un an, une nouvelle clientèle de professionnels libéraux et industriels s'y intéresse. » Les ventes

aux enchères se multiplient. Paris s'internationalise. Si les Américains commencent à acheter de l'art contemporain européen, ils confient de plus en plus souvent des toiles au marché parisien. Près du tiers des œuvres de l'étude Charbonneau et Briest proviennent de l'étranger. La valeur moyenne pour les toiles de meilleure qualité, aux signatures prestigieuses, est passée cette année de 21 000 francs à 101 000 francs.

L'art américain a depuis peu repris le chemin des salles de vente parisiennes. Même si ne s'y trouve pas encore un *False Start* de Jasper Johns pour 17 millions de dollars ou un *Number 8* (11,5 millions de dollars) de Jackson Pollock, les peintures de Wesselmann, de Joan Mitchell, de Stella, de Keith Haring, et les sculptures minimalistes de Carl Andre ou de Sol LeWitt (dont les prix ont récemment doublé), viennent désormais alimenter les enchères de la capitale. Les œuvres de Jean-Michel Basquiat, le « Picasso noir des eighties », sont souvent plus chères à Paris qu'à New-York. « Les peintures secondaires d'un Lichtenstein se vendent mieux en Europe, où il y en a moins. Les plus beaux spécimens restent sur le Nouveau Continent », conclut Leo Castelli.

A. S.



Jean-Michel Basquiat : Sans titre

UN CIRCUIT DANS MANHATTAN

New-York, derniers feux

Les excès, la sauvagerie, c'est fini. A New-York, la modernité est malade et le marché tergiverse. On commémore, on ressasse. La mode est à l'hommage et l'on n'invente plus guère. Brève crise ou symptôme d'une langueur fatale ?

CONVERSATION de fin d'après-midi au Manhattan Bistro, dans Soho : « Vous êtes venu voir ce qui se passe ici ? Vous avez du mal. Il y a deux ans, il existait encore une mode, des tendances. Aujourd'hui, il n'existe plus rien de tel. Tout est possible. » Celui qui parle ainsi n'est suspect ni d'indifférence ni d'incompétence, il est rédacteur en chef d'Arts Magazine.

Ari in America, autre revue du « mouvement », ne trahit pas une plus grande confiance. Son dernier numéro traite à égalité de Joseph Wright of

Derby et de Frank Stella et, repartant de la dernière Biennale de Venise, célèbre la venue des artistes africains, lesquels, selon le critique, apportent à l'art contemporain d'importantes ressources et les chances d'un indispensable nouveau départ. L'art occidental épuisé irait-il, une fois de plus, s'approvisionner en références et nouveautés dans les contrées « exotiques », comme l'on disait il y a un siècle, alors que le primitivisme était encore une idée neuve ?

RETOUR AUX ANCIENS ET AU PASSÉ LE PLUS FRAIS

Car il est épuisé, bel et bien, si l'on en juge d'après les galeries up-town et down-town et leurs expositions de rentrée. La mode, s'il en reste une, est à la commémoration et aux hommages. Hommage à De Kooning, sur les deux étages des Salander-O'Reilly Galleries, sous forme d'une anthologie rétrospective des années 40 aux années 80. Hommage à Frank Stella chez Gagosian, qui présente

non des assemblages récents mais des monochromes exécutés il y a trente ans.

Le Whitney Museum célèbre le néo-plasticisme propre et net de Burgoyne Diller, qui fut l'un des principaux abstraits new-yorkais de l'entre-deux-guerres. Deux galeries, Flynn et Kent, l'une de Soho, l'autre de la 57^e Rue, se sont associées pour ressusciter Myron Stout, autre abstrait, contemporain discret du minimalisme et auteur de compositions en noir et blanc sévèrement ascétiques. Dans Soho encore, un hommage à l'expressionnisme abstrait avec Pollock, Motherwell, Kline et De Kooning, encore. L'histoire, sans cesse l'histoire.

Le passé le plus frais est à son tour figé, comme si, de toute façon, il n'y avait plus rien à attendre que les éléments d'une nostalgie, ou ceux d'une spéculation de plus en plus mécanique. Chez Tony Shafrazi, sous le titre « The Last Decade », on a rassemblé le panthéon des gloires vieilles de dix ans, graffitis, obsédés de la citation, maniaques du néo-dadaïsme. Jean-Michel Basquiat est

mort, Keith Haring est mort, leurs œuvres ont atteint des cotes qui ne doivent plus rien au jugement esthétique. On croirait que leur mort a précipité leur génération dans la mélancolie et pris valeur de symbole : l'âge des excès et de la sauvagerie - sauvagerie très aménagée cependant - est désormais révolu.

Les galeries de l'East Village ont fermé, du reste, en à peine deux ans, les uns après les autres, comme frappées d'épidémie. Nul ne va plus le samedi après-midi avenues A et B, à pied pour le commun des mortels, en limousine pour les « grands » collectionneurs, chercher l'ultime nouveauté des dévotionnaires de comics. Les galeries que cette mode a convenablement enrichies ont émigré à Soho, gagnant à la fois en respectabilité et en luxe. Les autres ont simplement disparu - et les artistes avec eux. On en connaît qui, de peintres en vogue, sont devenus livreurs à bicyclette.

Les plus résistants tentent de survivre en poussant leurs procédés jusqu'au maniérisme. David Salle présente chez Castelli ses lithographies récentes, admirables de technique et exactement semblables, hors le format, aux toiles, plus vastes, et aux aquarelles, plus petites, qu'il montre depuis une demi-douzaine d'années. Pourquoi pas ? Puisqu'il appartient à l'histoire officielle de l'art contemporain, pourquoi ne s'autocommémorerait-il pas en se répétant ? Comme Sol LeWitt, qui ne cesse de se souvenir de sa jeunesse de minimaliste dans une exposition au titre à la Dumas, « Then and Now », « Jadis et Maintenant ».

DES SANCTUAIRES NEUTRES ET TRANQUILLES

Toute promenade dans Soho tourne ainsi au pèlerinage éclecétique. Les galeries deviennent autant de sanctuaires neutres et tranquilles à la mémoire d'une époque où, se souvient-on avec émotion, il se passait quelque chose souvent, quelque chose d'important à nier celle qui l'avait précédée. D'avant-garde, de pseudo-avant-garde même, pas trace. Tout juste, peut-être, une indéfinissable tendance en faveur du retour à l'abstraction la plus géométrique, celle des équerres et des tire-lignes, celle de Burgoyne Diller en somme, et une seconde, opposée à la première, qui reprend les expérimentations du matérialisme européen. New-York récapitule, New-York hésite. Pour un peu, on s'annulerait à Soho.

Resterait à déterminer le sens de cette léthargie. Selon que l'on veut « y croire » ou non, on pourra juger que la hausse et la nouveauté, l'une exigeant l'autre comme le feu exige qu'on l'alimente, ont épuisé toutes les marchandises possibles et que la machine tourne à vide. Ou que ce temps de crise est celui d'un repos nécessaire. A Paris, après la frénésie d'innovations et d'achats des années impressionnistes et post-impressionnistes, il était d'usage dans la critique du début du siècle de dénoncer l'éclectisme et le désordre de la situation. On en faisait de beaux articles crépusculaires, l'été même où Matisse et Derain inventaient en secret le fauvisme. L'histoire se répète, peut-être. Il faut l'espérer, sinon...

PHILIPPE DAGEN

Venez armés, le lieu est désert...

Le dessin d'architecture : attention, marché périlleux. Si périlleux que seuls les spécialistes s'y risquent, et surtout les institutions... étrangères. Il y a dix ans à peine, on croyait encore tenir le filon. Et chacun s'en réjouissait : les marchands, pour les raisons qu'on imagine, mais aussi tous ceux, architectes ou amateurs, logeurs et logés, qui, dans cette exaltation du dessin d'architecture, voyaient la marque d'une culture renaissante.

Les galeries, à peu d'exceptions près, furent cependant timides. Seuls les dessins anciens, valant pour leur maîtrise, et de toute façon déconnectés de leur histoire, de leur réalité conceptuelle, firent véritablement leur apparition chez quelques rares marchands, plus ou moins épaulés par les expositions des grandes institutions parisiennes. On se souvient, bien sûr, des dessins du quinzième au dix-neuvième siècle présentés au Cabinet des dessins du Louvre, en 1972. Ou encore des dessins de la British Architectural Library, montrés par l'hôtel Sully en 1979... Les lecteurs d'André Chastel se souviennent peut-être de l'importance que l'historien accordait à ces « révélateurs d'un travail consciencieux » (Le Monde du 21 juin 1972).

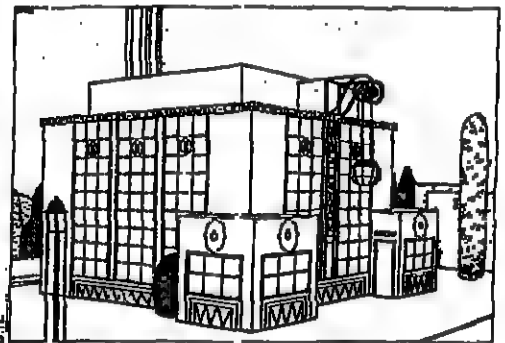
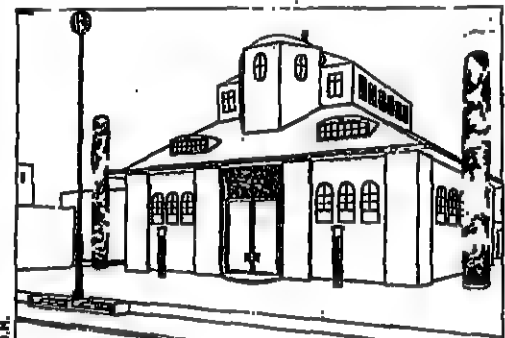
Le dessin contemporain d'architecture n'a en revanche jamais vraiment pris pied dans les galeries parisiennes, sinon comme événement exceptionnel,

pittoresque ou mondain. Parce que les architectes conservent leurs archives, ou peut-être parce qu'ils répugnent à se livrer encore à un marché propice aux manipulations. Rien de plus simple, en effet, que de multiplier à posteriori les esquisses de tel ou tel projet, et de jouer du statut ambigu d'œuvre et d'outil conceptuel qui caractérise ces dessins. Des architectes comme Pal ou Jahn, aux Etats-Unis, ont en tout cas dépassé ce problème et ne traînent pas pour mettre sur le marché des calques auxquels ils attribuent, a priori pour le coup, la valeur de dessins de Wright, Wren ou de Wailly.

Aux Etats-Unis, et au Canada, la chasse aux dessins d'architecture est, il est vrai, restée ouverte. Le Getty Trust, à Los Angeles, ou le Centre canadien d'architecture, à Montréal, ne laissent pas passer une occasion - que cette occasion s'appelle galerie, vente publique, don ou legs. En France, l'Ecole nationale des beaux-arts entretient son vieux fonds, jalousement, sereinement. L'institut français d'architecture, dépendant du ministère de l'équipement, dominé par l'efficacité mais fidèle au génie des ingénieurs des Ponts, a eu, faute de moyens décents, les plus grandes difficultés à trouver un lieu d'accueil, rue de Tolbiac, non pour des achats largement impossibles, mais pour abriter au moins la générosité d'architectes ou de cabinets d'architecture.

La Bibliothèque nationale, celle de la rue de Richelieu, qui devrait être « bientôt » vouée aux arts, saura-t-elle offrir un prétexte aux marchands pour redonner sa chance au dessin d'architecture ? Il est en tout cas certain que le marché français n'aura plus à redouter la saturation : les collectionneurs actuels comme les éventuels donateurs auront alors, et depuis longtemps, oublié la France pour lui préférer l'Asie de l'Amérique.

FRÉDÉRIC EDELMANN



En 1986, la galerie Guillon-Laffaille expose « Vingt-quatre dessins pour une cité moderne » de Robert Mallet-Stevens. Deux ans plus tard, l'ensemble sera adjugé 412 000 francs. Ci-dessus, deux encres de Chine : « Le Palais de Justice » (en tête) et « L'Usine électrique ».

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél.: 42 22 77 57

LOHSE
PEINTURES

FIAC 90 - Stand B 58 / C 61

ABSTRAITS & CONTEMPORAINS
1950 - 1990

GALERIE BELLIER

7, QUAI VOLTAIRE - 75007 PARIS - TEL. 42 60 74 72

FIAC 90 - 25 octobre - 1^{er} novembre
STAND A 20 - TEL. (1) 43 59 85 03

GEORGES ROMATHIER
GALERIE LEIF STÄHLE

COUR DELÉPINE
37 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS - TEL. (1) 48 07 24 78

GALERIE HOLLA
10, rue de Seine 75006 Paris - Tél.: (1) 43 26 36 54

DEUX SCULPTEURS : MARIA SIMON
SOPHIA VARI

DEUX PEINTRES : JUAN MARTINEZ
CLAUDE JEANMART

FIAC 90 - STAND F. 13 - 1^{er} ETAGE

RENATA RAMPAZZI

DU 15 NOVEMBRE AU 1^{er} DECEMBRE

Pastels - Gouaches - Huiles

Galerie Teillet - de Puybaudet
28, Rue Mazzini - 75006 PARIS - TEL. (1) 43.25.58.13

Galerie
H. Odermatt-Ph. Cazeau
85 bis, fg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58

FIAC Stand N° C48
MIRÓ - MASSON - MATTA

La Galerie Annie Cohen
vient d'ouvrir ses portes
dans le quartier de la Bastille

jusqu'au 8 Novembre 90
Hommage à Keith Haring et
au photographe Tseng Kwong Chi

A partir du 15 Novembre 90
STEEN
travaux de 85 à 90

du mardi au samedi de 11h à 19h le matin sur RV Tel: 47 00 63 60

25 rue Keller 75011 PARIS

Gabus
A l'occasion du 10^e anniversaire
des ventes aux enchères aux
nous organisons une

VENIE AUX ENCHÈRES DE PRESTIGE
GENÈVE - TOKYO

DU 6 AU 12 DÉCEMBRE
HÔTEL PRÉSIDENT A G

EXPOSITIONS
PARIS - ESPACE CANTO
du 15 au 18 novembre 1990

GENÈVE - HÔTEL PRÉSIDENT
du 1^{er} au 4 décembre 1990

TOUTES LES GALERIES
PARIS - GENÈVE - TOKYO - LUXEMBOURG
CHAGALL - PICASSO - MATTA
et autres artistes modernes et contemporains
niveau d'un prix exceptionnel
Antiquités - Meubles

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS
et pour la participation
à la vente aux enchères
de Genève ou de Paris
tél. 021 26 26 26

5015 من الاحل

FIAC 90

CENT CINQUANTE-CINQ GALERIES AU GRAND PALAIS

L'internationale de l'art

La dix-septième Foire internationale de l'art contemporain ouvrira le jeudi 25 octobre pour s'achever le jeudi 1^{er} novembre. Cent cinquante-cinq exposants de quatorze pays seront regroupés sur 15 000 mètres carrés dans la nef du Grand Palais.

POUR la première fois, les galeries étrangères seront plus nombreuses que les galeries françaises : respectivement quatre-vingt-deux et soixante-treize. On note une bonne participation suisse (neuf galeries), italienne (onze galeries), dans l'ensemble fidèles à la foire) et allemande (dix-sept galeries, probablement satisfaites de l'édition de 1989, où les marchands d'outre-Rhin avaient été invités, après ceux d'Espagne et du Danemark). Mais si le pourcentage des exposants étrangers (60 % cette année, alors qu'il était d'un peu moins de 50 % lors des dernières éditions) a basculé, permettant d'avancer que la FIAC sera internationale comme elle ne l'a jamais été, c'est en raison de la venue des galeries américaines, à leur tour invitées.

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE

L'événement, c'est, bien sûr, cette présence massive des galeries américaines. Vingt-quatre galeries ont en effet répondu à l'invitation du comité organisateur de la foire, qui, jusque-là, se battait les flancs pour en obtenir une petite poignée. En l'occurrence invitation ne veut pas dire que les galeries américaines bénéficient d'avantages particuliers, contrairement à la foire de Madrid, où les stands sont offerts aux invités.

La plupart de ces galeries sont new-yorkaises. Certaines sont de très grandes maisons, par exemple Leo Castelli, la Marlborough ou la Pace Gallery. D'autres sont plus récentes : Holly Solomon, Annina Nosei, Tony Shafrazi, notamment, dont on peut attendre une information sur la jeune création. Un grand manque : Sidney Janis, qui, pour avoir mis trop longtemps à se décider à venir, s'est retrouvé sans stand.

Pas de miracle : la nef du Grand Palais, qui, paraît-il, aurait pu être remplie avec les seules galeries américaines, n'est pas extensible. Même en « gratant » sur l'étage. Et plusieurs demandes de participation ont dû être refusées, comme chaque année. D'autant que certains habitués, confortablement installés dans la FIAC, ne sont pas prêts de lâcher un centimètre carré de stand, pour permettre à d'autres de venir se présenter.

LES NOUVEAUX VENUS

Les premiers à pâtir de cet engorgement sont les jeunes marchands français (seulement deux nouvelles galeries font leur entrée à la FIAC, celles de Claudine Papillon et de Jean-Marc Patras). Du coup l'OIP, grand ordonnateur de la fête, a décidé de s'occuper d'une nouvelle foire : « Déconverges », qui réunira, du 2 au 10 mars (histoire, sans doute, de concurrencer le Salon de Mars), toujours au Grand Palais, près d'une centaine de jeunes galeries de promotion françaises et étrangères, ainsi que des galeries vouées à la photographie.



« Don Quichotte » (1987-1989) par Izhak Pegin, un des artistes de la galerie Holly Solomon. De quoi surprendre !

LES EXPOSITIONS PERSONNELLES

Que verra-t-on à la FIAC ? De la peinture américaine, évidemment, et pas seulement dans les galeries venues des États-Unis. Plusieurs galeries françaises annoncent elles aussi l'accrochage d'artistes d'outre-Atlantique (galeries Vidal, Boulakia, Di Meo, notamment) et des expositions personnelles (Tobey chez Jeanne Bucher, pour le centenaire de l'artiste - que la galerie avait exposé dès 1955 ; Wesselmann chez Joachim Becker).

LES ARTISTES EUROPÉENS

A signaler cependant, dans cet océan d'incertitudes qu'est le contenu des stands de la FIAC (lesquels sont

de plus en plus sujets à des accrochages renouvelés chaque jour, selon les ventes, ou délibérément), quelques prestations échappant à l'empire new-yorkais : Riopelle, grands formats 1955-60, chez Artcurial ; Pincemin chez Jacques Bailly et chez Montensy ; Chassac (objets et dessins) chez Louis Carré ; Rebecca Horn et Ian Hamilton Finlay chez Eric Franck ; Jean-Pierre Bertrand à la Galerie de France ; Martin Barré et Philippe Cognée chez Laage-Salomon ; Hartung (les œuvres ultimes) chez Marwan Hoss ; Marie-Jo Lafontaine et Arnulf Rainer chez Thaddäus Ropac.

* FIAC : du 25 octobre au 1^{er} novembre. De 12 heures à 19 h 30 les jours de semaine ; samedi, dimanche et 1^{er} novembre de 10 heures à 19 h 30. Nocturne mardi 30 octobre jusqu'à 23 heures. Entrée : 50 F. Catalogue : 200 F. La soirée traditionnelle de vernissage aura lieu le 24, au profit de la Fondation France-Liberté (participation de 100 francs).

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Le Génie de la Bastille

Pendant cinq jours, une soixantaine d'artistes du quartier de la Bastille offrent leurs œuvres à des visiteurs scandinaves. Une opération portes ouvertes. L'occasion, aussi, d'une balade à travers les galeries récemment venues d'habiter sous l'aile du Cénit.

Ateliers d'artistes, galeries, théâtres et autres lieux. Espace info - 10, place de la Bastille, Paris 11^e. Tous les jours de 14 heures à 20 heures. Du 25 octobre au 29 octobre.

Mémoires d'aveugle

Le département des arts graphiques du Louvre inaugure, avec Jacques Derrida, une série d'expositions intitulées « Parti pris », dont le commissariat doit être confié à diverses personnalités extérieures au musée. Pour cette prestation le philosophe a rassemblé une quarantaine d'œuvres autour du thème paradoxal « Le dessin est aveugle ».

Atelier du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi de 12 heures à 21 h 45, fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. du 15 novembre au 17 janvier, le mercredi à 15 h 30. Du 26 octobre au 21 janvier 1991, 27 F (prix d'entrée du musée).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CCI lui

restitue la lumière et la gloire dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Cci, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 24 octobre au 28 janvier 1991, 16 F.

Salon international de l'architecture

Grande messe annuelle, le Salon international de l'architecture veut être à la construction ce que la FIAC est à la peinture. Autour des stands réservés par les villes, les régions ou les promoteurs, eux-mêmes théoriquement sélectionnés pour leur engagement en faveur de la qualité, les organisateurs déploient expositions, débats et projections. Et de tout cela émerge l'idée nouvelle, naissante, d'un marché de l'architecture.

Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures, Paris 19^e. Tél. : 42-40-27-25. Tous les jours de 11 heures à 20 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 27 octobre au 4 novembre, 45 F.

André Villiers

Picasso avec ses amis dans sa villa La Californie, sa villa à Vallauris, ou lors du tournage du film de Clouzot, portraituré par André Villiers, montre d'images oniriques, loufoques et frénétiques touche-à-tout, qui a aussi conçu des œuvres en commun avec Ben et Bator. Galerie Thierry Salvador, 28, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 42-86-67-83. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Du 25 octobre au 22 novembre.

SÉLECTION PARIS

All Quiet on the Western Front ?

Une sorte de salon réunissant soixante-quinze artistes américains, jeunes et moins jeunes, pour la plupart très peu connus, sinon inconnus en France. Sur les quatre niveaux d'un immeuble aménagé pour

la circonstance. Une opération qui vient à point, au moment de la FIAC. On peut aller voir. Mais c'est décevant.

Espace Dieu, 17, rue Dieu, Paris 10^e. Tél. : 42-49-17-85. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Galerie
H. Odermatt - Ph. Cazas
FIAC Stand N° C48
MAURO MASSON - MATTA

Gabus G

A l'occasion du 10^e anniversaire de nos ventes aux enchères internationales, nous organisons une

VENTE AUX ENCHÈRES DE PRESTIGE

GENÈVE - TOKYO

en duplex

DU 6 AU 12 DÉCEMBRE 1990

HÔTEL PRÉSIDENT A GENÈVE

EXPOSITIONS :

PARIS - ESPACE CARDIN les 15 et 16 novembre 1990

GENÈVE - HÔTEL PRÉSIDENT du 1^{er} au 4 décembre 1990

Plus de 1 000 importants tableaux impressionnistes, modernes OGUSS (plus de 30 œuvres), FUJITA, VLAMINCK, RENOIR, etc. Gravures modernes : CHAGALL, PICASSO, FUJITA (600 pièces). Livres anciens et modernes illustrés (dispersion de la bibliothèque du château d'un prince autrichien).

Tableaux anciens - Archéologies - bijoux - beau mobilier, etc.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

M^{me} D. TUTINO, 25, av. George-V, Paris. Tél. : 47-20-57-83. Administration de Baviac. Tél. : 1941 38/48 18 09 FAX : 1941 38/48 26 37.

KIMURA

Inédits III

15 décembre 1990

Galerie

ART YOMIURI

5, quai de Confé, Paris 7^e

43 26 15 35

TOULZA

Créateur du Mosaïque

20 ANS DE PEINTURE

GALLERIE HENRIET - PARIS MARAIS

54, rue Vieille du Temple,

angle 44, rue des Francs Bourgeois

T. 42 78 62 60 - T.L. 10130/12h

14h/19h si lun. Jusqu'au 31 octobre

ART SOVIETIQUE CONTEMPORAIN

BERNARD FELLI

18, rue de Valenciennes, Paris 11^e

Tél. : 42 78 62 60 - Fax : 42 78 62 60

Fax : 42 78 22 97

GUY LOUDMER

COMMISSAIRE PRISEUR S.C.P.

PARIS DEQUOT - SALLES 5 et 6

IMPORTANTES TABLEAUX ABSTRAITS ET CONTEMPORAINS

DIMANCHE 28 OCTOBRE à 15 h



Expositions à l'Hôtel de Clugnot : vendredi 26 octobre, samedi 27 octobre de 11 h à 18 h et dimanche 28 octobre de 11 h à 12 h

Catalogue sur demande à l'étude : 100 F

Jean DUBUFFET - Machine à écrire I. Huile sur toile, signée et datée 64 en bas à gauche. 100 x 81 cm. Bibliographie : Catalogue des Travaux de Jean Dubuffet, Max Loreau, fascicule XX : L'Hourloupe I, n° 361, p. 185, Edition de Minuit. Provenance : Stedinger Gallery, N. Y. - Galerie Beyeler, Bâle - Galerie Michel Haas, Berlin - Waddington Galleries, Londres - Galerie Baudouin Lebon, Paris - Collection Particulière, France. Expositions : Jean DUBUFFET, Galerie Beyeler, Bâle, Février-mai 1965.

Guy LOUDMER, 45, rue Lafayette, 75008 Paris. Tél. : (1) 48 78 89 89 - Telefax : (1) 48 78 91 00

ARTS

Art ésotérique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures diablement inspirées, de la donation Lionel Fournier. Qui propulse le musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 janvier 1991. 23 F.

Werner Bischof

Première rétrospective d'un photographe suisse mort à trente-huit ans, en 1954, dans un ravin de la Corridière des Andes. Entré à l'agence Magnum en 1949, il réalisait pour *Life* et *Paris-Match* des reportages sur la misère et la guerre, aux antipodes des recherches abstraites de ses débuts, lorsqu'il était captivé par la spirale de l'escalier et les coquillages marins.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (entrée du musée).

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintures de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépouillage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redonner la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-61-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des entrées à 21 h 15. Visites-conférences du 11 oct. au 29 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 18 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

Chris Kilip

Entre Brandt et Koudela, cet opérateur britannique - grand prix Cartier-Bresson 89 - a réalisé durant quinze ans un reportage sans concession sur le nord-est de l'Angleterre. Fournissant au cœur du déclin de cette région, il en rapporte des images de désespoir et de terreur. Répudiées, dans les ténèbres de l'indifférence, les oubliées de la croissance suscitent la honte et l'épouvante.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (comportant l'entrée des expositions).

L'œuvre gravé de Goya

« Caprices », « Désastres », « Taurinomie » et « Disparates ». Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya prêtées par la Fondation Jusa March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1991. 25 F.

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie

des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. A l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssac ou Michel Verjux.

Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7^e. Tél. : 45-44-10-02. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Daniel Pontoreau

Au commencement de la sculpture, pour Daniel Pontoreau, il y a la terre, cuite, émaillée ou non, qu'il livre en tas, en stèles ou en poteries, confrontée à d'autres matériaux : polyester, verre et acier, en cônes, en tiges ou en plaques. Tout cela se met en place dans l'espace, non sans subtilité, non sans magie.

Centre d'art contemporain, 33, av. Georges-Gommi, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 48-70-15-71. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Papiers points panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : En couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente lés de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'acoustique, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 novembre. 24 F.

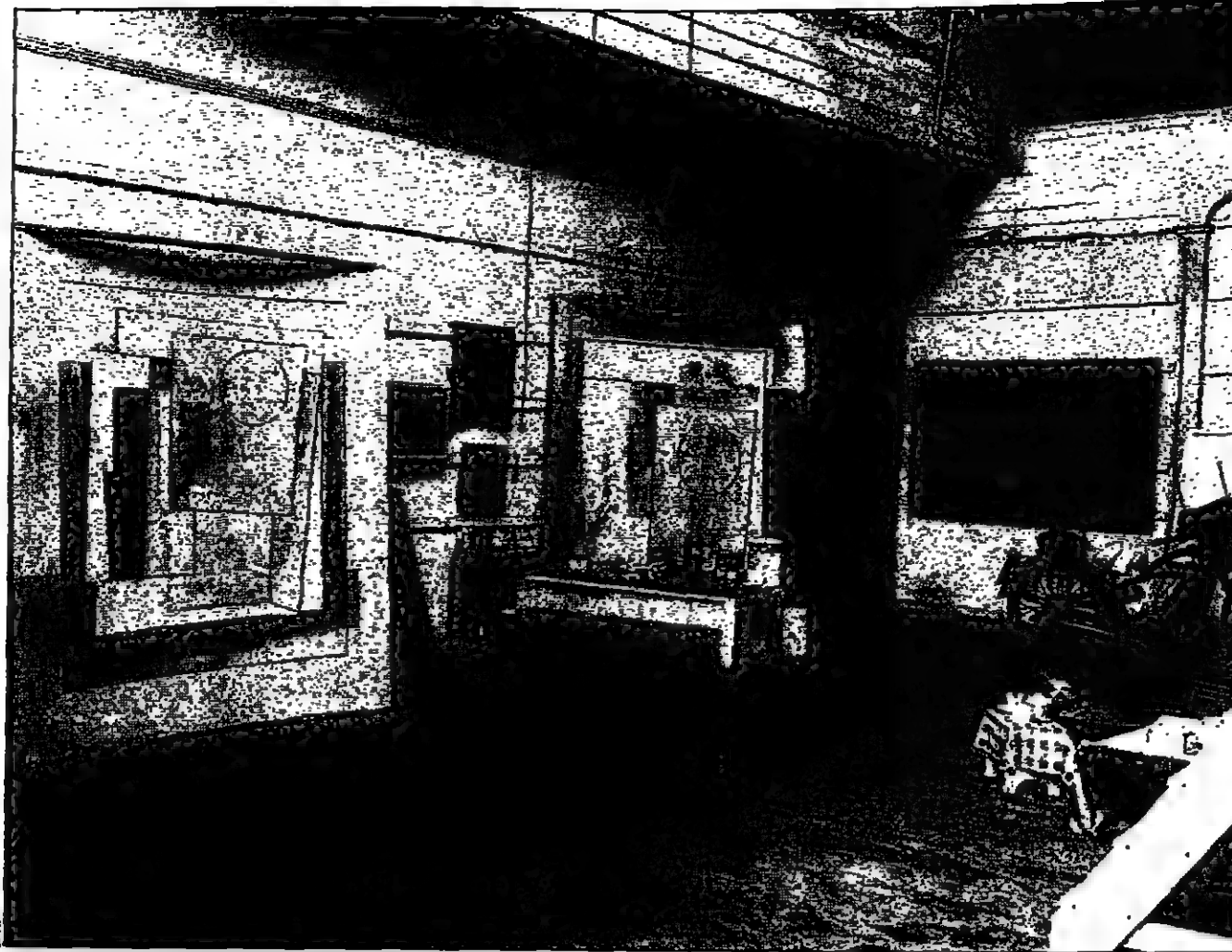
Picasso, une nouvelle donation

Une nouvelle donation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Démotelles* d'Avignon ou des *Trois Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Théâtre-cinéma* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Soléil-Saint-Pierre, Paris 8^e. Tél. : 42-98-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F. (dim. : 16 F.).

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de



Le peintre anglais Ben Nicholson passa à l'abstraction en 1933, avec des reliefs constructivistes blancs. Et, modestement, il développa jusqu'à sa mort, en 1982, une œuvre d'ordre géométrique, sensible et rêveuse, dont le charme doit beaucoup à la subtilité des couleurs. La galerie Morwan Hoss lui rend hommage.

Marseille
Arto Povera

Alighiero e Boetti, Anselmo, Calzolari, Fabro, Kounellis, Merz, Paoletti, Penone, Pistoletto, Zorio : soit le gros des troupes d'Arte Povera, l'avant-garde italienne de la fin des années 60. A travers la collection du Musée national d'art moderne. Pour la première des expositions proposées par le nouveau directeur des musées de Marseille, Bernard Blistène.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13008. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre. 12 F.

Nîmes

Matte

En quelque soixante-dix dessins depuis 1937, l'univers d'un des enfants du surréalisme qui se destinait à l'architecture avant de bâtir, en peinture, ses visions, entre réalité et science-fiction, sexe et politique.

Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de l'Hôtel-de-Ville, 33033. Tél. : 66-78-70-01. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

Nouans-Sartoux

Le Carré libéré

Quelque part entre Grasse et Mougins, un château. On vient de s'ouvrir, autour d'une collection particulière - celle de Sybil Albers-Barrier - un centre d'art voué à l'art concret. Entendre par là l'art abstrait pouvant se réclamer de Mondrian et de Malevitch. Pris de 80 artistes figurent au catalogue, de Josef Albers à Marcel Wyl, en passant par Max Bill, Gottfried Honegger, Niele Toroni et Bernard Vaut.

Espace de l'art concret, Château de Nouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-60. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1991.

Troyes

Gina Pano

L'exposition, qui salue l'artiste disparue en mars dernier, retracé son parcours depuis la fin des années 60, moment où Gina Pano incarnera ses recherches dans l'art corporel. Son engagement quasi mystique d'elle-même comme écriture à part entière, c'est-à-dire comme moyen de communication, pouvait alors aller jusqu'à la blessure ou la brûlure. Lors d'actions ponctuelles dont la trace demeure sous forme de dessins, de photographies et de textes.

Cadran solaire, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quai des Corbiers-de-Champagne, 10000. Tél. : 25-15-13-78. Tous les jours sauf mardi de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breccette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

Sade son « prochain », puis de Roberte le lieu de ses fantasmes. Illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin, au point que, depuis les années 70, cette activité qu'il a portée à grande échelle a dévoré l'autre. L'aventure, on le reconnaît, est pour le moins singulière.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 46-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 décembre. 10 F.

Un choix d'art minimal dans la collection Parnaz

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 11 novembre. 28 F.

Fautrier

Des *Chardons noirs* de 1926 aux paysages et aux nus des années 50, en passant par les lèthes de *Partisans*, un choix d'œuvres illustre le parcours singulier de Fautrier, le peintre qui a fait de la peinture une forme de composition abstraite, sombre, somptueuse.

Galérie Jacques Bally, 38, avenue Huguette, Paris 8^e. Tél. : 43-59-09-18. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carrée d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces par plans d'acier interposés, dont la présence s'avère toujours flagrant.

Galérie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Thomas Struth

Tenant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, trente-six ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaux, paysages et vues d'architectures, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la *Trilogie du miroir* de Botho Strauss.

Galérie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Sorcières, Paris 17^e. Tél. : 40-21-88-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des trans-avant-gardistes italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie mêlant mythes, rites, religions et histoire personnelle. L'exposition réunit des œuvres de 1983 à 1989.

Galérie Arcueil, 9, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-98-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Ben Nicholson

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Galérie Morwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001. Tél. : 42-98-37-94. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

Galérie Hadrian Thomas, 3, rue du Pître, Paris 3^e. Tél. : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Eduardo Chillida

Anstères, rigoureuses, lentes, les sculptures d'un artiste espagnol d'aujourd'hui, qui commença par travailler le plâtre et la terre, puis la pierre. Mais c'est avec le métal forgé qu'est né le grand Chillida, celui des stèles et des tables, qui se joue de l'espace et du temps, du vide et du plein.

Galérie Lalong, 13-14, rue de Valenciennes, Paris 11^e. Tél. : 48-53-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du marbre, du repoussé et de la soudure, avant de travailler avec Picasso. Le musée d'Antibes a donc quelques bonnes raisons de le saluer par une importante rétrospective (150 sculptures et dessins de 1902 à 1942).

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carrée d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces par plans d'acier interposés, dont la présence s'avère toujours flagrant.

Galérie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Thomas Struth

Tenant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, trente-six ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaux, paysages et vues d'architectures, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la *Trilogie du miroir* de Botho Strauss.

Galérie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Sorcières, Paris 17^e. Tél. : 40-21-88-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des trans-avant-gardistes italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie mêlant mythes, rites, religions et histoire personnelle. L'exposition réunit des œuvres de 1983 à 1989.

Galérie Arcueil, 9, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-98-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Ben Nicholson

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Galérie Morwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001. Tél. : 42-98-37-94. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

RÉGIONS

Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du marbre, du repoussé et de la soudure, avant de travailler avec Picasso. Le musée d'Antibes a donc quelques bonnes raisons de le saluer par une importante rétrospective (150 sculptures et dessins de 1902 à 1942).

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carrée d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces par plans d'acier interposés, dont la présence s'avère toujours flagrant.

Galérie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Thomas Struth

Tenant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, trente-six ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaux, paysages et vues d'architectures, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la *Trilogie du miroir* de Botho Strauss.

Galérie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Sorcières, Paris 17^e. Tél. : 40-21-88-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des trans-avant-gardistes italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie mêlant mythes, rites, religions et histoire personnelle. L'exposition réunit des œuvres de 1983 à 1989.

Galérie Arcueil, 9, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-98-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Ben Nicholson

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Galérie Morwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001. Tél. : 42-98-37-94. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

PARIS TOUR EIFFEL

SALON DES ANTIQUAIRES

26 OCTOBRE / 4 NOVEMBRE 90

QUAI BRANLY ANGLE PONT D'IENA

Présence d'un expert

Tous les jours 11 h 15 h samedis et dimanches 11 h 20 h

notamment vendredi 26 octobre jusqu'à 22 h hall chauffé

METRO : QUAI MARSEILLE ou RER : CHAMP DE MARS

GALERIE SAINT-ANTOINE

JEAN-CLAUDE TURINI

EXPOSITION DES PEINTURES DE

CESARE PEVERELLI

Du 25 octobre au 18 novembre 1990

GALERIE SAINT-ANTOINE

7, passage Saint-Antoine (11^e)

(à l'angle de la Chapelle)

Tél. : 43 57 82 12

MAITRES IMPRESSIONNISTES & MODERNES

GALERIE BELLIER

13, AVENUE PIERRE DE SERBIE - 75008 PARIS

TEL. 47 20 19 13

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breccette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

250 000 000

CINÉMA

« SAILOR ET LULA », NOUVEAU FILM DE DAVID LYNCH

Un sulfureux manipulateur d'images

D'Eraserhead à son nouveau film, *Sailor et Lula*, David Lynch offre des lots d'images suggestives, abstraites, expressionnistes ou hallucinatoires, répugnantes ou exaltantes, toujours déroutantes. Son cinéma est un « outrage » au sens où l'entendaient les surréalistes.

« F LUIDE, ludique, rigolo », dit l'acteur Willem Dafoe, parlant du travail avec David Lynch : « Libérateur et rigolo, plein de surprises » (Nicolas Cage) ; « Un vrai carrousel de fête du début à la fin. *Disneyland* » (Laura Dern) ; « Rigolo et libérateur » (Isabella Rossellini) ; « Plus que rigolo : une des plus grandes expériences de ma vie » (Diane Ladd).

C'était en mai dernier, au Festival de Cannes, lors de la conférence de presse, après la première mondiale de *Sailor et Lula*. Précédé par l'aura sulfureuse qui, depuis *Eraserhead*, nimbe toute son œuvre, le dernier film de David Lynch, qui devait remporter la Palme d'Or, avait été présenté en fin de festival – pour une raison qui n'avait rien de stratégique : terminé exactement vingt-quatre heures avant sa présentation, il était arrivé sur la Croisette en bagage à main.

Quand il parle – mais il est aussi laconique qu'un personnage de Jim Jarmush, – David Lynch semble tout juste débarquer de sa province. Avec son physique dégingandé et ses chemises toujours boutonnées jusqu'au cou, on le décrit souvent comme un James Stewart version fêlé. Avec ses traits solidement définis et, profondément honnêtes, son visage se pare d'innocence, mais laisse sourdre quelque chose de sombre.

L'ouverture de *Blue Velvet* donne une clef pour le monde de Lynch : après un long mouvement sur du velours frappé d'un bleu pestilential, la bande-son déverse la célèbre ballade-guimauve de Bobby Vinton sur un parterre de fleurs intensément rouges avec amorces de petite barrière blanche sur fond de ciel bleu. Un bleu-blanc-rouge typiquement « américain moyen », saturé de soleil, avec bambins traversant la rue, voiture de pompier, maisonnette souriante. Mais... dans la maison, deux femmes regardent à la télé un homme qui tire un coup de feu. Mais... l'homme qui arrose sa pelouse porte la main à son cou comme s'il avait été piqué par une guêpe, s'effondre ; son tuyau d'arrosage envoie son jet à la verticale ; un enfant (le fils de l'homme ?) regarde ; la caméra s'enfonce dans l'herbe et découvre (le son est mille fois amplifié) une armée d'insectes dévorant une oreille coupée. De l'imagerie d'Épinal à la charogne, en moins d'une minute.

Les légendes abondent autour de David Lynch. Il confirme (ou laisse confirmer) avec une réticence mesurée : lorsqu'il vivait à Philadelphie, il se mettait

sur son trente et un (avec deux cravates, dont une en guise de porte-bonheur) pour aller visiter la morgue. Il est fasciné par les difformités physiques (faciales en particulier) : il aurait dit un jour que les scarres sur la peau sont d'une indicible beauté, à condition de les voir d'un point de vue strictement photographique, et non comme un signe de douleur. Il accompagnait son père dans les coins les plus secrets des forêts. Celui-ci, chercheur auprès du ministère de l'Agriculture (département eaux et forêts), le plantait là parfois pour continuer son travail. « Il y avait quelque chose d'étrange et de reconfortant en même temps », dit le cinéaste, à se retrouver seul dans les bois... « Il me semblait que les gens ne vous disaient que dix pour cent de ce qu'ils savaient, et que c'était à vous de découvrir le reste. »

Lynch est né le 20 janvier 1946 à Missoula (Montana). Elevé un peu partout dans le nord-ouest des États-Unis (en raison des déplacements professionnels de son père), il s'inscrit à l'école du Musée de Boston (qu'il déteste), part pour l'Europe avec son beau-frère de l'époque, Jack Fisk (réalisateur et futur mari de Sissy Spacek), afin d'étudier la peinture avec Oscar Kokoschka en Autriche. Prévu pour quatre ans, le séjour dure une semaine. Au retour, Lynch entre à l'Académie des Beaux-Arts de Pennsylvanie, où, pour un concours, il réalise en 1967 son premier film, « uniquement, dit-il, parce que je voulais voir mes tableaux bouger ».

Les « personnages » de ce film d'animation – une dizaine de secondes en boucle sur une surface sculptée – sont six têtes, sur lesquelles poussent des bras et des ventres, et qui s'enflamment, sont prises de soubresauts, vomissent. Puis retour à l'image-départ. Avec l'aide financière de son père, il réalise ensuite *l'Alphabet*, court métrage de quatre minutes mêlant acteurs et animation (sans intrigue), l'envoie à l'American Film Institute à Los Angeles, qui accepte alors de financer la *Grand-mère*, histoire d'un petit garçon tourmenté, qui plante une graine, laquelle, en poussant, devient sa grand-mère.

Sous l'égide de l'AFI, il entreprend *Eraserhead*, son premier long métrage en noir et blanc, sombre et lent, autour d'une sorte de zombie, de sa compagne épileptique, de leur bébé mutant, le tout situé dans un univers industriel, nocturne et misérabiliste.

Lynch mettra cinq ans à le terminer et, pendant ce temps, livrera le *Wall Street Journal* pour moins de 50 dollars par semaine. Présenté dans une petite salle de Greenwich Village à New-York, en séance spéciale à minuit, *Eraserhead* (que beaucoup tiennent pour autobiographique) deviendra très vite un film-culte sur le circuit du cinéma « alternatif » entre Los Angeles, San Francisco, Londres et Paris.

Mel Brooks (qui appelle Lynch « le James Stewart de la planète Mars ») lui confie la réalisation de sa première production, *The Elephant Man*. Le succès est mondial, Lynch devient la coqueluche de Hollywood.



Un loupard et son amie, Nicolas Cage et Laura Dern.

Mais, avec *Dune*, il chancelle sous le poids d'un échec de 40 millions de dollars. Puis il revient en pleine forme avec *Blue Velvet*. Portrait corrosif d'une petite ville de province : sexe, désir, drogue et mort, voyeurisme, castration et sadomasochisme. Si *Blue Velvet* est un film de chambre, *Sailor et Lula* est un road movie, avec meurtre sanglant, passion violemment sexuelle, kitsch déchaîné, métaphores agressives, références, humour bizarre, pour alléger le cauchemar.

Les films de David Lynch partent d'une obsession visuelle. A cause, sans doute, de son passé de peintre ? « En partie. Les sentiments et les intuitions sont pour moi de première importance... Le (medium) film est une manière fantastique de décrire des abstractions. C'est son pouvoir magique... »

Une scène de *Sailor et Lula* a dû être coupée parce qu'au cours de projections-tests aux États-Unis « cent personnes à une projection, et cent vingt à la suivante, sont parties en même temps ». La scène manquante montre la torture puis l'exécution de Harry Dean Stanton, utilisées à des fins sexuelles par un couple de maniaques, avec usage de deux bouteilles de soda. « J'ai dû sacrifier la scène au bénéfice de l'ensemble du film : la violence dépassait la mesure et détruisait l'ensemble. Je suppose qu'il y a une ligne magique que l'on peut approcher mais qu'il ne faut pas franchir. »

HENRI BÉHAR

L'équipée sauvage

WILD at heart, *sauvage au cœur* : la traduction mot à mot du titre original dit tout de *Sailor et Lula*, romance à l'eau de rose filmée d'une caméra survoltée et amoralisée. Adroitement adapté de l'excellent roman homonyme de Barry Gifford (1), le road movie de David Lynch dévale à tombeau ouvert une route semée d'embûches et de gags, vire sur les chapeaux de roues du morceau de bravoure horrifique au blues des grands espaces du deep south américain.

Sur cette route s'enfuient Sailor, loupard au grand cœur et à la veste en peau de serpent, et Lula, son infantile et lascive bonne amie – il faut avoir vu Nicolas Cage chanter *Love me tender* debout sur le capot de sa décapotable, la mimique de Laura Dern quand son soupirant éclate littéralement la cervelle d'un casse-pieds pour ses beaux yeux. Ce gracieux couple tente d'échapper au mauvais sort lancé contre lui par la terrible maman de la doctresse, sous la forme d'un privé glauque (Harry Dean Stanton, impayable) et d'une bande d'infâmes malfrats.

Au détour du chemin, les tourtereaux, parfumés à la graisse de moteur et au bourbon bon marché, croisent des paumés à l'aspect aussi improbable que leur patronyme, Bobby Peru et Perdida Durango (Willem Dafoe et Isabella Rossellini). A elle seule, la scène où Peru fascine Lula, lui susurrant des obscénités entre ses dents pourries, est un moment d'anthologie. Sans transition, lui succède le plus grand-guignolesque des hold-up, avec amputation rigolarde et Niagara d'hémoglobine.

Au dernier jour d'un Festival de Cannes plutôt austère, le public poussait un soupir de volupté en découvrant cet opéra bariolé et farfelu, filmé d'une caméra tonique et roublarde, qui mêle allègrement reminiscences de *Magicien d'Oz* et tempo rock'n'roll. Sentiment partagé par le jury qui lui attribuait une palme d'or un tantinet provocatrice, mais nullement imméritée.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Éditions Rivages.

Au royaume de David

Le 8 avril 1989, ABC TV diffusait le premier épisode de *Twin Peaks*, de David Lynch : sexe, drogue, politique et psychiatrie dans une petite ville américaine vivant de l'industrie du bois. « Un feuilleton à la strychnine » qui commence avec le meurtre d'une adolescente, et que Lynch définit comme « la rencontre entre Peyton Place et *Blue Velvet* ». Triomphe.

Parti favori – quatorze nominations – dans la course aux Emmys, les Oscars de la télévision, *Twin Peaks* n'en obtient que deux pour les costumes et le montage.

La seconde série, commencée le 30 septembre – mais diffusée le samedi soir, un très mauvais moment – n'a eu qu'une audience étonnamment faible. « Le bon côté d'un échec », dit David Lynch, est qu'il vous laisse le temps de travailler. »

Et il ne s'en prive pas, il est partout :

– Télévision : en dehors de *Twin Peaks*, d'un projet de mini-série biographique et d'un autre feuilleton toujours en association avec Mark Frost, il a entrepris la réalisation de *Chroniques américaines*, suite de reportages.

– Publicité : quatre spots pour le parfum *Obsession*, de Calvin Klein.

– Vidéo : clip pour Chris Isaak.

– Peintures : expositions chez Leo Castelli, à New-York, et à la Galerie Corcoran, à Los Angeles, de formes noires, inquiétantes, aux titres ironiques (un exemple : *Deux morveux et un oiseau chanteur en face de chez moi*).

– Bande dessinée : publié dans *L.A. Reader*, un hebdomadaire gratuit, le *Chien le plus célèbre du monde*. Quatre images, trois de jour, une de nuit, d'un même chien si foncièrement regard qu'il en est tout raide. D'une semaine à l'autre, le seul changement est la bulle de la dernière image.

– Photo : un recueil en préparation sur des paysages industriels, sur l'hygiène dentaire, l'archéologie et, peut-être, les bougies de voiture.

– Disque : le premier album de la chanteuse Julie Cruise, *Floating into the Night*, écrit et produit par Lynch, est sorti cet automne. Julie Cruise chante dans *Twin Peaks* et interprète le générique de fin de *Blue Velvet*.

– Théâtre : *Industrial Symphony n° 1* a été créée à la Brooklyn Academy of Music en novembre 1989. On y voyait un nain, des collégiennes, une

dame dépoitraillée, un cerf écorché. Julie Cruise chantait à l'intérieur d'un coffre de voiture. Lynch a filmé le spectacle en vidéo.

– Merchandising : la bande sonore de *Twin Peaks* est sortie le 11 septembre ; édition d'une cassette-audio de quelques séquences, de tasses et de T-shirts. Publication du journal intime de l'adolescente assassinée au début du feuilleton, écrit par la fille de David Lynch, Jennifer, qui fera bientôt ses débuts dans la réalisation avec *Boxing Helena*, dont elle a écrit le scénario : l'histoire d'une jeune fille que son fiancé a amputé des bras et des jambes et qu'il garde dans une boîte.

– Cinéma : sorti en août aux États-Unis, *Sailor et Lula* est toujours à l'affiche. Outre quelques projets anciens comme *Goddess*, inspiré des dernières années de la vie de Marilyn, *Une bulle de saive* et *Ronnie Rockett*, dont le héros est un rouquin de 99 centimètres qui « connaît une expérience étrange avec l'électricité », David Lynch envisage l'adaptation du roman de D. M. Thomas, *Hôtel blanc*.

H. B.

DERETOUR A PARIS - 50 DERNIERES REPRESENTATIONS

ZINGARO

Théâtre équestre

25 OCTOBRE - 31 DECEMBRE

jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30, dimanche matinée à 17 h 30

LE FILM "ZINGARO" SERA DIFFUSE PAR LA 7 SUR FR3 LE SAMEDI 20 OCTOBRE A 21 H

Location : 48.78.75.00
FNAC - Billéte
Minitel 36 15 THEA
Agences

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Les Aventuriers du timbre perdu

de Michael Rubbo, avec Lucas Evans, Anthony Rogers, Jill Stanley, Andrew Whitehead, Paul Popovich, Han Yun, Canadien (1 h 45).

Entre comédie policière et conte fantastique, les tribulations d'un enfant lancé à la recherche d'un fabuleux trésor philatélique, jusqu'à devenir timbré. Un film pour enfants, sans limite d'âge.

Latino, 4* (42-79-47-86); Epée de Bois, 5* (43-37-57-47); George V, 9* (45-62-61-46); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20); Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68).

Le Château de ma mère

d'Yves Robert, avec Philippe Couère, Nathalie Roussel, Didier Pain, Thérèse Lissard, Jean Carrel, Jean Rochefort, Georges Wilson, Française (1 h 38), (à partir de vendredi)

Deuxième volet de l'adaptation des souvenirs d'enfance de Marcel Pagnol: on y retrouve la localité bucolique, nostalgique et souriante de la Gloire de mon père, augmentée cette fois de seconds rôles réjouissants, Carmet, Rochefort, Wilson...

Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Rex, 2* (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Bretagne, 8* (42-22-57-87); Publicis Saint-Germain, 11* (43-07-48-60); Les Nations, 12* (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 13* (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-75-79); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); U.G.C. Maitrot, handi-

capés, 17* (40-68-00-18); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); La Gambetta, 20* (46-36-10-36).

Jean Gaimot

aventurier d'Alain Maline, avec Christophe Malavoy, Roger Hanin, Bulandra Becker, Jean-Michel Martial, Ambre Thier, Maxime Lenoir, Française (2 h 15).

Dans la Guyane au début du siècle, la vie d'un chercheur d'or devenu le porte-parole de la population locale contre les gros planteurs colons, et qui donnera sa vie à cette noble cause.

Forum Horizon, handicaps, 1* (45-09-57-57); Rex, 2* (42-36-83-93); U.G.C. Odéon, 6* (42-25-10-30); U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Pathé Marignan, Concorde, 8* (43-59-92-82); U.G.C. Normandie, 8* (45-63-16-16); Paramount Opéra, handicaps, 9* (47-42-58-31); Les Nations, 12* (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 13* (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, handicaps, 13* (45-81-94-95); Maitrot, 14* (45-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); U.G.C. Convention, 15* (45-74-94-94); U.G.C. Maitrot, 17* (40-68-00-18); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

Jours de tonnerre

de Tony Scott, avec Tom Cruise, Robert Duvall, Randy Quaid, Nicole Kidman, Cary Elwes, Américain (1 h 47).

Dans l'univers vrombissant et dangereux de la course automobile, l'histoire d'initiation d'un brillant cascadeur par un mentor plein de sagesse, selon les règles intangibles du scénario hollywoodien. Pour les inconditionnels de Tom Cruise.

VO: Forum Horizon, handicaps, 1* (45-09-57-57); Rex, 2* (42-36-83-93); U.G.C. Odéon, 6* (42-25-10-30); Pathé Marignan, Concorde, 8* (43-59-92-82); U.G.C. Biarritz, 8* (45-62-20-40); VF: Rex, 2* (42-36-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94);

Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31); Les Nations, 12* (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Gaumont Alésia, handicaps, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14* (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18* (45-22-46-01).

Premiers pas dans la Mafia

d'Andrew Bergman, avec Marlon Brando, Matthew Broderick, Bruno Kirby, Penelope Ann Miller, Frank Whaley, Américain (1 h 43).

Les aventures d'un jeune homme bien sous tous rapports (il est étudiant en cinéma) pris en main par un boss de la Mafia new-yorkaise. Ce ne serait qu'une comédie policière de plus si le vieux truand n'était incarné par Marlon Brando soi-même, qui s'amuse à parodier son personnage du Parrain.

VO: Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Pathé Hauteville, 6* (48-33-79-38); U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Champagne-Elyées, handicaps, 6* (45-62-20-40); La Bastille, 11* (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-75-79); VF: Rex, 2* (42-36-83-93); U.G.C. Opéra, 9* (47-42-58-31); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Maitrot, handicaps, 14* (45-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Pathé Wepler II, handicaps, 18* (45-22-46-01); La Gambetta, 20* (46-36-10-36).

Sailor et Lula

de David Lynch, avec Nicolas Cage, Laura Dern, William Batta, Crispin Glover, Diane Ladd, Isabelle Rossellini, Américain (2 h 07).

Lire nos articles page précédente.

VO: Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6* (42-22-87-23); U.G.C. Odéon, 6* (42-25-10-30); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-92-82); U.G.C. Biarritz, 8* (45-62-20-40); U.G.C. Convention, 15* (45-74-94-94); U.G.C. Maitrot, 17* (40-68-00-18); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).



SÉLECTION

84-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-75-79); Kinepolis, handicaps, 15* (43-08-50-50); U.G.C. Maitrot, 17* (40-68-00-18); VF: U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31); U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); La Gambetta, 20* (46-36-10-36).

Bouge pas, meurs, ressuscite

de Václav Kavan, avec Pavel Novotný, Dina Droukarova, Elena Popova, Soviétique, noir et blanc (1 h 45).

Terriblement autobiographique, l'histoire violente et

bouleversante d'un jeune garçon qui grandit aux portes d'un goulet. Sans pathos ni simplisme, une mise en scène d'une force et d'une sensibilité hors du commun.

VO: Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Cosmos, 6* (45-44-28-80); U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); Les Trois Bistrot, 8* (45-61-10-60); La Bastille, 11* (43-07-48-60).

Si vous n'avez pas encore vu Gérard Depardieu traverser les lignes des assiégeants d'Arras pour porter ses lettres à Roxane, vous ne savez pas comme une mise en scène épique et une interprétation à la fois fidèle et inventive peuvent transformer une grande pièce en grand film.

Forum Orient Express, handicaps, 1* (42-33-42-26); U.G.C. Triomphe, 6* (45-74-94-94); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

Daddy Nostalgie

de Bertrand Tavernier, avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure, Emmanuelle Béart, Charlotte Kady, Michèle Millaud, Français (1 h 45).

Entre sa fille et la tendresse brouillonne et sa femme recroquevillée dans le conformisme, les derniers jours d'un vieil enfant insupportable et touchant qui s'égare avec charme les notes d'une délicate et nostalgique mélodie du bonheur.

U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Triomphe, 6* (45-74-94-94).

Sous le titre Paris, le cinéma des photographes, la Vidéotheque présente cent films tournés par ou consacrés à de grands photographes: Man Ray, Brassai (photo ci-dessus), Lartigue, Doisneau, Kertész, Freund, Marker, Verda, Klein, Depardon...

Ainsi qu'une évocation de l'image fixe et des variations sur la photo comme sujet des films de fiction.

Cyrano de Bergerac de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, Anne Brochet, Vincent Perez, Jacques Weber, Roland Berin, Philippe Morier-Genoud, Française (2 h 15).

Si vous n'avez pas encore vu Gérard Depardieu traverser les lignes des assiégeants d'Arras pour porter ses lettres à Roxane, vous ne savez pas comme une mise en scène épique et une interprétation à la fois fidèle et inventive peuvent transformer une grande pièce en grand film.

Forum Orient Express, handicaps, 1* (42-33-42-26); U.G.C. Triomphe, 6* (45-74-94-94); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

Daddy Nostalgie

de Bertrand Tavernier, avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure, Emmanuelle Béart, Charlotte Kady, Michèle Millaud, Français (1 h 45).

Entre sa fille et la tendresse brouillonne et sa femme recroquevillée dans le conformisme, les derniers jours d'un vieil enfant insupportable et touchant qui s'égare avec charme les notes d'une délicate et nostalgique mélodie du bonheur.

U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Triomphe, 6* (45-74-94-94).

Étoile cachée

de Ritwik Ghatak, avec Supriya Choudhury, Anil Chatterjee, Bijon Chattopadhyay, Gita Ghatak, Gita De, Indien, noir et blanc (2 h).

Devant la caméra inspirée d'un cinéaste indien à découvrir d'urgence, la transformation d'un grand mélo familial en réquisitoire social, servi par une somptueuse mise en images. L'histoire du film, victime d'une famille abusive, aura bier des malheurs, mais ses spectateurs bien du bonheur.

VO: Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Pathé Hauteville, 6* (48-33-79-38); U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Champagne-Elyées, handicaps, 6* (45-62-20-40); La Bastille, 11* (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-75-79); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18* (45-22-46-01).

Haffaouine

de Ferid Bouhadir, avec Selim Bouhadir, Mustapha Adoumi, Rabia Ben Abdallah, Mohamed Driss, Mohamed Chtouar, Fatma Ben Seldem, Franco-tunisienne (1 h 38).

On comment redonner fraîcheur et originalité au thème éternel du passage d'un garçon à l'âge adulte en installant l'histoire dans les ruelles et les cours d'Haffaouine, quartier populaire de Tunis que Bouhadir fait peupler de mille silhouettes caractéristiques.

VO: Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Saint-André-des-Arts II, 6* (43-28-80-25); Les Trois Bistrot, 8* (45-61-10-60); U.G.C. Opéra, 9* (47-42-58-31); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Maitrot, 14* (45-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

Le Mari de la coiffeuse

de Patrice Leconte, avec Jean Rochefort, Anne Galiena, Roland Berin, Maurice Chevit, Philippe Clouet, Jacques Mathou, Française (1 h 20).

Antoine enfant ne rêvait que d'une chose: épouser une coiffeuse. Antoine adulte accomplit cet ardent projet et coule des jours paisibles et sereins au son de la tondeuse. Par la grâce farfelue de Patrice Leconte et la diogenie de Jean Rochefort, une comédie loufoque et tendre qui a le bon goût de ne ressembler à rien.

Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); U.G.C. Danton, 6* (42-25-10-30); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Saint-Lazare-Passager, 8* (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8* (45-62-20-40); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Les Montparnasse, 14* (43-27-84-50); Pathé Wepler II, 18* (45-22-46-01).

S'en fout la mort

de Claire Denis, avec Ismaël Boukhadra, Alex Descas, Jean-Claude Brialy, Solving Dammarin, Christopher Buchholz, Valérie Monnet, Française (1 h 31).

Film percutant et émouvant, S'en fout la mort risque de disparaître de l'affiche dans l'indifférence générale. Sort injuste pour une œuvre de cette force et de cette originalité, qui confirme le talent de la réalisatrice de Choclat.

Utopia Champollion, 5* (43-26-84-85); Lucerna, 6* (45-44-57-34).

Taxi Blues

de Pavel Lounguine, avec Flor Mianonov, Piotr Zaitchenko, Vladimir Kachpov, Natalia Koliakova, Hal Singer, Elena Saphonova, Franco-soviétique (1 h 50).

Ce n'est pas une rencontre que Pavel Lounguine organise entre un musicien alcoolique et un chauffeur de taxi moscovite, c'est une collision. Violente comme une rasade de vodka avalée cul sec, ordinairement méchante et tragiquement vivace.

VO: Gaumont Les Halles, handicaps, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Action Rive Gauche, 5* (43-25-44-40); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Champs-Élysées, 8* (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, handicaps, 11* (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-75-79); Bienvenue Idiots, 15* (45-44-57-34); VF: Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, handicaps, 3* (42-71-52-38); Saint-André-des-Arts II, 6* (43-28-80-25); Les Trois Bistrot, 8* (45-61-10-60); U.G.C. Opéra, 9* (47-42-58-31); U.G.C. Gobelins, 13* (45-81-94-95); Maitrot, 14* (45-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

VO: Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09).

REPRISES

Le Dernier Nabab

de Robert De Niro, avec Robert De Niro, Robert Mitchum, Tony Curtis, Jean-Marie Bessy, Jack Nicholson, Donald Pleasence, Américain, 1978 (2 h 03).

Un générique all stars pour cette somptueuse évocation du Hollywood de la grande époque baignée d'une aura nostalgique aux couleurs crépusculaires.

VO: Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09).

Le Journal d'un curé de campagne

de Robert Bresson, avec Claude Laydu, Nicole Ladmiral, Nicole Maury, Antoine Balpêtré, Française, 1950, noir et blanc (1 h 50).

A la totale humilité du jeune prêtre qui se soumet à l'épreuve de l'incroyable généralité dans son ascension vers l'ascétisme répond l'humilité de Robert Bresson adaptant sans un effet, sans un artifice le roman de Bernanos. Austère et bouleversant.

Pathé Logos I, handicaps, 5* (43-54-42-34).

Rétrospective Gléna

A l'occasion de la réédition du livre de Jacques Mény Jean Gléna et le cinéma chez Ramusy, la Cinémaothèque française présente du 24 au 30 octobre un panorama des contributions de l'auteur du Hussard sur le toit au septième art, et des films et téléfilms qu'il a inspirés. Angèle et Joffroi de Pagnol, bien sûr (mais ni Regain ni la Femme du boulanger), et aussi Crésus, réalisé par l'écrivain lui-même, Ennemonde, de Santelli, avec Jeanne Moreau, et même un dessin animé, l'Homme qui plantait des arbres.

Salle du Palais de Chaillot. Du 24 au 30 octobre. Horaires variables. Tél.: 47-04-24-24.

Paris, le cinéma des photographes

Voir notre photo légende ci-dessus. Vidéotheque de Paris au Forum des Halles, Paris Saint-Eustache, 2, Grande galerie, Paris 1*. Tél.: 40-26-34-30. Jusqu'au 20 novembre.

La sélection cinéma a été établie par Jean-Michel Frodon.

VO: UGC CHAMPS ELYSEES - PATHE IMPERIAL - UGC ROTONDE MONTPARNASSE - PATHE HAUTEVILLE
VF: UGC OPERA - LE REX - PATHE MONTPARNASSE - GAMBETTA - UGC GOBELINS - MISTRAL - PATHE WEPLER
Périphérie: PATHE BELLE EPINE THAIS - LE ROXANE VERSAILLES
4 TEMPS LA DEFENSE - ARTEL MARNE-LA-VALLEE

Quelle comédie, quel régal.

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA
(THE FRESHMAN)

Ils lui firent une offre, qu'il ne pouvait pas refuser.

Bergman à Beaubourg (suite)

Rendons à Jean-Loup Passek, conseiller cinéma du Centre Georges-Pompidou, ce qui lui appartient. L'organisation de la rétrospective Bergman-Dreyer, présentée jusqu'au 26 novembre à Beaubourg, salle Garance, lui revient bien.

son d'affirmer: « Il faut être inconscient. Il en donne l'exemple lui-même dans l'entretien que vous venez de publier. Responsable chez Gaumont de la production de Fanny et Alexandre, je n'ai pas écarté »

THÉÂTRE

« PROFILS PERDUS D'ANTOINE VITEZ », UN LIVRE DE JEAN-PIERRE LÉONARDINI

Un effort de vertu

Au théâtre, la rentrée d'automne a commencé sans Antoine Vitez. Il manque à l'appel depuis le 1^{er} mai. Une petite image de lui nous fait signe, dans les vitrines des librairies. Dessinée par Yannis Kokkos sur la couverture d'un livre de Jean-Pierre Léonardini : *Profil perdu d'Antoine Vitez*.



Antoine Vitez vu par Yannis Kokkos

VITEZ, debout, bras grands ouverts, porte, sur cette aquarelle de Kokkos, le beau costume noir de Don Pélage du *Soulier de satin*. Pélage, le mari de Prouhèze, vient juste de s'entretenir avec la maman de Rodrigue, Dona Honoria, qu'interprétait Madeleine Marion. « Les abeilles bourdonnent tout près du trou de la ruche. Il y a encore des roses », dit Madeleine Marion, et Antoine Vitez va rêver : « Quand je l'ai vue, j'ai été comme inondé de soleil, toute mon âme en peu de temps est sortie du brouillard à sa rencontre, comme un palais qu'on ne soupçonnait pas ».

Quoi que ce soit que Vitez ait créé, enfanté, suscité, le souvenir de lui le plus aigu restera les « Grandes Nuits d'Avignon », celles du *Soulier de satin* l'été 1987, Jean-Pierre Léonardini a eu bien raison de choisir cette image pour la couverture de son livre.

Livre dense. La voix est simple. Un ami se rappelle un ami. « J'ai commencé tard, à trente-six ans », lui disait Vitez. C'est en 1966, en effet, qu'Antoine Vitez donne sa première mise en scène, celle d'*Electre*, de Sophocle, à Caen.

Léonardini raconte le père de Vitez, libertaire, photographe, la jeunesse de Vitez, ses années à l'École des langues orientales qu'il quitte à dix-huit ans avec le diplôme de russe, désormais amoureux de la Grèce et de la Russie. Il suit l'enseignement de Tania Balachova, elle-même disciple de Stanislavski. Mais Vitez lit dans le texte les propos de Meyerhold.

« N'avoir pas été reconnu comme acteur par Vilar, qui l'employa au TNP à d'autres besoins, fut pour Vitez une blessure », écrit Léonardini, qui ajoute : « Ou Vilar se sera méfié d'un cadet si vibrant, ou il n'aura pas goûté l'interprète sensiblement rhétorique qu'était Vitez ». Je pencherais quant à moi pour la première hypothèse, d'autant plus que la voix et le jeu de Vilar et de Vitez acteurs se ressemblaient beaucoup. Précisons que jamais je n'entendis, chez Vitez, un seul mot contre Vilar.

Plus d'une fois, dans ce « bureau monacal de Chaillot » qu'évoque Léonardini, j'ai essayé, c'est mon mauvais fond, de provoquer chez Vitez quelque chose, au moins une petite réticence, je rappelle les mises en scène si nombreuses, si vite faites, de Vilar, les petits jeunes gens qui, d'une extrémité de la scène à l'autre, trimbalaient pour rien des tabourets, la solennité drôle des tambours et des trompettes dans les escaliers roulants, la laideur des costumes et des décors, si visible sur les photos que donnent les petites éditions classiques de Molière, la médiocrité de tels acteurs de la troupe, mais non, rien n'ébranlait Vitez, il arrêtait ces bêtises, pas content, aussitôt il redisait son estime profonde, inaltérable, pour Vilar.

Vitez était si fâché qu'il fallait presque s'excuser, revenir à la réalité, redire moi-même mon admiration

et ma passion pour Vilar, l'acteur que peut-être j'ai le plus aimé, l'homme d'un courage politique entier, le directeur admirable, l'inventeur d'Avignon. Et la bouche de Vitez, sa bouche qui ressemble tant à celle de Baudelaire, cessait de grimacer, redevenait horizontale.

Revenons à Vitez et Léonardini : ce sont les années de chômage, puis c'est la rencontre de Louis Aragon. Vitez l'aide à préparer son *Histoire de l'URSS*, et il se met à traduire des livres russes. Ivanov, de Tchekhov, le *Don paisible*, de Chokolov (huit volumes), la *Fuite*, de Boulgakov, la *Mouette*, de Tchekhov, d'autres... C'est aussi la rencontre de Yannis Ritsos, l'entrée au Parti communiste. A ce propos, Léonardini pense à un certain désir d'ordre dans certaines choses, qu'avait Vitez, et peut-être à une réaction contre l'anarchie du père, mais, au début du siècle, le courant anarchiste, libertaire, recoupait le mouvement révolutionnaire, note Léonardini. Il privilégie avant tout, dans la démarche de Vitez, une confiance dans l'« universalité ».

Vitez va vers la trentaine, fait enfin ses débuts d'acteur à Marseille, dans le petit grenier du Théâtre-Quotidien, avec Pierre Vial, Viviane Théophilidès, Roland Monod... Vitez adapte, pour ce théâtre, la *Paix*, d'Aristophane.

Et c'est bientôt la première mise en scène, 1966, *Electre*, de Sophocle, à Caen. A partir de là, Vitez va donner soixante-sept mises en scène en vingt-quatre ans. D'abord dans divers lieux, Saint-Etienne (*Les Bains*, de Maïakovski en 1967), Carcassonne (*Le Précepteur*, de Lenz, la même année), Nanterre (une deuxième *Electre* en 1971), puis différents lieux d'Ivry (*Faust*, 1972), puis Chaillot alors dirigé par Jack Lang (*Les Miracles*, d'après l'Evangile de Jean, 1974), puis ce sera le Studio d'Ivry à partir de 1975, puis l'entrée à Chaillot en 1981, puis la Comédie-Française en 1988. Il n'est pas possible de dire les plus grandes dates de ces mises en scène. Le sommet restera le *Soulier de satin*. Et chacun aura ses souvenirs, *Faust*, *les Burgraves*, le *Revizor*, les *Quatre Molière*, *Bérénice*, *Hamlet*, la *Mouette*, jusqu'à *Galilée*. Moi, c'est l'*Electre* de Sophocle à Chaillot en 1986, mais Vitez ne jouait ni dans l'une ni dans l'autre et, de tous ses acteurs, c'est lui-même que je préférerais, dans *Faust*, *Bérénice*, *Phèdre*, *Hernani*...

L'une des qualités du livre de Léonardini est de

nous donner clairement l'ensemble de l'action et de la pensée d'Antoine Vitez, y compris ses positions sur la vie du monde actuel. Il serait incomplet d'évoquer Vitez sans citer ce qu'il disait, avant de mourir, sur Gorbatchev, sur l'Europe.

Le 3 mai 1990, devant les étudiants de Paris-VIII (Saint-Denis), Vitez dit : « Je pense que Gorbatchev est un grand politicien, un homme sage sans doute comme le fut et l'est encore le roi d'Espagne Juan Carlos, que j'estime être l'un des plus grands politiques du siècle ; un homme qui s'est attaché à faciliter le passage entre l'ancien et le nouvel ordre, pour le bien de la patrie, ce qui n'est pas un mot en l'air. Je pense qu'il y a du bien de la patrie, et du bien de l'empire russe, du bien de l'humanité aussi. Ce passage-là, s'il a lieu pacifiquement, nous amènera pacifiquement à cet état de nature des sociétés, c'est-à-dire au désordre originel (...). C'est comme si le formidable effort de l'humanité, qui date de plus d'un siècle, cent cinquante ans à peu près, effort de pensée et de travail, d'héroïsme, d'abnégation, d'art, de moralité, de vertu, comme on disait il y a deux cents ans, comme si cet énorme effort de l'humanité venait d'un seul coup de retomber, telle une fusée qui n'atteint pas son orbite et s'affaisse. En s'affaisant, elle creuse un trou extrêmement profond ».

Sur l'Europe, Vitez dit le 16 novembre 1987, lors des États généraux organisés par Jack Ralite au Zenith : « Je n'arrive pas à me sentir un cœur européen, je l'avoue ici. Quelque générosité qu'il y ait à parler de l'Europe, je ne puis m'empêcher de voir les limites de l'Europe, et j'avoue que l'idée internationale me semble plus simple, plus incontestable, plus claire aussi que l'Europe (...). Mais que je le veuille ou non, l'Europe politique et économique se bâtit, et alors je lui demande, à cette Europe, à ses institutions à venir, de méditer à l'honneur de soutenir, et disons le mot, de payer une politique d'échanges avec le monde entier, loin de l'Europe ».

Léonardini rappelle que Vitez, le 4 janvier 1990, dans le *Monde*, invitait « ceux qui gouvernent aujourd'hui le Parti communiste à accepter le désaveu de l'Histoire », ajoutant : « Chaque jour est de trop. Il faut qu'ils partent. » (Vitez avait quitté le parti fin 1979 « après l'entrée des troupes de Brejnev en Afghanistan », dit Léonardini). En juin 1988, Vitez déclarait : « J'ai été membre du Parti communiste pendant environ trente ans. Je ne le suis plus... Mais beaucoup de choses en moi continuent à me dire que je fais partie de cette mouvance de pensée ».

Dernière image de Vitez. Trois jours après le 14 juillet 1989 (le Bicentenaire), le 17, dans le cloître du palais des Papes d'Avignon, Vitez, en costume noir, lit un texte clair et net qui montre l'usage et les limites des « Droits de l'Homme » : le *Discours sur le colonialisme*, d'Aimé Césaire.

MICHEL COURNOT

* *Profil perdu d'Antoine Vitez*, de Jean-Pierre Léonardini, éditions Messidor, 93 pages, 65 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

Le Cadavre vivant

de Low Tolstol, mise en scène de Virgil Tansse, avec Sylvie Nordheim, Jeanne Coudaneau, Michel Weinstadt, Pascal Salomon et Georges Hekion.

Singue Mura

de Binda Ngazola, avec la troupe K-VI Mboko.

Présenté au Festival des Francophonies de Limoges, ce spectacle venu d'Afrique parle de la condition des femmes - de quoi alerter les féministes... Mais le plus passionnant est la maîtrise théâtrale et vocale de la troupe, sa force vitale, sa capacité d'émotion.

Beauvallon-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4. A partir du 26 octobre. Les lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche à 21 heures. Tél. : 42-71-28-16.

Théâtre équestre Zingaro

avec vingt-quatre acteurs, musiciens, cavaliers, danseurs, dressours, seize chevaux de douze races différentes, trois lions, etc.

Voir notre photo légendée page suivante.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. A partir du 26 octobre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 200 F.

Chambres d'hôtes

de Dominique Klingner, mise en scène de l'auteur, avec l'auteur.

Dans une chambre, un homme s'entretenant avec un interlocuteur invisible. Qui est peut-être son double. Une hallucination. Un ectoplasme. Allez donc savoir.

Amateurs de Paris, 110, rue des Amateurs, 20. A partir du 24 octobre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. De 40 F à 80 F.

Pathologie verbale

avec Nathalie Benaud, Pierre-Yves Bostand, Linda Chab, Claire-Indigir Cottecau, Philippe Domar, Mathilde Dumme, Marie Emmanuelle, Alain Guille, Muriel Hamelin et Isabelle Lelon.

Une quinzaine de comédiens jouent, mettent en théâtre un bouillonnement de textes scientifiques et poétiques, plus insolites, plus réjouissants, plus étonnants les uns que les autres.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la République, 75. A partir du 30 octobre. Le mardi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Y a-t-il des tigres au Congo ?

de Bengt Ahlborn, mise en scène d'André Loncin, avec William Dells-Rocca et Bernard Lanneau.

Deux auteurs pour une pièce sur le sida. Ils discutent des différents angles possibles d'approche. Finalement s'interrogent sur leur propre attitude s'ils se découvraient séropositifs. On n'informera jamais assez sur le sida.

Théâtre du ministère des Finances, 143, rue de Berry, 12. A partir du 30 octobre. Le mardi à 21 heures. Tél. : 45-35-97-31. 80 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen de repas - J... R... : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HAÏLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Champignons, polenta, filets de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F LE SOIR • Menu de la Mer • 150 F TTC. Jours, 22 h 30.	LA VERTÉ RICHE 47-70-44-04/42-70-46-50 15, rue Le Pelletier, 9 ^e F. dim.
L'AMER DES TEMPLES 74, rue de Valenciennes 42-74-44-41 M. Avenue 111, UNQUE A PARIS	Ancien restaurant de Cambridge, M. WONGSANTH présente une carte de spécialités asiatiques (Cambodge, Chine, Thaïlande, Vietnam, Japon). L'accueil dévoué et l'attention très raisonnable.	LE RELAIS DU PARC 84, bd Malesherbes, 1 ^{er} 42-21-41-22	FERMEZ MARCHÉ ET DIMANCHE : Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERRE fait une cuisine de terroir de une qualité : filets gras, saumon, coiffe, canard, et aussi quelques poissons locaux. Un aperçu pour 140 F.
RIVE GAUCHE		SPECIALITÉS INDORIENNES : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Miller (Gambell-Beillon).	
LE MARIAGE DE L'OPÉRA 86 de la gastro. indienne 43-54-26-07	PROLONGEZ VOS VACANCES... en INDE... au 72, bd Saint-Germain, 9 ^e M. Maubert, 7 J. sur 7. NONSTOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., dim. jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX.	YUGARAI 14, rue Dauphine, 6 42-26-44-91	F. dim.
LA COUBONNE THAI 17, rue Jules-Chartier, 6 43-54-29-88	Cuisine thaïlandaise et chinoise. Plats aux fruits de mer, crevettes au sel parfumé. Carte maison. Menu : 55 et 69 F à 98 F. Spéc. Thai. F. dim. midi, dim. midi.	SEI RAM 15, rue Jules-Chartier, 6 43-23-12-84	F. dim.
RESTAURANT THOUVENOT 79, rue Saint-Dominique, 7 41-03-07-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.	LE SYMBIOTE 6, rue du Sabot, 6	F. dim. midi et dim.
SOUPERS APRÈS MINUIT			
LES GRANDES MARCHES AU FIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir. DECOUVRIR « le bon » Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-30-32.			

Maison des Arts

2 nov. - 2 déc.

LA ROBE VERTE

création en France
avec Denise Gence, Gilles Segal, Pierre Tabart, Abbès Farouk, Lila Palinsky, Yves Grenier, Michel Estier

16 nov. - 19 déc.

CRIPURE

Louis Guilleux ? Marcel Maréchal avec Marcel Maréchal, Tatiana Moukhine

Un grand message plus actuel que jamais... Le Canard Enchaîné

Cripure est l'un des plus grands rôles de Maréchal

Le Monde

LOC. 49.80.18.88

JUSQU'AU 24 NOVEMBRE

Phèdre

de Ségur (après)
mise en scène Daisy Amias

"Du grand art dramatique"
Le Quotidien de Paris

DERNIÈRE LE 27 OCTOBRE

Le laboureur de Bohême

mise en scène Christian Schiaretta
avec Jean-Marc Bory, Serge Magagnoli, Laurent Pottier

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

THÉÂTRE

SÉLECTION PARIS

L'Absolu naturel

de Gotfrido Paris.
mise en scène et
adaptation Simone Bernusca,
avec Arielle Dombasle,
Facundo Bo,
Martine de Breuille,
Marie Vain,
Jacqueline Veyrac,
Jocelyn Fossat
et Dominique Ehringer.

Arielle Dombasle et Facundo Bo discutent à propos du rêve, de la réalité, et de l'absolu. Une sorte de discours ironique et sensible, servi par les acteurs.

Métamorphoses

de Jean Racine,
mise en scène
de Jacques Lemaire,
avec Nathalie Nelli,
Jean-François Shadler,
Jean-Baptiste Maistre,
Agnès Van Milder,
Michel Peyrion,
Bernard Bloch
et Olivier Duvivier.

Elle aimait l'Empereur et en était aimée, mais la loi interdisait une union avec une reine étrangère. « Vous êtes empereur, s'écrie-t-elle, et vous pleurez. Si l'on pleure en écoutant l'admirable musique de Racine, c'est en grande partie grâce à Nathalie Nelli.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Chambre 108

de Gérard Aubert,
mise en scène
de Georges Weiler,
avec Étienne Bory,
Olivier Granier
et Frédérique Timont.

Dans une chambre d'hôpital se côtoient deux hommes très dissemblables. Un qui régresse et ne veut pas quitter le cocon dans lequel il s'est enfoncé, l'autre qui attend les résultats d'examen et tente de fuir l'angoisse de la maladie et de la mort.

Poché-Montparnasse, 73, bd de Montparnasse, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-48-92-97. De 100 F à 160 F.

Crime et châtiment

de Jean-Claude Arnault,
après le roman de
Dostoevski,
mise en scène
de Jean-Claude Arnault,
avec Antoine Baskier,
Sylvie Genty,
Catherine Vintier,
Pierre Constant,
Joseph Baroulet,
Jeanne-Marie Garcia,
Jean-Marc Bourg,
Christian Clavier,
Alain Mac Noy
et Dominique Bernard.

Quelques personnages légendaires de Dostoevski s'affrontent dans le huis clos de leur conscience. C'est l'ouragan, c'est le vertige d'un écrivain génial, malade, terriblement russe.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 45-45-49-77. Durée : 3 heures. 80 F et 120 F.

Didascalies III

d'Eveline Didi.
Les « didascalies » sont les indications portées en marge du texte. Eveline Didi a assemblé celles de sept metteurs en scène, à qui elle a demandé comment présenter une comédienne lisant la lettre d'adieu - superbe - de Marie Curie à son époux. Résultat : une sorte de démonstration poétique de la liberté théâtrale.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Les mercredi et jeudi à 21 h. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 heure. 90 F et 120 F.

Le Laboratoire de Bohème

de Johannes von Soss,
mise en scène
de Christian Schläpfer,
avec Jean-Marc Bory,
Serge Moggia
et Laurent Poltreux.

Affrontement du Laboratoire et de la Mort, arbitré par l'ange de Dieu. Un texte riche,

Dernière représentation le 27 octobre.

Les Enfants Terribles

de Robert Walser,
mise en scène
de Jérémy Jousset,
avec Philippe Demaria,
Muriel Guittier,
Vigilant Michaud,
Michel Rueland,
Christian Ruché,
Yvette Thomas
et David Warlow.

Le chemin vers la folie d'un jeune homme aimable. Un texte d'une force rare, d'un humour bouleversant. Des acteurs magnifiques, dirigés et mis en scène par un poète. C'est le spectacle à ne pas manquer. Il est pour quelques jours encore à la Bastille, avant de partir pour Strasbourg.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-67-42-14. Durée : 1 h 50, 70 F et 90 F.

Les Fourberies de Scapin

de Molière,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Auteuil,
Isabelle Candelier,
Laurence Casterlain,
Éric Elmenst,
Jean-Paul Freni,
Manoëlle Gaudard,
Muriel Guittier,
Marc Lavoine,
Philippe Uchard
et Romain Dumas.

Daniel Auteuil-Scapin renouvelle son exploit avigonnais et touche au cœur dans le spectacle clair et joyeux de Jean-Pierre Vincent.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-91. Durée : 1 h 45. De 90 F à 120 F.

L'Humour en coï

avec Jacques Maillot,
Jean-Claude Poirot,
Maurice Horgues,
Tex
et les Polak-Chénal.

Pensant aux nostalgiques de « L'oreille en coin », disparus du studio 104 de la Maison de la radio, et de Franco Inter pour aller sur Europe 1, Jacques Maillot a constitué son équipe dans ce petit théâtre où il entend bien renouveler la tradition des chansonniers, la réinventer et lui faire retrouver son insolence.

Deux Anes, 100, bd de Clichy, 18. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-10-26. 165 F et 175 F.

Je ne suis pas Rappaport

d'Herb Gardner,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Georges Wilson,
Jacques Dufilho,
Paula Landi,
Jean-Pierre Dravel,
Virginie Béné,
Jacques Jacquemin
et Serge Fautaud.

Si on aime le théâtre américain, son humour bien ciselé, son habileté à faire rêver à partir de schémas standards, alors on aime cette pièce de Herb Gardner. Mais de toute façon, si on aime les comédiens qui emportent leurs personnages bien au-delà du texte, alors il faut aller voir Georges Wilson et Jacques Dufilho.

Œuvre, 55, rue de Clichy, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 heures. De 30 F à 220 F.

Le Laboratoire de Bohème

de Johannes von Soss,
mise en scène
de Christian Schläpfer,
avec Jean-Marc Bory,
Serge Moggia
et Laurent Poltreux.

Affrontement du Laboratoire et de la Mort, arbitré par l'ange de Dieu. Un texte riche,



MARC ENGELBERG

Les voilà à nouveau et jusqu'aux fêtes, dans leur cathédrale de bois

musical et équestre, sont de retour au fort d'Aubervilliers. Musiques tziganes, cosques, charrettes ornées, portant mille bougies, traînées par des chevaux placés aux yeux fermés, orgues, cloches, vin chaud servi par des valets blêmes, épiquerie des diadèmes, check to check d'un homme et d'une femme, godeloupes affrénées des chevaux qui se cabrent, et dansent, et s'aiment. Et qui, acteurs magnifiquement sauvages, jouent avec les cavaliers, secouant leurs crinières, faisant voler le sable...

L'Homme

de Stefan Zweig,
mise en scène
de Patrice Douchet,
avec Marie Landais
et la voix d'Alain Duclos.

La vie d'une femme qui consacre sa vie à l'adoration d'un homme rencontré seulement trois fois. Et quand elle aura terminé cette lettre par laquelle elle lui confie son amour, la mort viendra comme une délivrance. Un texte magnifique.

Salon Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

L'Homme

de Fernand Malar,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Marie Benedetti,
Cécile Baudouin,
Agnès Berthoin,
Blanche Clémont,
Gilles Doo,
Michel Fougère,
Sophie Guille des Buttes,
Olivier Malin,
Michel Quidu
et Véronique Vallard.

L'Homme, tendre voyou de charme, zone dans l'ambiance romantique et poétique d'une fête foraine de banlieue. C'est la banlieue de Budapest, c'est tout le charme nostalgique de l'Europe centrale, barbares de monstres et grande roue, filles disponibles et engrenage du crime. Et le jugement de Dieu qui n'est pas loin.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.

Le Mariage

de Gombrowicz,
mise en scène
de Borjeb Hissakowski,
avec J. Swistowski,
J. Szustak,
E. Woytowicz,
M. Wojtowicz,
J. Jankowska.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-

rigoureux, des questions sans réponses, deux éternelles. Des acteurs magnifiques.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-43-17-17. 90 F et 100 F.

Lettre d'une inconnue

de Stefan Zweig,
mise en scène
de Patrice Douchet,
avec Marie Landais
et la voix d'Alain Duclos.

La vie d'une femme qui consacre sa vie à l'adoration d'un homme rencontré seulement trois fois. Et quand elle aura terminé cette lettre par laquelle elle lui confie son amour, la mort viendra comme une délivrance. Un texte magnifique.

Salon Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

L'Homme

de Fernand Malar,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Marie Benedetti,
Cécile Baudouin,
Agnès Berthoin,
Blanche Clémont,
Gilles Doo,
Michel Fougère,
Sophie Guille des Buttes,
Olivier Malin,
Michel Quidu
et Véronique Vallard.

L'Homme, tendre voyou de charme, zone dans l'ambiance romantique et poétique d'une fête foraine de banlieue. C'est la banlieue de Budapest, c'est tout le charme nostalgique de l'Europe centrale, barbares de monstres et grande roue, filles disponibles et engrenage du crime. Et le jugement de Dieu qui n'est pas loin.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.

Le Mariage

de Gombrowicz,
mise en scène
de Borjeb Hissakowski,
avec J. Swistowski,
J. Szustak,
E. Woytowicz,
M. Wojtowicz,
J. Jankowska.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-

A. Jéru,
J. P. Jéru
et C. Rybicki.

Le mois du théâtre polonais se poursuit avec le *Mariage de Gombrowicz*, chef-d'œuvre d'ironie baroque, dans lequel se joignent une mélancolie morbide et l'amour pour la jeunesse, pour sa fragilité, pour cet instant de pureté éphémère.

Nouveau Théâtre Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isaure, 18. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-82-35-00. 70 F et 90 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Jacques Weber,
avec Jacques Weber,
Emmanuelle Béart,
Roger Dumas,
Hervé Infous,
Emmanuelle Maysaigues,
Eveline Boye
et Pierre Gérard.

Jacques Weber et Emmanuelle Béart sont Alciste et Célimène, entourés de très bons acteurs, et on redécouvre avec un grand plaisir la force des situations, leur drôlerie, leur humanité.

Partage de midi

de Paul Claudel,
mise en scène
de Brigitte Jacques,
avec Nicole Garcia,
Jean-Pierre Marielle,
Didier Sandre
et François Berléand.

Pièce impudique et autobiographique sur la passion, texte riche au point parfois de paraître lourd, avec des personnages denses, égoïstes et charnels, soumis aux caprices de leurs désirs. Nicole Garcia reprend un rôle marqué par Edwige Feuillère et Ljudmila Mikail. Didier Sandre est, à chaque spectacle, un peu plus remarquable. C'est dire que, ici, il est fabuleux.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-48-24. Durée : 2 h 30. De 120 F à 240 F.

Pièce sans titre

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
de Lluís Pasqual,
avec Anna Alvaro,
Rodrigue Mitrovic,
Mehmet Uluyol.

Supper d'affaires entre Talleyrand et Fouché. Prétexte : le retour de Louis XVIII. Mais rapidement les deux hommes, complices et ennemis, en viennent aux confidences. Brillants dialogues, brillamment interprétés par de brillants comédiens, brillamment couronnés par plusieurs Molières.

28-38-38. Durée : 2 h 20. De 45 F à 100 F.

La Nonna

de Roberto Cossa,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Massimo Chevit,
Jean-Claude Dreyfus,
Claire Fayolle,
Philippe Freni,
Joëlle Leveque,
Roger Mirmont
et Liliane Rovère.

C'est l'histoire d'une famille pauvre, en Argentine. Le Père a six bouches à nourrir, dont celle, insatiable, de la Grand-mère. Ce que les enfants et petits-enfants pourront imaginer pour s'en débarrasser, c'est à peine croyable. C'est qu'elle résiste à tout, cette Nonna... Humour noir, truculences, fous rires, et Jean-Claude Dreyfus en vieille dame indigne.

Théâtre National de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Places : 130 F. Tarifs réduits, 100 F. A partir de dix places, 80 F.

Partage de midi

de Paul Claudel,
mise en scène
de Brigitte Jacques,
avec Nicole Garcia,
Jean-Pierre Marielle,
Didier Sandre
et François Berléand.

Pièce impudique et autobiographique sur la passion, texte riche au point parfois de paraître lourd, avec des personnages denses, égoïstes et charnels, soumis aux caprices de leurs désirs. Nicole Garcia reprend un rôle marqué par Edwige Feuillère et Ljudmila Mikail. Didier Sandre est, à chaque spectacle, un peu plus remarquable. C'est dire que, ici, il est fabuleux.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-48-24. Durée : 2 h 30. De 120 F à 240 F.

Pièce sans titre

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
de Lluís Pasqual,
avec Anna Alvaro,
Rodrigue Mitrovic,
Mehmet Uluyol.

Supper d'affaires entre Talleyrand et Fouché. Prétexte : le retour de Louis XVIII. Mais rapidement les deux hommes, complices et ennemis, en viennent aux confidences. Brillants dialogues, brillamment interprétés par de brillants comédiens, brillamment couronnés par plusieurs Molières.

Grégoire Stermann,
Musica Artori,
Pierre Ballot,
Damien Bouvet,
J. Chappatte,
C. Condey
et B.-D. Baret.

Les affaires d'un metteur en scène qui fait répéter le *Songes d'une nuit d'été*, tandis qu'à côté gronde la Révolution. Faut-il dire des masques, vérités-mensonges de la vie. Un texte pirandellien et inachevé de Garcia Lorca. Avec Redjep Mitrovic.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Brook,
avec Georges Corrales,
Jean-Paul Denizon,
Sofia Kouyech,
Mamadou Douma,
Ken Higien,
Yoshi Ueda,
David Benant,
Bruce Myers,
Alain Maratrat
et Pierre Lacan.

Brook-les Bouffes du Nord-Shakespeare : le trio gagnant, surtout quand la pièce est *La Tempête*, quand le texte est adapté par Jean-Claude Carrière, quand les jeunes comédiens jouent avec la poésie des murs, quand l'éternel enfant à l'inquiet regard, David Benant, est Caliban, quand de merveilleux comédiens africains font chanter les mots.

Platonov

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Georges Lavaudant,
avec Sylvie Orler,
Marc Bertan,
Aurélien Poirier,
Charles Schmitt,
David Buzzein,
Jacques Carrière,
Jean-Marie Bobigny,
Delphine Salari,
Max Roire
et Jean-Philippe Salerio.

Le premier des anti-héros de Tchekhov, séducteur méfiant mais irrésistible, chaleureux comme un enfant et monstrueusement égoïste, bavard et secret. Il provoque des drames dans la société provinciale où il se sent mal, mais qu'il ne peut se résoudre à quitter. Et meurt.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 75 F à 120 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisseau,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Kozlovski
et Laurent Rey.

Supper d'affaires entre Talleyrand et Fouché. Prétexte : le retour de Louis XVIII. Mais rapidement les deux hommes, complices et ennemis, en viennent aux confidences. Brillants dialogues, brillamment interprétés par de brillants comédiens, brillamment couronnés par plusieurs Molières.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Brook,
avec Georges Corrales,
Jean-Paul Denizon,
Sofia Kouyech,
Mamadou Douma,
Ken Higien,
Yoshi Ueda,
David Benant,
Bruce Myers,
Alain Maratrat
et Pierre Lacan.

Brook-les Bouffes du Nord-Shakespeare : le trio gagnant, surtout quand la pièce est *La Tempête*, quand le texte est adapté par Jean-Claude Carrière, quand les jeunes comédiens jouent avec la poésie des murs, quand l'éternel enfant à l'inquiet regard, David Benant, est Caliban, quand de merveilleux comédiens africains font chanter les mots.

Platonov

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Georges Lavaudant,
avec Sylvie Orler,
Marc Bertan,
Aurélien Poirier,
Charles Schmitt,
David Buzzein,
Jacques Carrière,
Jean-Marie Bobigny,
Delphine Salari,
Max Roire
et Jean-Philippe Salerio.

Le premier des anti-héros de Tchekhov, séducteur méfiant mais irrésistible, chaleureux comme un enfant et monstrueusement égoïste, bavard et secret. Il provoque des drames dans la société provinciale où il se sent mal, mais qu'il ne peut se résoudre à quitter. Et meurt.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 75 F à 120 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisseau,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Kozlovski
et Laurent Rey.

Supper d'affaires entre Talleyrand et Fouché. Prétexte : le retour de Louis XVIII. Mais rapidement les deux hommes, complices et ennemis, en viennent aux confidences. Brillants dialogues, brillamment interprétés par de brillants comédiens, brillamment couronnés par plusieurs Molières.

Théâtre yiddish en langue française

mise en scène
d'Artiste Dramatique,
avec Eddie Béar,
Carlos Chahine,
Denise Bonal,
André Collier,
Catherine Dey,
Daniel Cling,
Artiste Dramatique,
Martine Laisné,
René Loya
et Shmely Myra.

Les lectures - en français - et mise en scène d'un théâtre inconnu, le théâtre yiddish, se poursuivent : le *Golem*, qui est un chef-d'œuvre qui hante l'imaginaire universel. Puis le *Jeu de Hocksmuth*.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis Jouvet, 9. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 85 F.

La sélection théâtre a été établie par Colette Codard.

LA CERCLEAU
Slavko Petrov
Création
NANTERRE
du 6 novembre
au 16 décembre 1990
Tél. : 47 21 18 81
ou 3 FNAC
AMANDIERS

سكزا س الارمل

MUSIQUES

GYORGY KURTAG AU FESTIVAL D'AUTOMNE

L'âme lourde



« En décembre 1956, je pris congé de Kurtág et de sa femme : je me réfugiai avec ma femme en Autriche. Resté à Budapest, Kurtág est devenu le compositeur le plus important de la Hongrie » (György Ligeti).

Les compositeurs hongrois investissent cette année le Festival d'automne. Aux côtés du plus célèbre d'entre eux, György Ligeti, sera célébré un autre György, en France presque inconnu : Kurtág, personnalité énigmatique et torturée.

On dit qu'il parle en bredouillant. En fait, il ne parle pas. Pas aux journalistes en tout cas. Et la revue *Contrechamps*, qui lui consacre ainsi qu'à Ligeti son traditionnel numéro spécial parallèle au Festival d'automne (1), a dû bien chercher avant de trouver, et de publier, un entretien du musicien avec Andras Varga Balint, vieux de huit ans déjà.

György Kurtág est le grand point d'interrogation de cette programmation hongroise, assurée pour le festival par un chef d'orchestre... hongrois vivant entre Budapest, Cologne et Paris (lire notre entretien avec Peter Eötvös dans « le Monde Arts Spectacles » du 20 septembre). Cherchant la trace de Kurtág dans les rayons du Centre de documentation sur la musique contemporaine - centre rattaché à la SACEM, - on ne trouve rien, ou presque : glissée dans un concert de juin 1985, à Beaubourg, une œuvre pour piccolo, trombone et guitare, *A Little Flax*; titre bizarre, curieux mariage instrumental.

Quatre ans après, au Châtelet, vint une œuvre importante, les *Fragments d'Attila József* : vingt phrases empruntées à un glorieux représentant de la littérature « prolétaro-révolutionnaire » et confiées à une soprano seule en scène; curieux penchant pour le risque, et le fragmentaire.

Côté enregistrements, impossible évidemment de se procurer les microsillons d'antan - ils n'étaient pas nombreux. Reste un unique compact, enregistré par Pierre Boulez et l'Ensemble InterContemporain, et confirmant l'énigme Kurtág. Les *Messages de Feu* *Demoiselle R.V. Troussova* sont un cycle (magnifique) de mélodies, que les spécialistes s'accordent à juger « typiquement hongrois », sur des haïkaïs en russe de Rimma Dalos, poétesse soviétique vivant à Budapest. Qui dit mieux? Ligeti bien sûr, avec son *Grand Macabre*, adaptation pour l'opéra d'un texte du Belge Ghelderode, livret dont la version originale (écrite par le compositeur en personne) est allemande, mais fut créée en suédois, puis traduite en français pour être donnée au Palais Garnier; il existe aussi un *Grand Macabre* en italien, et un autre en anglais.

Cette indifférence à l'idiome paraît d'autant plus invraisemblable chez ces deux aventuriers que l'un des postulats de Bela Bartok (père spirituel de tout compositeur hongrois) fut de retrouver dans la prosodie de ses cantates, et de son opéra le *Château de Barbe-Bleue*, le parfum particulier de la langue hongroise, dont il avait étudié les modes d'attaque et d'ar-

ticulation dans le folklore, soit au plus près de la « vérité » ethnique.

Mais de quoi est faite cette vérité, pour un Ligeti et un Kurtág? Tous deux (comme Eötvös, bizarrement) sont nés en Transylvanie, soit dans « une région de la vieille Hongrie devenue roumaine après la première guerre mondiale; nous avions fréquenté des lycées de langue roumaine, et, dans nos sentiments et nos conceptions artistiques, nous étions fortement attirés par la France, en partie en cause de l'orientation francophile de la culture roumaine » (György Ligeti : *Rencontre avec Kurtág dans le Budapest de l'après-guerre*). Kurtág fit ses études à Timisoara, localité dont on sait tous, depuis la « révolution de Noël », qu'elle se situe dans la Roumanie ex-cescuscienne. Issu, comme Ligeti, d'une famille d'intellectuels juifs, il décida, en même temps que lui, de franchir illégalement la frontière et d'aller retrouver à Budapest les traditions d'une école musicale remontant à Franz Liszt - autre Hongrois international.

Les événements de 1956 allaient décider Ligeti à s'exiler : il quittait la Hongrie définitivement. Kurtág, lui, partit pour les mêmes raisons travailler deux ans à la composition à Paris, auprès de Marianne Stein. Puis il regagna Budapest, ne cessa plus de dévorer les textes les plus hétéroclites, les littératures les plus variées, apprit enfin la langue russe, sous l'influence de Rimma Dalos, et cela, dit la poétesse, jusqu'à en pénétrer les zones « transverbales », les harmoniques. Kurtág, ajoute-t-elle, se serait de cette façon révélé plus hongrois que nature, hongrois au second degré. Il aurait décelé, au-delà du fait linguistique, la profonde « altérité » d'une écriture poétique, hongroise par l'esprit, arborescente contre ce que Rimma Dalos nomme l'« ordre à la russe ».

L'idiome ne serait-il après tout qu'une détroque, le vêtement de paramètres autrement fondamentaux comme : dire ou suggérer; édifier ou compatisir; creuser ou ornermenter? Si Kurtág écrivait un opéra, témoigne la soprano Adrienne Csengery, créatrice hongroise du cycle *Troussova*, il prendrait un livret chez Dostoïevski (pour le fond, la compassion) ou chez Beckett (pour la brièveté et la suggestion). Mais Kurtág, qui a choisi de mettre en musique Kafka par fragments, et en allemand, refuse obstinément de s'inscrire dans le « commerce-opéra ». Par les temps qui courent, explique notre soprano, il y faudrait l'« âme légère ». Et Kurtág « est un homme lourd ».

ANNE MEY

(1) Ligeti-Kurtág, un double numéro de la revue *Contrechamps*. Éditions l'Age d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris, 160 F.

* Plusieurs pièces de György Kurtág sont données le 24 octobre, au Théâtre des Champs-Élysées, avec *Chinese Opera* de Peter Eötvös et la création française de *Nonsense Madrigal* de Ligeti. Les 26 et 27 octobre, Phyllis Bryn-Julson chante les *Kafka Fragments* dans la salle du Conservatoire d'art dramatique, rue du Conservatoire, 75009 Paris. Tél. : 42-96-12-27.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Eötvös

Chinese Opera

Lire notre article ci-contre.

Le 24, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Ligeti

Nonsense Madrigals

Kurtág

Kafka fragments op. 24
Phyllis Bryn-Julson (soprano),
Jacques Ghestem (violin).

Lire notre article ci-contre.

Les 26 et 27, Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 20 h 30. 110 F.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 24 octobre

Wolf

Lieder sur des poèmes de
Michaelangelo, Goethe,
Eichendorff, Mörike, Heyse.
Erich Fischer-Dieskau
(baryton).
Hartmut Höll (piano).

Webert

Variations pour piano

Liszt

Sonata en si mineur.

Prokofiev

Sonates pour piano n° 2 et 7.
Barry Douglas (piano).

Quand on est de mauvaise humeur, on fait semblant de penser que Fischer-Dieskau chante sans jamais perdre conscience de ce que l'accomplissement de sa technique contient d'enseignements pour les autres : il chante comme un professeur. Mais on n'est pas de mauvaise humeur quand on va écouter le baryton allemand dans Wolf, Salle Pleyel. Si on l'était, on resterait chez soi et on écouterait DFD au casque. Et on en apprendrait encore bien plus.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 280 F.

Mendelssohn

Symphonie pour cordes n° 12.

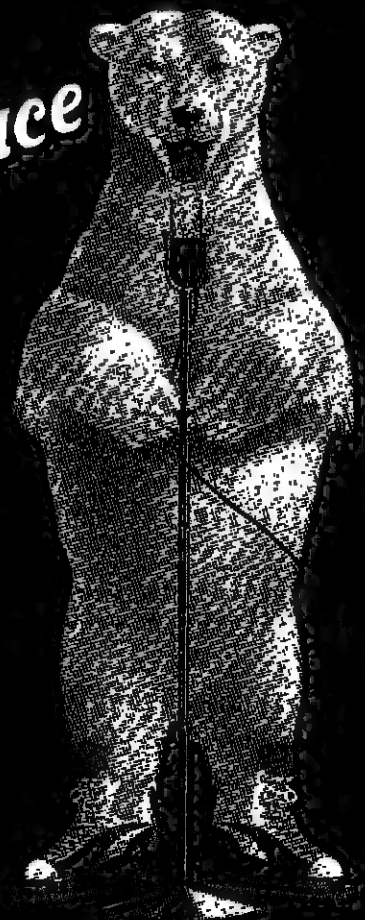
PALAIS DES SPORTS (PORTE DE VERSAILLES)

SPECTACLES ALAP, SPECTACLES LUMBROSO, SPSS, OCM

LE CIRQUE DE MOSCOU

TF1

sur Glace



DU 10 NOVEMBRE 1990 AU 13 JANVIER 1991
LOCATION: 48 28 40 90 ET 48 78 75 00

MUSIQUES

→ **Mozart**
Concerto pour violon et orchestre n°4

Haydn
Symphonie n° 37
Joshua Bell (violon),
Orchestre philharmonique de
Radio-France,
Reinhard Peters (direction).

Ce très jeune élève de Joseph
Ginsborg, à l'université d'In-
diana, a été lancé dans la
carrière par Decca un peu
sur sa gueule, comme un
artiste de variété. Les
enregistrements qu'on a pu
consulter démontrent une
inquiétante désinvolture sty-
listique et un penchant
appuyé pour les portandos
vieux style. Dans Mozart, le
jeune Américain devra trou-
ver autre chose, peut-être
quelque chose de bien.
Maison de Radio-France,
20 h 30. Tél. : 42-30-15-18.
100 F.

Aperghis

Joy
Valérie Aubert,
Christophe Huyman,
Nicole Sigal (comédiens),
Frédéric Daverio (accordéon),
Richard Dubédat,
Françoise Rivalland
(percussions),
Patrick Minard (chant),
Georges Aperghis (mise en
scène).

Est-ce un spectacle musical ?
Est-ce du théâtre ? La ques-
tion mérite moins que
jamais d'être posée : Aper-
ghis a trouvé dans l'auteur
Philippe Minyana le comp-
lice qui lui a permis d'ac-
coucher d'un livret mi-dia-
logues parés, mi-monologues
par onomatopées. A l'arri-
vée : la matière d'un faux
opéra populiste (Jojo, le
héros, est un immigré pour-
suivi par la fatalité), d'une
authentique réussite dans le
genre difficile du théâtre
musical. Tout se passe dans
une boîte, percée de trous,
surmontée d'instruments
bidouillés et d'accessoires de
cirque. Un peu grand gui-
gnol, boulevard du crime, et
si poétiquement lyrique !
Paris-Villetta (les 24, 25, 26,
27 et 30, 21 heures ; le 28,
16 h 30). Tél. : 42-02-02-68.
De 60 F à 120 F.

Vendredi 26

Rossini

Sémiramide, version concert
Lella Cubelli (soprano),
Martine Dupuy
(mezzo-soprano),
Rockwell Blake (ténor),
Luigi Roni (baryton),
David Fitzmaurice (basse),
Chœurs et Orchestre
philharmonique de
Radio-France,
Antonio Pappano (direction).

Au premier acte, la reine de
Babylone avoue son amour à
un jeune homme dont elle
ignore qu'il est son fils. Au
second, Arsace tue sa mère
dans le noir en croyant frap-
per Assur. Opéra très poir, et
virtuosissime, le dernier que
Rossini écrivit pour l'Italie,
avec la Colbran dans le rôle-
titre. La Pasta, la Malibran
incarneront à leur tour la ter-
rible reine. Nouveau chal-
lenge pour la Cubelli,
soprano incontestablement
rossinienne, entourée - pour
le meilleur - par Martine
Dupuy (dans le rôle travesti
d'Arsace) et par Rockwell
Blake. Un grand spectacle
vocal, qui se passera bien
de mise en scène.
Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-
28-40. De 70 F à 295 F.

Dimanche 28

Cavalli

Giulio
Jeffrey Gail (haute-contre),
Gloria Banditelli
(mezzo-soprano),
Catherine Dubois,
Maria Christina Klehr
(soprano),
Christophe Elmhout,
Gian Paolo Pignotti,
Gilles Ragon (ténors),
Bernard Delestré,
Michael Schopper,
Harry Van Der Kamp (basses),
Ensemble instrumental I Fabi
Amorini,
André-Jacobs (direction),
Christian Gaudyeron (mise en
scène).

Après un *Couronnement de
Poppée* qui nous avait ravi à
Montpellier, René Jacobs
s'est attaqué à l'établissement
du texte de cet opéra
mythologique, très inspiré de
la comédie dell'arte, le
plus souvent représenté et
critiqué au dix-septième siè-
cle. Contrairement à l'œuvre
de Monteverdi, dont il
n'existe que deux manus-
crits, celle de Cavalli existe
sous forme d'une dizaine de
copies manuscrites. Il eût été
inespéré que l'on eût
retrouvé la version « origi-
nale », celle qui fut jouée
lors de la première repré-
sentation en 1649. Ce précieux
document, en effet, est
perdu. Et c'est bien pourquoi
Jacobs est intervenu.
Théâtre des Champs-Élysées
(le 28, 17 heures ; le 30,
19 h 30). Tél. : 47-20-38-37.
De 60 F à 500 F.

Mardi 30

Beethoven

Symphonie n° 4 op. 60

Brahms
Symphonie n° 2 op. 73
Orchestre philharmonique de
Vienne,
Riccardo Muti (direction).

Voir notre photo légendée.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :
45-53-55-73. De 180 F à
700 F.

RÉGIONS

Montpellier

Beethoven

*Ouverture : La Consécration
de la maison*

Bizet

Te Deum

Franck

Symphonie en ré mineur
Chœurs de l'Opéra de
Montpellier,
Orchestre philharmonique de
Montpellier,
Lamberto Gardelli (direction).

Une grande salle s'ouvre
dans la ville de M. Fréche.
Architecturalement, elle ne
fera pas l'unanimité. Mais si
elle sonne bien, il lui sera
tout pardonné. Les festivités
d'inauguration (bientôt les
Huguenots testeront la fosse)
démarreront sur une note sym-
bolique : cette *Consécration
de la maison*, composée par
Beethoven pour la réouver-
ture du Josephstadt Thea-
tre à Vienne.

Les 28 et 30. Opéra Berlioz.
Corum. Palais des congrès,
20 h 30. Tél. : 67-61-67-61.
Soirées réservées aux abonnés
de l'Opéra.

Toulouse

Mozart

Don Giovanni
Don Giovanni
Michèle Paroud (baryton),
Karen Huffstodt,
Barbara Madra,
Sophie Fournier (soprano),
Mark Toczewsky (ténor),
Reinhard Dom,
Jean-François Gardell,
Hans Tschannner (basses),
Jacques Rosier (mise en
scène),
Orchestre du Capitole de
Toulouse,
Friedemann Layer (direction).

Tentative originale de récon-
ciliation du théâtre et de
l'opéra. On ne peut pas dire
qu'avec cette pièce-là Jac-
ques Rosier ait pris beau-
coup de risques. Enfin, il a
mis en scène (dans un même
décor, de Max Schöndorff,
pour le lyrique et pour la
pièce) le *Don Juan* de
Molière et le *Don Giovanni*
de Mozart, à l'intention des
comparatistes, en deux so-
rées groupées. Le chef d'or-
chestre, Friedemann Layer,
est très recommandable.
Côté théâtre, le duo

Desarthe-Boujenah suscite
une irrésistible curiosité.
Les 28 et 30, 20 h 30 ; le 28,
14 h 30. Théâtre du Capitole.
Tél. : 61-22-80-22. De 60 F à
200 F.
Les 2, 6 et 13 novembre à
20 h 30. Les 4 et 9 novembre
à 14 h 30.

JAZZ

Louis Sclavis

Brillant, inventif, dominant
son sujet (assimilation de
tous les styles, ironie,
démonstration), le sextet de
Louis Sclavis produit une
musique qui séduit. Festival
de Paris aidant, sa prestation
à la Cigale (avec enjeu réel)
est très attendue.
Le 25 octobre à la Cigale,
120, bd de Rochechouart,
Paris, 18°. Location, Fnac, Vir-
gin et au festival, tél. : 40-56-
07-44.

Charles Lloyd

Un revenant ou un repa-
rant ? Charles Lloyd est un

énigme. Après avoir subi-
gué toutes sortes de publics
(ceux du free jazz, les pla-
nants, les coiffeurs), sa car-
rière en dents de scie permet
de toujours espérer.

Le 28 octobre à la Cigale,
120, bd de Rochechouart,
Paris, 18°. Location, Fnac, Vir-
gin et au festival de Paris,
tél. : 40-56-07-44.

Trio Coccarelli

Dance sur moi (Phillips,
846-657) est le titre du der-
nier disque d'André Coccarelli.
Il le présente en club où
on ne le voit que trop rare-
ment. Pour mémoire, André
Coccarelli est le meilleur bat-
teur européen. Et son disque,
une authentique réussite.

Le 24, Petit Journal Montpar-
nasse, 21 heures. Tél. : 43-
21-55-70.

Clermont-Ferrand

Bireli Lagrene

Le plus doué des jeunes
musiciens manouches, Bireli
Lagrene, ouvre le Festival de
Clermont-Ferrand avec
Michel Petruccianni. Beau
programme où l'on retrouve
Laurent de Wilde et Miles
Davis.

Festival de Clermont-Ferrand,
du 25 au 28. Tél. : (03) 73-62-
68-09 et 73-60-75-01.

ROCK

Living Colour

Voilà un groupe impres-
sionnant. Vernon Reid est sû-
rement le plus légitime des
héritiers d'Hendrix, ne
serait-ce que parce que le
guitariste et leader de Living
Colour ne regarde jamais
derrière lui. Violence qui
flirte avec le chaos sans
jamais se perdre, rock'n'roll
tout à fait noir, Living
Colour laisse des traces.

Le 26, Elysée-Montmartre,
19 h 30. Tél. : 42-52-25-15.
Location Fnac, 80 F.

Riccardo Muti se
produit à la tête de
la Philharmonie de
Vienne, le 30 octo-
bre, au festival de
Paris. *Forouché*
général des traditions
classiques, cet
orchestre ne plait
pas à tous les
chefs. Certains lui
reprochent ses
références pour se
piller à d'autres
esthétiques que
celle qui fait sa
gloire. Ils ont tort :
en cette époque de
standardisation du
son et du style,
Vienne reste uni-
que.

Le 28 octobre à la Cigale,
120, bd de Rochechouart,
Paris, 18°. Location, Fnac, Vir-
gin et au festival, tél. : 40-56-
07-44.

Le 24, Petit Journal Montpar-
nasse, 21 heures. Tél. : 43-
21-55-70.

Clermont-Ferrand

Bireli Lagrene

Le plus doué des jeunes
musiciens manouches, Bireli
Lagrene, ouvre le Festival de
Clermont-Ferrand avec
Michel Petruccianni. Beau
programme où l'on retrouve
Laurent de Wilde et Miles
Davis.

Festival de Clermont-Ferrand,
du 25 au 28. Tél. : (03) 73-62-
68-09 et 73-60-75-01.

Road Runners

Rappel trimestriel : les
Road Runners sont l'un
des meilleurs groupes de
rhythm'n'blues actuellement
en activité. En France, en
Grande-Bretagne et dans le
reste du monde. Il ne leur
manque qu'un disque, mais,
ce soir, ce n'est pas le pro-
blème puisqu'ils seront chez
eux, sur scène.

Le 26, Fontenay-sous-Bois,
Maison pour tous, 20 h 30.
Tél. : 48-75-05-21. De 30 F à
45 F.

Alan Vega

Tellement maudit, tellement
malheureux, tellement som-
bre que le rock fut la seule
orientation professionnelle
possible. C'est une légende
sur le boulevard de Roche-
chouart, et chez lui, à New-
York, cette légende française
est devenue une légende.

Le 27, Elysée-Montmartre,
19 h 30. Tél. : 42-52-25-15.
Location Fnac, 80 F.

Water Boys

Avec *Room to Room*, leur
dernier album, les Water
Boys se dégagent peu à peu
de leur période celtique. Retour
au rock donc, mais pas au
passé, les leçons folk ont été
retenues, la simplicité reste
de rigueur, le plaisir de jouer
aussi.

Les 27 et 28, Casino de Paris,
20 heures. Tél. : 42-08-
60-00. Location Fnac, Virgin
Mégastore, 150 F.

Grateful Dead

De vieux babas, d'excellents
musiciens, capables du pire
et du meilleur, de débouler
comme un semi-renorqué
au soleil de Californie ou de
verser dans le fossé. Le Gra-
ateful Dead fait partie du pay-
sage.

Les 27 et 28, Zénith,
20 heures. Tél. : 42-08-
60-00. Location Fnac, 162 F.

Alain Bashung

L'homme des vallées per-
dues, le Shane du rock fran-
çais, n'a fini plus de tour-
ner autour de Paris, oiseau
au plumage et au ramage
nocturnes.

Le 27, Rio-Grangis, La Plan,
21 heures. Tél. : 69-43-
03-03.

Saint-Brieuc

Festival

Art Rock 90

A Saint-Brieuc, on croit le
rocker intelligent. Cette idée
originale débouche sur une
programmation vraiment
pluridisciplinaire avec : côté
rock, John Cale, Public
Enemy, Marc Seberg ou les
Satellites (cosmopolite et exi-
geant) ; côté graphique, une
exposition de Vaughan Oli-
ver, l'auteur des pochettes
du label 4AD ; et, côté
théâtre, les désormais inté-
grables à la grande joie des
petits et des grands) Royal
De Luxe.

Les 25, 26 et 27 octobre, Centre
d'action culturelle de
Saint-Brieuc (Céa-d'Armor).
Tél. : 96-33-77-50.

Fontenay-

la-Combe

III^e Rock Festival

En Vendée deux jours de
rock français (Shredded
Ermines, Kat Onoma), bri-
tanique (Mega City Four)
et américain (Bruce Joyner,
récent gagnant du rockupble).
Le rock de pointe se répond
avec une vitalité réjouis-
sante.

Les 27 octobre et 28 octobre,
Salle de la Grande-Prairie.
Tél. : 51-69-57-70.

Tournées

Rock'n'roll show

Dick Rivers

et Francis Cabrel

Un vrai spectacle familial, le
rock comme objet de consen-
sus culturel, ça c'est pour le
phénomène de société. Une
fois qu'on y est, on s'amuse
bien, autant que le duo
improbable, qui traite res-
pectueusement mais sans
complexes le répertoire des
classiques du rock.

Le 24 octobre à Avignon (Parc
Château-Blanc), le 25 à Greno-
ble (Summum), le 26 à Dijon
(Palais des sports), le 27 à
Reims (Parc Expo), le 28 à
Dunkerque (Palais des
congrès), le 30 à Jemont
(Salle Th-Henri), le 31 à
Brouilley (Cirque royal).

Axel Bauer

Il y a longtemps, Bauer était
marin, l'interprète du Corps
tube rock brillamment mis
en images par Mondino.
Puis il s'est éclipse et vient
de revenir avec *Sentinelles*,
un album complexe et éné-
gique qui donne envie d'aller
prendre de ses nouvelles sur
scène.

Le 25 octobre à Paris (Elysée-
Montmartre) à 19 h 30, 70 F,
le 26 octobre à Lille (Aerona),
le 27 octobre à Amiens (Lune
des pirates).

Les VRP

Les VRP dureront-ils ? C'est
le moment où il leur faut
dépasser l'idée de base, élar-
gir leur terrain, se trouver de
nouvelles cartes. C'est le pro-
pos de cette tournée dont
entrent les nains de la
poche, le disque, donne un
avant-musique goût tout à
fait sympathique.

Le 24 octobre à Rouen (Exo 7),
le 26 à Poitiers (Confort
moderne), le 28 à Paris (Olym-
pia) à 20 heures, 70 F.

Marc Seberg

Marc Seberg (un groupe dont
le chanteur et l'âme est Phi-

lippe Pascal) cherche à pro-
longer l'aventure de Marquis
de Sade, à trouver la sortie
d'un univers aux contours
exacerbés aussi souvent
grandiloquent qu'émouvant.

Le 25 octobre à Saint-Brieuc
(CAC) à 20 h 30, le 26 à Niort
(salle polyvalente de Chaunay)
à 20 h 30, le 28 à Clermont-
Ferrand (Maison du peuple), à
20 h 30, le 29 à Besançon
(salle le Montjoye) à 20 h 30,
le 30 à Paris (Olympia).

MUSIQUES
DU MONDE

Paris

Grands maîtres
de la musique
iranienne

Ils sont six, virtuoses du ney
(Mohammad Musavi), du
kamancheh (Asghar Bahari)
ou du santur (Farmanz Pay-
var). Charham Nazeri
chante. Au programme, des
pièces du répertoire tradi-
tionnel iranien, ordonné en
trente-deux radifs (littérale-
ment « les recueils »), que les
élèves apprennent des
maîtres avant d'y imprimer
leur style, leur sonorité, et
d'improviser au gré de l'in-
spiration poétique. Certains
parmi ces six musiciens sont
déjà venus, il y a dix ans, sur
la scène du Théâtre de la
Ville. Depuis, le paysage
politique s'est modifié au
pays des imams, et la musi-
que traditionnelle, celle de la
cour impériale, a grippé du
terrain. Inspiration poétique
et mystique, art des silences
et des parenthèses.

Les 28 et 29 octobre, Théâtre
de la Ville, à 20 h 30. Tél. :
42-14-22-77.

Lille

Esther Lantandier

Des chants chrétiens et ara-
biens, des romances séfa-
rades et des chansons anda-
louses, un univers très
personnel. Partie il y a plus
de dix ans de la musique
méditerranéenne qu'elle chantait
en s'accompagnant au luth,
Esther Lantandier a pour-
suiivi un travail de recherche
qui l'a menée sur des che-
mins parfois détournés, tou-
jours riches en sonorité et en
découvertes. Le chant conçu
comme une discipline inté-
rieure et une quête des
recueils secrets de la culture
méditerranéenne.

Le 26 à Tourcoing, église du
Sacré-Cœur, 20 h 30, dans le
cadre du Festival Mémoires
de Lille.

St Brieuc

Doudou N'Diaye

Rose

Le maître tambour, ses onze
tambourinaires et ses treize
batterieuses, les Rosettes. Une
redoutable et sophistiquée
machine à rythme, où la
complexité d'un art apparaît
en toute unité.
Le 27 à 20 h 30 au Grand
Théâtre du CAC, dans le cadre
du Festival Art Rock. Rés. :
96-33-77-50.

CHANSON

Carole Laure

Danse contemporaine et
country et western, Mont-
réal et Nashville, Tammy
Wynette et Régine
Chapinot : et Carole Laure
dans tout ça ? Réponse au
Bataclan.

Du 24 au 27, Bataclan,
20 h 45. Tél. : 47-00-30-12.
Location Fnac, Virgin Mega-
store, 160 F.

La sélection
« Musiques
à été établie par
Anne Rey.
« Jazz » :
Francis Marmade.
« Rock » :
Thomas Sotinel.
« Musiques
du monde » :
Véronique
Mortagne.

Trop, c'est trop

Il paraît que les organisateurs de concerts et
les salles parisiennes ont entrepris cette année de
coordonner leur programmation. Quelle serait la
situation s'ils s'en étaient abstenus ? Le résultat,
des débuts d'automne, aboutit à la congestion,
à l'indigestion, et à une certaine agitation des
artistes, diffuseurs et imprésarios devant des
rangs vides. Mais, quand on regarde les choses un
peu dans le détail, comment pourrait-il en être
autrement ?

Cas de figure numéro un : rien de ce qui tient
à la musique de chambre ne laisse monsieur X
indifférent. C'est peu de dire que ce chambrière
inconditionnel a, dans la semaine du 24 au
31 octobre, du pain sur la planche : le jeudi 25, à
18 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées, rendez-
vous obligé avec le Quatuor Martinu ; le même
jour, à 18 h 35, au Musée d'Orsay, comment
négliger le Quatuor Manfred ? Vingt-quatre heures
et quelque de repos bien mérité et voici notre
mélomane zélé invité à déguster (pour un prix de
place n'excédant pas 250 francs), à l'invitation du
Forum du quatuor, le *rac plus ultra* de la musique
tchèque, avenue Montaigne, par les Orlando et les
Amadeus (Smetana, Martinu, Dvorak). Une
« Truite » de Schubert en vue ? Comment y résis-
ter, le 27, toujours aux Champs-Élysées ? Juste
une nuit pour se nettoyer l'esprit et voici la même,

dans la même salle, dégustant à l'heure du brunch
Mozart et Schubert par l'Orchestre de chambre de
Vienne, dirigé par Philippe Entremont (concerts du
dimanche matin). Lundi, monsieur X est exténué...
et ruiné.

Même chose ou presque pour monsieur Y,
lyricomane fortuné, qui passera une longue soirée
en compagnie de *Sémiramide*, de Rossini, le 26
au Châtelet (version oratorio, 295 F maximum) ; et
consacrera sa soirée du 28, dès 19 h 30, à Gi-
sone, de Cavalli, aux Champs-Élysées (500 francs
le fauteuil d'orchestre). Lourde semaine française.

Monsieur Z, enfin, qui ne laisse jamais passer
un grand orchestre symphonique en tournée, aura
un mémorable - et onéreux - début de semaine
avec la Philharmonie d'Israël, dirigé par Zubin
Mehta, avec Isaac Stern, aux Champs-Élysées le
29 (de 250 à 2000 francs, mais il s'agit d'un
gala), et la Philharmonie de Vienne, sous la
baguette de Muti, dans Brahms et Beethoven (de
180 à 700 francs, c'est donné...).

Autant de concerts merveilleux, indispen-
sables. Autant d'événements propres à laisser par
leur abondance même. Autant d'initiatives aussi
excellentes qu'anarchiques, qu'il serait temps
de... coordonner ?

A. R.

سكيا س الامل

34 Reprise du travail à la CPAM d'Evry.
Le directeur général de Laxmar quitte son poste.

35 Un projet pour la place de la Bastille.
40 Le Crédit lyonnais au Japon.

40 Marchés financiers.
41 Bourse de Paris.

La récession en Grande-Bretagne et le ralentissement prévu de la croissance outre-Rhin

L'Europe sous le choc

Qu'est devenue l'Europe flamboyante d'il y a trois mois ? Toute à sa dynamique interne, elle se voyait répartie pour une phase de croissance rapide et durable, l'Allemagne réunifiée menant la danse.

La crise du Golfe est venue brouiller les cartes : d'abord en faisant augmenter les prix pétroliers, ensuite en introduisant une incertitude de plus en plus pesante. Si bien qu'en cette fin octobre le moral des Européens vacille.

Coup sur coup, cette semaine, de mauvaises nouvelles sont venues d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de France. En Allemagne, les cinq grands instituts de conjoncture (DIW, HWWA, IFO, IFF et RWI) ont prévu dans leur rapport d'automne une croissance très ralentie l'an prochain (1,5 % après 4 % cette année) une poussée d'inflation et un allongement des files de chômeurs. En Grande-Bretagne, l'Association des chambres de commerce a publié, mardi, une étude montrant « sans l'ombre d'un doute que les entreprises britanniques connaissent en ce moment une grave récession » annonciatrice d'une forte remontée du chômage. Deux grands clients de l'industrie française en posture difficile. En France, les mauvais résultats du commerce extérieur (10,1 milliards de déficit en septembre) ne peuvent pas être mis entièrement sur le compte de la facture pétrolière (le Monde du 24 octobre). D'ores et déjà, l'économie nationale ressent un ralentissement de la demande qui lui est adressée.

Assistons-nous à un retournement de tendance comparable à ceux qui suivirent les deux premiers chocs pétroliers, ou à un simple « incident de court terme », comme on semble le croire dans les milieux patronaux français ? En tout cas, le ministre des finances Pierre Bérégovoy a estimé, mardi, devant le Conseil économique et social, qu'il était essentiel de limiter « l'impact psychologique » des événements sur l'économie et d'éviter « tout essoufflement de l'investissement ». Les besoins de l'Europe de l'Est, le moteur de la réunification allemande, les promesses du grand marché de 1993, sont toujours là. La « choc psychologique », c'est effectivement aujourd'hui la principale menace qui pèse sur l'économie française.

S. Gh.

Le gouvernement et le patronat allemands jugent excessif le pessimisme des experts

Le gouvernement fédéral allemand et les organisations patronales ont jugé excessivement pessimistes les prévisions des cinq principaux instituts de conjoncture rendues publiques, lundi 22 octobre. Dans leur rapport d'automne, ceux-ci annoncent un net ralentissement de l'activité avec une croissance de 1,5 % seulement en 1991 pour l'Allemagne unifiée. Par ailleurs, M. Hans Tietmeyer, membre influent de la Bundesbank, a jugé, mercredi 24 octobre, que les taux d'intérêt devraient augmenter en Allemagne à cause des coûts de l'unité.

RONN

de nos correspondants

Pour la première fois, ce rapport des cinq principaux instituts de conjoncture allemands concerne l'Allemagne tout entière, même s'il fait la distinction entre la situation dans les « anciens Länder » (l'ex-RFA) et les « nouveaux Länder » (l'ex-RDA).

Les prévisions des experts ne sont pas optimistes : la croissance réelle ne devrait pas dépasser 1,5 % pour l'Allemagne tout entière. « La situation économique dans l'Allemagne unifiée est profondément divisée », constatent les experts « alors qu'à l'Ouest l'expansion économique s'est poursuivie à un rythme soutenu, le recul de la production s'est accru de manière drastique à l'Est depuis l'union monétaire ».

La prédiction des consommateurs est-elle allemande pour les produits occidentaux devrait continuer à doper les producteurs de biens de consommation et de services ouest-

allemands, mais ces derniers seront exposés à des risques plus importants du fait du maintien de taux d'intérêt élevés liés aux besoins en capitaux de la puissance publique.

Le ralentissement de la croissance prévu par les instituts résulterait d'une moindre demande à l'exportation, liée à la crise du Golfe et au renchérissement des prix du pétrole - les experts tablent sur un prix moyen du baril entre 25 et 30 dollars en 1991, - et d'un ralentissement de la demande intérieure, conséquence d'une diminution du revenu disponible des ménages.

« Dynamique de croissance »

Cela se traduirait notamment par une diminution de l'activité du bâtiment, particulièrement sensible aux taux d'intérêt élevés et à l'augmentation des prix des matières premières. Les perspectives tracées dans le rapport pour l'économie de l'ex-RDA sont encore plus pessimistes : le point le plus bas n'a pas encore été atteint, et un renversement de la conjoncture ne doit pas être attendu avant l'été 1991, à condition toutefois que les investisseurs ne se laissent pas détourner des nouveaux Länder par la hausse prévisible des salaires allemands.

Le marché de l'emploi devrait subir une dégradation importante, alors qu'il avait connu, en Allemagne de l'Ouest, une amélioration notable en 1990. Le nombre des chômeurs dans l'Allemagne unifiée devrait s'élever à 3,4 millions.

Le ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann (FDP), a immédiatement contesté les conclusions du rapport, reprochant aux experts de « sous-estimer la dynamique de la croissance dans les anciens Länder » et rappelant que, déjà, l'an passé, les instituts de conjoncture

avaient émis des pronostics de croissance bien inférieurs à la réalité. Le porte-parole du SPD pour les questions économiques, M. Wolfgang Roth, a pris la défense des instituts, accusant M. Haussmann d'ignorer les problèmes économiques réels de l'ancienne RDA. L'expert du SPD pour les questions financières, M. Ingrid Marthaus-Maier, s'est déclaré en plein accord avec les instituts de conjoncture pour juger nécessaires des économies de 10 milliards de marks au moins sur le budget de la défense.

Dans leur ensemble, les associations patronales et celles de l'industrie estiment que ces prévisions de croissance pour 1991 étaient beaucoup trop prudentes. Selon l'Association des industries allemandes (BDI) et l'Association des chambres de commerce et d'industrie (DIHT), la poursuite d'un très haut niveau d'investissement des entreprises, ainsi que de la consommation intérieure, devrait avoir des effets entraînant non négligeables sur la conjoncture permettant de tabler sur une croissance d'au moins 2,5 %. Ces pronostics sont de 3 % ou 4 % pour les associations fédérales de banques et de caisses d'épargne, à condition que le prix du pétrole reste dans des limites raisonnables.

Les syndicats, pour leur part, s'inquiètent de la dégradation de l'emploi dans l'Allemagne réunifiée : avec la perspective de 5 millions de chômeurs en 1991, il est irresponsable de la part du ministre de l'économie d'ignorer les avertissements des instituts de conjoncture, précisent-ils.

L. R. et C. H.-M.

M^{me} Gilberte Beaux rejoint le député marseillais

M. Tapie va vendre tous ses actifs pour financer le rachat d'Adidas

M. Bernard Tapie a annoncé, mardi 23 octobre, son intention de vendre à terme l'ensemble de ses actifs (la vie claire, Testut...) pour financer l'achat, l'été dernier, d'Adidas. M^{me} Gilberte Beaux, l'ancien lieutenant de Sir Jimmy Goldsmith et « trésorière » de M. Barre, fera son entrée au conseil de surveillance du fabricant d'articles de sport.

Trois mois après l'annonce du rachat d'Adidas par Bernard Tapie Finance (le Monde du 10 juillet), le rôle qu'entend jouer l'homme d'affaires et député marseillais à la tête du géant du sport ouest-allemand se précise. Invité du Forum de l'Expansion mardi 23 octobre, le patron de l'OM a dévoilé ses batteries et une nouvelle fois créé la surprise.

Première source d'étonnement : après avoir clamé haut et fort son intention de se séparer de l'Orillon, lors du journal de la Cinq le 9 juillet, puis avoir précisé par communiqué sept jours plus tard qu'il n'avait aucune disposition particulière n'aurait été prise dans l'immédiat pour les participations majoritaires dans l'Orillon, Testut, La vie claire, Donny et Bernard Tapie Communication, M. Tapie a annoncé son intention de mettre en vente « tous » les actifs qui composent son groupe.

« Américaine »

L'homme d'affaires a emprunté 1,6 milliard de francs auprès d'un consortium bancaire pour financer sa gigantesque acquisition. S'il compte toujours rembourser les 600 millions de francs d'engagements contractés à court terme au moyen d'une augmentation de capital de BTF, le milliard restant devrait être comblé, non par les bénéfices à venir de BTF et

d'Adidas - comme il l'avait annoncé - mais bel et bien par la cession de l'ensemble La vie claire (diététique), Donny (raquettes de tennis), Testut, Terrillon, Trévou (pêche), sans oublier sa participation dans TF 1.

La deuxième surprise provient de la place que s'octroie le député de Marseille dans l'animation et la gestion d'Adidas. Contre toute attente, M. Tapie ne sera pas le président du conseil de surveillance du groupe : un grand patron allemand, très proche des milieux bancaires et qui a remporté des affaires très difficiles, devrait en fait prendre la tête de cet organe chargé en droit de contrôler la gestion du directeur. L'équipe constituée par M. Tapie comprend d'ailleurs une autre vedette « américaine », en la personne de M^{me} Gilberte Beaux, la trésorière de M. Barre lors de l'élection de 1988 et surtout pendant longtemps fidèle bras droit de Sir Jimmy Goldsmith à la Générale occidentale. « Je suis intervenue pour aider Bernard Tapie à mettre au point le montage juridique et fiscal de l'opération Adidas », nous a précisé la « banquière », qui est à l'origine de la création de la holding Bernard Tapie Finance GmbH porteur de la participation de 80 % de BTF dans Adidas.

Chargée du contrôle de gestion au sein du conseil de surveillance d'Adidas, M^{me} Gilberte Beaux sera également vice-présidente de BTF Allemagne dont Bernard Tapie se réserve la place de numéro un. Conseiller financier désormais officiel de l'industriel français, M^{me} Beaux nous a indiqué que cette collaboration ne l'engageait qu'à mi-temps et qu'elle entendait conserver ses autres occupations, parmi lesquelles ses mandats d'administrateur de la Générale occidentale et de la General Oriental, la holding de Sir Jimmy située aux îles Caïman, sans oublier bien sûr son activité... au Conseil économique et social.

CAROLINE MONNOT

Un entretien avec M. Denis Kessler

« La collectivité pourrait fixer une limite à la retraite par répartition » propose le président élu de la Fédération française des sociétés d'assurances

Universitaire de formation et principal auteur d'un dossier fort controversé publié en juillet dernier par l'INSEE sur l'avenir des retraites (1), M. Denis Kessler prendra officiellement le 1^{er} janvier 1991 ses fonctions de président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Alors que, parallèlement à la réforme du financement de la Sécurité sociale impulsée par la contribution sociale généralisée, le débat sur l'évolution des dépenses, notamment sur les pensions, reprend de la vigueur, M. Kessler insiste, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur la nécessité de programmer dès maintenant les mesures néces-

saires et de fixer un cadre strict au développement des retraites par répartition.

« L'étude de l'INSEE que vous avez dirigée a suscité de vives réactions, notamment syndicales. Dans les prochaines années, la question des retraites va-t-elle effectivement se poser avec l'acuité que vous décrivez ? »

« Soyons clairs : les retraites d'aujourd'hui n'ont rien à craindre. Mais, si rien n'est fait, les cotisations prélevées sur les actifs, dont les effectifs vont sans doute diminuer, vont augmenter très brutalement vers 2005-2010, entraînant des effets pervers économiques et sociaux insupportables. Pour éviter un tel report inique des charges issues du vieillissement sur les générations de demain - nos enfants ! - il faudra relever l'âge effectif du départ à la retraite, et limiter la progression des prestations.

« Toutefois, ces mesures nécessaires ne seront pas suffisantes, car elles ne permettront pas complètement d'éviter une forte hausse des cotisations. Faisons vivre la répartition, en stabilisant les transferts qu'elle opère en pourcentage du revenu national. Finissons le surcroît de charges à venir en transférant du pouvoir d'achat d'aujourd'hui à demain. Cela nécessite un effort exceptionnel d'épargne collective et individuelle.

« La sagesse populaire veut qu'on ne mette jamais ses œufs dans le même panier. Faisons donc reposer la retraite des Français à la fois sur les transferts et sur l'épargne. Cela peut se faire par la constitution de fonds de réserve au sein des régimes de retraite par répartition, par la création de fonds de pension à la française, dans les branches ou les entreprises, administrés conjointement par les partenaires sociaux mais gérés par des professionnels et, enfin, par l'instauration de véritables produits d'assurance-retraite débouchant sur une rente, encouragés par la fiscalité.

« D'autres pays dont le système de retraite repose d'ores et déjà sur l'épargne se sont engagés dans cette voie de la préparation de l'avenir. La Suède, la RFA, les Pays-Bas, les

Etats-Unis, le Japon, qui ont créé depuis longtemps des fonds de pension, constituent en outre des fonds de réserve internes aux régimes par répartition. Partout, on encourage l'épargne contractuelle à long terme.

« Vous profitez de l'occasion pour vous livrer à un plaidoyer en faveur des produits d'assurance... »

« La place de la capitalisation est beaucoup plus importante en RFA, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, au Japon ou aux Etats-Unis que chez nous. En France, la part préfinancée des retraites est tout à fait négligeable, « éphémère ». Au passage, je considère inconcevable qu'en matière de retraites la France puisse vivre sa propre vie indépendamment des autres pays européens. Il me semble difficile de concevoir qu'en Europe l'âge de la retraite soit à terme de soixante-huit ans en RFA et de soixante ans en France... Réaliser un espace social européen me semble une nécessité.

« La capitalisation est un chiffon rouge agité depuis plusieurs années

pour éviter de prendre les mesures qui s'imposent. Appelons cela de l'épargne ! Or le taux d'épargne des Français a baissé d'un tiers depuis 1980 alors qu'il faudrait qu'il augmente pour éviter les difficultés qui se profilent à l'horizon. Les pays qui ont en longue période des taux de croissance élevés et des excédents commerciaux sont ceux qui mobilisent le plus d'épargne. Cette épargne aujourd'hui accumulée, les Français la retrouveront demain au moment de leur retraite. Dans l'intervalle, elle financera leur emploi et la croissance. Pourquoi ne pas coupler le besoin fondamental d'épargne de la société française avec cette protection de l'avenir, celle de nos régimes de retraite ? Il n'y a qu'en France que les syndicats ne veulent pas entendre parler d'épargne collective et affirment qu'il s'agit de solutions antisociales. Les syndicats allemands, anglais, suédois, néerlandais ne partagent pas la position de leurs collègues français. Leur force est souvent liée à l'existence de fonds de pension par capitalisation. Les

exemples de la RFA ou de la Suède sont là pour le prouver.

« Quelle doit être, à terme, la place de la capitalisation dans le système des retraites ? »

« Ce qu'il faut, c'est une programmation dans le temps. Il n'y aurait rien de pire que d'attendre une crise. Or ce qui me frappe par rapport à l'étranger, c'est l'impertinence collective qui, en France, consiste à se dire que les problèmes de long terme seront réglés au moment où ils se poseront et non pas au moment où on les pressent. Nos amis d'outre-Rhin sont parvenus par la concertation à assurer l'avenir du régime de retraite public par un partage équitable entre les actifs et les retraités jusqu'à l'an 2010. Imitons-les.

« Dans le cadre de cette programmation, la collectivité pourrait fixer à la retraite par répartition une limite au-delà de laquelle ne pas aller, afin de limiter les effets pervers des hausses de cotisations et surtout d'éviter de transférer le poids de notre ajustement démographique sur les générations futures. Progressivement, on stabiliserait la répartition, le surcroît de charges étant entièrement financé par des mécanismes d'épargne. C'est là le seul moyen de sauver la répartition, à laquelle je suis attaché, car des tensions trop fortes peuvent amener au rejet de mécanismes publics obligatoires. Il s'agit de la faire vivre et non de la faire disparaître ou même d'y substituer de la capitalisation.

« Selon vous, quel doit être ce mécanisme ? »

« La répartition représente aujourd'hui 12 % du PIB. L'idée serait de se dire qu'elle ne peut en aucun cas dépasser tel ou tel pourcentage et qu'au-delà le surcroît de charges sera assumé par la capitalisation individuelle ou collective encouragée par l'Etat. L'équité entre les générations est aussi respectable, sinon davantage, que l'équité entre les catégories sociales à un moment donné... »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL NORMAND

(1) L'avenir des retraites, Economie et statistiques, n° 233 (juin 1990).

Une interview du Prix Nobel à « la Cote Desfossés »

M. Milton Friedman a confiance dans l'économie américaine

Qu'est-ce qui ne va pas dans l'économie américaine ? Rien de fondamental, selon M. Milton Friedman, pape du monétarisme. Dans une interview au quotidien financier la Cote Desfossés, l'ancien Prix Nobel d'économie règle son compte à la question du déficit budgétaire et ses comptes avec la Réserve fédérale.

Le déficit ? Ce qui importe, ce n'est pas le montant nominal « 200 milliards ou même 300 milliards de dollars, mais le rapport de ce montant au revenu national » qui n'est que de 2 %. M. Friedman ironise sur les effets qu'on a prêtés successivement au déficit budgétaire : la montée du dollar entre 1980 et 1985, puis sa baisse ;

l'expansion économique entre 1982 et 1989, et maintenant le ralentissement de l'activité...

Le vrai responsable des difficultés économiques américaines, c'est la Réserve fédérale, obsédée par le niveau des taux d'intérêt à court terme. Pour maintenir les Federal Funds à 8 %, la Fed a d'abord trop restreint la création monétaire, et, à présent, elle la relâche excessivement. On ne s'étonnera pas de voir M. Friedman se livrer à une analyse monétariste. Tout juste peut-on noter qu'il semble regretter aujourd'hui l'ère Reagan, qu'il avait vertement critiquée en son temps... pour avoir contrevenu à l'idée de base du monétarisme, celle d'un taux de création monétaire constant.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après un conflit de quatre mois et demi

Le travail a repris à la caisse primaire d'Evry

Le travail a repris normalement mercredi 24 octobre à la caisse primaire d'assurance-maladie d'Evry (Seine-et-Marne), dont l'activité était gravement perturbée depuis le 11 juin dernier. Les syndicats FO, CFTD et CGT sont parvenus à un compromis avec les pouvoirs publics sur le paiement des jours de grève. Mardi, le personnel réuni en assemblée générale a accepté les modalités de reprise du travail : 72 % des retenues pour fait de grève seront restituées, dont 35 % immédiatement, le reste étant lié à la résorption des 2,1 millions de dossiers de remboursement d'assurés sociaux accumulés durant le conflit.

Après, le gouvernement avait donné son aval aux modalités d'attribution d'une enveloppe de 4 500 points. Selon la CFTD, « le relevé de conclusion consacre 531 mesures individuelles sur 1 500 salariés concernés ».

La grève des transports en commun

Le trafic a été plus perturbé en province qu'à Paris

La grève nationale des transports en commun a été diversement suivie mardi 23 octobre à la suite des appels lancés par la CGT, pour toute la France, et par FO pour les villes de province. La fédération CGT a recensé « des arrêts de travail dans vingt-six réseaux de transports urbains, représentant plus de 80 % de la profession ».

A Paris, le métro et les bus ont normalement circulé le matin, mais les perturbations ont surtout été ressenties entre 10 et 14 heures, quand le SAT (autonomie) s'est joint au mouvement, puis de nouveau en fin d'après-midi. Le trafic du métro était assuré entre 60 % et 100 %, selon les lignes, celui des bus à 80 %. La ligne B du RER n'était pas affectée, tandis que la ligne A fonctionnait à 70 %. En revanche, la manifestation de 120 chauffeurs de taxi, à l'appel de la

CGT, de la CFTD et d'un comité de coordination, a provoqué une série d'embouteillages. Les taxis protestaient contre leurs conditions de travail et leurs rémunérations.

En province, le mouvement a été très suivi à Lyon, où 10 % des personnels travaillaient à 13 h 30, les bus étant plus affectés que le métro. La communauté urbaine de Bordeaux a été entièrement paralysée et Reims l'a également été à 95 % pendant deux heures. Le service a été très perturbé dans la matinée à Marseille pour les bus et trolleybus. Le trafic était assuré à 45 % à Toulouse, à 30 % à Strasbourg.

En revanche, les consignes n'ont guère eu d'effet dans un certain nombre de villes, dont Grenoble, Nantes, Montpellier, Clermont-Ferrand et Dijon, ainsi que dans la plupart des agglomérations du nord de la France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Wagons-Lits au cours du premier semestre 1990 s'accroît de 6,7 % par rapport à celui de 1989. La baisse sensible du chiffre d'affaires obtenu au titre des activités diverses provient de la cession fin 1989 de l'activité de locations de bateaux de plaisance. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 9 %.

	1989	1990	Variations %
Secteur ferroviaire	5 530	5 280	- 4,5
Secteur du tourisme	8 150	8 540	+ 4,8
Secteur de l'hôtellerie	6 590	7 210	+ 9,4
Secteur de la restauration	17 640	19 870	+ 12,6
Location de voitures	4 500	5 070	+ 12,7
Activités diverses	2 490	1 930	- 22,5
	44 900	47 900	+ 6,7

Pour l'ensemble de l'année 1990, les résultats courants du groupe devraient être inférieurs à ceux de 1989 en raison des conditions plus contraignantes de nos contrats de restauration ferroviaire, d'une situation toujours difficile chez Europcar, particulièrement en Grande-Bretagne, et enfin de l'accroissement important du poids de l'endettement du groupe. Cette détérioration intervient malgré une amélioration sensible des résultats du tourisme et de l'hôtellerie.

INDUSTRIE

Une circulaire rappelle les règles juridiques sur la protection des logiciels

La saisie de logiciels copiés dans les locaux de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), le 4 octobre dernier, a inquiété les services du premier ministre. Nul doute que, si le choix de l'INPI par l'Association de producteurs de logiciels (APL) pour révéler ces pratiques frauduleuses était particulièrement judicieux, cet organisme est loin d'être le seul à avoir ce genre de mœurs. La visite d'un commissaire de la direction centrale de la police judiciaire dans un ministère ou autre service administratif serait du plus mauvais effet.

Ainsi une circulaire du 17 octobre 1990, publiée au Journal officiel du 21 octobre et destinée aux ministres et secrétaires d'Etat, rappelle les règles juridiques applicables à la protection des logiciels. Tout acheteur de programme ne peut en effectuer qu'une copie et une seule à des fins de sauvegarde. Le non-respect de cette clause peut entraîner des peines allant de trois mois à deux ans de prison et une amende de 6 000 à 120 000 francs, « même s'il n'a pas agi dans son intérêt personnel ». La circulaire incite les membres du gouvernement à prodiguer information et formation au droit de l'informatique aux personnels des ministères.

Préférée à trois autres concurrents

La Générale des Eaux devrait reprendre Delattre-Levivier

Le dossier Delattre-Levivier serait-il enfin bouclé ? Le conseil d'administration de l'ancienne filiale de Creusot-Loire, spécialisée dans la tuyauterie industrielle, devrait entériner, ce mercredi 24 octobre, la proposition de reprise de GTIE, filiale de la Générale des Eaux. Le prix de cession serait compris entre 250 et 300 millions de francs. Cette décision mettra un terme à une longue période de troubles dont l'origine remonte à la faillite du géant du Creusot en 1984.

Reprise en 1986 dans des conditions pour le moins douteuses par la Financière Bortin, dont le président-directeur général, M. Jacques Pendaris, est aujourd'hui inculpé d'abus de biens sociaux, Delattre-Levivier (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et 2 400 salariés) est officiellement en vente depuis mars.

Durant l'été, le Comité interministériel de restructurations industrielles avait retenu, en concertation avec M. Pendaris, propriétaire de 87 % du capital, quatre candidats à la reprise : GTM - Entrepote, filiale de la Lyonnaise des Eaux, Dumez, Dynaspring, pôle mécanique du holding Dynaction, GTIE, et Nord-Est, holding de Paribas.

En raison des difficultés financières du transporteur

Le directeur général de Lexmar Corporation quitte son poste

La compagnie américano-sud-africaine Lexmar, dont le siège est à Greenwich au Connecticut, éprouve des difficultés financières. Le directeur général du groupe, M. Morten Kristiansen, vient de quitter son poste. Son départ intervient au moment où des rumeurs font état d'une éventuelle demande, de la part des dirigeants, de bénéficier du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites.

Lexmar est propriétaire de grands navires transporteurs de pétrole ou de minerais ou gestionnaire de navires d'autres armateurs, notamment le groupe norvégien Borgeesen, mais avec la crise du Golfe, les taux de fret ont chuté. C'est une filiale de Lexmar, la société Lexmar France, qui a proposé, il y a déjà plus d'un an, de reprendre les chantiers navals de La Ciotat, une opération à laquelle s'oppose farouchement le gouvernement français. Un porte-parole de Lexmar Corporation aux Etats-Unis a cependant précisé qu'il n'était pas question, pour le moment, d'abandonner le projet de La Ciotat. Lexmar France elle-même traverse de graves difficultés.

Les 130 salariés membres de la CGT ne sont plus payés depuis quatre mois et la CGT a attaqué Lexmar France devant le conseil des prud'hommes.

Pour préparer l'« après-charbon »

Les Houillères du Nord-Pas-de-Calais réorganisent leurs filiales industrielles

Les derniers puits charbonniers du nord de la France fermeront en décembre. Pour préparer l'« après-charbon », les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, filiale de Charbonnages de France, ont décidé de regrouper toutes les filiales industrielles au sein d'une société holding. L'ensemble comptera une douzaine d'entreprises employant au total 2 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 1,5 milliard de francs.

Depuis plusieurs années, les HNBPC ont développé, à côté de leurs activités traditionnelles (cokerie, centrales thermiques, etc.), une

série d'entreprises pour la plupart en association avec d'autres partenaires afin de reclasser leur personnel et d'utiliser au maximum les actifs et le savoir-faire des houillères : récupération des terrils, briquetterie, maintenance, usinage, mécanique, négoce charbonnier, vente de schistes, incinération des déchets, utilisation du gaz de mine (grisou), etc. Ces sociétés, devenues autonomes et relevant désormais du secteur concurrentiel, prendront dès l'an prochain la relève de l'extraction charbonnière qui a marqué la région depuis presque trois siècles et dont l'arrêt définitif est prévu le 21 décembre.

ÉTRANGER

Conséquence de la crise boursière

Les bénéfices des quatre grandes maisons de titres japonaises en forte baisse

Les quatre grandes maisons de titres japonaises, Nomura Securities, Daiwa, Nikko et Yamaichi, ont confirmé mardi 23 octobre la forte baisse de leurs bénéfices nets pour le semestre terminé fin septembre. La baisse de leurs profits se situe entre 68,1 % et 48,5 % selon les établissements.

Elle a été provoquée par le plongeon de 46 % des cours boursiers et par la contraction de 30 % environ du volume quotidien des transactions boursières au cours de la première moitié de l'année financière. Les quatre firmes ont aussi enregistré un net tassement de leurs bénéfices d'exploitation avec la baisse de leurs

commissions et de lourdes pertes sur leurs activités commerciales.

Nomura, la plus grande maison de titres mondiale, a annoncé une chute de 48,5 % de son bénéfice net semestriel par rapport à la même période de l'an dernier, à 55,5 milliards de yens (2,2 milliards de francs). Les résultats de Daiwa ont plongé de 58,6 %, à 32,7 milliards de yens (1,3 milliard de francs), ceux de Nikko de 68,1 % à 20,3 milliards de yens (800 millions de francs). Enfin, le bénéfice de Yamaichi a sombré de 65,3 %, à 19,3 milliards de yens (760 millions de francs) pour la période avril-septembre. (AFP)

Philips indemnise ses actionnaires américains mécontents

Philips va payer 9,25 millions de dollars (47,08 millions de francs) à ses actionnaires américains, au terme d'un accord à l'amiable conclu avec les avocats de ces derniers. Des actionnaires américains de Philips avaient intenté, en mai dernier, une action en justice contre le géant de l'électronique néerlandais « pour informations incorrectes sur la marche de l'affaire entre le 8 janvier et le 3 mai 1990 ». Au 31 décembre 1989, 11 % des actions de Philips étaient détenues par des Américains.

La publication le 3 mai de résultats désastreux pour le premier trimestre 1990 avait pris de court les milieux financiers, créant une crise de confiance débouchant sur la démission, le 2 juillet, du président du groupe, M. Cor van der Klugt. Le 8 janvier, Philips avait enregistré un net tassement de son bénéfice net pour 1989.

Dès le 2 juillet, le nouveau président, M. Jan Timmer, avait indiqué qu'il s'attendait à une perte nette de 2 milliards de florins (1,2 milliard de dollars au cours actuel), soit le premier résultat négatif du groupe depuis sa constitution en société anonyme en 1912. Bien que jouant l'accusation des actionnaires américains « infondée », Philips a préféré « avoir recours à un arrangement qui soit moins onéreux qu'une longue procédure judiciaire ».

LOGEMENT

■ Loyer : hausse de 2,9 % pour les baux du deuxième trimestre. Conformément à la hausse de l'indice INSEE du coût de la construction, les loyers indexés sur les baux du deuxième trimestre augmenteront de 2,9 %. Cette hausse est publiée par le Journal officiel du 24 octobre. Il s'agit de l'augmentation la plus forte depuis un an puisque les précédentes avaient oscillé entre 0,9 % et 1,3 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe Locafrance

Après la transformation de LOCAFRANCE en société Holding, décision approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mai 1990, le Conseil d'Administration de LOCAFRANCE s'est réuni le 17 octobre 1990 sous la présidence de Monsieur Gérard BILLAUD et a pris connaissance de l'activité du Groupe pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Les trois premiers trimestres de l'année 1990 ont été marqués par une légère progression des contrats signés, de l'ordre de 2,1 % en moyenne, soit un montant de F. 8 925 millions dans les quatre pôles consacrés au crédit-bail et à la location financière, se répartissant comme suit :

• Biens d'Équipement :	+ 1,1 %
• Informatique :	- 5,1 %
• Immobilier :	+ 21,4 %
• International :	+ 25,1 %

Le chiffre d'affaires d'AGENA, Société de Services et de Distribution Micro-Informatique, s'est élevé, pour la même période, à F. 1 272 millions, ce qui représente une progression de 32,4 %.

Le Conseil a ensuite examiné les comptes consolidés au 30 juin 1990. Le bénéfice net consolidé du 1^{er} semestre 1990, part du Groupe, s'établit à F. 61,8 millions. Il convient de rappeler que le résultat consolidé de l'exercice 1989, part du Groupe, s'élevait à F. 117,5 millions, hors plus-value exceptionnelle.

Avec l'accord de la Treuhandanstalt

L'Air Liquide s'implante dans l'ex-RDA

Le groupe français L'Air Liquide a reçu l'autorisation de la Treuhandanstalt, organisme chargé de la privatisation dans l'ex-Allemagne de l'Est, de racheter une partie des actifs de la société Tega, principal producteur de gaz dans cette nouvelle région de la RFA. Un accord a été signé, matérialisant cette cession. Il a été accepté par tous les concurrents ouest-allemands de L'Air Liquide, ce qui met fin aux actions judiciaires engagées sur ce dossier.

Les actifs repris représentent environ un tiers du potentiel de production et de distribution de Tega. Ils concernent les installations sises dans les régions de Berlin, Magdebourg et Erfurt, qui seront intégrées au groupe français d'ici la fin de l'année.

Déjà propriétaire de Ageco et de Chemichandel, L'Air Liquide va ainsi détenir environ 12 % du marché allemand des gaz industriels avec une position en pointe dans le gaz carbonique. Les dirigeants du groupe poursuivent des négociations en vue d'acquiescer une autre société de gaz industriels intégrée à un combinat près de Leipzig.

■ PanAm vend à United Airlines ses lignes entre Londres et les États-Unis. Continuant à vendre ses actifs pour tenter d'éviter sa mise en faillite, la compagnie américaine PanAm a accepté de vendre à United Airlines ses droits de trafic entre Londres et les États-Unis ainsi que deux Boeing 747 pour la somme de 400 millions de dollars (2 milliards de francs). Elle conservera ses lignes entre Londres, Miami et Detroit. Pour United, cette acquisition ouvre six nouvelles lignes vers l'Europe et une douzaine à l'intérieur du Vieux Continent alors qu'elle ne desservait, jusqu'à présent, que Paris et Francfort.

AFFAIRES

Nouveau président de la compagnie financière

M. Worms réorganise la direction de Suez

M. Gérard Worms, le nouveau président de la compagnie financière de Suez, a rendu public mercredi 24 octobre, la nouvelle organisation de la compagnie financière. La direction générale du groupe sera assurée par lui-même et par M. Patrick Ponsolle, directeur général et mandataire social. Les cinq pôles du groupe (Victoire-Colonia, Société générale de Belgique, Indosuez, Crédit-suez et la Hénin) relèveront de cette direction générale.

Par ailleurs, un comité de groupe composé de MM. Jeancourt-Galliani (Indosuez), Bernard Gelliff (La Hénin-Crédit-suez), Hervé de Carmoy (Générale de Belgique), Jean Arvis (Victoire), Dominique Chatillon (AFB), Philippe Pontet, Thierry de Labouillerie, Patrick Ponsolle et Gérard Worms sera institué pour réfléchir régulièrement aux orientations du groupe et à ses méthodes de travail. M. Bernard Gelliff, qui conserve son titre de directeur général, prendra la direction de Crédit-suez pour en faire le noyau d'un ensemble d'établissements spécialisés dans les services financiers. Il deviendra, par ailleurs, PDG de La Hénin.

CHARGEURS SA

a acquis

PATHÉ CINÉMA



Rothschild & Cie

Aôit 1990

501 101

521 من العمل

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Un projet pour la place de la Bastille

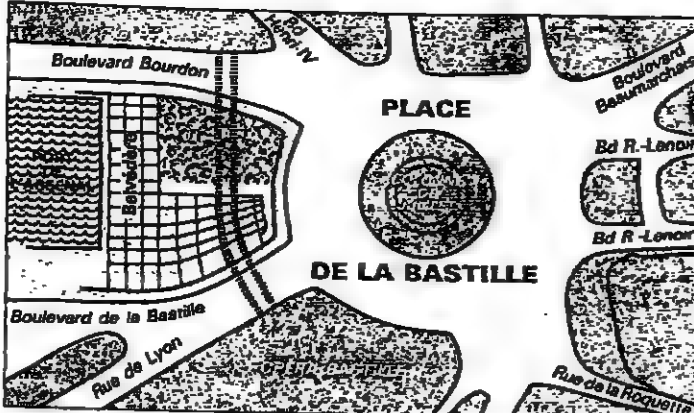
Espace piétonnier entre opéra et port de plaisance

Un projet qui propose de rendre aux promeneurs le vaste terre-plein situé entre le boulevard de la Bastille (dixième arrondissement) et le boulevard Bourdon (quatrième arrondissement), au pied de l'Opéra et jouxtant le port de l'Arsenal, vient d'être présenté à la mairie du quatrième arrondissement. Il est l'œuvre de M^{me} Katherine Vernel et pourrait être étudié prochainement par les édiles de la capitale.

Ce terrain, une des « façades » de la place de la Bastille, est aujourd'hui occupé par une station de métro dont les voies sont à ciel ouvert, un parc de stationnement désorganisé et sale, dessiné entre vingt-six planées, des barreaux forains, un abri pour un local vétuste de la RATP. Bref, une vermine dans l'environnement de ce quartier qui veut être la porte d'entrée de l'est parisien nouveau.

Avant même d'être rendu public, ce projet a un mérite, celui de poser la question : peut-on laisser en l'état la place de la Bastille, véritable nœud de circulation vers où convergent boulevards et rues sans aucune organisation spatiale ?

La construction de l'Opéra, l'aménagement du port de l'Arsenal sur les rives du canal Saint-Martin, ont en effet donné à ce haut lieu de Paris, populaire et historique, dominé par la colonne de Juillet, une ambition nouvelle. Jour après jour, le décor



change. Le Fouquet's y a pris ses quartiers. Les ateliers d'artistes se multiplient. Les yachtsmen de l'Arsenal, venus du monde entier, gagnent ses trottoirs. Des restaurants italiens et des cafés parisiens envahissent le macadam. Les flâneurs ont besoin d'espace. Le « tout-voiture » est désormais condamné. Deux cents ans après la décision de l'Assemblée législative (le 27 juin 1792) de créer une place sur les ruines de la forteresse honnie, la Bastille, émergeant de longues années d'indifférence

noyée dans les pots d'échappement, veut faire la belle.

Un belvédère pour les flâneurs

Le projet proposé à M. Pierre-Charles Krieg, maire (RPR) du 4^e arrondissement, imagine un large espace minéral et piétonnier. Il suggère, notamment, de couler une dalle au-dessus des voies de la station de métro pour gommer cette « barrière » infranchissable entre la place de la

Bastille et le port de l'Arsenal. Cet aménagement permettrait aux promeneurs de dominer le plan d'eau et de suivre à loisir le va-et-vient des bateaux. De ce belvédère, grâce à des chemins piétons, les flâneurs auraient la possibilité d'accéder directement aux quais du bassin de l'Arsenal, qui ferait désormais partie du paysage de la Bastille.

A l'angle du boulevard Bourdon et de la place, un jardin serait créé. Une allée principale de 8 mètres de large traverserait, de part en part, cet espace vert reliant directement le boulevard Bourdon à l'Opéra. Des allées plus petites, perpendiculaires à cette « voie royale », desserviraient des espaces plus intimes. Des bancs constitueraient l'essentiel des plantations auxquelles viendraient s'ajouter les platanes existants. Enfin, une fontaine trouverait place à l'ombre de l'Opéra. Ses éléments de différentes hauteurs répartis entre la place piétonne et le jardin animeraient l'espace rénové, qui pourrait « coiffer » un parc de stationnement.

Ce projet a l'avantage de s'intégrer en douceur dans le quartier et surtout de préserver les perspectives offertes par ce terrain vers la colonne de Juillet, l'Opéra et le bassin de l'Arsenal. Pour sortir officiellement des cartons, il devra recevoir l'aval des conseils des douzième et quatrième arrondissements, et bien sûr, celui du Conseil de Paris. Ultimes réflexions à propos de l'aménagement de cette place de la Bastille qui ne cesse d'agacer les élus, comme les urbanistes et les architectes, depuis qu'un matin de juillet une horde venue des faubourgs a jeté bas les vieilles pierres du sombre château fort du quatorzième siècle, devenu prison d'Etat. Le temps presse. A l'heure où les travaux pour édifier la fameuse coulée verte entre la Bastille et le bois de Vincennes viennent de commencer avenue Daumesnil, il est temps d'effacer ce parterre d'un autre âge, qui caladait les abords d'un Opéra que l'on voulait, hier encore, populaire.

JEAN PERRIN

Balade sur la Petite Ceinture

La ligne au bois dormant

D'aucuns diront qu'il faut être fou pour prendre par plaisir un train qui tourne en rond. Pourtant, les quatre wagons qui, derrière leur locomotive diesel, parcourent la Petite Ceinture, comme cela se produisait huit à dix fois par an, étaient, ce samedi d'octobre, pleins à craquer. Du Parisien curieux au touriste débrouillard, une clientèle très disparate se pressait pour monter dans ce convoi sans destination réelle. On fait le tour de Paris en ayant, pour une fois, le temps. Le trajet ressemble à un poème de Prévert, à une chanson de Bruant ou à une photo de Doisneau.

Chacun s'extasia de découvrir la rue Lacroix sous cet angle-là, ou le face inconnu de la Grande Arche (1). Deux heures plus tard, le voyageur entre en gare des Gobelins et visite ses entrepôts asiatiques. Les ronces et les graffiti ont recouvert les stations désaffectées. Des fougeres courent maintenant sur la voie et la rouille s'est attaquée aux rails.

L'exploitation de la ligne de la Petite Ceinture a été suspendue en 1934, car elle n'était plus rentable depuis trois ans. Pourtant, à sa création, en 1854, ce petit train avait fait bien des heureux : il concurrençait la diligence en proposant un trajet autour de Paris pour dix centimes au lieu de vingt-cinq.

Faut-il regretter le passé ? Oui, disent les associations de défense de l'environnement. A commencer par deux regroupements nationaux : la Ligue urbaine et rurale et la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France, qui s'insurgent contre tous les plans d'urbanisation touchant les limites de Paris, car le tram, esquisse, une partie de son charme, donc de son âme, à la capitale.

Ces associations ont été suivies par un autre groupe d'associations, qui sont interdépartementales. Toutes sont d'accord sur l'intérêt

touristique que pourrait représenter la Petite Ceinture si elle était sérieusement exploitée. Elles considèrent donc, comme M. Marcel Bonassat, l'un des organisateurs de ces promenades originales (2), que la remise en service de la ligne de la Petite Ceinture est pleinement justifiée et qu'elle trouverait moult utilisateurs.

« Sans compter », ajoute M. Lopez, président de l'Association Région Centre-Ile-de-France, qu'il faut favoriser les transports en commun dans ce secteur car le boulevard périphérique est surchargé. Contrairement au bus du même nom, le train de la Petite Ceinture ne dépend absolument pas de la circulation.

La mairie de Paris, elle, observe avec intérêt tous ces mètres carrés provisoirement inutilisés. Déjà, la ligne C du RER a, depuis septembre 1988, pris sa place entre pont Cardinet et l'avenue Henri-Martin. Quant au reste du tour de Paris, l'avenir de la ligne est encore assez imprécis. Pour l'instant, seuls certains trains de marchandises empruntent régulièrement les rails anciens entre les Batignolles, la Chapelle et lequel de la Rapée-Bercy. Et puis, parfois, un train de rêveurs s'offre la luxueuse d'un petit tour. Juste histoire de voir Paris sous un aspect bucolique, pendant qu'il en est encore temps.

ADELIN CHENON

(1) A partir de porte de Cléry, le train s'éloigne quelque peu de Paris : il est obligé de faire un détour par la ligne du Puteaux et de rejoindre la Petite Ceinture boulevard Victor, près de la Seine, au sud-est de la capitale.

(2) Ecrite à M. Marcel Bonassat, 8, place du Docteur-Paul-Michaux, 75016 Paris. 120 francs le tour. Réserver au moins un mois à l'avance. Prévoir cinq heures, car il y a une conférence à bord du train.

Dans le 5^e arrondissement

L'automne en fêtes

Les Fêtes d'automne, nées il y a dix ans de l'initiative commune du maire du cinquième arrondissement, M. Jean Tibéri, et du Centre culturel du Panthéon, proposent jusqu'au 17 février une série d'événements artistiques et culturels.

Une manifestation consacrée à la peinture a choisi pour cadre la chapelle de la Sorbonne, où sont exposées les œuvres du peintre Cesar Domela. Né en 1900 aux Pays-Bas, Domela, figuratif pendant ses premières années de jeunesse, se convertit à l'abstraction en 1923. Il rencontre Mondrian à Paris en 1924 et adhère au mouvement Stijl (style) qu'avait fondé Mondrian et De Stijl. « Esprit pionnier » par sa conception de l'art abstrait et sa peinture en relief, Domela a marqué plusieurs générations d'artistes. Depuis son ouverture, le 21 septembre, l'exposition connaît un tel succès - 700 visiteurs par jour en semaine et 1200 le week-end - qu'elle a été prolongée jusqu'au 4 novembre.

Après Bénédicte Bucher, une autre artiste du cinquième arrondissement est, à son tour, à l'honneur : Many Kriegel. Ses toiles seront visibles jusqu'au 4 novembre, salle du Souvenir à la mairie. Une artiste que les Japonais semblent apprécier puisqu'une émission de la télévision nationale lui a récemment été consacrée à l'occasion du Festival international d'Osaka.

Enfin, un véritable événement au cœur du Quartier latin marquera le dixième anniversaire de ces Fêtes d'automne. Pour la première fois en Europe, seront exposées des merveilles du Vatican provenant de divers services de l'Etat pontifical dont certains, telles la sacristie privée du pape ou la fabrique de Saint-Pierre, sont fermés au public.

La tiare de Napoléon

Selon M. Jacques Charles, commissaire général de cette exposition, il s'agit de mettre en valeur les liens qui ont uni la papauté et notre histoire nationale. Si cette relation entre le Saint-Siège et la « fille aînée de l'Eglise » a parfois connu des épisodes ombrageux, elle n'en témoigne pas moins d'une passion commune pour l'art. L'un des vestiges de cette passion partagée est la magnifique tiare offerte par Napoléon Bonaparte au pape Pie VII, et qui sera visible à la mairie du cinquième arrondissement à partir du 21 novembre. Bonaparte avait imposé à Pie VI, par le traité de Tolentino, en 1797, un rançon de 10 millions de livres en or et 5 millions de livres en objets précieux.

Parmi les bijoux qui prirent le chemin de Paris, une magnifique émeraude de trois centimètres de diamètre à sa base et 36 millimètres de hauteur que Grégoire XIII (1572 - 1585) avait ajoutée au sommet de la tiare du pape Jules II

(1503 - 1513). Lorsque Pie VII se rendit en France pour le sacre de Napoléon, il n'avait plus de tiare. Pour le gratifier de sa venue, Napoléon en fit fabriquer une nouvelle par Henry Auguste et Nitot, qu'il offrit au souverain pontife en 1805. Au sommet de cette tiare, Napoléon avait eu la délicatesse de placer l'émeraude de Grégoire XIII jadis dérobée. Hélas la tiare, dont le support était en bois, était tellement lourde que Pie VII ne put jamais la porter.

En choisissant comme thème de cette exposition « Trésors du Vatican, la papauté à Paris », le Quartier latin n'a pas seulement voulu montrer l'incomparable richesse des collections vaticanes, mais aussi rendre honneur au rôle joué par la papauté dans la conservation des arts, notamment depuis 1870, date à laquelle elle perdit son pouvoir temporel. Les visiteurs pourront, d'ailleurs, soutenir cette grande cause en offrant leurs dons pour la restauration des mosaïques de la basilique Sainte-Marie-Majeure, dont les frais sont évalués à 6 milliards de livres, soit environ 30 millions de francs.

Par ces festivités, le Quartier latin réaffirme sa vocation artistique et culturelle. Il veut offrir aux Parisiens de souche ou de passage un automne lumineux qui empiète allègrement sur l'hiver et qui, de la Moultrie à la Sorbonne, fasse oublier la mélancolie de la saison.

C. S.

Lascaux ouvre ses portes à Saint-Germain-en-Laye

Lascaux dans la ville natale de Louis XIV : le Musée des antiquités nationales abrite la reproduction, grandeur nature, d'une partie de la célèbre grotte. Journée « portes ouvertes » le 28 octobre.

Cinquante années ont passé depuis la découverte fortuite du plus monumental sanctuaire connu de l'art paléolithique : la grotte de Lascaux à Montignac (Dordogne). Mais elle a dû être fermée au public, il y a vingt-sept ans. Sa copie, Lascaux II, construite près de l'original, accueille chaque jour deux mille visiteurs.

Quelques centaines de kilomètres séparent Paris de la Dordogne. Heureusement le Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), installé dans une aile du château, a eu la bonne idée de reproduire une partie des peintures de Lascaux.

« Cette copie de la salle des taureaux », explique M. Jean-Pierre Mohen, conservateur en chef du musée, mise en place sur une structure résineuse reproduisant la forme exacte de la salle originale, a été rendue possible grâce à des relevés photographiques de l'Institut géographique national. Grâce, aussi, à une technique photographique de transfert sur relief - un peu comme une décalcomanie - spécialement mise

au point par Kodak. La salle des taureaux est ornée d'une vingtaine d'animaux, non seulement des taureaux, bien sûr, mais des chevaux et quelques petits cervidés peints dans des flammes de rouges et de noirs.

A l'initiative de M. Mohen, et pour fêter le cinquantième de la découverte de la grotte, une journée « portes ouvertes » est organisée dimanche 28 octobre. Le visiteur pourra découvrir les peintures et assister à la projection d'un film explicatif sur Lascaux. Une conférence donnée par M^{me} Marie-Hélène Marino, conservateur au Musée de Saint-Germain, sera suivie d'un débat.

Reste que la grotte de Lascaux abrite encore bien des mystères et soulève nombre de questions. S'il semble avéré qu'elle ait été un sanctuaire de chasseurs magdaléniens, on ne sait toujours pas interpréter les quatre cents signes abstraits qui figurent sur les parois de la grotte.

EDGAR ARNOLD

► Journée « portes ouvertes » Lascaux, au château de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), le 28 octobre 1990, de 9 h à 17 h 15 sans interruption. A 14 heures : projection d'un film suivi d'une conférence-débat. Entrée gratuite. Accès possible (8 francs) à l'exposition actuellement présentée au Musée des antiquités nationales : « Châteaux d'or et orfèvres des temps anciens ». Tél : 34-51-53-65.

Un centre d'information à Eurodisneyland

Avant même l'inauguration du parc d'attraction Eurodisneyland à Marne-la-Vallée prévu pour le printemps 1992, un centre d'accueil et d'information ouvrira ses portes le 1^{er} décembre prochain. Cet « Espace Euro Disney », accessible par l'autoroute A4, est implanté sur le site du futur parc, à trente kilomètres à l'est de Paris. Il accueillera le public, de 11 heures à 17 heures, dans un cadre directement inspiré du film Fantasia, l'un des chefs-d'œuvre du cinéma d'animation. Dans un hall de 160 m², de nombreuses maquettes représentant les futures installations seront exposées. Les visiteurs pourront consulter un document retraçant l'évolution des travaux en cours. La projection d'un film est aussi prévue, qui met en scène l'épopée d'un jeune garçon au milieu des grands personnages imaginés par Walt Disney. Enfin, un ensemble de gadgets et d'objets en rapport avec le monde merveilleux de cet artiste seront présentés dans une boutique de 140 m², et un service de restauration légère avec terrasse sera ouvert. La mise en place d'un tel centre répond avant tout au besoin d'entretenir l'intérêt et la curiosité du public pour le futur parc européen. Il donnera aux plus impatientes une première approche de ce monde magique du dessin animé.

Le Monde

NUMERO SPECIAL

MUTATIONS A L'EST

Pologne
Hongrie
RDA
Tchécoslovaquie
Bulgarie
Roumanie
Albanie

En moins d'une année les pays du pacte de Varsovie ont connu plus de bouleversements qu'en deux décennies d'immobilisme forcé. Parce que ces bouleversements ne se limitent pas à la chute du mur de Berlin et à la réunification allemande, le Monde procède à une analyse détaillée des mutations à l'Est, pays par pays : Pologne, Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie et Albanie.

Le Monde retrace les grandes journées de lutte des populations pour la démocratie ; il rappelle les liens historiques de ces pays avec l'URSS ; il dresse un panorama économique, politique et social, et analyse les principaux faits de société de ces nations en mouvement.

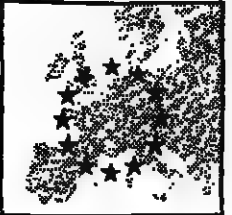
« Mutations à l'Est », un numéro spécial du Monde avec des chiffres récents, des cartes, des chronologies par pays des événements des deux dernières années, des reportages, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux et de ses correspondants.

132 PAGES - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : MUTATIONS A L'EST

NOM :	PRÉNOM :
ADRESSE :	
CODE POSTAL :	LOCALITÉ :
PAYS :	
FRANCE (métropole uniquement) :	Nombre d'ex. : _____ x 35 F (port inclus) = _____ F.
DOM-TOM et ÉTRANGER :	Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.
Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service vente du numéro, 15, rue Falguère, 75001 Paris cedex 15 - France. LMI/4	



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

HIGH TECH

LOCSTAR

Espionnée par des entreprises internationales prestigieuses, la société Locstar a pour vocation de développer, mettre en œuvre et commercialiser un réseau européen de radio-localisation et radio-messagerie par satellites, destiné aux mobiles terrestres, maritimes ou aériens. Le succès de ce système de communication de haute technologie se confirme et à ce titre, le Directeur Technique de Locstar recherche cinq de ses plus proches collaborateurs. Leurs missions respectives s'articuleront autour de trois "segments": celui des terminaux clients, celui des satellites, et notre "centre" de contrôle: stations et équipements de communication, centre de calcul et traitement des signaux, centres d'archives et de distribution de messages.

Responsable de l'exploitation du centre (R&E M/131)

Rattaché au Directeur Technique, vous assurerez le bon fonctionnement de ce centre d'exploitation et de contrôle, en garantissant la continuité et l'efficacité du service à l'aide d'une équipe composée à terme d'une vingtaine de spécialistes: communication avec les satellites, traitement des transactions, interface avec les réseaux de télécommunications.

Ingénieur de formation, votre expérience dans un poste similaire vous a permis d'acquies une bonne maîtrise des technologies spatiales ou des techniques de traitement de l'information ainsi que les qualités indispensables pour diriger un centre de traitement de très haute technologie.

Responsable logistique terminaux (R&E M/132)

Rattaché au Directeur Technique, vous assurerez la mise en place et l'évaluation de notre parc de terminaux-clients dans une politique de qualité de service: relations clients-fournisseurs, suivi de l'exécution des contrats, gestion informatisée du parc tant au niveau de l'approvisionnement que de l'efficacité des

réseaux de maintenance. Vous agirez en liaison étroite avec les entités commerciales européennes de Locstar. Ingénieur et familier des circuits de distribution et de S.A.V., vous avez acquis une expérience de la gestion de parc d'équipement.

Responsable des applications informatiques (R&E M/133)

Rattaché au Directeur Technique vous assurez le développement et la maintenance des applications destinées à notre clientèle ou aux besoins internes de Locstar: études de faisabilité en liaison avec notre Direction Commerciale, réalisation et validation de ces

applications par des moyens internes ou de sous-traitance. Ingénieur informaticien, vous avez acquis une expérience significative de développement de logiciels, ainsi que celle de l'encadrement d'équipes de développement et réalisation.

Responsable du segment spatial (R&E M/134)

Secondant notre responsable chargé de l'exploitation du centre, vous appuyez sur des moyens propres de télémesure et de télécontrôle. Vous apportez votre expertise à l'exploitation du centre et au développement des services à la clientèle pour tout ce qui concerne le

segment spatial (contrats correspondants, interface avec le CNES). Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience significative dans une fonction similaire qui vous a permis de vous familiariser avec la technologie des satellites spatiaux.

Responsable des télécommunications (R&E M/135)

Secondant notre responsable des applications, vous prenez en charge les choix relatifs aux réseaux publics de télécommunication véhiculant les communications entre le centre de traitement de Marseille et les sièges des clients. Vous assurez l'optimisation de ces choix sur les plans

technique et économique, ainsi que les négociations avec France-Télécom et les opérateurs européens de télécommunications concernés. Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience significative dans un poste similaire, soit dans une SSN, soit chez un utilisateur, soit chez un fournisseur.

Pour ces postes, situés d'abord à Evry (30 km au sud de Paris) jusqu'à fin 1991, puis dans la technopole de Château-Gombert entre Marseille et Aix, les relations professionnelles européennes impliquent la pratique du français et de l'anglais. Notre Conseil, Thierry de Carné, étudiera confidentiellement votre candidature et prétentions, adressées à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris. Merci de préciser la référence choisie. Fax: 45.00.98.67.

Linden



Le Groupe Roullier (3 milliards de FF de CA et 2000 collaborateurs) est spécialisé dans plusieurs années à INTERNATIONALISER et DIVERSIFIER ses activités: équipements commerciaux: fertilisation, agro-fourmures, nutrition animale, équipements agricoles, plasturgie, agro-alimentaire et biotechnologie. Pour faire face à notre expansion exceptionnelle - par croissance interne et par nous recherchons plusieurs

CADRES A HAUT POTENTIEL

Marketing - Commercial - Gestion Bilingues français

Après avoir intégré au sein de notre Direction du Développement International la culture originale de notre Groupe, vous êtes appelés à renforcer le management commercial et général de nos 20 sociétés françaises et étrangères. Européens, diplômés d'enseignement supérieur, juniors ou confirmés, aux talents et tempérament d'exception, une carrière nationale ou internationale très évolutive vous est proposée, jusqu'aux plus hauts niveaux de responsabilité.

Merci d'adresser - en français - lettre manuscrite, CV et photo (en précisant vos motivations géographiques et vos prétentions) nous réf. 94 à notre Direction des Ressources Humaines BP 158 - 35408 St-Malo cedex - France - Tél. 09.58.22.25. Une documentation sur notre groupe peut être adressée. Les premières entretiens pourront se dérouler dans votre pays.

La croissance maîtrisée

REGION CHAMPAGNE/ARDENNES

Directeur des Ressources Humaines

Un recrutement européen Une trajectoire ascendante...

Ascendante, cette fonction l'est dans notre Groupe, car nous cherchons un professionnel avec assez de "maturité" pour relever le défi et évoluer rapidement, sa mission accomplie, vers une fonction européenne. Nous n'excluons ni la Direction d'Usine, ni la Direction de Production, ni bien sûr, une évolution dans votre "Spécialité": les Ressources Humaines. Votre première mission: gérer les hommes (dans une usine de 1 500 personnes). Vous serez l'acteur essentiel d'un changement de culture par la valorisation de l'ensemble du tissu humain (cadres internationaux et personnel local), la communication (avec les instances paritaires mais aussi avec toutes nos catégories socio-professionnelles et notre environnement). Votre réussite et votre évolution supposent une bonne pratique du français et de l'anglais. Une présentation complète, du groupe, du site et de son projet, vous sera faite dès le premier contact.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1679, à FORCE 5 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS.

Le Monde International

Corporate Identity Consulting

Live in London - Work in Europe

Wolff Olins is the world's largest independent consulting firm specialising in corporate identity. Our clients are some of Europe's most influential corporations, ranging from Akzo, British Telecom and Chargeurs ... to Repsol and Volkswagen.

We are planning a number of senior appointments to our successful European consulting team, based in London and working for clients in Benelux, France, Germany, Scandinavia, Spain and the UK.

In return for a progressive work environment, we expect you to have the intelligence, self-confidence and individual

presence to operate convincingly at Chairman/Chief Executive level.

You will already have the consulting skills to build profitable long-term client relationships. At the same time, you will have the interpersonal skills to work as a member of a multidisciplinary team with the potential (which we will help you develop) to lead major corporate identity programmes.

If you are fluent in French and English, have a first class track record in management consulting and would like to find out more, please send your CV to: Christopher Davies Personnel Director

WOLFF OLINS

22 Dukes Road London WC1H 9AB

studer

La société «studer» est réputée dans le monde entier pour sa technologie de pointe en matière de rectification cylindrique. Plus de 600 collaborateurs contribuent à conserver et à défendre cette renommée. Nous recherchons pour renforcer notre réseau international des

électro-mécaniciens

pour notre service après-vente.

Profil: - formation d'électro-mécanicien avec expérience des machines NC/CNC - connaissance des machines-outils (rectification) - bon niveau en allemand et/ou anglais - domicile en région bien desservie (Paris, Tours, ...)

Vous êtes intéressés? N'hésitez pas à nous appeler ou envoyez-nous votre dossier de candidature. Merci.

studer

Fritz Studer SA, CH-3802 Thoune
Tél 1941 / 33-39 11 11

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours pour son département de génie civil un poste de

PROFESSEUR DE GÉOLOGIE

Orientation: géologie appliquée au génie civil.

Début d'inscription: 31 décembre 1990.

Entrée en fonction: 1^{er} septembre 1991 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander la formule de candidature au: Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne - CE-Examen, CH-1015 LAUSANNE/Suisse.

une car

dan

recrute

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

Consul

سكزا من الامل

صكزا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'International

... Le Monde • Jeudi 25 octobre 1990 37

une carrière dans le recrutement

Dans le cadre de son développement international, notre entreprise pharmaceutique recherche un

Consultant international

Votre activité professionnelle vous a passionné pour les relations humaines, et vous souhaitez aujourd'hui vous orienter vers le recrutement. Ce poste basé dans la proche banlieue parisienne nécessite de nombreux déplacements à l'international afin de recruter les personnels nécessaires à notre activité. De langue maternelle anglaise, outre le français, vous parlez l'espagnol.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, CV et photo à PUBLIVAL/10063 27, Route des Gardes - 92190 MEUDON qui nous les transmettra.

POSTES OUTRE-MER

Centaine de postes bien payés. Occasion pour vous. Renseignements gratuits. Service d'emploi outre-mer. Dipl. L.M. C.F. 480. 100 Mont-Royal, QUÉBEC CANADA H3P 3C7.

PREMIUM INTERNATIONAL

est une des plus importantes entreprises françaises de cadres publicitaires. Dans le cadre de notre extension vers l'Europe, nous recherchons immédiatement des contributeurs et agents en France, soucieux de bénéficier d'une collaboration étroite dans un milieu de qualité. Nous serons à Bordeaux, Marseille, Lyon et Lille entre le 6 et le 8 nov. pour effectuer le recrutement. Participez à notre succès ! Pour tous renseignements immédiats, contactez : Premium International, PO box 120, Wembley HA0 1XE, Angleterre ou téléphones à nos correspondants français : Joëlynn Chénier au : 18-44-81-800-01-77.

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

B R U X E L L E S

Important Groupe Français (700 personnes, 600 MF de CA), spécialisé dans la promotion et la gestion de cliniques, hôtels et résidences pour personnes âgées, recherche un

INGENIEUR BATIMENT

H/F

Afin d'autoriser la bonne réalisation de l'extension d'un hôtel existant à Bruxelles et d'une importante unité hôtelière à Amsterdam, vous prendrez en charge durant environ 2 ans :

- la négociation technique et commerciale des marchés des entreprises,
 - le pilotage et la coordination des chantiers,
 - les relations avec le maître d'ouvrage.
- Ingénieur de formation, votre expérience internationale a fait de vous un véritable professionnel du bâtiment. Vous êtes, bien entendu, parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible le néerlandais ou le flamand.

Poste basé de préférence à BRUXELLES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6978, à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra

Société ingénierie portuaire
recherche pour contrat deux ans
Afrique Francophone - Domaine Transports

- EXPERTS HAUT NIVEAU
10 ans expérience
- EXPERT EN GÉNIE CIVIL
- EXPERT EN MARKETING
ET STRATÉGIE COMMERCIALE
- EXPERT ÉCONOMISTE PLANIFICATION

Expérience en pays africains et aptitude au transfert des connaissances au niveau cadres supérieurs souhaitée. SALAIRES MOTIVANTS - AVANTAGES EXPATRIATION

Adresser C.V. sous n° 8106 - Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

agence spécialisée des Nations Unies ayant son siège à Genève, cherche **correcteur/correctrice d'édition de langue française** pour le Service d'impression et de dactylographie.

Le candidat, âgé de préférence de 27 à 37 ans, doit avoir un diplôme universitaire francophone ou une formation équivalente dans le domaine de l'édition, de l'imprimerie ou de la correction d'épreuves, une connaissance approfondie du français et une bonne connaissance de l'anglais ou de l'espagnol. La connaissance d'autres langues, notamment le russe, l'allemand, l'arabe ou le chinois, serait un avantage. Le candidat doit aussi justifier d'une maîtrise parfaite des termes et règles typographiques et de quelques années d'expérience dans la correction d'épreuves. La connaissance des différents stades et méthodes de fabrication des imprimés serait un avantage.

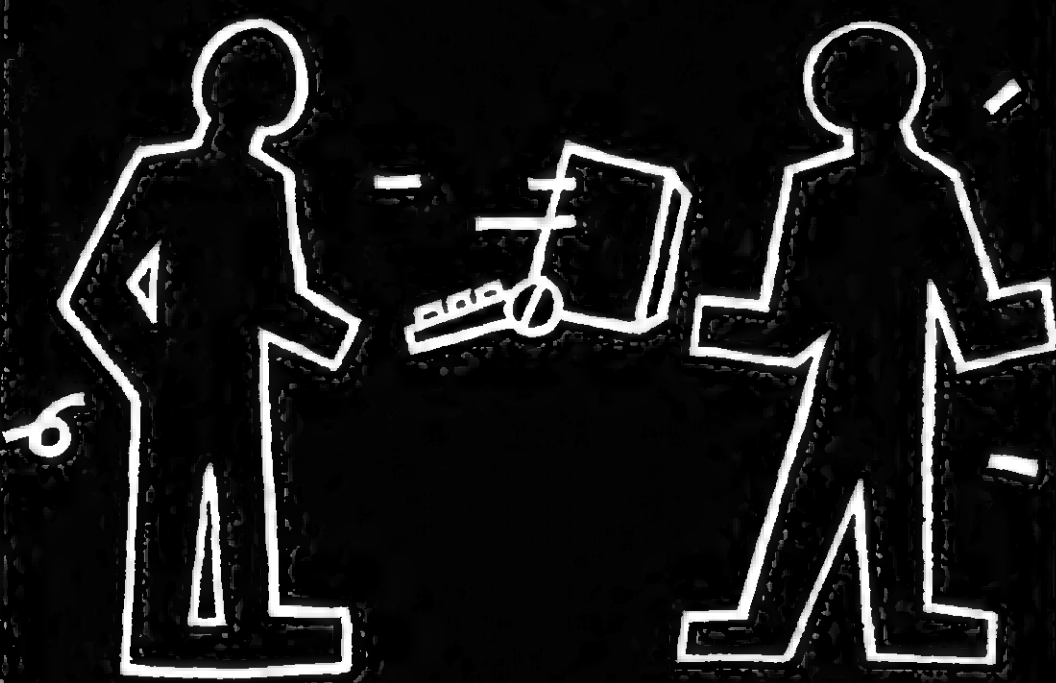
La description des fonctions se résume comme suit : prélecture, préparation des manuscrits et des documents en traitement de texte avant la composition ; correction des premières épreuves en donnant les indications nécessaires pour la mise en pages ; contrôle des épreuves de mise en pages comprenant la vérification des corrections et de la mise en pages, une lecture sans manuscrit portant plus spécialement sur le fond ; préparation de manuscrits et lecture d'épreuves sans contrôle d'édition.

Les conditions d'emploi sont intéressantes : traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et accidents. A qualifications égales, la préférence sera donnée aux candidatures féminines et aux candidatures des ressortissants de pays sous-représentés au BIT.

Les candidatures avec C.V. complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Bureau de correspondance du BIT, 205, boulevard Saint-Germain, F-75340 Paris Cedex 07 (France), téléphone (00331) 45 48 92 02. Réf. à indiquer : V/PROTEXT/68/90. Date de clôture : 19 novembre 1990.

IL NE SERA PRIS CONTACT AVEC LES POSTULANTS QUE SI LEUR CANDIDATURE EST EFFECTIVEMENT RETENUE.

Maintenant, vous pouvez répondre en quelques minutes à l'offre d'emploi de votre vie.



Maintenant, 36.15 LM vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre vie. 36.15 LM conserve également dans une « Boîte aux lettres » confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36.15 LM, c'est aussi un mois

d'annonces parues dans le Monde consultées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre C.V. Avec 36.15 LM vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

36 15 LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde

des Cadres

Recherche

JEUNE BTS ou DUT DIPLOMÉ

Libéré C.M., esprit méthodique et rigoureux. Connaissances en métrologie et en informatique appliquées pour assurer responsabilité qualité dans entreprise de construction aéronautique. Proche banlieue nord de Paris. Adresser C.V. à ref. n° 8105 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 PARIS.

Recherche

RÉPÉTITEUR

pour enfant classe 4^e, 3^e, 1^{er} 2^e 3^e, cours privés au domicile de l'élève. Tél. h.b. au 45-53-59-49.

Recherche

COLLÈGE PRIVÉ

cherche

PROFESSEUR

ET D'ORTHOPE EN ANGLAIS DE LANGUE MATERNELLE ANGLAIS. Tél. : 42-27-44-05.

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Recherche

Recherche pour une période hors-série

Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'assurance. Chaque année, les Sociétés d'assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

"PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H À 18 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H À 18 H

AU CNIT - PARIS LA DEFENSE

BIER LIGNE 4 - ARRÊT LA DEFENSE - PARIS 15

ENTRÉE GRATUITE

POUR L'ASSURANCE

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

A E L'ARGUS Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 25 octobre 1990 39

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			MEUDON		
4 PIÈCES	18, rue Quincampoix	12 210	Parking, 77 m ²	27 bis, rue de Bellevue	6 400	Parking, 73 m ²	68-80, rue de la République	5 800
111 m ² , 4 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 833	1 ^{er} étage, imm. neuf	Frais de commission	+ 853	3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 087
2 PIÈCES	18, rue Quincampoix	6 500	4 PIÈCES	45 bis, rue de Mouzaia	6 950	Immeuble neuf	Frais de commission	+ 4 127
63 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 840	Parking, 86 m ²	Frais de commission	+ 846	3/4 PIÈCES	MEUDON	7 500
Frais de commission		+ 4 625	Rd-ch., imm. neuf	SAGGEL 47-42-44-44	+ 846	Parking, 90 m ²	2, rue des Capucins	+ 986
8^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			Rez-de-chaussée	SAGGEL 47-42-44-44	+ 5 337
STUDIO	85-87, av. des Champs-Élysées	8 000	3 PIÈCES			4 PIÈCES	MEUDON	7 000
55 m ² , 4 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 720	Parking, 95 m ² , 1 ^{er} ét.	62-58, rue des Haies	8 000	Parking, 85 m ²	68-80, rue de la République	+ 1 285
Frais de commission		+ 4 269	Balcon, disp. janv. 91	CIGIMO 45-00-89-89	+ 1 100	4 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 4 981
3 PIÈCES	38, rue de Courcelles	9 300	Honoraires de location		+ 4 690	Immeuble neuf	Frais de commission	
96 m ² , 7 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 055	77 - SEINE-ET-MARNE			STUDIO	NEUILLY-SUR-SEINE	3 680
Frais de commission		+ 6 617	4 PIÈCES			40 m ²	39, rue Parmentier	+ 810
9^e ARRONDISSEMENT			Parking, 84 m ²	NOISIEL	4 368	Rez-de-chaussée	AGF 42-44-00-44	+ 2 618
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000	5 ^e étage	AGIFRANCE 47-42-17-61	+ 934	Cave	Frais de commission	
109 m ² , 1 ^{er} étage	GCI 40-16-28-71	+ 2 025	Frais de commission		+ 3 419	STUDIO	SAINT-CLOUD	3 375
11^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			45 m ²	2, rue du Bois-de-Boutogne	+ 633
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	5 PIÈCES			Rez-de-chaussée	AGIFRANCE 47-42-17-61	+ 2 761
20 m ² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 325	Parking, 86 m ²	BAILLY	4 807	3 PIÈCES	SAINT-CLOUD	5 400
2 PIÈCES MEUBLÉ	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	1 ^{er} étage	35, square des Marronniers	+ 1 290	Parking, 88 m ²	4, place du Moutier	+ 483
50 m ² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275	Frais de commission	SOLVEG 40-67-06-99	+ 4 005	Rez-de-chaussée	SAGGEL 48-08-95-70	+ 3 842
3 PIÈCES	4, rue Mouffe	6 657	Frais de commission			Frais de commission	48-08-95-70	
Parking, 71 m ² , 2 ^e ét.	LOC INTER 47-45-19-97	+ 623	3 PIÈCES			3 PIÈCES	SÈVRES	5 500
12^e ARRONDISSEMENT			Parking, 71 m ²	ISSY-LES-MOULINEAUX	5 900	Neuf	41, Grande-Rue	+ 797
2 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	5 190	3 ^e étage, cave	AGF 42-44-00-44	+ 750	Parking, 86 m ²	SOLVEG 40-67-06-99	+ 4 226
Parking, 52 m ²	AGF 42-44-00-44	+ 424	Frais de commission		+ 4 198	4 ^e étage	Frais de commission	
5 ^e étage, cave	Frais de commission	+ 3 693	PAVILLON	NOISY-LE-ROI	7 718	3 PIÈCES	SÈVRES	5 600
13^e ARRONDISSEMENT			5 pièces duplex	68, av. Georges-Buffon	+ 424	Neuf	31, Grande-Rue	+ 630
2 PIÈCES	67, boul. Auguste-Blanqui	3 250	111 m ² , jardin 685 m ²	AGIFRANCE 47-42-17-61	+ 5 490	89 m ²	SOLVEG 40-67-06-99	+ 4 600
50 m ² sur jardin	CIGIMO 48-00-89-89	+ 895	Frais de commission			2 ^e étage	Frais de commission	
Disponible janv. 91	Honoraires de location	+ 2 610	3 PIÈCES			4 PIÈCES	SÈVRES	4 600
14^e ARRONDISSEMENT			Parking, 73 m ²	ST-GERMAIN-EN-LAYE	5 860	Parking, 80 m ²	10, route des Pavillons	+ 908
2 PIÈCES	189-201, av. du Maine	5 591	1 ^{er} étage	40 quater A, rue des Ursulines	+ 860	1 ^{er} étage	SAGGEL 48-08-95-70	+ 3 273
5 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97	+ 399	Frais de commission		+ 4 162	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
15^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	VERSAILLES	6 385	2 PIÈCES	PANTIN	3 050
2/3 PIÈCES	3, place Violet	8 100	Récent, 89 m ²	6, boulevard du Roi	+ 871	Parking, 53 m ²	31, avenue Jean-Louis	+ 540
88 m ² , 6 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 314	Frais de commission	LOCARE 40-61-66-10	+ 5 380	4 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97	
Frais de commission		+ 5 784	6 PIÈCES	VERSAILLES	7 900	94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT			Parking, 116 m ²	96, avenue de Paris	+ 1 041	MAISON 5 PIÈCES	ORMESSON	6 910
2 PIÈCES	27, avenue Kléber	9 750	1 ^{er} étage	SAGGEL 48-08-95-70	+ 5 621	145 m ² , jardin	11, avenue des Tourelles	+ 150
75 m ² , 4 ^e ét., balcon	CIGIMO 48-00-89-89	+ 900	92 - HAUTS-DE-SEINE			garage	CIGIMO 48-00-89-89	+ 5 245
Possib. parking	Honoraires de loc.	+ 7 290	4 PIÈCES	CLAMART	6 300	Honoraires de loc.		
Disponible janv. 91			Parking, 93 m ²	1, rue de Bléville	+ 749	3 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	6 262
2 PIÈCES	12, avenue Boudon	6 817	1 ^{er} étage	SAGGEL 48-08-95-70	+ 4 483	Parking, 71 m ²	31-33, avenue Joffre	+ 877
54 m ² , 4 ^e étage, asso.	LOCARE 40-61-66-10	+ 767	Frais de commission	48-08-95-70		4 ^e étage, balcon	LOC INTER 47-45-19-97	
Frais de commission		+ 5 717	3 PIÈCES	GARCHES	3 955	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	7 204
17^e ARRONDISSEMENT			Parking, 72 m ²	21, rue des 4 vents	+ 981	Récent	7, rue de l'Amiral-Courbet	+ 1 387
3 PIÈCES	9, rue des Dardanelles	7 160	Rez-de-chaussée	SAGGEL 48-08-95-70	+ 2 814	96 m ² , 5 ^e étage	LOCARE 40-61-66-10	+ 8 011
70 m ² , chbre de serv.	GCI 40-16-28-71	+ 1 223	Frais de commission			asc.	Frais de commission	
3 PIÈCES	7-9, rue Nicolas-Chauquet	10 800	5 PIÈCES	LEVALLOIS-PERRET	7 350	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	6 500
76 m ² , 3 ^e étage	L'ÉPARGNE DE FRANCE	+ 900	Parking, 101 m ²	22, rue Camille-Polletan	+ 1 063	Parking, 87 m ²	35-37, avenue Joffre	+ 1 039
			Rez-de-chaussée	SOLVEG 40-67-06-99	+ 5 813	1 ^{er} étage, balcon	LOC INTER 47-45-19-97	
			3 PIÈCES	MEUDON	6 100	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	8 004
			Parking, 70 m ²	2, rue des Capucins	+ 775	Parking, 86 m ²	7, rue Feytaud	+ 888
			3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 4 340	3 ^e étage, balcon	LOC INTER 47-45-19-97	
				Frais de commission		4 PIÈCES	VINCENNES	7 517
						Parking, 86 m ²	63-65, rue Deffrance	+ 870
						7 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97	
						Terrasse		
						5 PIÈCES	VINCENNES	8 550
						Parking, 105 m ²	86, rue Deffrance	+ 1 000
						2 ^e étage, terrasse		

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



L'ÉPARGNE
DE FRANCE

LOCARE



CIGIMO
GROUPE GTF



MARCHÉS FINANCIERS

Après Indosuez et la Société générale

Le Crédit lyonnais obtient un siège à la Bourse de Tokyo

TOKYO

de notre correspondant

Crédit Lyonnais Securities vient d'obtenir un siège à la Bourse de Tokyo qui lui permettra d'intervenir directement sur cette place financière. Après Indosuez, par le biais de W. I. Carr, et la Société générale, le Crédit lyonnais est la troisième banque française représentée à la Bourse de Tokyo.

L'obtention de ce siège, qui a donné lieu à un long « bras de fer » avec les autorités japonaises, a eu pour contrepartie l'ouverture à Paris d'une agence de la Long Credit Bank japonaise et de la maison de titres Nippon Kangyo Kakumaru.

Selon M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, cette entrée à part entière à la Bourse de Tokyo ne fait qu'illustrer la présence, déjà importante de la banque (plus de un million d'employés) dans la région Asie-Pacifique. Le Crédit lyonnais devrait être bientôt représenté en Malaisie, seul pays de la zone où il est encore absent. M. Haberer est d'autre part le pro-

mier banquier européen à avoir renoué avec la Chine après les événements du printemps 1989.

M. Haberer estime que les perspectives actuelles de la Bourse de Tokyo ne doivent en rien dissuader son action dans un pays et une région considérés comme « prioritaires » : « Je suis tout à fait confiant dans l'avenir à court et moyen terme de l'économie japonaise. Le marché japonais est certes moins invulnérable qu'auparavant aux « corrections de marchés », mais derrière les périodes financières, il faut regarder l'économie réelle ».

M. Haberer estime que le flux de capitaux japonais devrait à l'avenir se diriger moins vers les États-Unis, où ils sont en régression, qu'en direction de l'Europe. A moyen terme, pense-t-il, les banques japonaises, qui sont au service d'une économie qui doit perpétuellement recycler ses excédents commerciaux, seront de plus en plus actives dans cette partie du monde.

Ph. P.

Le Crédit foncier lance une OPE sur ses emprunts

Le Crédit foncier va lancer entre le 29 octobre et le 14 novembre une offre publique d'échange sur une série d'emprunts obligataires (21 exactement) émis entre 1975 et 1989. Cette opération porte sur un montant global d'environ 25 milliards de francs. A la place de ces titres, les détenteurs se verront offrir des obligations nouvelles concentrées sur deux « gisements ». L'un de ces gisements, l'emprunt 10 %, venant à échéance en 1998 (4,1 milliards), existe déjà. Le second est à constituer pour une échéance survenant à l'horizon 2001.

Pour le Crédit foncier, l'opération a plusieurs objectifs. Tout d'abord, elle doit permettre à l'établissement financier de rattrapper quelques pics de remboursement arrivant à échéance précisément

entre 1997 et 1999 (20 milliards de francs à taux variables) et les égarer au-delà de 2001. L'offre d'échange a également pour but de répondre à la demande de liquidité des porteurs institutionnels.

A cet égard, les deux gisements proposés présentent les trois conditions de base de la liquidité : un montant nominal élevé, des caractéristiques en ligne avec l'apparence actuelle du marché et surtout des teneurs de marché solides. Bien que l'OPE s'adresse à tous, le Crédit foncier pense que les particuliers n'ayant pas de demande spécifique sur la liquidité, garderont leurs titres. Sur les 25 milliards de l'échange, une dizaine devraient être souscrits sans difficulté.

Y. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Activité du 1^{er} semestre 1990 : + 23,8 %

UNILOG, Groupe de Conseil et d'Ingénierie Informatique, se place sur le seul créneau des prestations intellectuelles, au 7^{ème} rang des SSI françaises (Source Logiciels et Services). En 1990, le Groupe continue sa croissance régulière de l'ordre de 20 %, améliore sa rentabilité et confirme sa maîtrise des grands projets.

Comptes de résultats consolidés (en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1990	1 ^{er} semestre 1989	Variation en %
Chiffre d'affaires	260.621	210.467	+ 23,8
Production (chiffre d'affaires + production stockée)	269.082	214.017	+ 25,7
Résultat courant avant impôts	12.546	13.608	- 7,8
Bénéfice net part du groupe	4.732	2.697	+ 75,5

Ces résultats sont sous-évalués du fait d'un accroissement exceptionnel des En-Cours, travaux qui ont été effectivement facturés après la clôture de l'exercice du 1^{er} semestre.

Ce décalage de facturation est sans signification économique. La croissance réelle de l'activité et du bénéfice courant avant impôts est supérieure à 20 %.

La disparition des événements négatifs exceptionnels de l'exercice 89, se traduit par l'accroissement du bénéfice net part du groupe. L'activité du 1^{er} semestre se caractérise par une forte demande de nos produits de gestion industrielle. Nous avons enrichi notre offre et passé de nouveaux accords avec constructeurs et concepteurs de logiciels, dont la signature n'a été effective qu'au cours de l'été. Plusieurs opérations d'intégration de systèmes en cours de réalisation confirment notre maîtrise sur cette compétence.

Trois événements méritent d'être signalés :

- La cession du département Santé de la filiale UNILOG Pluri Systèmes. Cette opération a permis un recentrage vers nos activités traditionnelles d'ingénierie.

- La sortie du périmètre de consolidation de la société CAFC est la conséquence du non renouvellement du droit de distribution en France du logiciel Goldenscore et de la vente de notre participation minoritaire à des conditions favorables.

- Le Groupe s'est installé dans son nouveau siège social au 97/99 boulevard Pereire dans le 17^{ème} arrondissement.

Enfin, une étude portant sur la notoriété et l'image des Services en Ingénierie Informatique met en exergue la qualité des prestations du Groupe.

Le respect des délais, le bon rapport Qualité/Prix et la fiabilité des engagements sont les trois composantes sur lesquelles UNILOG se place en deuxième position du classement réalisé sur les cinquante premières SSI (Source : Étude TMO Consultants).

Le 3^{ème} trimestre 90 suit la croissance du 1^{er} semestre. L'activité des neuf premiers mois de l'année sera en augmentation de près de 20 % par rapport à la même période 1989.

Le niveau d'activité laisse prévoir pour l'ensemble de l'exercice 1990 un développement de plus de 20 % et une rentabilité en amélioration par rapport aux 9,47 % de 1989.

NEW-YORK, 23 octobre ↓

La baisse revient

La tentative de reprise ébauchée par la Bourse new-yorkaise quelques heures auparavant a tourné court. Réamorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la séance de mardi et, à la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 2 484,06, soit à 22,03 % en dessous de son niveau précédent, après cependant, avoir touché un point bas à 2 480,20.

Le bilan général de la journée n'a cependant pas été comparable à ce résultat. Au contraire, sur 1 955 valeurs traitées, 804 ont monté, alors que 688 ont baissé et 463 n'ont pas varié. De l'avis général, ce phénomène témoigne de la grande incertitude des investisseurs. Favorablement impressionné par la détente enregistrée au Moyen-Orient, le marché s'inquiète néanmoins de la montée de la violence en Israël. Surout le ton très ferme du président Bush, qui refuse tout compromis avec le régime de Hama, mais déroute à la fois. Autre facteur d'incertitude : l'absence persistante de tout accord sur la réduction du déficit budgétaire.

Conséquence, des investisseurs ont vendu des valeurs védettes, en pointes des derniers temps, pour acheter des titres de second ordre.

VALEURS	Cours du 23 octobre	Cours du 22 octobre
Alcoa	54 7/8	54 7/8
AT&T	49 3/4	49 3/4
Boeing	49 3/4	49 3/4
Chrysler	12 1/2	12 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	38 3/4
Exxon	49 3/4	49 3/4
Ford	49 3/4	49 3/4
General Electric	53 3/4	53 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	107 3/4	107 3/4
ITT	49 3/4	49 3/4
McDonald	77 3/8	77 3/8
Pepsi	38 3/4	38 3/4
Rockwell	57 1/2	57 1/2
Texas	38 3/4	38 3/4
Union Carbide	38 3/4	38 3/4
Westinghouse	38 3/4	38 3/4
Yale	38 3/4	38 3/4

LONDRES, 23 octobre ↑

Bien orienté

La Bourse londonienne a terminé la séance de mardi en nette hausse, malgré la faiblesse de Wall Street à l'ouverture. L'indice des 100 valeurs principales a gagné 25 points à 2 127, soit une progression de 1,2 %. En dépit d'une amélioration par rapport à la veille, le niveau d'activité des échanges, avec seulement 374,7 millions d'actions échangées contre 338 millions lundi.

L'espoir d'une solution pacifique à la crise du Moyen-Orient et l'annonce lundi d'une réduction surprise du déficit de la balance des paiements courants britannique en septembre ont soutenu la tendance.

Les cours du pétrole, qui avaient fortement baissé depuis la semaine dernière, ont enregistré un peu de terrain, après une rumeur au sujet d'un accord sur le retrait iranien du Koweït. Les valeurs pétrolières se sont améliorées en conséquence.

FAITS ET RÉSULTATS

1) Bénéfices en baisse pour Bouygues. Le groupe français de bâtiment et de travaux publics Bouygues a annoncé le 23 octobre un bénéfice net consolidé de 102 millions de francs pour le premier semestre 1990, en baisse de 43 % par rapport à la même période de 1989. Mais, l'an dernier, Bouygues, les chiffres ne naient en compte une importante plus-value relative à la cession des trois Quartiers. En revanche, le chiffre d'affaires du groupe pour les six premiers mois de cette année (35,3 milliards de francs) est en hausse de 14 % par rapport à la même période de 1989.

2) Fusion Lyonnaise-Dumex : début d'échange des actions. Les opérations d'échange des actions de Dumex, le groupe de travaux publics qui a récemment fusionné avec la Lyonnaise des eaux, devaient débuter le 23 octobre. Les actionnaires de Dumex se verront offrir, comme cela a été approuvé par les assemblées générales des deux groupes le 31 septembre, des actions Lyonnaise des eaux, à raison de 4 actions pour 3 actions anciennes Dumex. Cette opération permettra aux porteurs de titres Dumex d'ajuster leurs droits dans l'échange, les actions Dumex continuant à être cotées (sous leur nouvelle valeur nominale de 100 F) sur le marché au comptant du 24 octobre 1990 au 31 janvier 1991 inclus.

3) BASF rachète une firme chimique en ex-Allemagne de l'Est. Le géant de la chimie allemande, le groupe BASF, vient d'acquiescer l'usine de synthèse de Schwarzhelde AG. Le contrat a été signé après plusieurs mois de négociations avec la Freudenthal, l'organisme chargé de gérer les

PARIS, 24 octobre ↓

Tassement

Au lendemain de la nette hausse observée rue Vivienne (+ 2,21 %) marquant ainsi la liquidation du terme d'octobre, le nouveau mois boursier de novembre a débuté sur une note indécise. L'indice CAC-40 après s'être apprécié de 0,23 % à l'ouverture perdait une demi-heure plus tard 0,4 %. En fin de matinée, la tendance s'inversait et le baromètre de la place parisienne revenait à + 0,17 %. En début d'après-midi, peu avant le début des transactions à Wall-Street, le revirement de nouveau au rouge et affichait un repli de 0,6 %.

Cette indécision était due en grande partie à la préoccupation des intervenants quant à l'évolution de la conjoncture américaine, et au problème du déficit budgétaire dans ce pays. L'annonce de la libération éventuelle de tous les otages français en Irak et au Koweït n'a pas provoqué d'enthousiasme chez les gestionnaires qui s'interrogent sur l'évolution du conflit dans le Golfe.

La stabilisation du prix du pétrole sous les 29 dollars n'a pas non plus poussé les gérants à s'activer sur le marché et à passer à l'offensive. Toutefois, le volume des transactions semblait assez appréciable sans pour autant atteindre celui de la veille. Mardi, en effet, les échanges sur le marché à règlement mensuel ont dépassé la barre des 3 milliards de francs (3,215 milliards exactement), un niveau méconnu depuis le 23 août dernier. Les principales hausses étaient enregistrées par Locomotives, Eurotunnel et Michelin. Le manufacturier poursuit ainsi son redressement amorcé depuis le début de la semaine. A l'inverse, parmi les baisses figuraient CMB Packaging, Pechiney et Bouygues. Le géant du BTP était pénalisé par le recul de 45 % de son bénéfice semestriel.

TOKYO, 24 octobre ↓

Virement à la baisse

La Bourse de Tokyo a baissé mercredi après sept séances consécutives de hausse. L'indice Nikkei a clôturé en recul de 1,67 % (421,42 yen) à 24 878,88 yen.

Après l'ouverture, le Nikkei était en recul de 380,34 yen, soit - 1,5 %, à 24 917,38 yen.

Environ 300 millions de titres ont été échangés dans la matinée contre 23 millions mardi matin et 550 millions durant toute la journée de mardi. Selon les courtiers, le marché avait besoin d'une pause après sept séances consécutives de progression et un redressement de 13 % de l'indice Nikkei. A midi-séance, 601 valeurs étaient en baisse, contre 258 en hausse et 142 inchangées.

VALEURS

Cours du 24 octobre

Cours du 23 octobre

Cours du 22 octobre

Cours du 21 octobre

Cours du 20 octobre

Cours du 19 octobre

Cours du 18 octobre

Cours du 17 octobre

Cours du 16 octobre

Cours du 15 octobre

Cours du 14 octobre

Cours du 13 octobre

Cours du 12 octobre

Cours du 11 octobre

Cours du 10 octobre

Cours du 9 octobre

Cours du 8 octobre

Cours du 7 octobre

Cours du 6 octobre

Cours du 5 octobre

Cours du 4 octobre

Cours du 3 octobre

Cours du 2 octobre

Cours du 1 octobre

Cours du 30 septembre

Cours du 29 septembre

Cours du 28 septembre

Cours du 27 septembre

Cours du 26 septembre

Cours du 25 septembre

Cours du 24 septembre

Cours du 23 septembre

Cours du 22 septembre

Cours du 21 septembre

Cours du 20 septembre

Cours du 19 septembre

Cours du 18 septembre

Cours du 17 septembre

Cours du 16 septembre

Cours du 15 septembre

Cours du 14 septembre

Cours du 13 septembre

Cours du 12 septembre

Cours du 11 septembre

Cours du 10 septembre

Cours du 9 septembre

Cours du 8 septembre

Cours du 7 septembre

Cours du 6 septembre

Cours du 5 septembre

Cours du 4 septembre

Cours du 3 septembre

Cours du 2 septembre

Cours du 1 septembre

Cours du 31 août

Cours du 30 août

Cours du 29 août

Cours du 28 août

Cours du 27 août

Cours du 26 août

Cours du 25 août

Cours du 24 août

Cours du 23 août

Cours du 22 août

Cours du 21 août

Cours du 20 août

Cours du 19 août

Cours du 18 août

Cours du 17 août

Cours du 16 août

Cours du 15 août

Cours du 14 août

Cours du 13 août

Cours du 12 août

Cours du 11 août

Cours du 10 août

Cours du 9 août

Cours du 8 août

Cours du 7 août

Cours du 6 août

Cours du 5 août

Cours du 4 août

Cours du 3 août

Cours du 2 août

Cours du 1 août

Cours du 31 juillet

Cours du 30 juillet

Cours du 29 juillet

Cours du 28 juillet

Cours du 27 juillet

Cours du 26 juillet

Cours du 25 juillet

Cours du 24 juillet

Cours du 23 juillet

Cours du 22 juillet

Cours du 21 juillet

Cours du 20 juillet

Cours du 19 juillet

Cours du 18 juillet

Cours du 17 juillet

Cours du 16 juillet

Cours du 15 juillet

Cours du 14 juillet

Cours du 13 juillet

Cours du 12 juillet

Cours du 11 juillet

Cours du 10 juillet

Cours du 9 juillet

Cours du 8 juillet

Cours du 7 juillet

Cours du 6 juillet

Cours du 5 juillet

Cours du 4 juillet

Cours du 3 juillet

Cours du 2 juillet

Cours du 1 juillet

Cours du 30 juin

Cours du 29 juin

Cours du 28 juin

Cours du 27 juin

Cours du 26 juin

Cours du 25 juin

Cours du 24 juin

Cours du 23 juin

Cours du 22 juin

Cours du 21 juin

Cours du 20 juin

Cours du 19 juin

Cours du 18 juin

Cours du 17 juin

Cours du 16 juin

Cours du 15 juin

Cours du 14 juin

Cours du 13 juin

Cours du 12 juin

Cours du 11 juin

Cours du 10 juin

Cours du 9 juin

Cours du 8 juin

Cours du 7 juin

Cours du 6 juin

Cours du 5 juin

Cours du 4 juin

Cours du 3 juin

Cours du 2 juin

Cours du 1 juin

Cours du 31 mai

Cours du 30 mai

Cours du 29 mai

Cours du 28 mai

Cours du 27 mai

Cours du 26 mai

Cours du 25 mai

Cours du 24 mai

Cours du 23 mai

Cours du 22 mai

Cours du 21 mai

Cours du 20 mai

Cours du 19 mai

Cours du 18 mai

Cours du 17 mai

Cours relevés à 15 h 12**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection) **23/10**

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
05-55-91-82, poste 4336

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix unitaire - m : marché auxiliaire

IRLANDE DU NORD :

attentats contre des postes-frontières

Six soldats britanniques sont tués à Londonderry et Newry

LONDRES

de notre correspondant

Six soldats britanniques ont été tués en Irlande du Nord, mercredi 24 octobre, lors de deux attentats à la bombe quasi simultanés commis contre deux postes-frontières entre l'Irlande du Nord et la République. Une vingtaine de personnes, pour la plupart des soldats, ont été blessées. L'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la violence la présence britannique dans la province, n'a pas encore revendiqué ces actions, mais sa responsabilité ne fait guère de doute.

C'est la première fois que l'IRA attaque au même moment deux objectifs très éloignés l'un de l'autre. Le premier est en effet situé au nord de la province, à Londonderry, tandis que le second se trouve au sud, près de Newry, sur la route reliant Belfast à Dublin.

Cinq soldats ont été tués à Londonderry et un seul à Newry.

La méthode employée est la même dans les deux cas : le conducteur d'un véhicule s'approche de la frontière est contraint, sous la menace, d'embarquer un engin explosif. Lorsqu'il arrive au niveau de la guérite et qu'un soldat s'approche de lui pour contrôler son identité ou simplement pour le dévisager, il a à peine le temps de crier qu'il y a une bombe dans sa voiture que celle-ci explose aussitôt. Les deux postes-frontières étaient pourtant défendus par des murs de briques, des barbelés, des miradors et des cloisons blindées.

Un homme de soixante-cinq ans au volant d'une camionnette a ainsi été obligé de se rendre jusqu'au poste de contrôle, près de Newry, parce que sa famille avait été prise en otage. Il a eu une jambe cassée lors de l'explosion.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Agriculture : « Les paysans ne capituleront pas », par Raymond Lacombe ; Irak : « Au pays de Sumer », par Jean-Pierre Faye ; Sanctions : « Une poignée de main », par Henri Montant. 2

La crise du Golfe

Le sort des otages français 3 à 6

Liban : les obsèques de la famille Chamoun

La session parlementaire

Les députés examinent le budget de la jeunesse et des sports... 10

De Gaulle aujourd'hui

La référence au gaullisme est devenue désormais un rituel... 11

SECTION B

Déchets nucléaires

Y a-t-il des traces de plutonium dans les déchets nucléaires enterrés près de Sacyr 7... 12

Le procès de l'adjudant-chef Chantal

Dix ans de réclusion criminelle pour le militaire accusé de viol et de séquestration... 13

Tour de France 1991

La journée d'action dans la justice... 14

EDUCATION

Les bahuts du cahuit • Le SGEN-CFDT présente son projet de réforme des lycées... 15 et 16

La 5 attribuée à Hachette

Le CSA choisit M. Lagardère... 17

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Dix-septième Foire internationale de l'art contemporain : les Américains à Paris • Tous les spectacles nouveaux... 21 à 32

SECTION D

Les projets de Bernard Tapie

Comment redresser Adides ? 33

L'avenir des retraites par répartition

Reprise du travail à la caisse primaire de l'Essonne... 34

Paris-Ile-de-France

Un projet pour la place de la Bastille... 35

Services

Abonnements... 2

Annonces classées... 36 à 39

Automobiles... 18

Carnet... 18

Marchés financiers... 40-41

Météorologie... 19

Mots croisés... 18

Radio-Télévision... 19

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1990 a été tiré à 542 183 exemplaires.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand rappelle les régions « à leurs devoirs » dans l'entretien des lycées

Rendant compte des délibérations du conseil des ministres, mercredi 24 octobre, le porte-parole du gouvernement, M. Le Pen, a expliqué que M. Mitterrand avait exprimé sa « préoccupation » sur l'évolution des négociations du GATT que le président de la République considère comme « grave pour notre pays ».

A l'occasion de la communication de M. Lionel Jospin sur la rentrée universitaire, le président a souhaité que le ministre de l'Éducation nationale « rappelle les régions à leurs devoirs » selon les termes rapportés par M. Le Pen, car les dispositions de la décentralisation ne sont pas entrées dans les esprits, juge le président de la

République qui a rappelé que la construction et l'entretien des lycées incombent aux régions, avant de souligner qu'il a lui-même constaté « la réalité physique parfois déplorable de certains établissements ».

Parmi les autres communications et projets de loi présentés en conseil, M. Louis Mermeas, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a présenté une communication sur la protection de la forêt contre les incendies. Selon le porte-parole du gouvernement, il s'agit d'un « plan d'ensemble » du gouvernement dont le caractère « rigoureux » est justifié par les enjeux.

M. Jean-Claude Karsenty est nommé directeur de l'administration pénitentiaire

M. Jean-Claude Karsenty a été nommé directeur de l'administration pénitentiaire, mercredi 24 octobre, en conseil des ministres. Il remplace à ce poste M. Jean-Pierre Dintilhac, nommé la semaine dernière directeur de cabinet du garde des sceaux.

L'administration pénitentiaire n'est pas une découverte pour M. Karsenty, puisqu'il avait participé cette année à une mission chargée d'un rapport sur l'amélioration des conditions de travail en prison, puis sur la sécurité dans les établissements pénitentiaires. Ce rapport avait été commandé par M. Pierre Arpaillange, après une succession d'évasions au cours de l'hiver dernier.

Son contenu n'avait jamais été rendu public dans sa totalité par le ministère de la Justice pour, avait-on à l'époque affirmé, « des raisons de sécurité » (Le Monde du 5 mai). M. Karsenty avait estimé que « la sécurité générale des prisons » n'était pas « apparue catastrophique ». Bien que les chiffres n'aient pas été publiés, il suggère l'embouche d'un millier d'agents et évaluait à 20 millions de francs les

crédits nécessaires à l'amélioration du parc pénitentiaire en matière de sécurité. Les personnels pénitentiaires avaient réagi très favorablement à la démarche de M. Karsenty, tandis qu'au ministère de la Justice certains considéraient qu'il était dangereux de mettre ainsi exclusivement l'accent sur « la sécurité », sans replacer les questions de sécurité dans une perspective plus générale.

(Né en 1937 à Montargis (Aube), M. Karsenty est licencié de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris et diplômé en sciences économiques de la faculté d'Alger. Il travailla au Maroc et en Algérie sur les questions de modernisation rurale et fut jusqu'en 1977, directeur du ministère algérien de l'Agriculture, puis secrétaire général des aliments du bétail, toujours en Algérie. Chargé de problèmes de gestion dans une société privée de 1979 à 1981, il était nommé secrétaire général du groupe socialiste de 1981 à 1985, avant d'être nommé président de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie. Depuis mars 1986, nommé par M. Pierre Joxe, dont il est très proche, inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, M. Karsenty y était chargé des problèmes de répression des infractions de stupéfiants et de la toxicomanie.)

Un cadavre qui pourrait être celui de Joseph Doucé est découvert en forêt de Rambouillet

Depuis sa mystérieuse disparition, le 19 juillet, les enquêteurs de la police judiciaire étaient convaincus que les chances de retrouver vivant Joseph Doucé, pasteur déchu et militant homosexuel, étaient fort minces. Mais ils ne pouvaient en apporter la preuve, faute de cadavre. D'ici quelques jours, il en ira peut-être différemment grâce aux gendarmes de la section de recherches de Versailles (Yvelines). La semaine dernière en effet, un promeneur leur a signalé qu'il venait de découvrir en forêt de Rambouillet le cadavre d'un homme, en état de décomposition avancée, qui n'était même pas enterré. Or il n'est pas exclu qu'il

s'agisse du corps du pasteur disparu. Seule à permettre l'identification formelle d'un cadavre, l'empreinte dentaire de Joseph Doucé avait été diffusée à tous les services de police et de gendarmerie. Des similitudes ont été relevées entre celle-ci et celle du cadavre de Rambouillet. De plus, l'état du cadavre pourrait correspondre à celui d'une personne décédée il y a trois mois, à la mi-juillet. Mais il faudra attendre une expertise complète pour que cette hypothèse, que l'on juge solide chez les gendarmes comme chez les policiers, devienne une certitude.

E. P.

Un opposant iranien a été assassiné à Paris

Un opposant iranien, âgé d'une soixantaine d'années, Cyrus Elahi, a été tué de quatre balles dans la tête, mardi 23 octobre, peu après 9 heures, à l'entrée de l'immeuble du 8, rue Bourdelle à Paris (15^e) (nos dernières éditions du 24 octobre).

Selon les premières constatations de la brigade criminelle de la police judiciaire, la victime, qui était de nationalité iranienne mais porteur d'un passeport américain, disposait d'un studio dans l'immeuble. L'homme a apparemment été abattu par un tueur isolé.

Diplômé en sciences politiques de l'université américaine du Michigan, Cyrus Elahi avait enseigné avant la révolution iranienne à l'université Melli de Téhéran. Il avait été en 1986, l'un des fondateurs d'une organisation de résistance l'Organisation de la liberté d'Iran (ODLI) avec M. Manoucher Ganji qui en est le président. Selon l'ODLI, la victime était au moment de son assassinat en possession d'une serviette noire contenant une liste de six cents personnes se trou-

vant en Iran. Dans un communiqué rendu public à Paris, l'ODLI dénonce ce « meurtre de sang-froid » et souhaite qu'il « ouvre les yeux du monde occidental qui croit aveuglément à la propagande islamique qui se veut modérée et respectueuse des droits de l'homme ».

Le communiqué note au passage que Cyrus Elahi a été tué « par une dictature qui depuis lundi ne figure plus sur la liste des terroristes établie par la Communauté européenne ».

L'assassinat de Cyrus Elahi semble constituer un avertissement à tous les opposants résidant en territoire français. Il fait suite à une série de meurtres - attribués à Téhéran - commis au cours des deux dernières années à Vienne (le chef kurde Ghassemlou), Genève (le frère de Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidines du peuple), à Doubaï (un colonel membre de l'ODLI) et à Istanbul et qui sont tous demeurés impunis.

J. G.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Salopium

ILS sont trop trognons, mes collègues du Parisien, avec leurs fracassantes révélations sur une décharge radioactive de l'Essonne. Vous savez ce qu'ils y ont trouvé, enfin, pas eux, un labo de Brême qui fait autorité en la matière, chargé d'analyser des échantillons de terre ramassés la nuit en catimini à Saint-Aubin ? Du plutonium. Et pas qu'un peu ! De quoi tomber à la renverse, 240 becquerels par kilo.

Panique chez les scientifiques allemands, pensez, suffit d'en respirer plus de 20 par an pour être mal, très mal ! Ils ont renvoyé le paquet à l'expéditeur en express, et leur labo, ils n'y remettront plus les pieds avant qu'il soit décontaminé.

Affoibés, indignés, les confrères font part de leur découverte à un haut responsable du Commissariat à l'énergie atomique. Sa réaction vaut son pesant de neurones. Du plutonium ? Oui, et après ? Qu'est-ce que ça a de surprenant avec tout ce qui traîne par là-bas d'europium, de césium, tout ça... Combien vous diriez qu'il y en a ? Tant que ça ? Tiens, comme c'est curieux,

comme c'est étrange ! Remarque, ce chiffre de 20 becquerels par an ne concerne que les chercheurs en contact permanent avec le plutonium. Alors, du calme, je vous en prie !

Il a raison ! En voilà des histoires ! Normal qu'il n'y ait pas une pancarte, pas une barrière, simplement deux vieux barbelés recouverts de ronces sur ce site si joliment baptisé l'Orme-des-Merisiers. Qu'est-ce qu'ils risquent, les gens qui vivent et qui bossent là, ou les cent soixante gosses lâchés chaque mercredi dans un « centre aéré » installé à côté ? De choper le cancer simplement parce qu'ils ont un bobo au genou ? Ou parce qu'en tombant ils ont avalé de la terre ? Ils pourraient faire attention, aussi... C'est vrai, ils arrêtent pas de se bousculer.

Non, moi, ce qui m'étonne, c'est qu'on laisse à l'abandon une matière - dangereuse peut-être, mais bon, quelle importance ? - précieuse surtout. Demandez donc à Saddam s'il serait pas content d'en avoir un tout petit peu. Probable qu'il n'y en a pas assez pour que ça vaille la peine de le ramasser. Domage !

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

Le Monde DES LIVRES

Gai, énergique, réconfortant.

d'insouciance

C'est une comédie, on y rit à grands éclats.

L'EXPRESSION

Une formidable histoire d'amour et de slip tricoté main.

Le Monde

Un film épataant au titre parfumé.

LE FIGARO

Splendide, hors gabarit, un bonheur.

vsd

On en redemande.

F. L. E.

